DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13265 - 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 22 SEPTEMBRE 1987

Le pape et l'Amérique

Jean-Paul II n'est pas homme à détester le genre de défi que lui proposent la société et l'Eglise américaines. En 1979 déjà, il avait dû affronter la mauvaise humeur des homosexuels et des religieuses contestataires. Les manifestations ont même été cette fois moins importantes que ce qui avait été prévu, mais les rassemblements populaires ont également été en deçà des espoirs des organisateurs de la visite.

Il en fallait plus cependant pour ternir l'atmosphère d'un voyage dans le Sud et sur la côte ouest des Etats-Unis, dont on retiendra en particulier l'accueil des Indiens de l'Arizona et du Nord-Ouest canadien, celui des Noirs à La Nouvelle-Orléans et des catholiques venus du Mexique et d'Amérique centrale. Non à l'oppression, au racisme ; oui au partage de la prospérité, a répété Jean-Paul II au continent le plus riche du monde, où les minorités ont toujours eu beaucoup de mal à s'intégrer.

Le principal centre d'intérêt de cette visite était cependant le face-à-face du pape avec une Eglise américaine réputée pour son esprit d'indépendance. S'il n'a pas esquivé l'affrontement, Jean-Paul II en a singulièrement déplacé les enjeux. Le visage de l'Eglise américaine bouge en effet. Reconnus à part entière depuis les années 60 — l'élection d'un John Kennedy l'a amplement prouvé, — les catholiques américains doivent aujourd'hui affronter un nouveau défi : en raison de la forte démographie des travailleurs hispaniques, clandestins ou non, un catholique sur deux parlera espagnol aux Etats-Unis, en l'an 2000.

L'intégration de ces nouveaux Américains se fait presque aussi mal dans l'Eglise, cléricale, figée dans ses privilèges que dans le reste de la société. Dans le Sud profond des Etats-Unis, le pape n'a donc pas fait autre chose que de rappeler aux catholiques américains leur propre passé d'immigrants, de flatter les valeurs de la « latinité » — sens de la famille et de la solidarité, piété simple, dévotion filiale — et d'expliquer en quoi la greffe des catholiques hispaniques est une chance non seulement pour l'Eglise, mais aussi pour une société marquée par le matérialisme, le confort et l'individualisme.

En attendant cette « latinisation » de l'Eglise américaine, qui augmenterait au demeurant l'influence de Rome, aucun des grands contentieux de ces dernières années — la revendication féministe, la contestation des religieuses et celle des homosexuels catholiques, le malaise des théologiens, la permissivité des fidèles en matière de morale sexuelle et familiale — n'a reçu, au cours de ce voyage, ne serait-ce que l'esquisse d'une solution.

Les quatre évêques qui se sont adressés au pape à Los Angeles étaient parmi les plus représentatifs de l'aile libérale de l'épiscopat américain, mais Jean-Paul II est resté ferme sur ses positions : le droit au désaccord, à l'adoption d'une morale détachée des préceptes de l'Eglise, n'est pas compatible avec l'appartenance catholique. Il y a fort à parier, pour l'avenir, sur un approfondissement du fossé entre les catholiques libéraux et les conservateurs, discrets au cours de ce voyage qui leur aura fourni bien des arguments.

(Lire page 2 l'article de J.-P. CLERC.)

La polémique autour de M. Le Pen et les interventions du chef de l'Etat

Le RPR menace le Front national de rompre les accords locaux

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a menacé, le 20 septembre au cours du « Club de la presse » d'Europe 1, de rompre les alliances locales avec le Front national si le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen ne renie pas les thèses dites « révisionnistes » sur l'existence des chambres à gaz. Le Front national, par la voix de M. Pascal Arrighi, a répondu qu'il voterait un texte punissant la remise en cause de l'existence des crimes nazis.

La mémoire longue

par Jean-Marie Colombani

Fidèle à lui-même, M. François Mitterrand est donc entré dans la bataille avant tout le monde : ainsi, le cas échéant, lorsque le moment de la campagne officielle sera venu, il ne lui restera plus qu'à engranger les bénéfices de ce qu'il sème au moyen d'une véritable guerre de mouvement. Celle-ci, déclenchée pour faire pièce à une énième tentative de « placardisation », est lancée sur les deux terrains — l'audiovisuel et les privatisations — qui peuvent raviver la rivalité entre M. Chirac et M. Barre.

L'accélération subite du mouvement présidentiel est peut-ère due, aussi, à la nécessité de contrer sans tarder l'avantage que M. Le Pen vient par son incontinence verbale de donner à la majorité. Les déclarations de M. Charles Pasqua montrent, en tout cas, que le RPR est *bien décidé à exploiter la faute du* président du Front national. La menace du ministre de l'intérieur de rompre les alliances locales avec l'extrême droite si celle-ci ne renie pas les thèses dites « révisionnistes » témoigne de cette volonté.

Lire la suite page 9.)

La majorité récuse les accusations de M. Mitterrand contre la CNCL

La Commission nationale de la communication et des libertés s'est réunie le lundi 21 septembre sous la présidence de M. Gabriel de Broglie. Elle devait mettre au point une réponse aux vives critiques que lui adresse M. Mitterrand dans l'hebdomadaire « le Point ». Dès dimanche soir, M. Léotard a jugé l'intervention du chef de l'Etat « injuste, inutile et partisane ». Pour M. Borotra, porte parole du RPR, M. Mitterrand « ne peut plus se présenter comme le père de la nation ».

Après l'attitude de l'armée en Nouvelle-Calédonie, la préparation du budget, le comportement du commandant Prouteau dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, l'audiovisuel est le quatrième domaine dans lequel M. Mitterrand est intervenu en huit jours.

Le président de la République, dans l'interview qu'il a accordée au *Point*, se livre à une sévère attaque de la Commission nationale de la communication et des libertés. Pour lui, elle *« n'a rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer ce sentiment qu'on appelle le respect »*. M. Mitterrand reproche notamment à la CNCL la nomination *« dès le premier jour » par la majorté de ses membres*, des nouveaux dirigeants des chaînes *« qu'ils ne connaissaient pas la veille »*.

Le chef de l'Etat estime également que le gouvernement de M. Chirac a rompu l'équilibre entre les deux secteurs, public et privé, de l'audiovisuel. Enfin, il appelle de ses vœux pour l'après-1988 *« une institution indiscutable composée de gens dignes de leur mission »*.

(Lire nos informations et l'article d'ANNICK COJEAN page 15.)



Les négateurs des chambres à gaz

par Jean-Pierre Rioux
historien

Bévue ou provocation ? Quoi qu'il en soit, le « point de détail » *de M. Le Pen ayant à ce jour mis* les chambres à gaz des nazis au cœur du débat politique, ceux qui nient leur existence peuvent se féliciter. Ainsi relayé par l'extrême droite, le délire qu'ils instillent depuis près de dix ans avec un acharnement monomaniaque — par l'ouvrage pseudo-scientifique, la brochure vengeresse, le tract pour enfants des écoles enjolivé par Konk, le siège des journaux et l'incident public délibéré, — pourrait toucher enfin au havre d'une prise de conscience par les masses du « *mensonge d'Auschwitz* ». *En* quelques phrases, le président du Front national leur a offert la *divine surprise*.

Sommes-nous déjà au point de non-retour ? Un fruit idéologique douteux mûrit-il après cette greffe, apparemment réussie, de la négation sur un « national-populisme » dont Michel Winock disait ici même *(le Monde* du 12 juin) combien il était sensible à tous les ressorts de l'exclusion ? Des chambres à gaz évacuées d'une histoire si confuse qu'il faut la raboter à la norme d'une vision de l'histoire, voilà un bon cheval de bataille pour ceux qui croient, avec Barrès, *que l'« imagination populaire simplifie les conditions du monde réel »*. Chaque citoyen *devra dire, de toute son intelligence*, quel sort il réserve au premier héraut politique du doute. Et le *rappel de quelques vérités premières* nourrira peut-être sa réflexion et sa vigilance.

Il faut d'abord dire halte à la confusion des mots et à sa diffusion paresseuse dans les médias. Car il n'y a pas de « révisionnistes » à propos des chambres à gaz et du génocide des juifs et des tsiganes par les nazis. Il n'y a pas que des *négateurs* de l'extermination, dont le premier soin a toujours *été de se* nommer par décret et de se faire nommer par lassitude des « révisionnistes ». Négateurs ils ont *été*, négateurs ils demeurent, incohérents mais déterminés, groupusculaires mais capables de rameuter tous les antisémites, avoués ou patelins, qui croisent à leur portée et dont, pour la plupart et au besoin avec tout détour opportun du côté d'Israël et de son « impérialisme », ils partagent et rajeunissent l'argumentaire et la haine.

(Lire la suite page 9.)

La visite du président Dos Santos à Paris

« Glasnost » à l'angolaise

Le président de la République populaire d'Angola, M. José Eduardo Dos Santos, devait commencer, le lundi 21 septembre, à Paris, une tournée européenne qui le conduira ensuite à Bruxelles, Stockholm, Rome et Lisbonne. Namibie, présence des troupes cubaines, adhésion au Fonds monétaire international, rééchelonnement de la dette, intérêts pétroliers et vente d'armes devraient être à l'ordre du jour des discussions avec le chef d'Etat de ce pays, qui cherche une ouverture à l'Ouest.

LUANDA
de notre envoyé spécial

Une odeur pestilentielle empuantit le centre de la capitale, au passage d'une benne à ordures d'origine italienne. C'est pourtant là un progrès pour l'hygiène par rapport aux tas de détritus qui envahissent la ville, au sommet desquels des enfants recherchent quelque nourriture dans cette période de grande pénurie.

L'agrément de la baie de Luanda, la curiosité d'y voir mouillés nombre de chalutiers soviétiques, le charme des quelques maisons coloniales portugaises restaurées, plus au sud, à Lubango, la beauté des jacarandas en fleurs et partout la grande gentillesse des Angolais ne masquent pas longtemps l'extrême dénuement de ce pays, au bord de la famine après douze ans de guerre et de bureaucratie et deux ans de chute de ses revenus pétroliers.

La guerre civile menée par l'UNITA de Joseph Savimbi, appuyé par les troupes sud-africaines et armé par les pays occidentaux, vise d'abord les objectifs économiques. Elle a contribué à détruire l'agriculture et l'élevage des hauts plateaux, à couper la voie empruntée par les minerais du Shaba et de Zambie, le chemin de fer du Benguela étant amputé sur plus de 300 kilomètres — de Huambo à Luena — de deux ponts principaux, de nombreux ouvrages secondaires, d'une partie de ses rails et de toutes ses sous-stations. La guerre *rend aussi hasardeuse l'exploitation* des diamants et a réduit à presque rien les exportations de café.

L'impéritie des bureaucrates — une fois parti l'essentiel de l'encadrement portugais après l'indépendance du 11 novembre 1975 — a fait le reste. Naguère l'un des pays les plus riches d'Afrique avec ses sept à huit millions d'habitants (il n'y a pas eu de recensement depuis 1970), répartis sur un territoire grand comme deux fois et demie la France, la République populaire d'Angola en est à demander aux pays et organismes internationaux une aide alimentaire d'urgence de *116 millions de dollars* et à chercher à rééchelonner une dette qui s'élève à 4 milliards de dollars (dont les deux tiers sur les pays du bloc soviétique).

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 4.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

La fin du voyage de Jean-Paul II en Amérique du Nord

Les catholiques américains estiment que le pape les a « écoutés » mais pas entendus

Jean-Paul II est rentré au Vatican le lundi 21 septembre au matin, après une fin de semaine fiévreuse en Amérique. Samedi 19, il avait multiplié les rencontres à Detroit, avant d'effectuer dimanche un « crochet » de près de 3 000 kilomètres dans le Nord-Ouest canadien, pour visiter, à Fort-Simpson, sur la rive gauche du Mackenzie, les Amérindiens inuits (Esquimaux) qu'il avait dû renoncer à rencontrer en 1984 en raison de conditions météorologiques mauvaises.

ROME
de notre correspondant

Cette fois, le ciel était dégagé. Cinq mille personnes étaient présentes (près d'un tiers de la population de l'immense Nord-Ouest, grand comme six fois la France). Hommes, femmes, enfants, vieillards, avaient voyagé parfois plusieurs jours, souvent à bord de canoës, pour honorer eux aussi un rendez-vous vieux de trois ans.

L'illustre visiteur fut accueilli par les battements lancinants des tambours des Dénés, l'ethnie dominante de cette région, où chaque habitant dispose de 100 kilomètres carrés. Il sembla s'attarder devant chacun, accordant, à sa manière, autant d'attention à ce vieillard, vêtu d'un anorak et portant une casquette marqué Coca-Cola, qu'à Mme Jeanne Sauvé, gouverneur général du Canada. Puis, se tournant vers les quatre horizons bornés par une courte végétation de trembles et de pins arctiques, il bénit l'eau, la terre, le vent et le feu sacré placé sur une pierre commémorative de cette visite, avant de monter sur un podium abrité par un grand *« teepee »* blanc, pour un *« pow wow »* (1) d'une vingtaine de minutes avec les leaders des conseils indigènes de tout le Canada.

Dans son discours, l'homme *« venu d'au-delà de l'Océan »* pour *« proclamer votre dignité et conforter votre destinée »* affirma, très applaudi, le droit des indigènes à une *« équitable part d'autonomie » (self government). « Jésus est indien »*, ajouta-t-il.

Suivit une messe très longue, au cours de laquelle, dans son homélie, Jean-Paul II exhorta les participants à concilier leur vie *« autochtone »* avec une *« ouverture à une plus grande communauté »*. Et, de fait, suggérait un fonctionnaire du gouvernement fédéral, une telle rencontre *« peut établir le début d'un concept de nation parmi une population structurée en clans trop faibles pour maintenir individuellement la tradition, face à une culture occidentale techniquement aussi écrasante qu'attirante »*.

« Vous êtes bénis de tant de façons »

Prenant congé, samedi soir 19 septembre, à Detroit de ses hôtes en présence du vice-président des Etats-Unis, M. Georges Bush, le pape s'était écrié : *« L'Amérique est belle ! (...) Vous êtes bénis de tant de façon ; (...) pour votre génie de l'invention et vos progrès splendides ; (...) pour ce que vous donnez aux vôtres et ce que vous faites pour les autres au-delà de vos frontières ; (...) pour votre quête de l'excellence et votre désir de corriger tous les maux »*. Dans cette ville de Detroit qui est un véritable carrefour humain (soixante-douze groupes ethniques recensés avec, en particulier, la plus forte communauté polonaise du pays après Chicago), le visiteur a tout spécialement remercié l'Amérique de son attitude ouverte envers les réfugiés.

Un million de fidèles

Le pontife a également cité au nombre des *« grande causes »* que promeut le pays *« la poursuite du désarmement, qui doit garantir la légitime défense »*. Auparavant, il avait chaleureusement salué les Nations unies, regrettant de n'avoir pu répondre cette fois à l'invitation de leur secrétaire général, M. Perez de Cuellar (2). Il s'est enfin longuement attardé sur l'émergence d'une *« interdépendance mondiale »* en matière économique et sociale — laquelle appelle l'avènement d'une *« nouvelle solidarité universelle »*.

Ainsi, Jean-Paul II reprenait-il dans ses derniers discours un thème qui a sous-tendu les aspects plus strictement pastoraux de sa mission américaine : les Etats-Unis ayant reçu beaucoup, leur responsabilité et leur devoir envers les autres sont immenses... De façon plus immédiate, l'Amérique doit résister à ses tentations actuelles de fermeture. A trois reprises, le pape a ainsi encouragé les catholiques à aider les immigrants clandestins.

Plus d'un million de personnes sans doute ont participé aux quelque cinquante messes, réunions et rassemblements organisés à l'occasion de ce deuxième voyage aux Etats-Unis. Autant se sont déplacées au long des rues et des routes pour l'apercevoir quelques secondes derrière les vitres blindées de sa *« papamobile »* à l'occasion de l'une ou l'autre de ces parades qu'affectionnent les Américains. Des dizaines de millions enfin ont pu suivre les faits et gestes du souverain pontife sur les très nombreuses chaînes de télévision qui ont assuré une forte couverture du voyage.

Par ce biais, une société encore souvent imprégnée de méfiance protestante envers l'Eglise de Rome a été longuement mise au contact d'un homme qui l'a évidemment irritée par plus d'un aspect de son message, mais dont elle a aussi apprécié l'absence de circonlocutions. *« C'est un rude bonhomme »*. Cette expression fréquemment entendue n'a certes pas une connotation péjorative aux Etats-Unis.

Au total, les manifestations annoncées avant le départ n'ont pas eu lieu — si l'on excepte celle, très véhémente, de quelque deux mille jeunes gens à San-Francisco. Nombre d'entre eux étaient des gays, choqués de la position du Vatican sur l'homosexualité. On a aussi vu une centaine de femmes devant la mission San Fernando à Los Angeles, qui protestaient contre la situation des femmes dans une Eglise qualifiée de *« machiste »*. Pour le reste, on entendit surtout des prêcheurs fondamentalistes protestants, isolés, invitant les foules à s'écarter de celui qu'ils dénomment invariablement l'*« Antéchrist »*.

L'Amérique profonde a également été sensible à l'organisation impeccable des cérémonies — à leur beauté aussi. Mais surtout des petits pas en avant ont été faits. Les plus notables concernent les relations de Rome avec les autres religions. Il y eut cette rencontre avec les juifs à Miami, rendue possible (après le grand émoi provoqué en juin dernier par la visite au Vatican du président autrichien Waldheim) par divers geste du Saint-Siège : le plus notoire avait été l'annonce, le 8 août, de la mise en chantier d'un document sur l'Holocauste, dont certains attendent une reconnaissance publique de la responsabilité du catholicisme dans le maintien à travers les siècles d'un antisémitisme qui a finalement conduit à la « Shoah ». La plupart des organisations juives américaines ont ainsi accepté la reprise du dialogue.

Fermeté sur la doctrine

Pour le reste, ce qui sera retenu de ce voyage c'est essentiellement la fermeté, la quasi-brutalité avec laquelle Jean-Paul II a rappelé sur tous les sujets, en doctrine et en morale, l'enseignement traditionnel. *« Un homme qui écoute mais n'entend pas »* : cette observation féroce est fréquemment revenue sous la plume de commentateurs. L'argument, cependant, est réversible. Ne peut-on ainsi penser que nombre de ceux qui ont applaudi l'homme Jean-Paul II n'auront pas pour première préoccupation de bouleverser leur comportement afin de suivre ses enseignements, en matière de contraception par exemple ? L'Eglise catholique des Etats-Unis, avec ses problèmes, ses doutes, ses failles, a, dix jours durant, donné d'elle l'image d'un grand dynamisme et d'un vif optimisme, à quoi n'est certes pas étranger l'afflux constant de forts contingents d'immigrants latino-américains. Répercuté par dix-neuf mille journalistes, l'événement revêt une portée dépassant largement les frontières du pays.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Teepee : tente indienne traditionnelle ; pow wow : la palabre.

(2) Jean-Paul II s'était adressé à l'Assemblée générale de l'ONU lors de son premier voyage aux Etats-Unis en 1979.

La guerre du Golfe

Sommet extraordinaire de la Ligue arabe le 8 novembre à Amman

Un sommet arabe extraordinaire se réunira, le 8 novembre à Amman, *« pour examiner les développements de la guerre irako-iranienne dans tous ses aspects et les menaces incessantes qu'elle fait peser sur les Etats du Golfe »*. Ainsi en a décidé, en dépit des « réserves » de la Syrie, le conseil ministériel de la Ligue arabe qui s'est réuni, le dimanche 20 septembre, à Tunis.

TUNIS
de notre correspondant

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah, n'a pas remis en cause le principe du sommet ni la participation de son pays mais a tenu à déclarer, au terme de la réunion, qu'il eût été préférable que les chefs d'Etat arabes soient appelés à se pencher *« sur toutes les questions décisives pour le devenir de la nation arabe sans qu'une priorité soit donnée à la guerre irako-iranienne sur le conflit israélo-arabe »*. Sans formuler officiellement la même restriction, l'Algérie a exprimé, croit-on savoir, une attitude quasi identique lors des six heures de discussions des ministres des affaires étrangères qui ont porté essentiellement sur le projet d'ordre du jour du futur sommet.

Non seulement se trouve ainsi retenu le seul thème souhaité par l'Irak et soutenu par plusieurs pays, dont l'Arabie saoudite et le Koweït, mais le Conseil de la Ligue a recommandé, en outre, à ses membres de *« poursuivre la conjugaison des efforts »* pour que le Conseil de sécurité des Nations unies applique *« de manière totale et globale »* sa résolution 598 du 20 juillet. Celle-ci prévoit indirectement le recours ultérieur à des sanctions à l'encontre du pays (en l'occurrence l'Iran) qui n'accepterait pas le cessez-le-feu auquel elle appelait dans le conflit entre Téhéran et Bagdad.

Le Conseil de la Ligue se retrouvait au terme du délai qu'il avait fixé à l'Iran le mois dernier (*le Monde* du 27 août) pour accepter la résolution du Conseil de sécurité, faute de quoi il serait procédé à une nouvelle définition des rapports arabo-iraniens qui pouvait aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, à laquelle s'opposaient toutefois Damas, Alger, Tripoli, Oman et les Emirats arabes unis. Et même si, dimanche, le prince Saoud El Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, a lancé *« un appel franc »* aux dirigeants iraniens *« pour qu'ils cessent leurs agressions et saisissent l'occasion de restaurer la paix au lieu de fomenter les guerres et les séditions »*, les positions demeurent aussi tranchées.

Face à ces divergences, à la suite de l'annonce que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se proposent d'explorer encore les possibilités d'un cessez-le-feu dans le Golfe, et dans l'attente de l'intervention prévue pour mardi du président iranien Ali Khamenei devant l'Assemblée générale de l'ONU, les chefs de la diplomatie arabe ont donc choisi — une fois de plus — de ne pas trancher et de s'en remettre aux chefs d'Etat. Mais d'ici au 8 novembre, nombre de développements peuvent encore intervenir et remettre en cause le sommet projeté.

MICHEL DEURÉ.

Deux nouveaux pétroliers touchés

Irakiens et Iraniens ont poursuivi, dimanche 20 septembre, leur guerre de représailles, s'en prenant à nouveau au trafic maritime dans le Golfe : deux pétroliers ont été touchés, l'un par l'aviation irakienne, l'autre par des navires iraniens, tandis que Bagdad menait des raids en profondeur en Iran contre des installations pétrolières.

Tôt dimanche matin, un pétrolier saoudien, le *Petroship B*, a essuyé les tirs de mitrailleuse d'une vedette rapide iranienne, mais, les dégâts étant apparemment minimes, le navire a pu traverser le détroit d'Ormuz et continuer sa route vers Djeddah, sur la mer Rouge. C'est, depuis le 29 août dernier, la dixième attaque de ce type.

Quelques heures plus tard, l'aviation irakienne a atteint, selon Bagdad, un *« important objectif naval »*, identifié par des sources maritimes dans la région comme étant le *Kharg-2*, un pétrolier affrété par l'Iran pour transporter du brut du terminal de Kharg vers des installations plus au sud.

Le commandement irakien a, en outre, annoncé des raids aériens, samedi, contre des installations pétrolières iraniennes, dont l'une à proximité de Téhéran et qui, selon Bagdad, alimenterait la capitale en pétrole. Deux stations de pompage auraient, de plus, été détruites dans le centre de l'Iran. L'artillerie iranienne à longue portée a de son côté, toujours selon Bagdad, poursuivi ses bombardements de localités irakiennes, dont le port de Bassorah.

Ces opérations militaires se sont accompagnées pendant le week-end de déclarations de la part des deux belligérants réaffirmant leur volonté de poursuivre la guerre, qui entrera, le mardi 22 septembre, dans sa huitième année.

Second oléoduc irakien

A Badgad, le président Saddam Hussein a clairement fait savoir que son pays n'entendait pas renoncer à ses attaques contre des pétroliers dans le Golfe. Recevant le ministre japonais des affaires étrangères, M. Tadashi Kiranari, M. Saddam Hussein a exigé que l'Iran accepte intégralement la résolution 598 du Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu. Le gouvernement irakien estime ainsi être en droit de *« se défendre »* tant que Téhéran n'aura pas accepté de mettre fin aux combats.

A Téhéran, M. Ali Mohamed Besharati, vice-ministre iranien des affaires étrangères, a tenu à démentir toutes rumeurs sur l'éventualité d'un cessez-le-feu. *« Il n'existe aucune perspective d'avenir commun à l'Iran et au régime irakien, et il n'y a pas lieu de négocier la paix »*, a-t-il déclaré.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Xavier Perez de Cuellar, a indiqué, peu après s'être entretenu, samedi, avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, que celui-ci n'avait *« rien apporté de nouveau »*. Le président de la République islamique, M. Ali Khamenei, devint s'adresser mardi à l'Assemblée générale de l'ONU.

Par ailleurs, l'Irak a conclu dimanche avec des compagnies japonaises, françaises, italiennes et sud-coréennes un contrat sur la contruction d'un second oléoduc transitant par l'Arabie saoudite. Long de 1 000 kilomètres et devant déboucher sur la mer Rouge, cet oléoduc IPSA-2 portera la capacité d'exportation de brut irakien par l'Arabie saoudite à 1,65 million de barils par jour, selon l'agence irakienne INA. La capacité du premier oléoduc est de 500 000 barils par jour. Des sources diplomatiques à Badgad estiment à 1,5 milliard de dollars payables en pétrole le montant de ce contrat. — *(AFP, Reuter.)*

Téhéran réitère ses accusations contre la « droite française »

Le président du Parlement iranien, M. Rafsandjani, a renouvelé ses accusations contre l'actuelle majorité en France, affirmant à nouveau que la *« droite française »* avait dépêché en Iran, alors qu'elle était encore dans l'opposition, *« une personnalité »* chargée de *« négocier »* avec les autorités de la République islamique.

Répondant, fin août, aux questions d'un journaliste de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* lui demandant ce qu'il en était de ses précédentes déclarations, selon lesquelles le parti de M. Chirac avait contacté, avant le 16 mars 1986, les dirigeants iraniens pour leur demander de « geler » les relations franco-iraniennes, M. Rafsandjani a confirmé cette démarche, que le premier ministre français avait démentie début août. *« Si ces faits devaient continuer à être niés, nous pourrions être amenés à produire les documents au sujet de cette démarche que nous avons conservés »*, a menacé M. Rafsandjani.

Le président du Parlement a, d'autre part, affirmé, dans son interview à *Jeune Afrique*, que Paris avait tenté de négocier l'échange de Wahid Gordji — l'interprète de l'ambassade d'Iran en France dont l'audition est réclamée par la justice française — contre les otages au Liban. Cette proposition d'échange aurait été faite, selon M. Rafsandjani, *« au cours des négociations secrètes qui ont duré plusieurs jours à Genève, par l'intermédiaire des Pakistanais »*. Le Pakistan est, en principe, chargé des intérêts iraniens en France depuis la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran.

NICARAGUA

Le gouvernement autorise la réouverture de « la Prensa »

Le gouvernement sandiniste a décidé, samedi 19 septembre, de restaurer la liberté de la presse au Nicaragua. Il a, en particulier, autorisé la réouverture du journal *la Prensa*, principal porte-drapeau de l'opposition au régime. *La Prensa*, soumise en permanence à la censure, avait été fermée en juin 1986. La décision, qui a surpris certains membres de l'opposition, a été annoncée en même temps à Managua par un communiqué officiel signé par M. Jaime Wheelock, l'un des neuf commandants sandinistes, et à San-José-de-Costa-Rica par le ministre des affaires étrangères de ce pays, M. Rodrigo Madrigal, qui a participé activement aux négociations ayant abouti à cette mesure.

Celle-ci permet aux dirigeants de Managua de prendre une sérieuse avance sur les autres pays centre-américains dont les chefs d'Etat ont signé un plan de paix — proposé par le président costaricien Oscar Arias — le 7 août dans la capitale du Guatemala.

Le plan de paix prévoit en particulier l'instauration d'un cessez-le-feu dans la région, l'ouverture de larges dialogues entre les gouvernements et leurs oppositions, la cessation de toute aide extérieure aux groupes armés insurgés et des mesures concrètes de démocratisation. Parmi ces dernières, la restauration de la liberté de la presse au Nicaragua était jugée essentielle par tous les signataires du plan de paix de Guatemala.

Les sandinistes tentent ainsi de couper l'herbe sous le pied du président Reagan, qui utilisait la censure de la presse au Nicaragua comme un argument majeur pour demander la poursuite de l'aide des Etats-Unis aux « contras ». Les parlementaires américains sont appelés à se prononcer sur une nouvelle aide de 270 millions de dollars aux « combattants de la liberté » pour les dix-huit prochains mois.

Le Nicaragua a multiplié depuis un mois les manifestations de bonne volonté pour faire aboutir le plan de paix. Il a, le premier, mis en place la Commission nationale de conciliation prévue par le texte. Le président Ortega a personnellement approuvé la nomination à la tête de cette commission de l'archevêque de Managua, le cardinal Miguel Obando y Bravo, qui fait figure de véritable chef de l'opposition interne.

La décision de rétablir la liberté de la presse concerne aussi Radio-Catolica, qui était, avant sa fermeture le 1er janvier 1986, un important porte-voix de l'opposition.

Les ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale, réunis pendant deux jours à Managua pour évaluer l'évolution du plan de paix, ont clos leurs entretiens samedi. La création de plusieurs sous-commissions a été décidée. Elles devront examiner les questions ayant trait aux réfugiés, à la simultanéité des décisions prises, à la révision des textes, à la sécurité et à la vérification. Les ministres ne sont toutefois pas parvenus à formuler un appel aux pays de la région et extérieurs à celle-ci, afin qu'ils cessent d'apporter leur soutien aux forces irrégulières qui opèrent en Amérique centrale. — *(AFP, UPI.)*

ARGENTINE : le remaniement du gouvernement

La nouvelle équipe entend poursuivre la même politique économique

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Après la cuisante défaite des radicaux aux élections législatives et de gouverneurs du 6 septembre, les Argentins pensaient que le ministre de l'économie, M. Juan Sourrouille, serait remplacé, la cause principale du mécontentement populaire étant d'ordre économique. Il n'en a rien été. Sur huit ministres, cinq ont été remplacés mais pas les plus importants. M. Sourrouille conserve son portefeuille ainsi que M. Dante Caputo, ministre des relations extérieures, et M. Horacio Jaunarana, ministre de la défense (*le Monde* du 18 septembre).

Tirant les leçons du scrutin, le président Alfonsin a donc estimé qu'il fallait revoir la forme mais pas le fond. D'ailleurs, le chef du groupe radical à l'Assemblée nationale, M. Cesar Jaroslavsky, l'a dit clairement : *« La politique économique est correcte et avec elle nous allons gagner l'élection présidentielle de 1989 parce que c'est avec le temps que les résultats apparaîtront. »*

A la tête de la nouvelle équipe, on trouve M. Dante Caputo que tout le monde considère comme une sorte de premier ministre sans le titre puisque l'actuelle Constitution ne prévoit pas ce poste. Grand ami de M. Alfonsin, il est le seul ministre à avoir fait partie de tous les gouvernements depuis le rétablissement de la démocratie en 1983.

A ses côtés, l'autre homme fort du gouvernement, M. Sourrouille, le mal-aimé. Mais le chef de l'Etat croit en l'homme et en sa politique économique dont il a répété cent fois qu'elle était la seule possible. Il lui reste en principe deux ans — jusqu'à l'élection présidentielle — pour le prouver.

Parmi les nouveaux venus, un homme est attendu avec intérêt par la classe politique. C'est le plus jeune du cabinet, M. Nosiglia, leader de l'aile dominante du parti. Il est depuis longtemps l'éminence grise du président, l'homme chargé de toutes les missions délicates.

M. Sabato, le nouveau ministre de l'éducation est un ami personnel de M. Caputo. Il était son adjoint au ministère des relations extérieures depuis 1985.

Paradoxe

Alors que les péronistes sont les grands vainqueurs des élections, le seul ministre péroniste du précédent gouvernement, M. Alderete, a été remplacé par un radical bon teint au ministère du travail. Au grand soulagement de la CGT (centrale syndicale unique, péroniste). M. Alderete, leader du puissant syndicat des électriciens, s'était en effet mis à dos à la fois le parti et le syndicat péronistes en acceptant le portefeuille du travail que lui avait offert M. Alfonsin. Mais la politique économique de M. Sourrouille était incompatible avec les revendications salariales de la CGT.

CATHERINE DERIVERY.

Europe

AUTRICHE

Le scandale des ventes d'armes à l'Iran a pris une dimension politique

Les ventes d'armes à l'Iran de la société Noricum, filiale de Voest-Alpine – le plus grand groupe nationalisé du pays, – continuent à secouer l'Autriche.

Le scandale, qui prend maintenant des dimensions politiques, suscite un débat sur l'opportunité de la fabrication et de l'exportation de matériel militaire par un pays neutre, qui doit nécessairement respecter certaines règles de bonne conduite. Mais les lois en vigueur, pourtant sévères, sont apparemment faciles à contourner.

VIENNE
de notre correspondante

Un véritable tollé a été déclenché la semaine dernière par un porte-parole de la Voest, qui a annoncé les intentions de l'entreprise de construire une usine de production d'armes en Iran. Ce projet, qualifié de *« folie »* par des responsables politiques, a été démenti aussitôt par le directeur général de la société, M. Herbert Lewinsky, qui a indiqué que l'usine dont la construction est envisagée en Iran serait *« tout juste bonne à produire des marmites »*, mais ne pourra pas fabriquer des armes...

Les révélations de ces dernières semaines sur l'« Irangate autrichien » ont abouti entre-temps à l'arrestation du directeur précédent de Noricum, M. Peter Unterweger, et ont placé dans une position embarrassante l'ancienne et l'actuelle direction de la Voest. Celle-ci a du mal à persuader l'opinion publique de son ignorance des affaires douteuses de sa filiale d'armement, d'autant plus qu'une partie des bénéfices provenant des contrats d'armes ont servi à renflouer les caisses de la Voest-Alpine, chroniquement déficitaire.

Le scandale a pris une dimension politique avec le témoignage de l'épouse d'un ancien directeur de la Voest, arrêté l'année dernière à la suite de spéculations pétrolières frauduleuses, selon lequel l'ancien chancelier socialiste Fred Sinowatz et le ministre de l'intérieur, M. Karl Blecha, auraient été au courant de ces irrégularités. Ceux-ci ont catégoriquement démenti ces allégations.

L'enquête menée par le parquet de Linz est arrivée à la conclusion que la firme Noricum a sans doute vendu, en 1985 et 1986, cent quarante canons du type GHN-45 à l'Iran, en trompant le gouvernement par des faux certificats mentionnant la Libye et le Brésil comme destinataires du matériel de guerre. Le contrat portant sur la livraison de six cents canons, étalée sur trois ans, conclu en 1983 à Téhéran avec la firme iranienne Fasami, aurait rapporté à l'entreprise quelque 300 millions de dollars.

Mystérieux décès...

Au cours de l'été 1985, l'ambassadeur d'Autriche à Athènes, M. Herbert Amry, qui avait eu vent de l'affaire, en informait les autorités à Vienne. Quelques jours plus tard, M. Amry était victime d'une crise cardiaque. Sa mort subite a fait couler beaucoup d'encre dans la presse autrichienne.

En juin dernier, l'affaire a rebondi à la suite d'un témoignage de l'ancien directeur de la maison de commerce de la Voest Intertrading, M. Gernot Preschern, arrêté lui aussi dans le cadre des spéculations pétrolières de la firme d'Etat. Il a prétendu avoir reçu 2 millions de schillings de la Noricum pour garder le secret sur les marchés d'armes illégaux, dont il était informé.

A la suite de ce témoignage, M. Heribert Apfalter, ancien directeur de Voest-Alpine, à la retraite, a été cité devant le juge pour être interrogé. Il est décédé peu après, lui aussi, d'une crise cardiaque... La disparition de deux témoins importants ne facilite évidemment pas l'enquête, sans parler des rumeurs qu'elle a fait naître.

Cette affaire est particulièrement gênante pour l'Autriche neutre et le Parti socialiste ; celui-ci a voulu *« moraliser »* le commerce des armes par une loi très stricte sur les exportations et préparer la reconversion de l'industrie d'armement.

Les règles en vigueur interdisent les ventes aux pays qui sont impliqués *dans un conflit armé, ou qui* risquent de l'être, ainsi qu'à ceux qui ne respectent pas les droits de l'homme. Les contrôles se révèlent cependant insuffisants, voire impossibles. L'affaire Noricum a suscité une vive polémique.

Le maire socialiste de Vienne, M. Helmut Zilk, a proposé pour sa part de soumettre la question de l'autorisation des exportations d'armes à un référendum.

WALTRAUD BARYLI.

A Ludwigsburg

M. Chirac a tenté de briser la routine de la coopération franco-allemande

LUDWIGSBURG
de notre envoyée spéciale

« Eh bien, nous revoilà ! » C'est sur cette formule à la de Gaulle que M. Jacques Chirac a pris la parole, samedi 19 septembre, devant quelques milliers de jeunes Français et Allemands rassemblés dans la cour du château de Ludwigsburg, à l'endroit même où le général, il y a vingt-cinq ans, avait prononcé son *« discours à la jeunesse »* scellant la réconciliation et exaltant la solidarité, sur laquelle, disait-il, devait se construire *« l'union de l'Europe »*.

Vingt-cinq ans, la cour du château était à moitié vide, et il fallait quelque imagination pour sentir passer dans cette atmosphère bon enfant le souffle de l'Europe nouvelle. Le premier ministre français allait le dire lui-même : *« L'habitude, puis la routine fatiguent les énergies et ont tôt fait de banaliser cela même qui hier semblait exceptionnel. »* Hommage fut largement rendu à l'œuvre des pionniers, au patient volontarisme des artisans du rapprochement franco-allemand.

Mais, précisément parce que l'heure de la réconciliation est depuis belle lurette passée et parce que les échanges se sont normalisés, le grand dessein qui les sous-tend est moins perceptible qu'autrefois, et ces échanges eux-mêmes sont menacés de reflux, comme en témoigne, par exemple, de part et d'autre, la stagnation dans l'enseignement de *la langue du voisin*. On avait le sentiment samedi, dans cette atmosphère de kermesse parcourue de hordes de teen-agers en folie, que Madonna à Ludwigsburg plutôt qu'à Sceaux eût rassemblé plus efficacement que le discours du chancelier Kohl sur l'amitié entre les deux peuples ou celui, plus ambitieux, de M. Jacques Chirac et ses références à Heidegger.

L'intervention du premier ministre français se voulait sans concession démagogique envers les penchants que l'on prête à la jeunesse d'outre-Rhin. *« Le véritable esprit de paix*, dit notamment M. Jacques Chirac, *ne se confond pas avec cette disposition d'esprit qu'on appelle le pacifisme et qui semble consister à tromper sa peur en niant la réalité des menaces. La crainte est aussi mauvaise conseillère que le doute. Elles sont de connivence et cherchent à nous déposséder. Nous voulons continuer de nous appartenir. »* Le premier ministre en fit sans doute un peu trop en ajoutant : *« L'histoire du peuple allemand est liée à sa passion de la nature »*, ou encore : *« Vous êtes de ce point de vue la conscience de l'Europe, une conscience tourmentée qui pourrait vous faire prendre pour de l'indifférence notre vision plus cartésienne des choses. »*

Coup d'envoi d'une saison chargée

N'est-ce pas là, en effet, une façon décidément bien française de partager les rôles, et d'enfourcher les stéréotypes qui ont fondé tous les malentendus de ces dernières années au niveau des opinions, qui justifient d'un côté la méfiance et de l'autre l'irritation, et qui sont heureusement contredits par tous les progrès qui ont pu être faits dans la concertation politique ?

En dépit de certaines phrases lénifiantes du chancelier Kohl – *« Sur les questions européennes et internationales décisives, nous nous exprimons aujourd'hui d'une même voix »*, – cette concertation est encore loin d'être parfaite. Elle devrait toutefois se faire plus intense dans les semaines qui viennent, en particulier sur les questions touchant à la sécurité de l'Europe.

La rencontre de Ludwigsburg marquait le coup d'envoi de ce que l'on pourrait appeler la « saison franco-allemande », qui va être ponctuée de multiples manifestations : grandes manœuvres militaires communes du 21 au 25 septembre, avec une déclaration attendue du président Mitterrand le 24 ; première visite d'Etat de M. Mitterrand en RFA du 19 au 21 octobre ; cinquantième sommet franco-allemand à Karlsruhe les 12 et 13 novembre ; célébration le 22 janvier du 25e anniversaire du traité de l'Elysée.

Le président français aura la part belle lors de ces diverses manifestations, et il était logique que, pour faire bonne mesure, le chancelier Kohl, respectueux de la cohabitation, saisît à Ludwigsburg l'occasion d'un premier échange de vues avec le premier ministre français, où fut notamment évoqué le sommet Shultz-Chevardnadze de Washington.

Au cours de cet entretien, les deux chefs de gouvernement ont mis au point un communiqué commun dans lequel ils affirment leur volonté d'attachement à la vocation de capitale européenne de Strasbourg. Echange de bons procédés ? Il fut aussi question de la succession de Lord Carrington au secrétariat général de l'OTAN, poste que brigue le ministre de la défense ouest-allemand, M. Wörner.

CLAIRE TRÉAN.

TCHÉCOSLOVAQUIE

La mort du romaniste Vaclav Cerny

Le professeur Vaclav Cerny, spécialiste de littérature comparée, critique littéraire, historien et traducteur d'auteurs français, espagnols et italiens, est mort des suites d'une longue maladie à Prague le 2 juillet dernier, dans sa quatre-vingt-troisième année. Il a fallu que la Charte 77, dont il était l'un des signataires, lui rendît hommage, et que ce texte parvînt à Paris, pour apprendre le décès d'un homme que le dix-neuvième siècle aurait considéré comme *« un honnête homme »*.

Né le 26 mars 1905 à Jizbice en Bohème, il termine ses études secondaires au lycée Carnot à Dijon au début des années 20. De 1931 à 1936, il enseigne la littérature comparée à l'université de Genève avant de faire connaître les littératures romanes aux étudiants de l'université Charles à Prague et de l'université Masaryk à Brno.

La fermeture des universités par l'occupant allemand en 1939 le relègue dans l'enseignement secondaire. Sa participation à la résistance lui vaut d'être emprisonné en 1944 à la prison de Pankrac à Prague, dont il sort le 5 mai 1945 grâce à l'insurrection de Prague. Il fait partie du Conseil national tchèque aussitôt établi. Dans le deuxième des quatre volumes de ses *Mémoires*, il a eu le mérite de donner force détails sur ce que fut la résistance non communiste dans la Tchécoslovaquie non occupée et ce que furent les manœuvres des communistes dès mai 1945. Il donne là des informations peu connues sur la façon dont fut préparée la mainmise des communistes et sur le comportement de certains dirigeants.

Vaclav Cerny a publié de nombreuses études sur Bergson, Sainte-Beuve, Claudel, Montaigne, Verhaeren, etc., et contribua largement à diverses publications littéraires tchèques, dont le fameux *Mensuel critique* qu'il avait fondé et dirigé de 1938 à 1942 et de 1945 à 1948.

C'est pourquoi, la Charte 77 voit en lui *« un des personnages remarquables de l'histoire spirituelle, culturelle et politique de la Tchécoslovaquie du vingtième siècle »*.

A. B.

URSS

M. Gorbatchev victime d'une intoxication ?

Bonn *(AFP)*. – Le numéro unsoviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a été victime au mois d'août dernier d'une grave intoxication alimentaire pour laquelle il a dû être soigné dans une clinique en Crimée, où il passait ses vacances, affirme le journal à grand tirage ouest-allemand *Bild Zeitung* dans son édition du lundi 21 septembre.

Selon *Bild*, qui ne cite pas ses sources et indique seulement avoir appris la nouvelle à Moscou, la justice soviétique cherche à déterminer si cette intoxication était le fruit du hasard ou d'une tentative d'empoisonnement.

Bild précise que M. Gorbatchev a passé normalement avec son épouse trois semaines de vacances à Yalta, sur les bords de la mer Noire, et qu'il s'est tout d'un coup senti très mal. *« Pris de diarrhées ainsi que de violents maux de tête accompagnés d'une forte température, il a dû être transporté en clinique »*, affirme le quotidien.

Selon *Bild*, cette affection est la raison des vacances exceptionnellement longues (six semaines) prises cette année par M. Gorbatchev. *« Ayant perdu trois kilos, le numéro un soviétique a prolongé son séjour afin de récupérer »* ajoute *Bild*.

Le journal affirme en outre que M. Gorbatchev *« qui n'avait pas fait d'apparition en public depuis le 6 août dernier, est rentré par le train à Moscou vendredi dernier »*.

M. Strougal critique les méthodes de gestion

M. Lubomir Strougal, premier ministre de Tchécoslovaquie depuis 1970, mais considéré par les observateurs comme le chef de file d'une aide réformiste au sein du Parti communiste tchécoslovaque, s'est livré à une critique des méthodes de gestion dans son pays à l'occasion d'un congrès de la jeunesse, le samedi 19 septembre, à Prague.

Le retard de certaines branches économiques en Tchécoslovaquie par rapport au reste du monde *« n'est pas inhérent au socialisme, comme certains le prétendent*, a-t-il déclaré. *C'est nous-mêmes qui l'avons causé, notamment en surestimant les méthodes administratives de gestion et aussi, dans un sens, en ayant trop peu confiance dans l'homme et ses possibilités »*.

Le chef du gouvernement s'est, d'autre part, inquiété des *« attitudes apolitiques affichées »* aujourd'hui par de nombreux jeunes Tchécoslovaques, qui *« font preuve d'un désintérêt ostentatoire pour les affaires publiques et d'un complet négativisme face aux questions sociales qui excitent actuellement l'intérêt public »*.

« Nous devons poursuivre sans hésitation sur le chemin de la restructuration », même si ce dernier ne s'annonce *« pas aisé ni rectiligne »*, a conclu M. Strougal. – *(AFP.)*

YOUGOSLAVIE

Le chef du parti à Belgrade et le directeur de « Politika » sont priés de démissionner

Belgrade *(AFP)*. – La présidence de la Ligue des communistes de Serbie a demandé, le dimanche 20 septembre, la démission du responsable du parti à Belgrade, M. Dragisa Pavlovic, d'un de ses adjoints, M. Radmilo Kljajic, et du directeur du journal *Politika*, l'un des plus importants du pays.

Cette décision doit encore être entérinée au cours d'une réunion du comité central de la Ligue des communistes de Serbie, où se trouve Belgrade. Elle marque l'aboutissement d'un conflit qui opposait, depuis neuf mois, la direction de *Politika* aux autorités locales de la capitale fédérale à propos de la crise du Kosovo.

Une semaine après le meurtre dans une caserne de quatre soldats par un jeune conscrit albanais du Kosovo, qui avait déclenché une vague de manifestations anti-albanaises, M. Pavlovic avait convoqué, le 11 septembre, les rédacteurs en chef des principaux journaux de la capitale pour les mettre en garde contre *« l'échauffement des passions nationalistes »* en Serbie. Opposer au nationalisme albanais du Kosovo le nationalisme serbe ne peut conduire qu'à une *guerre fratricide*, avait-il souligné en substance.

« Méthodes staliniennes »

Les journaux de Belgrade *Politika* et *Politika Ekspres*, mis en cause par M. Pavlovic, avaient contre-attaqué en lui reprochant sans ambages de tirer des *« conclusions rapides »* contraires à la ligne adoptée en juin par le parti lors d'un plénum sur la crise du Kosovo. Mise en minorité, la présidente du conseil de rédaction de *Politika*, Mme Zivana Olbina, favorable aux thèses de M. Pavlovic, avait donné lundi dernier sa démission.

Le rédacteur en chef du quotidien avait alors décidé de faire rebondir l'affaire pour percer l'abcès. Il avait dénoncé les *« Méthodes staliniennes »* du secrétaire du parti de Belgrade, M. Radmilo Kljajic, qui avait, à l'insu de la rédaction, fait publier par *Politika* un virulent pamphlet satirique dirigé contre le général Gojko Nikolic, un ancien combattant de la guerre d'Espagne très critique envers le régime, et avait accusé M. Pavlovic de l'avoir couvert.

La rédaction de *Politika* a eu gain de cause. Selon un communiqué publié dans la nuit de samedi à dimanche à l'issue d'une réunion à huis clos de deux jours, la présidence du parti de Serbie a reproché au chef du parti de Belgrade d'*« opposer une résistance »* à la politique de la Ligue des communistes, notamment au sujet de l'*« application de ses décisions »* concernant la crise du Kosovo. Elle a accusé M. Kljajic d'avoir *« souillé le profil moral »* du parti et le directeur de *Politika*, M. Stojanovic, d'avoir *« manqué de responsabilité dans l'exercice de ses fonctions »*.

Par ailleurs, en Bosnie-Herzégovine, le président-directeur général du complexe agro-alimentaire Agrokomerc, M. Fikret Abdic, a été exclu du parti par le comité central de la ligue de Bosni-Herzégovine, dont il était membre, à l'issue d'un plénum où de vives critiques ont été adressées à la direction bosniaque.

Une conférence du parti sera organisée afin de faire le bilan du plus grand scandale financier qui *ait jamais secoué la Yougoslavie*, a décidé le plénum.

NORVÈGE : La mort de l'ancien premier ministre Einar Gerhardsen

Le « père du peuple »

Einar Gerhardsen, décédé le 19 septembre à Oslo à l'âge de quatre-vingt-dix ans, était l'une des grandes figures du mouvement social-démocrate norvégien et scandinave. Il appartenait à cette catégorie d'hommes politiques autodidactes qui, avec un certificat d'études pour tout bagage, marquèrent personnellement l'histoire de leur pays après la seconde guerre mondiale pour devenir des « pères du peuple ». Il fut premier ministre au total pendant dix-sept ans : de 1945 à 1951, et de 1955 à 1965.

Issu d'un modeste milieu ouvrier de la banlieue d'Oslo, Einar Henry Gerhardsen, qui voulait être boulanger-pâtissier, commence très tôt à travailler. Il est d'abord livreur chez un boutiquier puis cantonnier aux ponts et chaussées de la capitale. En 1920, à vingt-trois ans, il est élu président du syndicat des ouvriers des routes et de la section d'Oslo du Parti travailliste, où l'on remarque déjà ses talents d'organisation. Trois ans plus tard, il devient l'un des secrétaires nationaux du parti, qui rompt alors avec le Komintern.

Au lendemain de l'invasion de la Norvège par les troupes allemandes, le 9 avril 1940, il suit la famille royale et le gouvernement à Tromsö, dans le nord du pays. Quelques *semaines plus tard, le roi Haakon* décide de partir à Londres. Einar Gerhardsen retourne, lui, à Oslo pour reprendre ses fonctions de maire, et il s'engage dans la résistance intérieure contre le régime de Quisling et l'occupant. En septembre 1941, il est arrêté par les Allemands et envoyé au camp de concentration de Sachsenhausen-Oranienburg, où il restera près de quatre ans, avant d'être rapatrié en Norvège et interné au camp de Grini.

A la Libération, il est chargé par le roi de former le premier gouvernement démocratique, une coalition d'union nationale comprenant tous les partis, des communistes aux conservateurs, qui élabore un programme commun de reconstruction du pays. Si Einar Gerhardsen, avant la guerre, était surtout un militant syndical et un homme de parti, il va s'affirmer rapidement comme homme d'Etat, soucieux d'éviter les conflits politiques inutiles et recherchant le consensus. A ses yeux, *« seuls les résultats comptent »*. Ce réformiste convaincu, partisan du dialogue social, donne la priorité au développement économique et aux réformes sociales prudentes. En politique étrangère, après l'échec des discussions sur le projet d'« union de défense nordique », il fait entrer, en 1949, la Norvège dans l'alliance atlantique – une décision qui divisa le Parti travailliste.

En 1965, à l'âge de soixante-huit ans, après avoir influencé personnellement pendant vingt ans la politique de son pays, il décide de prendre sa retraite. Einar Gerhardsen, ou « Papa Einar », comme l'appelaient les Norvégiens, était un homme respecté dans tous les milieux, à droite comme à gauche, pour son « sens de l'Etat » et son intégrité. *« Un dirigeant politique*, disait-il, *ne doit pas profiter de sa fonction pour s'accorder des privilèges, aussi futiles soient-ils. »*

A. D.

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Une nouvelle délégation RPR-UDF-FN admet implicitement l'existence de l'apartheid

JOHANNESBURG
correspondance

Deux mois après la polémique déclenchée en France par la visite de neuf députés français membres du groupe d'amitié France-Afrique du Sud, qui avaient passé deux semaines dans ce pays sans déceler la moindre trace de ségrégation raciale, cinq de leurs collègues ont quitté Johannesburg, samedi 19 septembre, avec une impression différente et en tenant des propos nettement plus mesurés et plus réalistes.

Ces cinq députés – Mme Florence d'Harcourt (UDF, Hauts-de-Seine), MM. Albert Brochard (UDF, Deux-Sèvres), Hector Rolland (RPR, Allier), Michel de Rostolan (FN, Essonne) et Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) – n'ont pas dit que l'apartheid était mort, comme leurs neuf prédécesseurs s'y étaient imprudemment risqués. Parlant au nom de la délégation, lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Johannesburg, samedi 19 septembre, M. Brochard, président du groupe d'amitié France-Afrique du Sud à l'Assemblée nationale, a mis en exergue les *« progrès indéniables et importants »* réalisés par le gouvernement sud-africain, estimant que cela devrait *« permettre à moyen terme de démanteler l'apartheid »*. Ce qui signifie donc qu'il existe encore...

Pourquoi, à deux mois d'écart, ces dissonances entre deux délégations formées de députés issus des trois mêmes partis (UDF, RPR et FN) ? M. Brochard, qui s'est livré à une attaque en règle contre les médias occidentaux en général et français en particulier – accusé de manifester de la de partialité et de se livrer à *« une campagne effrénée et permanente de désinformation contre l'Afrique du Sud »*, – a dénoncé la responsabilité de la presse. *« Les journaux et les journalistes en France occultent toutes les mesures prises par le gouvernement sud-africain »*, a-t-il dit, et les neuf membres de la précédente délégation, dont la plupart venaient pour la première fois en Afrique du Sud, *« se sont peut-être imaginés qu'en arrivant ici ils trouveraient les ascenseurs pour les Blancs et pour les Noirs, les toilettes pour les Blancs et pour les Noirs, les hôtels interdits aux Noirs »*. Or, cet *« apartheid mesquin a totalement disparu »*. Leur surprise aurait été telle qu'ils seraient alors tombés dans l'excès inverse, provoquant l'esclandre que l'on sait.

La délégation s'est attachée, sous la férule de M. Brochard (dont c'était le cinquième voyage en Afrique du Sud en quatorze ans), à *« recoller les morceaux »*, le zèle pro-sud-africain outrancier déployé par les visiteurs de juillet ayant été contre-productif et ayant eu des résultats désastreux.

« Nous avons trouvé un pays calme », loin de l'image de *« chaos »* que donne *« une certaine presse en France »*, a-t-il dit, ajoutant : *« Ce n'est pas en mettant un pays à l'index que l'on arrive à trouver des solutions. »*

Parlant en son nom personnel, le député des Deux-Sèvres a défendu le groupe d'amitié France-Afrique du Sud contre ses nombreux critiques en s'en prenant au président Mitterrand, qui *« va serrer la main de M. Kadhafi, le champion du terrorisme international »*, et à l'ancien ministre socialiste des relations extérieures Roland Dumas, qui *« préside un groupe d'amitié France-URSS, un pays qui compte plus de quatre millions de ses ressortissants dans les goulags ou les hôpitaux psychiatriques »*. – *(Intérim.)*

● **Un commentaire de Médecins du monde.** – L'organisation humanitaire Médecins du monde, présente en Afrique du Sud depuis deux ans, s'est déclarée, dimanche 20 septembre à Paris, *« indignée par les commentaires optimistes de deux missions superficielles de députés français »* sur place. Estimant que *« les déclarations de ces députés n'honorent pas le Parlement français »*, l'organisation appelle à la constitution d'*« une véritable commission d'enquête »* sur l'apartheid.

● **Winnie Mandela s'oppose à la diffusion d'un film sur sa vie.** – La militante noire anti-apartheid, épouse du plus célèbre des prisonniers sud-africains, Nelson Mandela, a demandé à ses avocats d'empêcher une chaîne de télévision bitannique (Channel 4) de diffuser un film relatant sa vie et celle du dirigeant historique du Congrès national africain (ANC). *« Ce film, tourné sans notre autorisation, ne sert aucun objectif politique »*, a-t-elle déclaré, samedi 19 septembre, à Johannesburg. *« Les producteurs veulent juste faire de l'argent sur notre nom »*, a-t-elle ajouté. – *(AFP.)*

« Glasnost » à l'angolaise

(Suite de la première page.)

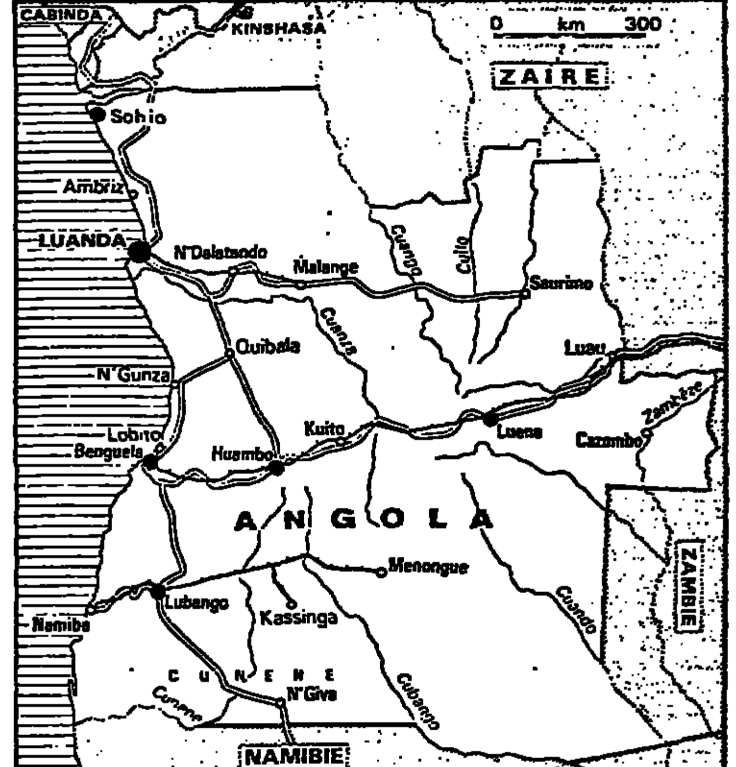
Le bilan de l'indépendance tient en peu de chiffres : l'extraction de diamants en volume ne représente plus que le tiers des 2,5 millions de carats de 1973, le minerai de fer n'est plus exporté du tout et avec 214 000 sacs en 1985, les ventes de café n'atteignent que 5,3 % de ce qu'elles étaient au début des années 70, quand l'Angola en était le quatrième exportateur mondial. La pêche, et la guerre n'y est pas pour grand-chose, a largement décliné.

Dans tous les secteurs de l'activité économique, la production est inférieure, souvent très largement, à ce qu'elle était avant 1975. Seule exception notable, le pétrole voit son extraction progresser rapidement (130 000 barils par jour en 1980, 200 000 en 1984, 400 000 à la fin de 1987), ce qui en fait désormais le second producteur de l'Afrique subsaharienne derrière le Nigéria, et ce qui lui assure plus de 90 % des recettes de l'Etat (2 milliards de dollars en 1985, 1 milliard en 1986 avec la chute des cours, de l'ordre de 1,7 milliard en 1987).

Mais en dehors de cette activité off shore les pannes quotidiennes d'électricité à Luanda, l'absence quasitotale d'eau à Lubango, les cimetières de véhicules civils et militaires de toute sorte (avions et hélicoptères sur les aéroports, camions et automobiles en ville et sur les routes) qui devraient faire de l'Angola un paradis pour ferrailleurs, disent mieux que toute explication l'absence de main-d'œuvre qualifiée. Comme l'observe un responsable militaire : *« Il n'est pas facile pour un Etat récemment indépendant de diriger une société analphabète. »*

Dans de telles conditions, on ne peut s'étonner que, partout, se développent marché noir et troc. L'unité monétaire n'est plus guère un kwansa fortement dévalorisé, mais la caisse de vingt-quatre bières avec laquelle on peut tout acheter, y compris un billet d'avion pour Rio. Comment en serait-il autrement quand, à Luanda, cinq tomates valent 1 000 kwansas (le douzième d'un salaire d'ouvrier spécialisé) et, à Lubango, un canard 4 000 kwansas, soit un huitième de la rémunération mensuelle d'un médecin.

Le salaire en nature ne cesse d'ailleurs de se développer, aussi bien pour les fonctionnaires qui peuvent s'approvisionner à bon prix pour partie dans des magasins d'Etat peu garnis que pour les salariés des sociétés occidentales qui bénéficient – pour le tiers de leur rémunération mensuelle – de magasins de produits importés. Chez ELF-Aquitaine, les employés peuvent



ainsi choisir entre plusieurs paquets-type, le plus prisé étant le colis boisson composé de deux bouteilles de whisky, de cinq litres de vin, d'une caisse de vingt-quatre bières et d'une bouteille de porto, soit une valeur officielle de 35 dollars ou 1 200 kwansas, mais en fait, au marché noir, près de 100 000 kwansas.

Il n'est guère étonnant non plus que dans cette économie de pénurie où manquent non seulement la nourriture mais les médicaments, Luanda, capitale où s'agglutinent les réfugiés, cumule des statistiques peu enviables : l'une des plus importantes mortalités infantiles d'Afrique à en croire certains médecins, le nombre impressionnant d'adolescents unijambistes du fait des mines antipersonnelles mais aussi de l'absence de chirurgiens, les victimes du choléra, qui a encore tué plusieurs milliers de personnes au premier semestre.

Ouverture vers l'Occident

Nécessité faisant loi, le gouvernement vient de décider un changement profond de sa politique économique et une ouverture vers les pays occidentaux. Dans un discours prononcé le 17 août, le président José Eduardo Dos Santos a annoncé *« un programme d'assainissement économique et financier »*. Soulignant les difficultés survenues au lendemain de l'indépendance du fait du départ des Portugais et du sombre bilan de la guerre, le président angolais a aussi dénoncé comme *« une autre cause »* des difficultés économiques *« la centralisation excessive introduite dans les méthodes de planification socialiste, la bureaucratisation (...), la désorganisation et la mauvaise gestion des entreprises, l'indiscipline et la corruption galopante »*.

Aussi M. Dos Santos annonçait-il, outre la poursuite de la rigueur – les importations ont été réduites de 50 % entre 1985 et 1986, – la possibilité de céder *« une partie des petites entreprises d'Etat à l'initiative privée, l'Etat concentrant son attention sur les unités économiques essentielles et stratégiques »*. Et le ministre de la sphère productive, M. Pedro de Castro Van Dunem Loy, promettait, le 10 septembre, *« pour bientôt »* une loi sur les investissements étrangers, une réduction de la bureaucratie (formalités de douane, système de changes) et une libéralisation des prix.

NEP (1) ou changement de fond ? Les Occidentaux présents à Luanda sont partagés mais ils notent que les prix ont tendance à s'aligner sur le marché, que les vendeurs privés installés désormais sur les trottoirs ne sont plus pourchassés ; ils soulignent aussi que la nouvelle politique d'exploitation des diamants – très proche de la politique pétrolière – a amené l'attribution de la seconde concession aux anciens propriétaires portugais de la Diamang, société qui exploitait les mines avant 1975 (avant d'être dissoute dix ans plus tard). Le départ prochain comme ambassadeur à Bonn de l'actuel directeur général de la Sonangol, la compagnie pétrolière nationale, bientôt remplacé par un ingénieur angolais de la Gulf, et la mise à l'écart d'une partie de ses directeurs comme le mouvement attendu de nombreux diplomates – dont l'ambassadeur à Paris – sont aussi analysés par les Occidentaux comme une des preuves tangibles du changement.

Pas de solution militaire

La demande d'adhésion au Fonds monétaire international et du parrainage, pour ce faire, de la France, en est un autre signe. Elle aurait apparemment été emportée de haute lutte à l'intérieur du parti par les partisans de l'ouverture, d'un *« glasnost »* à l'angolaise. Mais le gouvernement avait-t-il le choix ? La réduction des revenus pétroliers a entraîné dans ce pays qui était jusqu'en 1985 l'un des rares bons payeurs de l'Afrique, un fort accroissement de la dette et une progression des impayés. L'Eximbank américaine, pour des raisons politiques, et la COFACE française, pour des motifs financiers ont ainsi retiré leurs garanties sur ce pays dont le service de la dette (350 millions de dollars) ne représente pourtant pas plus de trois mois d'exportation.

La concentration dans les prochaines années des remboursements du capital et la nécessité vitale de retrouver un niveau satisfaisant d'achats à l'extérieur obligent Luanda à négocier un allongement de ses délais de remboursement et donc d'avoir la caution du Fonds monétaire international.

Cette ouverture économique ne pouvait pas ne pas s'accompagner de gestes diplomatiques tant il est vrai que la poursuite de la guerre civile bloque toute tentative de redressement économique. La venue à Luanda les 8 et 9 septembre, à la demande des Angolais, de M. James Crocker, sous-secrétaire américain pour les affaires africaines, a relancé les spéculations. Alors que dans le Sud les conseillers militaires soviétiques sont visibles et nombreux – *« il y en a jusqu'au niveau de la brigade et j'ai moi-même mon propre conseiller »*, reconnaît le brillant commandant de la 5e région militaire, le lieutenant-colonel Luis Pereira Faceira – qu'Antonov et Iliouchine civils de l'Aeroflot (munis cependant de tourelles de mitraillage à l'arrière) ne cessent d'amener et d'emmener des troupes cubaines, le départ des Cubains désorganiserait une armée composée d'adolescents souvent recrutés de force.

Le ministre des affaires étrangères, M. Van Dunem M'Binda rappelle cependant que la proposition angolaise prévoit, *« sous la médiation américaine »*, des discussions quadripartites (Cubains, Sud-Africains, Angolais et membres de la Swapo) sur l'indépendance de la Namibie, territoire toujours illégalement occupé par les Sud-Africains, la cessation de l'aide américaine à l'Unita (au moins 15 millions de dollars l'an passé) et le retrait du sud de l'Angola de 20 000 Cubains en deux ans sur les 37 000 – nombre jamais confirmé officiellement – que compterait le pays. Mais un accord global passe par une négociation avec les Sud-Africains et le refus persistant de Luanda de discuter avec Savimbi (*« ce n'est pas l'ordre du jour »*, affirme le ministre des affaires étrangères), doit tempérer l'espoir d'une évolution rapide de la situation diplomatique.

« La guerre est d'abord économique, politique et idéologique avant d'être militaire », souligne le lieutenant-colonel Faceira et le ministre de la défense lui-même, M. Pedra Maria Tonha « Pédalé », reconnaît implicitement qu'il n'y a pas de solution militaire à un conflit qui a déjà fait 60 000 morts et coûté au pays quelque 12 milliards de dollars.

Les contradictions actuelles sont telles qu'une évolution paraît inévitable : les soldats cubains participent – chars enterrés autour des bases – à la protection des puissants intérêts économiques et financiers de Gulf Oil, Elf-Aquitaine ou FINA, tandis que les sociétés occidentales aident objectivement l'effort de guerre de ce pays marxiste (ce que certains appellent *« la malédiction pétrolière »*). Paradoxale est aussi cette volonté de Luanda de relancer l'initiative privée quand la principale condition pour être membre du Parti du travail reste l'absence de biens privés...

Ces contradictions éclateront donc. Pour autant l'Angola pourra-t-il s'affranchir de ses tuteurs soviétique et cubain ? C'est apparemment le pari que l'on fait dans plusieurs capitales européennes et, en tout cas, à Paris sous l'influence d'Elf-Aquitaine.

BRUNO DETHOMAS.

(1) En mars 1921, pour tenter de relancer une économie minée par la guerre civile et la famine, Lénine élabore une nouvelle politique économique (NEP) qui rétablit pour partie le rôle de l'initiative privée, notamment dans le commerce et la petite industrie. En 1929, Staline relancera la collectivisation de l'économie soviétique.

Les ventes d'armes

Si le pétrole est le principal axe du commerce extérieur français en Angola, les Français ne rechignent pas à vendre des armes, là comme ailleurs. Il est significatif que le président Dos Santos rencontrera lors de son passage à Paris, le président de Thomson, M. Alain Gomez, et celui de L'Aérospatiale, M. Henri Martre.

Déjà Thomson est en train d'équiper – pour 55 millions de dollars déjà payés à 85 % – l'armée angolaise d'un système de télécommunications RITA 1, et L'Aérospatiale a vendu des Gazelle, Dauphin et Alouette à l'armée (avec des missiles belges si l'on en croit le ministre de la défense). L'achat de nouveaux hélicoptères et d'un système militaire de couverture radar du pays – quelque 3 milliards de francs – sera à l'ordre du jour des conversations du président Dos Santos, comme pourrait l'être l'achat à terme d'Airbus, les 707 de TAG, la compagnie angolaise risquant d'être interdite de vol en Europe dès la fin de l'année.

Les réticences du Trésor français pourraient être levées par la décision angolaise de régler les deux tiers de ses 350 millions de francs d'impayés. Les perspectives pétrolières – la production devrait dépasser 20 millions de tonnes dès l'année prochaine – et la volonté politique de Paris d'aider Luanda à se rapprocher du camp occidental feront le reste.

Asie

PHILIPPINES : l'assassinat d'un dirigeant syndical

La politique du pire

Des inconnus circulant à bord d'une camionnette ont assassiné, dans la soirée du samedi 19 septembre, à l'arme automatique, le secrétaire général d'une organisation de la gauche légale philippine, Leandro Alejandro, et se sont enfuis sans avoir été identifiés. Alejandro, âgé de vingt-sept ans, responsable du Bayan, a été tué alors qu'il s'apprêtait à quitter le siège de cette organisation, qui entretient des liens avec la guérilla communiste, mais se veut *« nationaliste et démocratique »*. Le meurtre a eu lieu alors que les organisations de gauche s'apprêtaient à commémorer par diverses manifestations l'entrée en vigueur de la loi martiale sous Marcos, il y a quinze ans. La Nouvelle Armée du peuple (communiste) a appelé à venger le meurtre du dirigeant syndical. La présidente Aquino a convoqué, lundi, une réunion des chefs militaires, après avoir exhorté la population, dimanche, à dénoncer auprès des autorités les extrémistes politiques. Des rassemblements distincts de manifestants de gauche et de partisans de M. Marcos se préparaient, lundi matin, à Manille.

Après les attentats dont ont été victimes Rolando Olalia, autre leader syndicaliste, en novembre dernier, puis, le 2 août, Jaime Ferrer, secrétaire d'Etat chargé des administrations locales, l'assassinat de Leandro Alejandro, quarante-huit heures après la formation d'un nouveau cabinet, s'inscrit dans une stratégie de la tension qui vise à déstabiliser le gouvernement Aquino. Cet assassinat pourrait être le prélude à une vague d'assassinats politiques, contraignant Mme Aquino à proclamer l'état d'urgence.

Tirant prétexte d'une série d'attentats et d'une atmosphère d'anarchie dont il était en coulisses le grand manipulateur, Marcos mit en application, le 21 septembre 1972, son plan « Sagittaire », plaçant le pays sous le joug de l'armée et faisant arrêter les principales figures du monde politique (dont Beguino Aquino).

Certes, on ne peut pas prêter de telles intentions à la présidente Aquino. En revanche, certains groupes cherchent, par cette politique du pire, à lui forcer la main.

L'assassinat de Leandro Alejandro, ancien dirigeant étudiant et l'une des personnalités les plus brillantes de la gauche, entretient un climat d'instabilité qui tend à neutraliser l'effort de replâtrage auquel s'est livrée Mme Aquino en remaniant son gouvernement. Il constitue, en outre, et très clairement, une provocation envers la gauche. Les syndicats, déjà furieux du moratoire de cinq ans sur les grèves que le gouvernement cherche à leur imposer afin d'attirer les investissements étrangers, ne manqueront pas de réagir. Et il sera encore plus difficile à Mme Aquino, déjà critiquée pour sa *« politique antisociale »*, de chercher éventuellement à gauche un contrepoids à l'influence des militaires.

Qui sont les responsables de l'attentat ? Les « escadrons de la mort » à la solde de la droite ? Peut-être. De toute manière, il n'est pas difficile aux Philippines de trouver des hommes de main.

Mme Aquino a déjà donné des gages aux militaires, mais elle n'a pas encore répondu à la véritable exigence de l'armée : avoir une influence directe sur la définition de la politique. L'assassinat d'Alejandro peut la contraindre à faire un pas de plus dans cette direction.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Pakistan

Arrestations de ressortissants afghans et iraniens

Islamabad. – Soixante-six ressortissants afghans et iraniens ont été arrêtés au Pakistan sous l'accusation d'activités subversives dans le pays, a annoncé, le dimanche 20 septembre à Islamabad, le secrétaire d'Etat pakistanais à l'intérieur, M. Raja Nadir Parvez. Devant le Parlement, M. Parvez a précisé que soixante Afghans avaient été arrêtés dans le nord-ouest du pays, à la frontière avec l'Afghanistan, et qu'ils avaient avoué avoir été impliqués dans des actes de sabotage commis au Pakistan. Six autres personnes, des Afghans et des Iraniens, auteurs présumés d'attentats à l'explosif, ont également été arrêtées dans la province du Sind (sud), a ajouté le secrétaire d'Etat. M. Parvez n'a pas précisé quand ces arrestations avaient été opérées.

Ce débat au Parlement fait suite à l'attentat qui s'est produit, samedi, dans une gare routière de Rawalpindi, ville jumelle de la capitale Islamabad, qui a fait cinq morts et une dizaine de blessés. M. Parvez a indiqué que cent trente-trois personnes au total avaient été tuées par des attentats à la bombe entre janvier et le 8 juillet. Selon la presse, le bilan serait de plus de deux cent cinquante morts. – *(AFP.)*

Tunisie

Intégristes : report du verdict après trois arrestations

Le procès des quatre-vingt-dix militants intégristes du Mouvement de la tendance islamique (MTI) devant la Cour de sûreté de l'Etat de Tunis pourrait durer quelques jours supplémentaires.

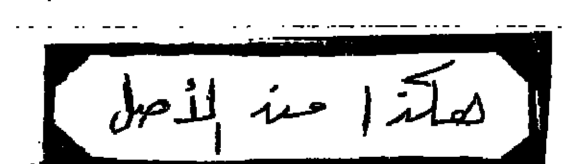
Les autorités ont en effet annoncé, le samedi 19 septembre, l'arrestation de trois des quarante accusés jugés par contumace et contre lesquels le ministère public a requis la peine de mort (*le Monde* daté 20-21 septembre). Selon la presse tunisienne, deux d'entre eux sont de « gros poissons ». Il s'agit de Salah Boughanni et Mohamed Trabelsi, membres du conseil consultatif du MTI. On ignore quand et comment ils furent appréhendés.

Toujours est-il que ces trois nouveaux accusés devaient être jugés à partir du lundi 21 septembre. Sauf coup de théâtre de dernière minute, le président de la Cour devait procéder à leur interrogatoire, puis entendre plusieurs plaidoiries. Cette rallonge du procès pourrait reporter de plusieurs jours les délibérations du tribunal et l'énoncé du verdict. – *(Env. spéc.)*

● **ÉTATS-UNIS : fermeture de deux ambassades et de treize consulats envisagée pour raisons économiques.** – Annonçant des coupures drastiques dans le budget du département d'Etat pour 1988 (84 millions de dollars), le secrétaire d'Etat George Shultz a indiqué, le 18 septembre, qu'il envisageait de fermer pour raisons « économiques » deux ambassades (Guinée-Equatoriale et Comores) ainsi que treize consulats. Selon certaines sources, les cas de Marseille et Bordeaux en France ; Québec et Calgary au Canada, sont à l'étude. D'autre part mille trois cents postes au département d'Etat à Washington pourraient être supprimés.

● **JAPON : la santé de l'empereur Hirohito.** – L'empereur Hirohito, âgé de quatre-vingt-six ans, souffre depuis juillet de problèmes intestinaux et sera probablement opéré, le mardi 22 septembre, a annoncé, lundi, le palais impérial. Des examens médicaux pré-opératoires, commencés samedi, devaient se poursuivre lundi afin d'obtenir la certitude que l'empereur supportera l'intervention chirurgicale, a-t-on précisé de même source. Les radiographies ont décelé une atteinte au côlon. L'empereur avait été pris d'un malaise, le 29 avril, lors d'un dîner offert à l'occasion de son quatre-vingt-sixième anniversaire. *(AFP.)*





هكذا من الأصل

Politique

Tandis que le président du FN s'estime victime d'un « complot »

Le RPR cherche à contrarier M. Le Pen dans la collecte des cinq cents signatures requises pour postuler à l'Elysée

Pendant que, à la fête organisée le dimanche 20 novembre au Bourget par son parti, M. Jean-Marie Le Pen criait haro sur la presse en dénonçant *« un complot qui vise à établir une équation entre Le Pen et Hitler, entre le Front national et le parti nazi »*, un peu partout ailleurs, les commentaires du chef de file de l'extrême droite sur les chambres à gaz dans les camps de concentration nazis continuaient à susciter de nombreuses réactions.

Le maire UDF de Grasse, M. Hervé de Fontmichel, qui avait subi de nombreuses critiques après son alliance locale avec le Front national, en juillet dernier, à l'occasion d'une élection municipale partielle, et qui avait été exclu du Parti radical, s'est déclaré *« bouleversé par les propos de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz »*. « *Je condamne absolument le terme de « détail » utilisé lors de l'évocation d'un drame aussi fondamental de l'humanité* », a-t-il indiqué, *et en cette circonstance je suis certain de refléter l'émotion unanime du conseil municipal et de la population de Grasse.* »

Invité d'Antenne 2, dimanche, le cardinal Lustiger, dont M. Le Pen avait fait huer le nom à la fête du Bourget, a affirmé que *« le nazisme est une idéologie païenne fondée sur le racisme et le mépris de l'homme. Je voudrais rappeler à tous mes compatriotes et à tous les pays occidentaux*, a-t-il ajouté, *que nous ne nous sommes pas battus contre les Allemands il y a un demi-siècle. Cela n'a pas été une guerre contre l'Allemagne mais contre le nazisme. Nous nous sommes réconciliés avec les Allemands et nous nous considérons comme des frères et des Européens.*

Le président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, a estimé, pour sa part, que M. Le Pen *« aura du mal à réunir les cinq cents signatures pour sa candidature à l'élection présidentielle »*. *« Je connais bien les maires de France »*, a ajouté le président de l'Association des maires de France ».

Le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a laissé entendre, sur Europe 1, que le Parlement n'aurait sans doute pas le temps d'adopter définitivement la proposition de loi organique visant à étendre aux membres du conseil supérieur des Français de l'étranger et aux conseillers régionaux le droit de participer à la présentation des candidats à la présidence de la République. Déjà voté par le Sénat au printemps dernier, ce texte est, en effet, en navette entre le Palais du Luxembourg et le Palais-Bourbon.

De toute évidence, M. Pasqua veut contrarier le président du Front national dans sa collecte des cinq cents signatures nécessaires. Le renvoi aux calendes grecques de l'adoption définitive de la proposition de loi en question priverait M. Le Pen de 137 signatures de conseillers régionaux.

Deux manifestations dirigées contre les propos de M. Le Pen ont également eu lieu : la première, samedi, à Marseille, à l'appel de plusieurs associations ; la seconde, dimanche à Sarcelles (Val-d'Oise), avec la participation du maire RPR, M. Raymond Lamontagne.

De son côté, M. Pascal Arrighi, ancien résistant, chef de file du Front national dans les Bouches-du-Rhône, a fait savoir, lundi, suite aux intentions du ministre de l'intérieur, que si le Parlement était saisi d'un projet ou d'une proposition de loi tendant à transformer en délit la remise en cause de l'existence des chambres à gaz – comme cela existe en Allemagne de l'Ouest – il voterait ce texte.

En Ile-de-France

M. Giraud (RPR) demande aux élus régionaux d'extrême droite de se désolidariser des thèses « révisionnistes »

La polémique sur la présence de représentants du Front national dans les conseils d'administration des lycées, (*le Monde* du 19 septembre) a rebondi le dimanche 20 septembre avec les déclarations de M. Michel Giraud, président (RPR) de la région Ile-de-France et de M. Pierre Mauroy.

M. Girand avait été mis en cause jeudi par le président de la République au cours de l'émission télévisée « Le monde en face ». M. Mitterrand avait fait allusion au fait que le vote du programme d'investissement scolaire de la région Ile-de-France par le Front national a été obtenu le 30 juin dernier par la majorité (RPR-UDF) du conseil régional, au prix de l'entrée des élus d'extrême droite dans les conseils d'administration des lycées.

Interrogé sur ce point au « Forum FR3-RMC », diffusé dimanche, M. Giraud a précisé que *« dans la situation d'aujourd'hui, pour des élus qui ne se désolidariseraient pas formellement des contre-vérités historiques formulées par M. Le Pen, en mon âme et conscience*, (la présence d'élus du Front national dans les lycées) *n'est pas possible* ». Le président du conseil régional a mis en cause la *« proportionnelle intégrale »* qui empêche les élus RPR et UDF d'Ile-de-France de constituer à eux seuls une majorité et les a conduits à accepter les voix du Front national pour le vote du programme régional d'équipement scolaire. M. Giraud a opposé la situation actuelle des quatre cent soixante-treize lycées de sa région, où aucun élu du Front national ne siège, à celle de la *« région socialiste du Nord-Pas-de-Calais dont le principal élu est M. Pierre Mauroy* (...).

L'ancien premier ministre invité dimanche du « Grand Jury RTL-*le Monde* » à précisé que, contrairement à l'Ile-de-France, où les délégations dans les lycées étaient jusqu'à présent réparties entre les élus RPR et UDF et doivent être étendues depuis la décision de juin dernier à ceux du Front national, elles ont été distribuées dans le Nord-Pas-de-Calais, à la proportionnelle de tous les groupes présents, dont le Front national. *« J'ai estimé avec Michel Delebarre* (vice-président du conseil régional chargé des affaires scolaires, NDLR) (...) *qu'il n'était pas admissible que ces délégués, s'ils sont d'accord avec Le Pen puissent garder leurs délégations dans les lycées* (...). *Ceux qui perdent la mémoire avec M. Le Pen ne doivent pas pouvoir venir dans les conseils d'administration des lycées.* »

[La loi de décentralisation du 22 juillet 1983 a transformé les collèges et les lycées en « établissements publics locaux d'enseignement » gérés par un conseil d'administration où siègent deux ou trois élus, conseillers généraux pour les collèges et conseillers régionaux pour les lycées.]

M. Pasqua au « Club de la presse » d'Europe 1

Rompre avec le Front national si...

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, invité du « Club de la Presse » d'Europe 1, le dimanche 20 septembre, a déclaré à propos des relations entre la majorité et le Front national : *« Pas d'alliance sur le plan national avec le Front national, cela nous n'avons cessé de le dire déjà depuis longtemps. Pour ce qui est de la situatiogn actuelle, je dis que si les dirigeants du Front national font leurs les thèses révisionnistes, il est bien évident qu'il ne pourra y avoir aucun maintien d'accord, même au plan régional, entre eux et nous. »*

Il a ajouté : *« J'imagine mal des élus de la majorité donnant leur signature pour parrainer la candidature de M. Le Pen. Le Front national est un mouvement politique né après 1981 et le vote de la représentation proportionnelle sous la précédente législature lui a permis enfin de disposer d'un groupe parlementaire et de relais régionaux.* » M. Pasqua a estimé qu'il n'y avait pas en France de danger néo-fasciste *« dans l'immédiat, car les survivants sont nombreux »*, précisant *« nous avons beaucoup de membres de nos familles, de nos camarades, qui ont connu les chambres à gaz qui peuvent témoigner. Mais dans vingt ans, dans trente ans, dans quarante ans, il y aura des chercheurs, des soi-disant chercheurs qui seront tentés de contester leur existence »*.

Interrogé sur l'éloge fait par M. Mitterrand du préfet Prouteau, le ministre de l'intérieur s'est contenté de répondre : *« Il y a les stars d'hier et les stars d'aujourd'hui. Il n'y a rien de plus fragile que les stars. »*

A propos des attaques de M. Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, contre les privatisations, qu'il a jugées *« scandaleuses »*, M. Pasqua a estimé : *« Si j'étais secrétaire général du RPR, je l'attaquerais en diffamation. Si le gouvernement est attaqué sur les privatisations, eh bien ! le gouvernement répondra sur les privatisations. »*

Enfin, à propos de la Nouvelle-Calédonie, le ministre s'est dit *« choqué que le président de la République n'ait rien dit du résultat du référendum. Il est bien évident qu'en Nouvelle-Calédonie il faut que les choses évoluent, mais nous nous sommes trouvés depuis plusieurs années devant un mouvement, le FLNKS, qui est un mouvement de caractère antidémocratique et raciste, un mouvement qui prétendait imposer par la force sa loi. »*

Un abbé récidiviste

L'abbé Philippe Laguerie, curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, l'un des chefs de file des intégristes français, qui s'était fait remarquer la semaine dernière en prenant la défense de M. Jean-Marie Le Pen et en mettant en cause « la grande banque juive qui tient la France en dictature depuis quarante-cinq ans » (le Monde du 18 septembre), a récidivé, le dimanche 20 septembre, au cours de sa grand-messe. Il a estimé, à propos des réactions provoquées par les explications du président du Front national, que « cette agitation et cette campagne médiatique a eu lieu sous la pression de la campagne politique et des banques tenues en majorité par des juifs », rapporte France-Soir dans ses éditions de lundi. Cet ecclésiastique a ajouté que ses propres déclarations avaient été déformées. « J'ai seulement dit que je ne portais aucun jugement sur la thèse sur les chambres à gaz car elle est d'ordre scientifique. »

La fête au Bourget

Haro sur la presse !

La meilleure défense, c'est l'attaque : en tant qu'ancien parachutiste, M. Jean-Marie Le Pen le sait bien. Le dimanche 20 septembre, au parc des expositions du Bourget, en conclusion de la fête des Bleu-blanc-rouge, le président du Front national a consacré plus de la moitié de son intervention à une dénonciation tous azimuts du *« complot »* ourdi contre lui. Parlant devant une foule de dix mille à quinze mille personnes – le FN en revendique quarante mille (1) – rassemblée devant une tribune éclairée par des faisceaux bleus, blancs et rouges, le chef de file de l'extrême droite a poursuivi sa contre-attaque amorcée vendredi à l'Assemblée nationale (*le Monde* du 19 septembre). Personne n'a été épargné : journalistes, évêques, hommes politiques, ont été jetés pêle-mêle à la foule scandant *« Le Pen président ! Le Pen président ! »*

Accusant la *« presse de gauche de manœuvres déloyales, illégales et honteuses »*, n'hésitant pas à établir un parallèle entre son affaire et celle du capitaine Dreyfus, M. Le Pen s'est posé en victime avant de proposer à ses militants et sympathisants *« une autopsie du complot du mensonge et de la calomnie »*. *« Je fais beaucoup d'honneur à ces cloportes en acceptant de me pencher sur eux »*, a-t-il fait remarquer, sans doute conscient qu'il y avait une petite incohérence à affirmer que *« le fumier déversé à ses pieds »* cette semaine ne l'atteignait pas, tout en s'acharnant si violemment à le repousser...

« Quand un pouvoir s'érige sans contrôle, sans limite, sans morale, quand il peut détruire arbitrairement les hommes et les idées, il est temps que le peuple se lève pour mettre de l'ordre chez lui », hurle M. Le Pen au micro, déclenchant des applaudissements de ses fans. Les *« Le Pen ! Le Pen ! Le Pen ! »* éclatent dans l'air brassé par des dizaines de drapeaux tricolores et frappés de la flamme du FN.

Après avoir appelé ses troupes à boycotter les chaînes de télévision et de radio qui ne respecteraient pas, à l'égard du Front national, les *« règles de loyauté »*, M. Le Pen a sorti sa faucille pour séparer le bon grain de l'ivraie. Au centre du complot tramé par *« le syndicat anti-Le Pen »*, se trouverait l'Agence centrale de presse (ACP) qui, contrairement à l'AFP *« restée silencieuse »*, aurait joué les *« détonateurs »* en donnant une version *« falsifiée »* des déclarations de M. Le Pen au « Grand Jury RTL-*le Monde* » (*le Monde* du 15 septembre). Il aurait fallu ensuite vingt-quatre heures aux *« comploteurs »* pour mettre en branle leurs wagons chargés de *« mensonges »*, avec, en tête, la *« presse gauchiste – relais obligé de toutes ces manœuvres* – Libération, le Matin, le Nouvel-Obs, l'Evénement du jeudi, *en attendant les numéros de* Globe *et* Actuel, *tandis que* le Monde, *avec son ton compassé habituel, donnait sa bénédiction à cette opération malveillante »*.

Serait ensuite venu se raccrocher à ce convoi le *« lobby pro-immigrés »* : la LICRA, accusée de rouler pour les socialistes, le MRAP, qui pencherait du côté du PCF, la Ligue des droits de l'homme, qui serait aux mains des francs-maçons. Sans oublier l'appui apporté par *« certains ecclésiastiques »*, comme Mgr Lustiger – hurlements dans la salle, – ou les *« sous-marins de gauche au sein du gouvernement, MM. Malhuret et Séguin »*.

« Le syndicat anti-Le Pen n'a qu'un objectif : établir une équation entre Le Pen et Hitler, entre le Front national et le parti nazi (...). Il veut me déguiser en grand Satan », proteste M. Le Pen. Au passage, il s'en prend aussi au président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas : *« Moi, je n'ai pas été arrêté puis libéré ensuite par les Allemands »*, affirme-t-il, sans préciser la signification d'un tel propos. Les communistes ne sont pas oubliés : *« Ils ont, au cours de cette guerre, tué plus de Français que d'Allemands. »*

Ne pas laisser notre pays s'arabiser

Mais, seul contre tous, fort de *« l'appui du peuple »*, le président du Front national s'est montré convaincu que, bien loin de l'affaiblir, tout ce qui s'est passé la semaine dernière va le renforcer dans sa marche vers l'Elysée : *« Chaque attaque nous renforce. Notre marche est invincible »*, a-t-il lancé à la foule avant d'entonner avec elle *la Marseillaise*.

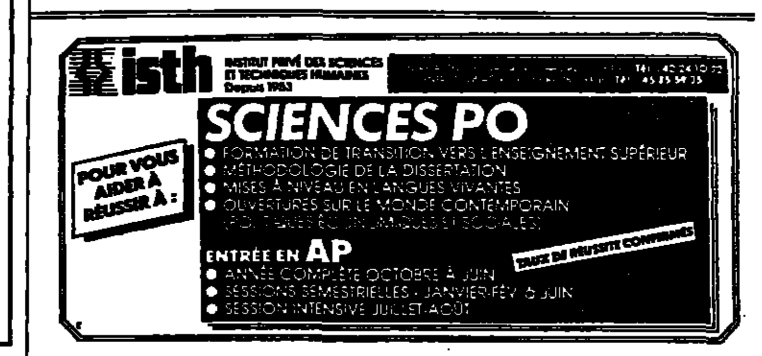
Avant l'intervention de leur chef, deux des lieutenants de M. Le Pen, MM. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du parti, et Bruno Mégret, directeur de sa campagne, avaient, eux aussi, participé à la curée. *« Jamais un homme public n'a été soumis à un tel déluge d'insultes, de calomnies, de haine, de mensonges »*, a protesté M. Mégret en dénonçant la *« manipulation de l'opinion »*. *« Les charognards seront déçus ! »*, a lancé M. Stirbois, avant de dénoncer *« la putain pseudo-journaliste réputée pour tapiner dans le monde des médias pour attaquer Le Pen »*, interviewée samedi par Antenne 2 (2).

N'oubliant pas que, avec la dénonciation des médias et la demande de rétablissement de la peine de mort, le rejet de l'*« invasion étrangère »* était au *hit parade* de l'applaudi-mètre des militants et sympathisants de M. Le Pen, le conseiller municipal de Dreux a promis : *« Jamais nous ne laisserons notre pays s'arabiser. »* Le stand alsacien du Front national avait bien reçu le message : une de ses affiches représentait sur fond de mosquée une Alsacienne en habit traditionnel mais revêtue du tchador...

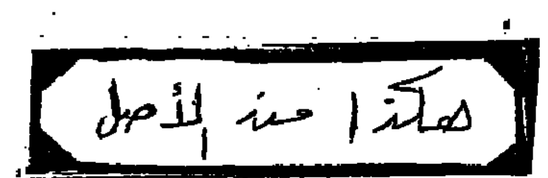
PIERRE SERVENT.

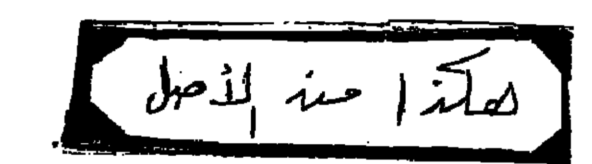
(1) Pour les deux jours, le Front national a annoncé la venue de deux cent mille personnes. Faible le samedi, l'affluence était effectivement importante le dimanche. Les chiffres réels se situent sans doute autour de cinquante mille à soixante mille personnes.

(2) M. Stirbois visait la journaliste québécoise de *Globe* qui s'était introduite dans l'entourage de M. Le Pen en rapportant certains de ses propos tenus en privé.









Politique

des « bleu, blanc, rouge »

« Il ne peut pas y avoir eu autant de Juifs tués dans les chambres à gaz... »

Impossible d'obtenir d'un proche de M. Le Pen un commentaire ou un sentiment personnel sur la question de l'holocauste et des thèses révisionnistes. *« La deuxième guerre mondiale n'a pas à être un thème de campagne »*, proteste M. Mégret. La consigne est au silence. M. Le Pen et ses amis ont décidé de ne plus évoquer ce sujet devant les journalistes. En revanche, les militants et sympathisants du FN font preuve de moins de discrétion, même si M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du groupe FN-RN à l'Assemblée nationale, affirme que *« ce n'est pas réprésentatif »* du mouvement et que, de toute façon, on pourrait *« en entendre autant au RPR... »*.

« Le Pen a raison. Il ne peut pas y avoir eu autant de Juifs tués dans les chambres à gaz quand on voit comment il y en a dans les médias », proteste cette jeune femme. *« Oui, ils pullulent comme des doryphores »*, approuve ce monsieur à la moustache blanchie, qui, visiblement, connaît ses classiques (1). *« De toute façon il en faudra d'autres pour avoir Le Pen »*, s'indigne une femme accompagnée de ses deux enfants. *« Toutes ces accusations, ce sont des machins de journalistes juifs »*, accuse ce militant, la flamme du FN au revers du veston. *« Il faut laisser les historiens qui ne croient pas aux chambres à gaz faire leur métier. »*

« Heil Hitler. Sieg Heil »

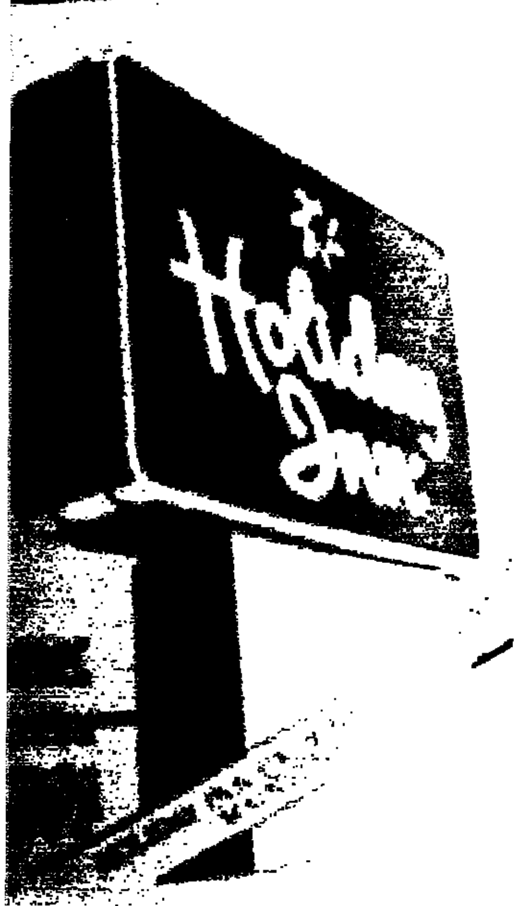
Un peu plus loin, près du stand qui diffuse la Pensée française, trois jeunes gens passent. L'un d'entre eux porte au revers de son blouson un autocollant représentant l'insigne runique des SS. En se rendant dans la salle où Le Pen va parler, il crie : *« Heil Hitler ! »* et *« Sieg Heil ! »*. Un membre du service d'ordre du Front national en blazer les rattrape : *« Fermez vos gueules ! Pas de ça ici. »* Encore des Français « désinformés »...

Dans la soirée de dimanche, Beate et Serge Klarsfeld faisaient savoir que leur fils Arno, âgé de vingt et un ans, avait été *« passé à tabac par le service d'ordre du Front national, blessé au visage et soigné à l'hôpital Avicenne de Bobigny »*.

Selon Mᵉ Klarsfeld, son fils est *« allé protester seul à la réunion du Front national au Bourget contre les déclarations de Jean-Marie Le Pen au sujet des chambres à gaz »*. Revêtu d'un tee-shirt sur lequel étaient inscrits les mots *« Le Pen nazi »*, il a sauté sur l'estrade et interrompu le discours du président du Front national aux cris de *« Le Pen nazi »*, a précisé M. Serge Klarsfeld.

Arno Klarsfeld a pu rentrer au domicile de ses parents dans la soirée après avoir déposé plainte *« contre Jean-Marie Le Pen et ses agresseurs au commissariat de La Courneuve »*, a ajouté l'avocat.

(1) Doryphore était un des surnoms donnés aux Allemands pendant la guerre 1914-1918.





هكذا من الأصل

Politique

La mémoire longue

(Suite de la première page.)

La menace de M. Pasqua souligne les ambiguïtés et les limites de l'attitude de la majorité. Au fond, ce que cherche le RPR, c'est de pouvor écarter M. Le Pen et récupérer les électeurs et certains dirigeants du Front national; ceux qui, comme M. Pascal Arrighi (il s'est déclaré favorable à une loi punissant la remise en cause des crimes nazis), sont présentables. Si M. Chirac est élu, il lui faudra «chiraquiser» le Front national, plutôt que de tenter de le faire disparaître : comment comprendre autrement le refus du premier ministre, réaffirmé le 19 septembre à Bordeaux, de dissoudre l'Assemblée nationale au lendemain du scrutin présidentiel, sinon pour appâter les élus de l'extrême droite et les inciter à bien se tenir ? Car il va de soi qu'un tel schéma ne peut fonctionner qu'à la condition, émise avec force par M. Pasqua, que les élus ne puissent pas dire n'importe quoi.

Au passage, M. Pasqua soulève une question de fond : celle de l'attitude de la classe politique à l'égard de l'extrême droite et des thèmes qu'elle véhicule. La menace de rompre les alliances locales ne vaut que pour le crime de révisionnisme, et l'antisémitisme qu'il révèle. Autant dire qu'il passe par profits et pertes le racisme ordinaire, celui qui a nourri la campagne de Dreux en 1983, ou celle de Grasse en 1987, celui qui rend inopérante la loi de 1972 (1). Depuis que M. Le Pen occupe le terrain et représente 10 % de l'électorat, chacun sait que l'exclusion est au cœur du discours de l'extrême droite.

Et quand on commence à exclure, il n'y a plus de raison de s'arrêter. Après les Arabes, les faibles – *« en favorisant par trop les faibles, on affaiblit le corps social »*, disait M. Le Pen en 1979 – puis les victimes du SIDA, et maintenant les juifs. Ceux qui, aujourd'hui, découvrent la lune *auraient pu tout aussi* bien méditer en son temps cette forte parole de Vladimir Jankélévitch : *« Le racisme, c'est la haine de l'autre ; l'antisémitisme, c'est la haine de l'imperceptiblement autre »*.

Le verrou de la culpabilisation

Face à M. Le Pen, il ne sert à rien de s'émouvoir tardivement (encore que ni M. Gaudin, ni M. Blanc, ni M. Chaban-Delmas ne sont particulièrement émus de gouverner leur région avec l'extrême droite ou son soutien tacite. Le débat, ou plutôt le combat, se situe sur le terrain de la mémoire. Face à l'extrême droite, il faut avoir la *mémoire* longue.

Deux mémoires ont, en fait, structuré l'après-guerre : l'une gaulliste, l'autre communiste. Elles avaient un défaut : l'une et l'autre étaient fondées sur la reconstruction, *a posteriori*, d'une France presque exclusivement résistante. Elles avaient un immense mérite : celui de culpabiliser ceux qui avaient cru bon de préférer Hitler au Front populaire, selon la formule consacrée. Or l'extrême droite peut faire sauter ce verrou de la culpabilisation. Plus précisément, il s'agit d'effacer 1945, et le consensus républicain de la Libération. Ne date-t-il pas de 1945 le début d'un mal de quarante ans, baptisé *« socialisme rampant »* ?

Aujourd'hui, la mémoire communiste s'est effondrée politiquement avec le parti du même nom, moralement parce qu'elle a subi le discrédit du stalinisme. Et la mémoire gaulliste est mise à mal par ceux qui se présentent comme les héritiers du général : les clubs de pensée, et notamment la « nouvelle droite », *qui ont nourri le RPR pendant sa* traversée du désert datent, eux aussi, le nouveau mal français du compromis de la Libération. Et M. Chirac n'a pas entrepris autre chose, depuis mars 1986, qu'un véritable mouvement de « dégaullisation », qui va de la *fin des nationalisations* de la Libération aux alliances locales avec l'extrême droite, en passant par la poignée de main au général Jouhaud.

La gauche n'est pas absente de cet effacement progressif de la mémoire *: elle aussi* a permis à M. Le Pen de faire sauter un verrou, très précisément le jour où M. Laurent Fabius, au nom d'on ne sait quelle logique électorale, a cru bon de créditer M. Le Pen des *« bonnes questions »* qu'il posait sur la société française.

Dans l'immédiat, la droite et une partie de la gauche peuvent, bien sûr, se réjouir de ce qui arrive : à première vue, M. Le Pen s'use dans une campagne trop longue, qui l'expose aux dérapages, comme il a usé ses thèmes porteurs que sont l'immigration et l'insécurité. Bloqué par le tollé qu'il vient de provoquer, il est en panne de boucs émissaires. M. Chirac peut donc espérer ramener une frange de son électorat dans le bercail majoritaire, au nom, comme l'a souligné M. Pasqua à Europe 1, de son efficacité sur les terrains de la sécurité et de l'immigration. M. Barre n'est pas en reste : la partie de l'électorat de M. Le Pen qui est farouchement anticohabitationniste pourrait bien le rejoindre. *M. Lajoinie, enfin, retrouve, lui* aussi, un ballon d'oxygène.

Mais tous oublient une chose : M. Le Pen peut parfaitement, à la faveur de cette crise, fidéliser un électorat peut-être moins puissant, mais plus soudé, plus dur, et peut-être plus jeune. L'agitation tardive autour d'une petite phrase ne suffit pas à refermer les multiples brèches ouvertes depuis 1983.

Pourtant, la classe politique persiste à vouloir faire du spectacle, à s'inscrire dans l'éphémère, alors qu'il lui faudrait d'abord travailler dans la durée, et transmettre une mémoire collective qui étouffe dans l'œuf la dynamique du racisme.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) *Le Monde* du 1er septembre 1987.

Les négateurs des chambres à gaz

(Suite de la première page.)

Il n'y a pas davantage d'école historique « révisionniste » qui ferraillerait à coup d'articles novateurs et de communications à des colloques avec une école historique « exterminationniste ». Aucun négateur n'est historien de profession scientifiquement reconnu, y compris dans les conclaves californiens de leur internationale et dans les signatures qui *ornent leur feuille la moins* indigente, ce *Journal of Historical Review* qui paraît depuis le printemps de 1980. Et, en retour et à raison, aucun historien digne de ce nom n'accepte d'argumenter avec les négateurs.

Halte donc aussi à ce murmure dont ils savent faire une rumeur : les historiens de métier auraient argué de l'autorité de la chose jugée pour mieux négliger l'examen des « preuves » inédites qui lancent sur le marché ces benoîts érudits assoiffés du seul progrès de la connaissance. Les meilleurs historiens de ce pays ont claqué la porte (*le Monde* du 21 février 1979), en signifiant aux « négateurs », alors fort agités par la latitude médiatique que leur offrait l'affaire Darquier de Pellepoix (lequel, on s'en souvient, excipait de son autorité acquise sous Vichy pour lancer qu'à Auschwitz on n'avait guère gazé que des poux), qu'il n'y aurait pas de débat sur l'existence, incontestable pour qui travaille à une histoire de la seconde guerre mondiale, des chambres à gaz.

C'est que tout dialogue est impossible avec la négation érigée en vertu critique. On ne prendra qu'un exemple, emprunté à l'impétrant qu'un jury de complices fit docteur de l'université de Nantes en juin 1985, et que M. Devaquet dégrada sans phrases un an plus tard sur le front de la recherche scientifique. Il a très minutieusement examiné toutes les versions du récit-confession qu'en 1945 un SS, Gerstein, rédigea pour les officiers français qui l'interrogeaient et où *il décrit ce qu'il vit en* 1942 au camp d'extermination de Belzec. Chrétien convaincu, bouleversé par ce qu'il a découvert ce jour-là et qu'il reverra à Treblinka, Gerstein n'a eu de cesse de témoigner : il s'est à cet effet livré aux Alliés, avant de se pendre dans sa cellule.

Notre thésard n'a aucune peine à pointer des erreurs et des invraisemblances dans ses rapports, dont la plus criante est de soutenir que dans *chacune des chambres à gaz de ce* camp on pouvait entasser 700 à 800 personnes sur 25 mètres carrés. Soit. Mais le dialogue devient sans objet scientifique dès lors que le négateur ne s'interroge pas sur l'étrangeté qu'aurait eue au contraire un récit exact jusqu'au moindre détail, alors qu'il fut livré par bribes, dans des circonstances dramatiques, par un homme au bout de sa nuit : l'histoire nomme critique externe cette indispensable quête du vrai à travers l'erreur, cette mise en situation du texte par son contexte, de l'énoncé par le vraisemblable.

La stratégie des dominos

L'historien a, lui, la patience et l'honnêteté de convoquer tous les autres témoins connus (un autre officier, Pfannenstiel, ou tel SS de Belzec jugé après la guerre), toutes les archives accessibles, toutes les traces lisibles, pour corroborer l'affreuse vérité que Gerstein a balbutiée.

Aucune source ne parle d'elle-même et elle ne devient loquace qu'après avoir été méthodiquement frottée à d'autres. Un peu comme si l'annonce par le préfet de police de 5 000 manifestants et par les organisateurs de 50 000, flanquée de souvenirs douteux sur la couleur des banderoles et la vigueur des slogans, autorisait à en déduire qu'on n'entendra ni les badauds des trottoirs ni les rescapés du dépôt, et même que ce République-Bastille n'a jamais eu lieu. Autrement dit, les sénateurs ne font pas d'histoire *parce qu'ils choisissent leurs* sources, n'établissent pas le protocole des faits et glissent à volonté du factuel en tête d'épingle à l'interprétation globale.

Leur logique n'obéit pas à cette règle du départ entre le vrai et le faux dont l'histoire a fait sa vocation et sa morale. Elle est au service d'une *« stratégie des dominos »* (Jean-Pierre Azéma). Leur acharnement à collationner l'erreur éparse se réfère à une vue d'ensemble : en argumentant coûte que coûte pour proclamer la non-existence des chambres à gaz, ils entendent libérer la voie pour mieux dénoncer l'imposture d'un génocide qui ne serait qu'un gigantesque mythe fabriqué depuis 1944 par la juiverie internationale et sioniste. Cette errance a satisfait des entêtés reconnus, grands écraseurs d'Infâme au nom des Lumières, et qui ont su faire leur beurre de toute « démythification » qui passe. Elle comble d'aise une poignée de néo-nazis qui commençaient à trouver un peu court de reprendre au refrain les chants SS et de tenter de déchiffrer le néo-paganisme de la « nouvelle droite ». Elle est pain bénit pour quelques intégristes ensoutanés à l'ombre de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Elle a séduit, dans sa rectitude perverse, des hommes venus de l'ultra-gauche. Cette cohorte disparate reçoit en France le secours international d'idéologues protégés par les réseaux d'extrême droite. On soupçonne que des garçons de courses d'ambassades du Proche-Orient ont égaré des chèques dans les officines qui diffusent sa prose. Tous ces croisés ne vont certes pas au même pas ; ils suivent inégalement le cycle de leurs « études ». Mais tous, au bout du compte, ont un dénominateur commun : ils lâchent le lapsus ou lancent le discours antijuif.

Le syndrome de Vichy

Disqualifiée scientifiquement, très typée idéologiquement, la secte n'aurait toutefois guère pu s'exprimer, sinon sous le manteau, si son refus de l'Autre n'avait pas pu *répandre sa purulence sur* des plaies ouvertes du corps social. Son fondateur, un ancien déporté, Paul Rassinier, avait dit, dès 1950 dans *le Mensonge d'Ulysse*, son doute sur quelques affabulations de rescapés des camps : sa critique n'avait guère cheminé en un quart de siècle. Jusqu'à ce que se mette en branle une concordance des temps qui vivifie sous nos yeux la vieille négation. Car il fallut atteindre 1978-1979 pour que son chuchotement soit perçu. A l'heure où s'ouvrait, avec la diffusion d'*Holocauste* et les affaires Darquier, Leguay et Bousquet, un nouveau chapitre de l'affreuse histoire de ce *« syndrome de Vichy »* (Henry Rousso) qui ronge la France depuis la Libération. *Au moment où*, la relève des générations aidant et la mémoire des témoins s'activant à l'approche du grand silence, le pays s'apprête à relire l'histoire des années 40 en y cherchant moins de chagrin et de pitié, moins d'héroïsme et de bassesse, les négateurs foncent dans la brèche : leur logique prétend répondre, bonne âme, à ce besoin d'une nouvelle lecture.

Dans le même temps, une mémoire juive en émoi, bouleversée *par les mutations sociologiques* de la communauté juive de France et par les conséquences de la politique israélienne au Proche-Orient, saisit à demi-mots : les négateurs tentent d'assassiner sa mémoire de l'Holocauste, s'apprêtent à relancer *l'extermination en récusant le génocide.*

Enfin, à la douleur juive et au nouveau trouble de la conscience nationale touchant aux années noires, voici que le retour de l'extrême droite sur de devant de la scène depuis 1983 cimente la configuration nouvelle de l'inquiétude, puisque les négateurs ne dissimulent pas leur ambition de trouver dans la propension expéditive de celle-ci à régenter une crainte diffuse sur *l'identité française* et à *exhaler tous* les relents du racisme ordinaire, ce marchepied politique qui hausserait un jour leur idéal à la dignité d'un argument dans le débat public. Trouble, douleur et simplisme exploités avec persévérance : la négation depuis dix ans fait flèche de tout bois.

Il faut dire haut et fort que les premiers négateurs des chambres à gaz furent les nazis eux-mêmes, qui firent de la mise en œuvre de la solution finale un secret d'Etat, qui brouillèrent *les pistes par leur langage* codé, qui broyèrent des cadavres, brûlèrent les archives et firent labourer des sols maudits sur lesquels ils avaient gazé. La SS seule avait à leurs yeux le soin de l'avenir, et l'histoire n'aurait donc pas à connaître des premières heures de l'érection d'un homme nouveau sur les cendres des sous-hommes. Nier ce point aveugle de l'histoire du vingtième siècle, disperser encore ces cadavres, participe du funeste secret nazi.

Les historiens, pour leur part et leur place, consentent toujours à réviser l'histoire : quelle science pourrait progresser sans remettre sur le métier ses acquis antérieurs ? Ils auscultent encore les témoignages, ils cherchent à connaître la décision irréparable qui déchaîna l'horreur, ils chiffrent à la baisse le nombre des victimes ; en Allemagne fédérale, sur fond d'identité allemande en souffrance, ils débattent librement entre « intentionnalistes » (selon eux, Hitler imposa la solution finale) et « fonctionnalistes » (son action, répliquent ces derniers, est à entendre dans un système dont il aurait été l'agent et non le dirigeant), sans jamais mêler les faits et leur interprétation, sans nier la réalité du génocide.

Mais l'histoire dira toujours, ès qualité scientifique et toutes vertus civiques éployées, qu'on ne choisit pas à sa convenance dans le passé. Seule une perversion d'essence totalitaire peut décréter qu'il faut gommer des événements « en trop ».

JEAN-PIERRE RIOUX.

Pour en savoir plus

Sur le génocide et les chambres à gaz.

– *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, colloque de l'EHESS, Hautes Etudes, Gallimard-Le Seuil, 1985, 600 pages, 195 F.

– E. Kogon, H. Langbein, A. Rückerl, *les Chambres à gaz secret d'Etat*, Le Seuil (coll. « Points-Histoire »), 1987, 314 pages, 40 F.

– G. Wellers, *Les chambres à gaz ont existé*, Gallimard, 1981, 229 pages, 57,30 F.

– « La science historique et les chambres à gaz », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent* (CNRS), numéro 25, septembre 1986, pages 3-13.

Sur leur négation.

– S. Courtois et A. Rayski, *Qui savait quoi ? L'extermination des juifs, 1941-1945*, La Découverte, 1987, 231 pages, 79 F.

– A. Finkielkrat, *L'avenir d'une négation. Réflexion sur la question du génocide*, Le Seuil, 1982, 181 pages, 72 F.

– H. Rousso, *le Syndrome de Vichy, 1944-198...*, Le Seuil, 1987, 367 pages, 110 F.

– P. Vidal-Naquet, *les Assassins de la mémoire*, La Découverte, 1987, 227 pages, 69 F.

Nouvelle-Calédonie

M. Lange estime « absurde » la présence française

Sydney. – La présence française en Nouvelle-Calédonie est *« une notion absurde »* que la Nouvelle-Zélande ne supportera pas éternellement, a déclaré, le dimanche 20 septembre, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange. La situation en Nouvelle-Calédonie, a ajouté M. Lange, interviewé par la télévision australienne, est une menace à la stabilité régionale, et il existe un risque que d'autres pays interviennent. *« La Nouvelle-Calédonie est le plus proche voisin de la Nouvelle-Zélande, et nous ne supporterons pas éternellement l'idée absurde que la France se trouve à 1 000 miles de la Nouvelle-Zélande »*, a déclaré le premier ministre.

A la suite du référendum du 13 septembre, il y a selon lui un risque que les indépendantistes *« lésés »* se *« sentent de plus en plus exclus et tombent dans l'extrémisme »*. Il n'a pas précisé quels pays risquaient selon lui d'intervenir dans les affaires du territoire.

Le reste de la région, a dit M. Lange, espère que la France *« fera un jugement réfléchi et avisé »* et retiendra la suggestion de M. Mitterrand de donner à la Nouvelle-Calédonie une autonomie qui accorderait une grande place aux Canaques. – *(AFP.)*



Politique

Les aléas de la cohabitation

M. Jacques Chirac pris de court

Apparemment soucieux de ne pas se laisser entraîner dans un démarrage inconsidéré de la bataille électorale, M. Chirac sera-t-il pris de vitesse par ses concurrents ? Aux journées parlementaires du RPR, à Bordeaux, il s'est borné à une intervention classique de premier ministre à la veille d'une session budgétaire – agrémentée seulement d'une vigoureuse défense des privatisations et de leur ministre, M. Edouard Balladur, – alors que certains attendaient un discours, « bilan et perspectives », de candidat à l'Elysée. De même, à Nice, devant les parlementaires de l'UDF, M. Chirac devrait parler en responsable de l'unité de la majorité, au moment où celle-ci se prépare à accomplir l'acte majeur qu'est le vote du budget, et éviter de s'engager dans des controverses.

Mais le front n'est pas aussi calme que le souhaiterait le chef du gouvernement. Le discours de M. Raymond Barre à Hourtin, le 4 septembre, a suscité une certaine inquiétude du côté des amis de M. Chirac. Le député de Lyon voudrait-il lancer prématurément une empoignade intramajoritaire, qui ne pourrait que ravir M. François Mitterrand et les socialistes ? La décision de l'UDF de ne se prononcer qu'en janvier prochain sur le choix de son candidat est apparue, par contraste, rassurante, mais il n'est pas certain que la tendance « sage », incarnée par MM. Jean Lecanuet et Jean-Claude Gaudin, l'emporte toujours sur l'impatience de certains barristes.

Les sujets de conflit entre le RPR et l'UDF sont considérés, par le premier, comme inexistants ou désamorcés. Les problèmes budgétaires ont été réglés pendant l'été, dans des conditions qui, estime-t-on à l'hôtel Matignon, donnent satisfaction aux ministres UDF. MM. Chirac et Balladur ayant renoncé à soumettre au vote des parlementaires un engagement budgétaire portant sur trois ans, cette perspective, envisagée seulement dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances, ne doit plus soulever de difficulté.

Reste la réforme du code de la nationalité, pour laquelle les choses sont loin d'être claires. Tout devrait dépendre des travaux de la commission des « sages ». Si celle-ci fait apparaître la nécessité d'une réforme minimale, qui porterait sur la seule déclaration volontaire pour les enfants d'étrangers, nés en France et désirant bénéficier de la nationalité française, et s'il se confirme qu'un certain consensus existe sur cette disposition, il serait possible de la faire adopter en amendant le projet de loi en cours d'examen, à l'Assemblée nationale, depuis le printemps dernier. Telle serait la véritable signification des propos tenus par M. Chirac, sur TF 1, le 8 septembre.

Les choses peuvent s'emballer du côté de M. Barre : du côté de M. Mitterrand, c'est n'est plus un risque, c'est une réalité ! Le président de la République, que le premier ministre et ses amis voulaient ignorer, après l'avoir malmené (M. Barre ayant donné l'exemple) pendant l'été, les a pris de court. Si l'on en croit l'Hôtel Matignon, l'irritation du chef de l'Etat est incompréhensible : le premier ministre n'aurait eu garde, le moins du monde, de provoquer M. Mitterrand encore moins de le vexer. L inculpation éventuelle du lieutenant-colonel Prouteau est dans la nature des choses. L'escale de M. Chirac à Hao, la semaine dernière, et sa rencontre avec les « faux époux Turenge » relevaient pour la première de la stricte nécessité technique, pour la seconde, de la courtoisie, etc. M. Mitterrand n'a, selon l'entourage du premier ministre, aucune raison de se sentir mis en cause.

Les choses sérieuses devraient commencer en janvier, mais le dispositif se met déjà en place. M. Pasqua, pour qui les campagnes électorales sont un terrain d'action privilégié, se prépare activement. Officiellement consacré à la mise sur pied des futurs comités de soutien départementaux à la candidature de M. Chirac, le travail du groupe que dirige le ministre de l'intérieur englobe l'ensemble des problèmes d'organisation. M. Alain Juppé est chargé mettre au point des thèmes de campagne, sachant qu'il n'est pas question, pour M. Chirac, de se présenter avec un programme, ni avec « x » propositions.

La continuité, le passé, l'inconnu

Il n'est pas question de nommer déjà un directeur de campagne – qui pourrait être, le moment venu, un préfet hors cadre ou en congé spécial, – pas plus qu'un porte-parole de campagne, mais le problème de la « communication » du premier ministre pourrait trouver une solution. D'autre part, l'équipe de publicitaires qui travaille ordinairement pour le président du RPR – MM. Jean-Michel Goudard, Bernard Brochant – s'est mise au travail.

Le premier ministre a décidé de consacrer chaque mardi aux questions politiques, en recevant, outre le comité de liaison de la majorité, des parlementaires, des responsables du RPR, etc. Autour de lui, son conseil politique restreint demeure composé de MM. Balladur, Pasqua, Toubon et du directeur du cabinet du premier ministre, M. Maurice Ulrich. Le secrétaire général du RPR s'est donné, notamment en organisant, au mois d'août, à Jouy-en-Josas, un stage auquel ont participé six cents cadres du mouvement – les conférences étant assurées par les ministres RPR, plus MM. Jean-Bernard Raimond et François Guillaume, – les moyens de maîtriser l'engagement des militants dans cette période de pré-campagne. La consigne est à la défense « *unitaire* » de l'acquis gouvernemental de l'année et demie écoulée depuis mars 1986.

Tel sera, tout naturellement, l'axe du propos de M. Chirac en vue de l'élection présidentielle : la cohabitation est rien moins qu'une partie de plaisir, mais il fallait le courage d'y aller, et le pays a été mis sur la bonne voie ; il faut continuer. Autrement dit : M. Chirac, c'est la continuité, M. Mitterrand, c'est le passé, M. Barre, c'est l'inconnu. Le premier ministre, toutefois, ne sera pas seulement le « *candidat du bilan* », comme dit le barriste Jean-Pierre Soisson. M. Juppé travaille à ouvrir quelques fenêtres sur l'avenir.

PATRICK JARREAU.

Deux élections cantonales

MOSELLE : canton de Maizières-lès-Metz (1er tour).

Inscr., 16 427 ; vot., 9 102 ; suffr. expr., 8 869. M. Maurice Demange (RPR), m. de Maizières-lès-Metz, 3 091 voix ; Mme Claudette Lamm, (PCF), 2 931 ; MM. Jean-Marc Todeschini (PS), 1 785 ; Jean-Marie Kiffer (FN), 514 ; Louis Girard (ext. d.), 396 ; Eric Sauzé (POE), 113 ; Albert Dal Pozzolo (MPPT), 39. *Il y a ballottage.*

[Sept candidats briguaient la succession de Claude Lamm (PCF), décédé le 5 juillet, qui siégeait au conseil général depuis 1979. S'il est arrivé en tête, avec 34,85 % des suffrages, M. Demange, candidat unique de la majorité, perd plus d'un point par rapport à son résultat de 1985 (36,31 %). Il devance Mme Lamm dont le score est inférieur de plus de 5 points (33,04 % des voix au lieu de 38,22 %) à celui enregistré, en 1985, par son époux décédé. Cette perte bénéficie au représentant socialiste qui progresse de plus de 6 points en recueillant 20,12 % des suffrages.

Si, avec 5,79 % des voix, M. Kiffer perd près de 4 points, il pâtit de la présence d'un candidat proche de l'extrême droite qui obtient 4,46 % des voix et de celle d'un représentant du POE qui recueille 1,27, des suffrages. Au total, les trois candidats obtiennent un score identique à celui recueilli dans ce canton, par la liste conduite par le Front national aux élections législatives de mars 1985.

Au premier tour du scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 16 476 ; vot., 11 426 ; suffr. expr., 10 976. MM. Lamm, 4 196 ; Demange, 3 986 ; Todeschini, 1 524 ; Christophe (FN), 1 030 ; Dal Pozzolo, 240. Au second tour, Claude Lamm obtenait 5 780 voix, contre 4 925 à M. Demange, sur 10 705 suffrages exprimés, 11 116 votants et 16 474 électeurs inscrits.]

SEINE-MARITIME : canton de Gournay-en-Bray (2e tour).

Inscr., 7 936 ; vot., 5 167 ; suffr. expr., 5 025. MM. Alain Carment (PS), 2 645 voix, ÉLU ; Bernard Wable (UDF), 2 380

[L'élection du candidat socialiste au deuxième tour de ce scrutin organisé à la suite du décès de Claude Heuillard (UDF-rad.) constitue une surprise. En recueillant 52,63 % des voix, M. Carment enregistre une progression de près de 17 points par rapport au total des suffrages qui s'étaient portés, au premier tour, sur les candidats de la gauche (35,96 %). Plusieurs raisons expliquent la déconfiture de M. Wable, qui obtient 47,36 % des voix. Une meilleure mobilisation électorale ce dimanche (34,89 % d'abstentionnistes au lieu de 38,65 % au premier tour) a essentiellement bénéficié au candidat du PS. En outre, M. Jouen (div. d.), premier adjoint au maire du chef-lieu de canton, qui recueillait 20,92 % des voix au premier tour, s'est désisté en faveur de M. Wable en rappelant qu'il demeurait *« un ami personnel de M. Carment »*. Enfin, les électeurs ayant voté en faveur des candidats d'extrême droite au premier tour (11,1 %) n'ont pas reporté leur voix sur le représentant de la majorité.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 7 937 ; vot., 4 869 ; suffr. expr., 4 755. MM. Carment, 1 537 ; Wable, 1 522 ; Jouen, 995 ; Debonne (FN), 284 ; Girard (ext. d.), 244 ; Diron (PCF), 173.]

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Mauroy souhaite que le projet du Parti socialiste ait « du souffle »

Invité, le dimanche 20 septembre, du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, a notamment affirmé, à propos des différentes interventions de M. François Mitterrand : « *Oui, le président de la République est offensif (...). Les Français (...) ont une grande chance d'avoir un président qui a une telle pugnacité, une telle autorité, qui puisse s'adresser à tous les Français comme il le fait, qui est soucieux de l'ensemble de la France et des Français, mais qui, quand il le faut et avec le ton qu'il faut, dit ce qu'il faut dire.* »

« *A chaque fois*, a continué M. Mauroy, *que l'on met en cause* [les] *grands principes* [de liberté, d'égalité et de fraternité], *il est naturel que le président de la République (...) sorte de sa réserve.* »

Le député du Nord a évoqué M. Jean-Marie Le Pen pour juger que sa fête des « Bleu-blanc-rouge » était « *la fête (...) des bleu-blanc-rouge souillés* ». « *La France*, a-t-il continué, *a besoin (...) de mener une campagne, de faire une opération de propreté. M. Le Pen et les siens polluent la France (...). C'est politiquement qu'il nous faut battre Le Pen. C'est de cette manière-là qu'il nous faut extirper de notre pays ces idées.* »

Le maire de Lille a souhaité que le projet que le PS est en train d'élaborer ait « *du souffle* », mais il ne « *veut pas (...) que les socialistes s'emballent sur le plan économique pour finalement ouvrir sur des perspectives qui seraient illusoires* ».

A propos de la baisse des prélèvements obligatoires, M. Mauroy pense que les socialistes ne doivent pas avoir de « *religion définitivement arrêtée dans ce domaine* ».

Evoquant l'accord de principe soviéto-américain sur le désarmement, M. Mauroy a affirmé : « *M. Chirac a dit :* « Bravo, mais... » « *Moi, je ne dis pas* « mais ». *On attendait depuis tellement d'années ce mouvement vers le désarmement (...). Disons oui au désarmement et demandons que l'on aille plus vite et plus loin.* »

Au baromètre de l'IFOP

M. Mitterrand M. Barre et M. Chirac en hausse

Toutes les personnalités politiques voient leur cote de popularité s'améliorer, selon les résultats du sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 20 septembre, dans le *Journal du dimanche* (1). M. Raymond Barre enregistre la plus forte hausse (9 points) en recueillant 58 % d'opinions positives, tandis que 27 % des personnes interrogées (au lieu de 30 %) se déclarent mécontentes de lui. Il obtient là son deuxième meilleur résultat depuis son entrée dans le baromètre en avril 1981, après celui du mois de mars 1987 (59 %).

En obtenant autant d'avis favorables que d'opinions négatives (43 %), M. Jacques Chirac, qui recueillait 35 % de jugements positifs en août, enregistre son meilleur résultat de l'année 1987.

Quant à M. François Mitterrand, il égalise son meilleur score de l'année, en recueillant 56 % de bonnes opinions, soit une progression de 4 points. 31 % des sondés (au lieu de 27 %) se déclarent néanmoins mécontents du chef de l'Etat.

En outre, MM. Michel Rocard (48 % d'avis favorables), François Léotard (44 %) et Lionel Jospin (32 %) progressent de 2 points tandis que M. Laurent Fabius (39 %) est en hausse d'un point.

(1) Sondage effectué du 7 au 12 septembre, auprès d'un échantillon représentatif de 1 731 personnes.

A la veille des journées parlementaires de l'UDF

Les sénateurs centristes cultivent un barrisme discret

Les centristes ont au Sénat – à la différence de l'Assemblée nationale où ils font partie du groupe unique de l'UDF – leurs propres structures. A la veille des journées d'étude parlementaires de l'UDF qui auront lieu à Nice du 22 au 24 septembre, les sénateurs de l'Union centriste se sont réunis le vendredi 18 et le samedi 19 septembre.

ROYAN

de notre envoyée spéciale

Parcourant la Charente-Maritime (1) de Royan à La Rochelle et de Saintes à Rochefort, invitant ici les élus, là les socio-professionnels, les sénateurs centristes ont réfléchi bien évidemment à la prochaine session parlementaire, qui sera dominée par la discussion du projet de loi de finances. L'un des leurs, M. Maurice Blin, rapporteur général, a mis l'accent sur l'aspect « *exceptionnel* » de ce budget, qui réalise « *trois objectifs apparemment contradictoires* » : une baisse des impôts qui n'interdit pas une diminution du déficit et autorise une augmentation des dépenses publiques générales. « *Tout cela contraste*, selon lui, *avec une conjoncture économique passable, modeste, pour ne pas dire médiocre.* »

Après avoir insisté sur les aspects positifs de la privatisation (dont il reconnaît au passage que « *les noyaux durs constituent un problème* »), c'est-à-dire l'allégement des charges des entreprises, l'effort de l'Etat sur ses propres charges de fonctionnement et la baisse de la TVA, le sénateur des Ardennes a mentionné certains aspects « *moins positifs car plus aléatoires* ». En font partie un certain optimisme dans les prévisions, notamment celles de la croissance et du coût du chômage, et le risque d'une relance de la consommation qui engendrerait un déséquilibre de la balance commerciale. Autrement dit, M. Blin se demande si une réduction plus significative du déficit budgétaire ou une amélioration plus sensible de la fiscalité de l'investissement n'aurait pas mieux valu que cet effort de réduction d'impôts.

Dans tous les cas, il faut, a-t-il insisté, « *ne pas aller trop loin dans l'euphorie, compte tenu de l'effort à accomplir dans les six ou sept prochaines années* ».

Quant à l'élection présidentielle, les sénateurs centristes ont semblé trouver du charme dans la discrétion mise à leur barrisme. Certes, ils ne renient pas leur penchant pour l'ancien premier ministre. Mais ils l'ont quelque peu passé sous silence, comme s'il s'agissait d'un acquis sur lequel il n'est pas nécessaire de revenir.

Certains sénateurs avaient souhaité manifester à M. Barre un soutien plus voyant. Les autres n'ont eu aucun mal à suivre leur président, M. Daniel Hoeffel (fidèle du député du Rhône) dans sa prudence, histoire de ne pas réveiller, à l'intérieur des autres composantes de l'UDF, certaines susceptibilités. « *Il ne faut rien entreprendre de prématuré*, a expliqué le sénateur du Bas-Rhin, *qui nuise à la cohésion de l'UDF.* »

« Organisons des REL »

Reste que, dans le huis-clos de leur débat, les sénateurs ont été invités à prendre quelques initiatives. L'un d'eux semblait avoir reçu le message cinq sur cinq : « *Plutôt que REEL* [Réalisme, efficacité, espérance, liberté, organe du réseau barriste], a-t-il dit, *organisons des REL* [réseaux d'élus locaux]. »

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, ne pouvait que les inciter à un peu plus d'engagement : « *On ne peut escamoter la clef de voûte qu'est l'élection présidentielle, ni tomber dans un climat de résignation ou de morosité. 1992 certes, mais 1988 surtout, car le choix du président de la République est décisif, y compris pour l'Europe.* » Ou encore, comme l'a observé M. Lecanuet, « *il n'est pas indifférent – pour la mise en application du marché unique – que le prochain hôte de l'Elysée épouse nos conceptions européennes* ».

En attendant, il est clair que tous les sénateurs centristes, comme l'a résumé M. Hoeffel, doivent s'engager à rallier, dès le soir du premier tour, le candidat de la majorité arrivé en tête et « *à faire campagne pour lui au deuxième tour* ». Non seulement le président de l'Union centriste a invité ses amis à faire partie de ceux qui veilleraient au respect du code de bonne conduite pendant la campagne, mais aussi de ceux qui éviteraient, au soir du 24 avril, « *triomphalisme et humiliation* ». Sur ce point, M. Lecanuet ne désespère pas d'être entendu en obtenant de MM. Chirac et Barre au soir du premier tour, l'egagement qu'ils apparaîtront ensemble à la télévision.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Dans ce département, concerné par le renouvellement triennal de 1989 et où la majorité espère gagner au moins deux des trois sièges actuellement détenus par trois élus de l'opposition, les centristes ont, par leur présence, marqué le début de la campagne sénatoriale en manifestant un soutien appuyé au président du conseil général, M. François Blaizot (UDF-CDS).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

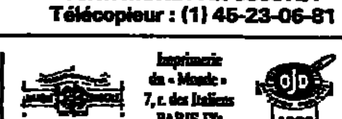
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, PNC, 45-45 39 th Street, LIC, NY 11104.

هكذا من الأصل

des journées parlementaires de l'UDF

...nateurs centristes ...un barrisme discret

RÉFLÉCHISSEZ : être l'un des plus grands propriétaires fonciers de France, n'est-ce pas le meilleur gage de stabilité et de solidité?

Ce sont les fondations les plus traditionnelles et les plus sûres qui permettent d'entreprendre avec audace. C'est pour cette raison que Suez s'est donné un vaste patrimoine foncier et immobilier. Aujourd'hui celui-ci s'évalue en centaines de milliers de mètres carrés et en dizaines de milliers d'hectares.

Des immeubles de bureaux du centre de Paris à ceux de Lyon La-Part-Dieu, des appartements parisiens aux centres commerciaux de Vélizy II ou Rosny II, des vignobles des Domaines Cordier aux marais salants du Midi, Suez est aujourd'hui l'un des plus grands propriétaires de France. Etre fort dans l'immobilier, c'est aussi intervenir activement aux différents stades de l'évolution de projets nouveaux: dans leur conception, ce qui est notamment le rôle de la Compagnie La Hénin; dans leur financement, qui relève en particulier de l'activité de la Banque La Hénin; et bien sûr, dans leur gestion.

A l'étranger, Suez gère des fonds immobiliers spécialisés aux États-Unis, des centres commerciaux à Bruxelles ou à Madrid; et, en France, plusieurs des plus importantes sociétés de crédit-bail.

Mais parce que l'immobilier du futur est celui qui associe construction et services, Suez participe déjà au développement des résidences touristiques Orion, au financement du parc d'attractions et de loisirs d'Eurodisneyland, à la création de nouveaux clubs de golf et à la promotion de résidences médicales pour les personnes âgées.

C'est sur un patrimoine solide et large que s'élaborent les stratégies financières les plus dynamiques.

SUEZ
Les Stratèges de l'Argent

TÉLÉPHONEZ AU (16.1) 45 613 613 OU ÉCRIVEZ A SUEZ PRIVATISATION 1 RUE D'ASTORG 75008 PARIS. MINITEL 3615 SUEZ



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOTE D'INFORMATION (VISA COB N° 87-314 DU 01.08.87) EST TENUE GRATUITEMENT A LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRÈS DES ETABLISSEMENTS CHARGES DE LA VENTE DES ACTIONS

BOUST DAU DUPUY PETIT

Société

La résurgence des « affaires »

Irlandais de Vincennes : « Le moment est malvenu »
admet M. Chalandon

Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* daté du 20 septembre, le garde des sceaux, M. Albin Chalandon, revient sur l'affaire des Irlandais de Vincennes et sur le cas de M. Christian Prouteau, lieutenant-colonel, conseiller technique à l'Elysée, dont M. Mitterrand, avait fait l'éloge sur TF 1, le 17 septembre. *« C'est surtout le ton qui m'a choqué,* déclare le ministre de la justice, *et la présentation générale de l'affaire, plus qu'une phrase en particulier. François Mitterrand a donné le sentiment que c'est lui qui avait indiqué la bonne conduite à suivre, qu'il m'avait rappelé à mes devoirs. C'est une attitude peu correcte. »* Le garde des sceaux ajoute : *« C'est fini. Désormais, je n'irai plus le voir. On ne me verra plus tomber dans des pièges de ce genre. »*

Au sujet du moment choisi pour évoquer à nouveau ce dossier, M. Chalandon indique : *« Je reconnais que le moment est mal venu. Mais j'ai été informé des suites de cette affaire très tardivement (...). Le colonel Prouteau est mis en cause par un des inculpés. Pour savoir si c'est justifié, il faut que le juge puisse l'entendre. C'est tout. »*

De son côté, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, s'est déclaré, samedi 19 septembre, à Radio-France internationale, *« profondément choqué de la relation faite par M. Mitterrand de son entretien avec M. Chalandon »,* ajoutant : *« Je n'attendais pas cela de lui. »*

Christian Prouteau, le mousquetaire du président

Le mousquetaire du président de la République *ne dira rien.* Et que dire, en effet, après avoir été béatifié par le premier magistrat de France ? *Le lieutenant-colonel Christian Prouteau est « un homme extraordinaire »,* a confié le président. Ce n'est pas une petite phrase en l'air. M. Mitterrand, deux secondes auparavant, avait glissé : *« Je suis obligé de vous dire que j'ai la plus grande estime, que j'aime beaucoup le colonel Prouteau. »* Oui, que dire ? Le préfet, conseiller technique à l'Elysée, n'a plus qu'à se taire et à attendre patiemment son inculpation par M. Alain Verleene, chargé de l'instruction de l'affaire dite des « Irlandais de Vincennes »...

C'est tout juste s'il doit esquisser un sourire amer en apprenant que M. Charles Hernu, lui, l'a renvoyé à ses études d'une remarque qui pourrait être blessante si elle ne visait pas à le dédouaner : *« On n'inculpe pas les boy-scouts. »* Vraiment ? Le ministre de la défense a-t-il oublié que le *« boy-scout »* fut promu et introduit à l'Elysée par ses soins ? De quoi sourire puisqu'aussi bien ce *« boy-scout »,* aujourd'hui reclus dans le palais présidentiel, fut autrefois un chef de guerre lumineux, sauveur d'otages intrépide, un chevalier Bayard revu et corrigé.

En février 1976, cinq rebelles somaliens s'emparent d'un car de ramassage scolaire qui transporte des enfants de militaires français. La scène a lieu sur la bande frontière, entre Djibouti et la Somalie. Dans la nuit, arrivant de France par avion spécial, Christian Prouteau et huit de ses hommes prennent la situation en main, inversent le rapport de forces et sauvent la vie de vingt-neuf otages sur trente. *« Ce fait d'armes extraordinaire restera dans l'histoire »,* lâche le général Pierre Brasart, commandant les forces françaises du territoire.

Alors que la Corse traverse une crise aiguë, c'est encore Christian Prouteau qui obtient la reddition d'une quarantaine de nationalistes, solidement armés, repliés dans l'Hôtel Fesch, en plein centre d'Ajaccio. Cela se passe dans la nuit du 10 au 11 janvier 1980. Christian Prouteau, qui n'est à cette époque que simple capitaine, se laisse glisser dans la cheminée de l'hôtel pour pénétrer dans l'immeuble. Il engage, une fois dans le grenier, une discussion avec Marcel Lorenzoni, chef du collectif nationaliste. Sans qu'aucun coup de feu ne soit échangé, les deux hommes passent un pacte : ce sera la reddition, avec les honneurs. A 2 heures du matin, les nationalistes font leur sortie, fusils hauts mais cassés, avant d'être remis à la police judiciaire.

Le choix du « baroud »

Certaines actions, moins glorieuses, sont tout aussi délicates. Le 30 octobre 1980, à Pauillac, en Gironde, un forcené se met à tirer sur tout ce qui bouge. Un huissier, deux gendarmes, puis Christian Prouteau lui-même, sont sérieusement touchés. M. Mitterrand ne l'a pas oublié, même s'il a confondu, l'autre jour, au cours de son entretien avec Christine Ockrent sur TF 1, le malheureux forcené, maçon à la retraite, avec de dangereux terroristes. Christian Prouteau, a déclaré le président de la République, *« a été blessé en plein visage à plusieurs reprises parce qu'il était le premier à lutter contre les terroristes ».* Retenons plus simplement que ce militaire, gendarme fils d'un colonel de la gendarmerie, n'a jamais hésité à payer de sa personne.

C'est un fonceur, un homme d'autorité sympathique. Ce Biterrois, né le 7 avril 1944, est d'abord sous-officier dans l'armée de terre puis passe par l'Ecole militaire interarmes de Saint-Cyr-Coëtquidan. Quand il entre dans la gendarmerie, il a vingt-huit ans.

Il a déjà choisi le « baroud ». C'est lui qui forme les unités de commando de la gendarmerie mobile. Un an plus tard, en 1973, il est nommé « patron » du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, le tout nouveau GIGN, une unité à faire pâlir d'envie la police nationale. Les moyens ne lui manqueront pas : stages d'alpinisme, de parachutisme, de nage sous-marine, armes de précision, gadgets en tout genre. Avant d'être consacrés, par la presse, *« gendarmes du président »,* Christian Prouteau et ses hommes deviennent les « super-gendarmes ».

C'est à lui que les préfets s'adressent en cas de coup dur, à lui que songe immédiatement le gouvernement lorsque l'Arabie saoudite, aux prises avec un soulèvement à La Mecque, en novembre 1979, demande du secours. A l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le chef du GIGN est déjà plus qu'un homme d'action. Avec le capitaine Paul Barril — *« mon second soi-même »,* dit-il, — il réfléchit à la montée du terrorisme, s'essaye à la prospective, imagine des scénarios, anticipe...

M. Charles Hernu, autre fils de gendarme et ministre de la défense, sera séduit et le présentera à l'Elysée lorsque l'entourage du président de la République prendra conscience des lacunes du système de protection du chef de l'Etat. C'est une époque un peu folle. Les socialistes se méfient de la police, un corps de fonctionnaires qu'ils connaissent mal. Certains se persuadent qu'une droite revancharde ne rêve que de renverser M. Mitterrand comme le fut le président Allende, au Chili, en 1973. Christian Prouteau, passé chef d'escadrons, s'impose. Gendarme, militaire donc, il est tout bonnement providentiel.

Chargé d'une mission d'études sur les problèmes de sécurité de la présidence de la République, il observe. Un beau jour, il entre dans le bureau de M. Mitterrand avec un rapport. Il a suivi, avec ses hommes, plusieurs voyages et déplacements du président en province et à Paris. *« Vous n'êtes pas protégé,* assène-t-il en substance. *Tel jour, regardez ces photos, nous avions placé une bombe factice sous votre fauteuil. Aucun policier ne l'a détectée. »*

L'entourage présidentiel est effaré ; Christian Prouteau adopté définitivement. Les photographes fixent sa haute et mince silhouette aux côtés de celle du président de la République alors qu'ils devisent dans le parc de l'Elysée. On le voit encore, vêtu d'un smoking, lors des réceptions officielles.

Sur son initiative, quatre-vingts gendarmes d'élite sont sélectionnés pour constituer le groupe de sécurité de la présidence de la République. En août 1982, une dizaine de jours après l'attentat meurtrier de la rue des Rosiers, à Paris, le voilà en charge d'une mission *« de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme ».*

Premiers ennuis

Les ennuis commencent... Car la police ressent cette promotion comme un véritable camouflet, pis un désaveu : l'Elysée prend le risque d'héberger un service « action » dans ses murs. Si une faute, voire une simple gaffe, est commise, ne sera-t-elle pas portée au débit du président ? Cela ne manque pas. Cinq mois après l'arrestation des « Irlandais de Vincennes » par le capitaine Paul Barril, en accord avec Christian Prouteau, *le Monde* révèle *« les fausses manœuvres des gendarmes du président ».* Edwy Plenel analyse alors dans le détail ce qu'il résume d'une phrase : *« Procédure bâclée, récits confus, témoignages contradictoires, preuves suspectes... »* La justice s'intéresse aux conditions dans lesquelles les terroristes supposés ont été arrêtés et aux réponses trop *« limées »* des gendarmes. Un gradé accuse le conseiller technique de l'Elysée de lui avoir demandé de cacher la vérité.

Même si Christian Prouteau fait front, même si bien des missions secrètes sont encore lancées sur son initiative, un ressort est cassé. En 1983, le capitaine Barril est progressivement « lâché ». En octobre de la même année, la cellule antiterroriste de l'Elysée est sérieusement réaménagée. Le commissaire Charles Pellegrini, chargé des rapports avec les services secrets de la DGSE, et sept policiers sont remerciés.

Le beau soldat, le fidèle mousquetaire, doit réviser ses ambitions à la baisse. Sous le pseudonyme d'Aramis, l'un de ses subordonnés prend la plume, en 1985, pour exposer dans nos colonnes la politique de Christian Prouteau. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, réplique vertement dans un comuniqué : *« Je rappelle que la coordination de la lutte antiterroriste est exercée au ministère de l'intérieur. »*

Coup sur coup, le super-gendarme est tout de même nommé préfet, puis lieutenant-colonel. Mais sa marge d'action, déjà limitée avant 1986, le sera encore plus sous la cohabitation, en dépit de contacts maintenus avec nombre d'informateurs, tant en France qu'à l'étranger. Pour lui, c'est la fin d'un beau rêve...

LAURENT GREILSAMER.

DÉFENSE

Pour relancer la coopération entre Européens

La France pourrait proposer un Eurêka militaire

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

La France explore de nouvelles voies dans la coopération militaire avec ses alliés en Europe. La réflexion est en cours au ministère de la défense et, plus spécialement, à la Délégation générale pour l'armement (DGA). Elle pourrait aboutir à proposer la création d'un Eurêka militaire, à l'exemple de ce qui se passe depuis deux ans en matière de recherche civile, et la constitution de consortiums européens propres à produire des familles de nouveaux systèmes d'armes, sur le modèle de ce qui existe déjà pour l'Airbus, la fusée Ariane, les missiles antichars ou pour le lance-roquettes multiples de l'OTAN.

C'est ce qui ressort des journées d'études, sur le thème « Défense nationale et coopération internationale », organisées la semaine dernière, à Montpellier, par le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) et le centre d'histoire militaire et des études de défense nationale, à l'université Paul-Valéry. Outre les hauts fonctionnaires du SGDN et les universitaires, ce colloque a réuni des responsables du ministère des affaires étrangères et des relations internationales à la défense.

Sans être pessimiste, voire décourageant, le constat qui a été dressé, à cette occasion, de la coopération européenne en matière d'armes n'est pas très exaltant.

Ainsi, selon M. Renaud Bachy, du SGDN, les Etats-Unis dépensent 39 milliards de dollars par an en recherche et développement militaire quand l'Europe, à produit national brut équivalent, n'y consacre que 8 milliards de dollars. De même, selon le général Philippe Morillon, de la DGA, la part des systèmes d'armes produits en coopération ne représente que 20 % de l'équipement des forces européennes. Enfin, selon M. Jacques Laureau, directeur de la coopération scientifique, technique et du développement au quai d'Orsay, la France, d'une manière générale, n'est pas dans le peloton de tête de la recherche internationale : l'effort du secteur privé reste insuffisant, la mobilisation intellectuelle est faible, la propension à breveter les découvertes ou les produits est médiocre, la « frilosité » des Français les retient d'aller travailler à l'étranger face, en revanche, à une mondialisation accrue des échanges.

Il faut ajouter à cela bien d'autres obstacles propres à la coopération militaire : l'incapacité des Etats-Unis à exprimer des besoins communs, l'absence de concordance dans les calendriers d'acquisition des matériels par les divers pays, les législations ou les procédures administratives différentes d'un partenaire à l'autre, les susceptibilités nationales et les freins apportés par les industriels à toute perspective de partage.

Achats croisés

Dans cinq ans, un événement majeur en Europe bouleversera le paysage. C'est l'instauration, au plus tard avant la fin de 1992, d'un marché unique européen, même si, comme l'a fait observer M. Pierre Viaud, du SGDN, l'Acte unique européen, signé à La Haye en février 1986, contient trop d'échappatoires pour être véritablement et totalement contraignant en matière de sécurité. Mais, dès lors que n'importe quels laboratoires, sociétés, centres de recherche ou universités pourront partir à la conquête du marché intérieur de la Communauté européenne, peut-on imaginer de voir le secteur de l'armement demeurer à l'écart, surtout s'il existe, comme c'est le cas, par exemple, pour les composants électroniques, une synergie entre activités civiles et militaires au sein d'une même entreprise ?

En d'autres termes, le secteur de l'armement est devant un choix crucial. De deux choses l'une : ou il se renforce en un arsenal protégé par l'intervention étatique et sinon hostile, du moins imperméable à tout échange qui serait jugé contraire aux stricts intérêts de la sécurité nationale. Ou bien il s'ouvre aux nouvelles réalités industrielles de l'Acte unique européen qui pourraient permettre, par exemple, à un état-major français de sélectionner librement, par appels d'offres, entre ses fournisseurs, qu'ils soient français ou de tout autre pays européen.

C'est la raison pour laquelle, au ministère de la défense, les esprits évoluent. Longtemps accusés d'être les « empêcheurs de coopérer » en matière d'armes européennes, les Français se font plus conciliants et ils imaginent, aujourd'hui, comment essayer de sortir de cette situation « schizophrénique », pour reprendre l'expression de M. Laureau, qui consisterait à se recroqueviller sur soi à l'heure d'un développement exponentiel des coopérations.

D'où cette idée de la DGA de concevoir un Eurêka de la recherche militaire, grâce au financement communautaire de certains programmes en amont initiés par des laboratoires ou des industriels. D'où ce projet de multiplier les occasions d'achats croisés, la France coopérant avec la Grande-Bretagne dans le domaine naval et avec l'Allemagne fédérale en matière d'armes terrestres et de défense aérienne. D'où, encore, cette éventualité de confier la maîtrise d'œuvre de chaque programme nouveau à un consortium européen spécialisé, sur le modèle des groupements d'intérêt économique Airbus-Industrie, Euromissile ou Arianespace. D'où, enfin, cette volonté d'innover dans l'organisation des structures industrielles, sans attendre qu'elles se figent, dès lors qu'il s'agit de défricher un terrain vierge de coopération en Europe, comme pour le programme C3I (contrôle, commandement, communication, intelligence).

Autant de défis, comme l'a remarqué le professeur Raoul Girardet, qui présidait le colloque de Montpellier, lancés à des « Etats-nations » jaloux de leur indépendance, qui se crispent ou résistent devant la nécessité, pour eux, d'avoir — pour cause de coopération accrue — à se dépasser et, donc, à décliner, c'est-à-dire à se faire hara-kiri.

JACQUES ISNARD.

● **Visite officielle en Italie du ministre français de la défense.** — Sur l'invitation de son collègue italien, M. Valerio Zanone, le ministre français de la défense, M. André Giraud, est en visite officielle en Italie, les lundi 21 et mardi 22 septembre. Il visitera notamment l'école d'artillerie et des industries de l'armement et sera reçu, en particulier, par le chef d'état-major de la marine italienne. La France et l'Italie cherchent, en effet, à concevoir en commun des armements pour une défense conjointe de la Méditerranée.

Après les réquisitions de mise en liberté du parquet de Paris

Le sort d'Yves Chalier est entre les mains du juge Michau

Le parquet de Paris a subitement requis, samedi soir 19 septembre, la mise en liberté sous contrôle judiciaire d'Yves Chalier, principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement, actuellement en grève de la faim. Cette décision a été prise à l'échelon de la chancellerie.

C'est le parquet général, en l'occurrence le procureur général, M. Yves Monnet, qui a demandé au procureur de la République de Paris, M. Michel Raynaud, de prendre ces réquisitions d'office visant à l'élargissement d'Yves Chalier, détenu depuis le 16 novembre 1986. Cette décision est motivée par *« la dégradation récente et rapide de son état de santé »,* le parquet estimant, de plus, que son maintien en détention n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité. Yves Chalier avait entamé une grève de la faim le 24 août et avait été transféré de la prison de la Santé à l'hôpital des prisons de Fresnes (*le Monde* du 18 septembre).

Cette décision de la chancellerie répond à une lettre des défenseurs d'Yves Chalier, M[es] Xavier de Roux et Grégoire Triet, adressée à M. Albin Chalandon le mardi 15 septembre. *« Les rapports des psychiatres qui avaient été commis par le juge d'instruction,* écrivaient notamment les avocats, *avaient clairement indiqué qu'Yves Chalier était parfaitement susceptible d'avoir un comportement suicidaire. »* Ils ajoutaient qu'ils craignaient *« que cette résolution ne soit prise à ce stade de la grève de la faim ».* Le garde des sceaux a donc accédé à la requête des défenseurs, qui concluaient leur lettre en se disant *« persuadés que vous demanderez au parquet de Paris de requérir sa mise en liberté provisoire ».*

La dégradation de l'état de santé de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci ne fait guère de doute. Maggy Bacquian, sa compagne, inculpée elle aussi, qui lui a rendu visite le samedi 19 septembre, assure qu' *« il était désespéré : il m'a dit qu'il en avait assez de souffrir et qu'il pensait que la fin était proche et qu'il l'espérait ».* Yves Chalier, qui a perdu 13 kilos en quatre semaines, envisageait d'entamer le lundi 21 septembre une grève de la soif. Durant la visite de Maggy Bacquian, il fut pris d'une crise de tétanie.

Quatre refus

La décision du parquet contredit la position adoptée jusqu'ici : il avait en effet toujours suivi la position du juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, qui a successivement refusé quatre demandes de mise en liberté. Le dernier refus avait été confirmé, le 21 août, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, après des réquisitions en ce sens de l'avocat général, M. Yves Chauvy. La chambre d'accusation avait considéré que la comparaison du sort de M. Chalier — seul inculpé de l'affaire détenu — avec celui d'autres personnes impliquées dans l'affaire n'est *« pas pertinente »* et estimé que son état de santé n'était pas tel qu'il ne puisse recevoir les soins nécessaires tout en restant en détention.

Le sort d'Yves Chalier est maintenant entre les mains du juge d'instruction, M. Michau, qui a cinq jours pour statuer. S'il rejette la demande du parquet, ce sera, à nouveau, à la chambre d'accusation de trancher. Jusqu'ici, M. Michau s'est toujours catégoriquement opposé aux demandes des avocats de M. Chalier et, laisse-t-on entendre au palais de justice, il serait surprenant qu'il change brutalement d'avis. Un récent bilan des faits reprochés à Yves Chalier, établi dans le cadre de son instruction, évalue à 8 millions de francs les fonds publics dont le détournement serait directement imputable à l'ancien bras droit de M. Nucci.

Etonnés par ce nouveau rebondissement, les avocats de l'ancien ministre de la coopération, M[es] Francis Szpiner et Jean-Paul Lévy, ont décidé de *« contre-attaquer »* lors d'une conférence de presse, annoncée pour ce lundi 21 septembre. *« Avocat, je ne suis pas un forcené de la détention préventive,* déclare M[e] Szpiner. *Mais ce qui arrive à M. Chalier est un traitement de faveur par rapport à la situation ordinaire dans les prisons. »* Le cas de M. Nucci devrait être examiné par l'Assemblée nationale le 7 octobre, date à laquelle la résolution de mise en accusation devant la Haute Cour de justice devrait être soumise au vote des députés.

E. P.

A Douai

Tentative de suicide par provocation

LILLE
de notre correspondant

Un chômeur de Douai, désespéré, voulait mourir et n'avait pas la force de passer à l'acte seul. Cet homme de trente-quatre ans imagine un plan peu banal : se faire « suicider » par les policiers de la ville.

Le lundi 4 septembre, à 22 h 30, le désespéré alerte lui-même police-secours : *« Un individu armé d'un révolver menace les passants, place du Barlet. ».* Un car de police-secours arrive très vite sur les lieux. Et, effectivement, un homme, le chômeur, est là, sur le trottoir, un revolver à la main. Les policiers s'approchent. L'homme tire d'abord en l'air une fois, puis en direction d'un sous-brigadier, à deux reprises. L'arme est chargée à blanc, mais, cela, les policiers ne le savent pas et, en état de légitime défense, pourraient riposter.

Ils ne le feront pas. Le sous-brigadier, par radio, appelle des renforts. L'agresseur est maîtrisé, conduit au poste. Là, il raconte l'histoire, explique son geste, et précise même qu'avant sa tentative il a adressé une lettre au commissariat pour dégager la responsabilité des policiers.

La lettre effectivement arrivera le lendemain matin au commissariat central de Douai, confirmant les dires du désespéré. Pour que cette histoire d'antibavure soit complète, le procureur de la République de Douai, après avoir requis l'inculpation du désespéré *« pour voie de fait envers un fonctionnaire de police dans l'exercice de ses fonctions »,* a demandé une prise en charge du chômeur afin qu'on lui trouve un petit travail.

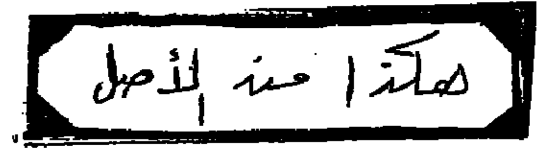
Et tous, policiers et magistrats, se sont refusé à communiquer son identité pour mieux protéger cet homme revenu du suicide par provocation.

JEAN-RENÉ LORE.

● **Ipparretarrak, lance un avertissement aux « forces de la répression ».** — L'organisation clandestine basque Ipparretarrak, dissoute le 15 juillet dernier, en conseil des ministres, a, dans un communiqué adressé, samedi 19 septembre, à l'Agence France-Presse, lancé *« un avertissement aux forces de répression »,* leur conseillant *« d'éviter de prendre l'initiative d'un affrontement, car nos militants sont déterminés le cas échéant à résister et à riposter ».*

Dans cette lettre, écrite en basque et en français, Ipparretarrak affirme, sans le nommer, que Philippe Bidart considéré comme le numéro un de l'organisation, recherché par tous les services de police et de gendarmerie après le meurtre le 25 août dernier à Biscarrosse du gendarme Roger Buschmann, *« n'avait d'autre possibilité que de saisir son arme et de se défendre devant des individus qui n'auraient pas hésité à l'abattre ».*

● **Un engin explosif découvert à Marseille.** — Un engin explosif de fabrication artisanale a été découvert, le 18 septembre, caché dans un rayon d'un grand magasin de la rue de la République à Marseille. Il était constitué de 500 grammes de poudre noire reliée à un système de mise à feu rudimentaire.



هكذا من الأصل

tions de mise en liberté
...net de Paris

l'Yves Chalier
...ains du juge Michau

Quatre refus

A Douai

...de suicide par p...

Culture

MUSIQUE

Barbara au Châtelet

Toutes les couleurs du noir

Barbara est au Châtelet pour vingt-trois récitals à bureaux fermés. Dommage que triomphe soit un mot galvaudé. Elle remporte un triomphe.

Sur les murs de Paris où se vendent sans distinction les hommes politiques, les cafés instantanés, les lessives biodégradables, les filles asservies au minitel rose, il n'y eut pas une seule affiche pour signaler son retour à la scène, en septembre. On jugea sa fierté imprudente, orgueilleuse, pour un peu suicidaire. Ça n'étonnait personne, d'ailleurs. Cette femme entretenait avec le succès, la *célébrité*, le public, des rapports étranges, passionnés, uniques. Elle avait pourtant raison. Barbara est au Châtelet pour vingt-trois récitals. Ceux qui devaient le savoir l'ont su. Et ceux-là, souvent, ont loué plusieurs places, pour la voir, l'entendre, aujourd'hui, demain, la semaine d'après et le jour de sa dernière, peut-être, parce que lorsqu'elle dit au revoir, cette femme-là, c'est déchirant, c'est magnifique, on ne veut pas la laisser partir, on a peur qu'elle ne revienne jamais.

Mais elle revient. La voilà. Après *Lily Passion*, son exaltante et périlleuse aventure avec Gérard Depardieu, il y a deux ans. Probablement au sommet de ce qu'elle est. Sublime somnanbule ignorante du danger qu'elle affronte, puisqu'elle chante comme on meurt, chaque fois pour la dernière fois. Elle est légère, arrogante, elle traverse la scène d'une impossible foulée oblique dans un pauvre costume de page endeuillé, se laissant capturer par de brutaux faisceaux de lumière réglés au canon par l'inévitable Rouveyrollis. Ses quatre musiciens sont loin, dans un coin, comme en embuscade, on entend un peu trop le synthétiseur du jeune Jean-Louis Hennequin, pas assez l'accordéon impérial de Marcel Azzola. Quelle importance que ceci soit parfait, ou cela le soit moins. Barbara est là.

Elle s'asseoit à son piano. N'émerge plus de l'ombre que son visage pâle comme la nuit, elle commence à chanter. Avant que la voix, intacte, ne prenne son envol, elle lance quelques notes presque brisées, criées tout bas, ou chuchotées très fort, on ne sait pas. C'est comme dans les rêves, quand il se passe des choses très belles, qu'on voudrait retenir.



BETTINA RHEIMS/SYGMA

Au Châtelet, dont les ors, les velours lui vont si bien au teint, Barbara chante exactement ce qu'on a envie qu'elle chante, ici et maintenant. C'est la merveille de ce retour, les retrouvailles avec les chansons que l'on préfère, qui sont d'hier, d'avant-hier, de toujours et à jamais.

Enfance, maisons, regrets, jardins, départs et toutes les blessures. Les mots sont simples, et parfois inoubliables. *« Il pleut sur Nantes, donne-moi la main. » « A mourir pour mourir, je choisis l'âge tendre. » « Une petite cantate... si, mi, la, ré, sol, do, fa... »*

Rien de moins funèbre que cette promenade au bras de la mort, *« la cruelle »*, *« la fidèle »*, où Barbara nous entraîne. Nous la suivons, et les fantômes de sa vie nous font escorte. Sa mère, sa *« nomade »*, qui aimait tant la grâce *« des lilas mauves et blancs »*. Son père qui n'eut pas le temps de l'attendre *« au 25, rue de la Grange-aux-loups »*. Un enfant meurt sous le *« soleil noir »*, *« et c'est le désespoir »*, tandis que *« l'aigle noir »* déploie ses ailes, et qu'elle ajoute, primesautière : *« Quand je serai morte, enterrez-moi dans un piano noir... »* Le noir, toujours le noir. Mais avec elle le noir est de toutes les couleurs.

Comment est-ce possible ? Comment parvient-elle à transmuer ses requiems en alleluias, sans que jamais se brise le fil tendu de l'émotion ? C'est son secret, c'est son mystère. L'allégresse imprévisible, la drôlerie soudaine comme un grand écart de danseuse de french -cancan au milieu d'une tragédie de Racine... Comment est-ce possible ?

Ainsi, après quelques titres anciens enchaînés dans une ferveur de grand-messe, s'interrompt-elle, mutine, badine : *« Des chansons nouvelles ? Vous en aurez quand vous aurez mangé celles-là ! »* On rit. On ne rit plus. Elle vient d'attaquer une chanson nouvelle, *« celle qu'on aurait voulu ne jamais écrire »*, dit-elle. Une mélodie presque gaie, un peu langoureuse, une sorte de béguine : *« Si d'aimer d'amour, c'est mourir d'aimer, sont mourrus d'amour, sida sidamnés. »* La salle, d'abord, est un peu sida sidérée. Mais c'est fait avec tant de crânerie, tant de panache... Une fois encore, comme avec *Göttingen*, Barbara la généreuse, la pas peureuse, nous a offert résolument une grande rafale de l'air du temps.

Le soir de la première, très longtemps après la fin du spectacle, il était une heure et demie du matin, des irréductibles attendaient encore Barbara devant l'entrée des artistes. Ils chantaient ensemble. Ils chantaient pour elle : *« Ma plus belle histoire d'amour, c'est vous. »*

Le lendemain, au Châtelet, elle saurait leur répondre.

DANIÈLE HEYMANN.

Sid'amour à mort

Si s'aimer d'amour
C'est mourir d'aimer
Sont mourus d'amour
SIDA sidamnés
Les damnés d'amour
A mourir d'aimer
Ils sont morts d'amour
D'amour sidamné
O SIDA SIDA
Danger SIDA
O SIDA SIDA sid'amour à mort
O Sid assassin
Recherché
SIDA mis amour à mort
Mon amour malade
Ma douleur d'aimer
Mon damné d'amour
SIDA sidamné
A vouloir t'aimer
D'amour à mourir
Je peux en mourir
Sid assassiné
O SIDA SIDA

Comme le furet
Passé par ici
Repassé par là
O Sid assassin
Recherché
Qui a mis l'amour à mort
On rêvait d'amour
A mourir d'aimer
Et l'on meurt d'amour
D'amour sidamné
Maladie d'amour
Où l'on meurt d'aimer
Seul et sans amour
Sid abandonnés

Si d'aimer d'amour
C'est mourir d'aimer
Sont mourus d'amour
Seuls et sidamnés
Les damnés d'amour
A mourir d'aimer
Ils sont morts d'amour
Sid assassinés.

« Les Troyens » au Festival Berlioz

Gloire à Didon

En un rituel quasi bayreuthien, enfin la première représentation intégrale des « Troyens » de Berlioz. Quatre heures trente de spectacle, pas une seconde d'ennui.

LYON
de notre envoyé spécial

C'est fait. Berlioz et son prophète Serge Baudo ont gagné la partie. Après cent trente ans de douleurs et de doutes, la représentation intégrale des *Troyens* en une seule soirée a triomphé à l'auditorium de Lyon, consacrée par la présence des autorités politiques (notamment M. Francisque Collomb, maire de Lyon, M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, et M. Raymond Barre) et par un rituel quasi bayreuthien, avec deux entractes d'une heure où tout le public était convié à se restaurer sous une tente.

Même si de nombreuses intégrales ou quasi-intégrales se sont déjà déroulées à l'étranger, un grand pas a été accompli en France, et l'on peut espérer que *les Troyens* prendront une place définitive à l'Opéra-Bastille sous cette forme.

Car pas un instant cette œuvre de quatre heures trente n'a paru trop longue ou ennuyeuse, ou trop pompeuse, ou trop naïve. C'est le génie d'un Berlioz dépouillé de ses scories, vigoureux, ému et tendre qui parle de bout en bout à travers cette épopée des origines de notre civilisation.

Est-ce à dire qu'il faille y voir aujourd'hui, comme les metteurs en scène Moshe Leiser et Patrice Caurier, une sorte de chant funèbre *« qui nous raconte l'ascension et la chute »* de cette même civilisation, à l'heure *« où elle bascule vers son déclin »* ? Le parti pris paraît quelque peu osé et réducteur, et on a eu grand peur pendant les deux premiers actes, ceux de la prise de Troie, qu'il ne vienne trop barbouiller le lyrisme de Berlioz d'oripeaux contemporains, dans le décor de briques gris-noir de Christian Rätz, les loges de côté de l'Opéra sombrant dans le sable blond, à la manière du *Grand Macabre* vu par Mesguich, les chœurs en costume de ville salis, les dignitaires troyens en capote bleu horizon et col de fourrure boyard, Priam et Hecube croulants comme Mathusalem, Cassandre telle une déesse centrafricaine, la foule misérabiliste se frappant violemment la poitrine et, pour finir, l'arrivée de Grecs nègres, armés des surins de Jack l'Eventreur, tout ça faisait un peu mode ou bric-à-brac moderniste, assez loin de la tragédie à l'antique de Berlioz.

Et l'interprétation musicale semblait aussi manquer d'élan, de force et de passion, comme blessée par ses visions hybrides, malgré les sombres prophéties d'une sombre Cassandre (Jo Ann Pickens) et les apparitions simples et impressionnantes d'Andromaque et d'Hector.

Les choses allaient changer avec les Troyens de Carthage. La direction de Serge Baudo, d'abord, semblait revigorée par les charmantes cérémonies agrestes présidées par Didon, les splendeurs de la chasse royale et, surtout, l'incomparable beauté du quatrième acte, tressant autour de l'amour inquiet de Didon et Enée les plus sublimes airs et ensembles de musique pure, de mélodie infinie brodée de rêve.

Et cet idéalisme virgilien empli de douceur convient sans doute mieux à la nature du chef lyonnais que les âpres accents de la prise de Troie.

Des chœurs superbes

De son côté, la mise en scène bifurquait vers un baroquisme échevelé, plus léger et moins gênant que le parti pris initial. Les foules carthaginoises évoluaient certes en costume crème. Comme celle du *Fidelio* de Lavelli, l'entrée des Troyens traînant leurs dieux lares à même le sol ressemblait à un défilé de loqueteux dont on se demandait bien comment ils pourraient être les sauveteurs de Carthage. Mais tout basculait avec l'arrivée de Berlioz lui-même, perclu de rhumatismes et examinant, perplexe, sa partition sous le regard d'élégantes du Second Empire assises dans les loges...

La chasse royale donnait lieu à un spectacle extravagant, avec des violoncellistes danseurs dont les instruments prenaient feu et des laquais Louis XV filmant avec une caméra préhistorique Didon en Diane chasseresse et Enée brandissant son épieu, accompagnés d'une licorne blanche. La partition de Berlioz à son tour se consumait...

Travestissements humoristiques

Au tableau suivant, c'était toute la bonne société impériale qui dansait en l'honneur d'Enée. Puis un ballet blanc romantique, avant qu'une jeune Berbère ne jetât un sort à Didon en dansant la danse du ventre ! Est-il besoin de dire que la conception initiale de la mise en scène volait en éclats avec ces travestissements humoristiques dont la musique très romantique de Berlioz (et l'exotisme de la dernière danse) s'accommodaient d'ailleurs sans dommage.

Mais l'essentiel était ailleurs. Par-delà cette pacotille amusante et irritante : dans la grande sobriété des protagonistes, dans l'humanité des attitudes qui rejoignait l'émotion nue et pure de Berlioz. Et surtout dans la grandeur de Kathryn Harries (Didon), cantatrice britannique qui rejoint dans nos souvenirs l'admirable Josephine Veasey, voix d'émeraude en ondes frémissantes, jusqu'à cette berceuse de sa mort qu'elle profère sur un rocher, comme une statue antique.

Auprès d'elle, l'Enée colossal de Gary Lakes pâlit un peu malgré son timbre aux couleurs de Vickers, mais n'en est pas moins assez touchant dans sa volonté de noblesse et de style.

Toute la distribution, trop nombreuse pour être détaillée ici, est d'ailleurs d'excellente qualité (même si on comprend rarement les paroles), avec mention spéciale pour Yvon Matiakh (Simon) Mira Zakaï (Anna), John Aler (Iopas), Antoine Normand (Hylas), Frangiskos Voutsinos (Narbal). Sans oublier les masses superbes des chœurs Pro Musica de Londres, associés aux Chœurs régionaux Rhône-Alpes de Bernard Tetu, et l'Orchestre national de Lyon dont la qualité exemplaire est un beau cadeau d'adieu pour Serge Baudo, qui va le quitter.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 23 septembre (18 heures), 26 septembre (15 heures), 29 septembre (18 heures).

THÉATRE

« L'Affaire du courrier de Lyon »

Jurés de théâtre

Ils sont cent chaque soir à devenir jurés par la volonté de Robert Hossein et d'Alain Decaux. Ils jouent le jeu. Mais est-ce un jeu ?

Elles ont la mine gourmande et le cheveu bleuté pour ne pas paraître blanc, ces deux grandes – et cette toute petite – vieilles dames en robe d'été imprimée. Elles sont curieuses et un peu intimidées par ces spectateurs choisis que nous sommes. Un gros badge de plastique au revers, nous sentons bien notre importance. Au-dessus, en blanc sur fond brique, est dessinée une malle-poste dont le postillon cravache les chevaux et inscrit le mot « juré ». Nous sommes cent, pas un de plus, pas un de moins, ainsi identifiables. Des gendarmes en costume Directoire ont remis l'insigne aux premiers qui levaient le doigt après être entrés dans la salle du Palais des sports. Ambigu stratagème, la sélection d'un *« jury populaire »* a été annoncée avec grande publicité. La société Hewlett-Packard subventionne l'affaire (on parle de 600 000 francs), en mettant ordinateur et tableaux d'affichage à la disposition du spectacle. Et nous voilà installés aux premières loges du drame, autour de l'arène où va se jouer *l'Affaire du courrier de Lyon.* Jeunes et vieux, femmes et enfants, sommes-nous dans le spectacle ou en dehors ?

Un jeune homme, ravi, trouve que la vie est décidément bien belle : *« Il y a deux jours j'étais à Bercy pour écouter Johnny. C'était super. Là, je suis venu au flan, sans réserver. Je me retrouve juré au premier rang. Bientôt, vous allez voir, je serai sur la scène. »*

Un redoutable pouvoir

D'autres se concentrent : l'heure est grave. Ne va-t-on pas nous demander de juger un homme, Joseph Lesurques, que l'on accusa en 1796 d'avoir, ce maudit 8 floréal, dévalisé une malle-poste qui, partie pour Lyon, transportait 7 millions de livres en assignats destinés à la campagne d'Italie du général Bonaparte, et d'avoir sauvagement assassiné ses deux convoyeurs ?

« Cette fois, je ne vous prends pas seulement à témoin, je vous choisis comme juges », écrit Robert Hossein, coauteur du spectacle avec Alain Decaux. Cette petite fille de douze ans semble bien consciente de sa lourde responsabilité. Elle ne veut plus jamais être juré « en vrai » : *« C'est trop dur. »* Les vieilles dames un peu jalouses demandent : *« Alors, pour vous, il est innocent ou coupable ? »* Lesurques fut guillotiné malgré ses protestations d'innocence et un dossier ambivalent. Deux ans plus tard, on guillotina pour les mêmes faits un deuxième homme, Dubosq, qui faisait apparemment un meilleur coupable.

La fragilité du témoignage, le doute, le pouvoir d'affirmer une culpabilité, voilà sur quoi nous devons réfléchir. Alain Decaux – qui doute – a monté le dossier. Robert Hossein, convaincu de l'innocence, le met en scène. L'efficacité est garantie. Tous deux, enfants, ont vu *le Courrier de Lyon* au théâtre : c'était alors un mélodrame, et l'innocence de Lesurques tenait du dogme. Depuis, les historiens ont travaillé. *« Cela fait quarante ans que je m'interroge sur la culpabilité de Lesurques*, dit Alain Decaux. *Cela m'intéresse de savoir si j'ai l'esprit tordu ou non. »* Robert Hossein, lui, s'est demandé quelle serait la réaction des gens confrontés aux mêmes éléments à deux siècles de distance. Alors, sans trop réfléchir, dit-il, il a mis au point son idée de jury. Et nous voilà devant trois boutons : vert, c'est l'innocence ; jaune, la complicité ; rouge, la culpabilité, c'est-à-dire la guillotine. Nous avons dix secondes, le procès achevé, pour voter.

Les vieilles dames n'ont pas des âmes de tricoteuses. *« Allez, c'est un homme faible, ce Lesurques. Il est peut-être un peu complice. Il a de mauvaises fréquentations et une maîtresse, c'est sûr. Mais ne le tuez pas. Il y a déjà assez de coupables comme ça. »* Quand le résultat s'est affiché sur le tableau lumineux, trois avaient voté la mort, trente-trois le bagne et soixante-quatre d'entre nous l'avaient acquitté.

Il faisait, dit-on, une chaleur écrasante lors du procès des vrais accusés de l'affaire du courrier de Lyon. L'identification était donc presque parfaite. Nous nous sommes pris au jeu. Si certains ont pu en concevoir quelque malaise (n'y a-t-il pas de l'indécence à voter ou ne pas voter la mort pour jouer ?) Nous nous sommes sentis un peu redresseurs de torts et nous avons choisi l'innocence avant, notre devoir accompli, d'aller nous désaltérer en devisant doctement des affaires passées, faute d'être requis pour trancher celles d'aujourd'hui.

AGATHE LOGEART.

CINÉMA

« L'Assaut », de Fons Rademakers

Le refus de l'oubli

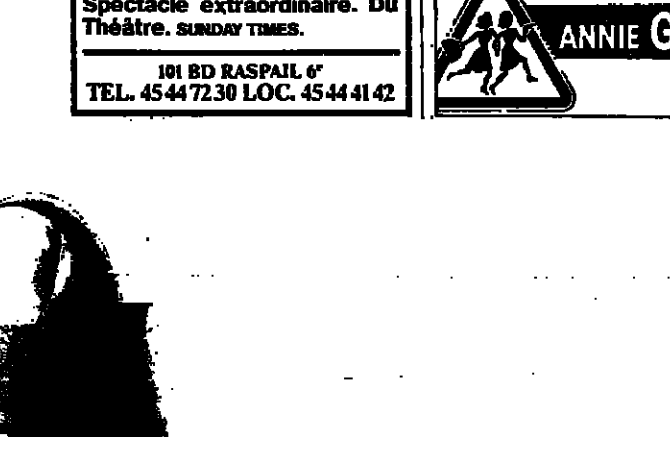
Une nuit de janvier 1945, un policier collaborateur est abattu dans un quartier retiré de Haarlem, aux Pays-Bas. La famille Steenwijk, devant la porte de laquelle des voisins, apeurés, ont tiré le cadavre, est arrêtée par les Allemands qui brûlent immédiatement sa maison. Des quatre membres de cette famille, seul survit le plus jeune fils, Anton (douze ans). Il va être élevé par son oncle.

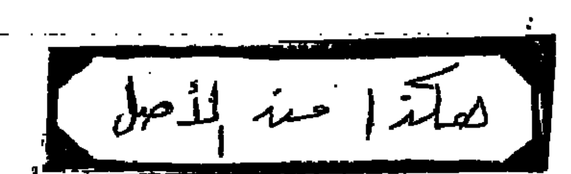
Cette première partie du film de Fons Rademakers reconstitue, avec un réalisme saisissant, les derniers sursauts, les derniers méfaits de l'occupation allemande aux Pays-Bas, au moment où la guerre est perdue pour Hitler. En même temps, elle plante dans ce terrain historique les racines d'un destin individuel. Pour les Steenwijk et, surtout, pour Anton, tout a dépendu, en quelques minutes, de l'endroit où le policier exécuté a été découvert. Une enfance se brise dans la cellule d'un commissariat où, dans l'ombre, une femme, une résistante qui a été blessée, murmure quelques paroles dont le sens se perd, pour resurgir bien plus tard.

L'originalité du scénario (inspiré d'un roman de Harry Mulisch) est de suivre le cours du temps au lieu de le remonter. La vie continue. Au jeune Anton (Marc Van Uchelen, excellent) succède un Anton adolescent, puis adulte, puis homme mûr (Derek de Lint qui incarne très bien l'évolution physique et morale du personnage). Il a pu faire des études ; il devient médecin, il entre dans le confort bourgeois, se marie deux fois. Des images d'actualité viennent, de temps à autre, indiquer les changements du monde et de la société néerlandaise. Et le passé ne revient pas automatiquement comme une obsession mais sous l'effet, en somme, du hasard, des rencontres au long des années. Alors, le souvenir bascule, tâtonne. Des pans de vérité s'assemblent. En 1983, Anton aura tout mais y a-t-il encore quelque chose à exorciser ?

L'Assaut est un film spectaculaire, romanesque, émouvant, et c'est tant mieux parce que, dans le refus de l'oubli des actes commis par les criminels de guerre, dans sa prise de position contre toutes les formes de fascisme, dans le problème des responsabilités à l'égard des innocents, en temps de guerre, d'occupation, de lutte clandestine, il peut, ainsi, toucher directement le grand public. *L'Assaut* a reçu l'oscar 1987 du meilleur film étranger à Hollywood, et le grand prix du récent Festival du cinéma européen à Vichy.

JACQUES SICLIER.





Culture

MUSIQUE

La semaine du mélomane

Incarcéré après avoir mené ses lecteurs et la police en bateau, le mélomane s'est acquis les services d'une avocate en herbe en lui faisant miroiter des places pour le concert du Festival d'automne consacré au *Canto sospeso* de Luigi Nono et à *la Grande Aulodia* de Bruno Maderna, par le chœur et l'orchestre de la RAI de Turin, lundi à 20 h 30, au Théâtre du Châtelet (tél. 42-61-19-83).

Les quatre concerts du Festival de France : mardi, *Roméo et Juliette* de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Montpellier, direction Cyril Diederich ; jeudi : les *Nocturnes* de Debussy, *Schéhérazade* de Ravel (soliste : Zehava Gal) et *la Tragédie de Salomé* de Florent Schmitt, par l'Orchestre national d'Ile-de-France, direction Jacques Mercier ; samedi : *le Tombeau de Couperin* et *la Valse* de Ravel, le *Concerto pour violoncelle* de Saint-Saëns (soliste : Paul Tortelier) et la *Symphonie n° 3* de Roussel par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, direction Marc Soustrot ; dimanche : l'*Hymne à la justice*, de larges extraits de *Guercœur* d'Albéric Magnard, et la scène finale de *Salomé* (avec Hildegard Behrems), par l'orchestre du Capitole de Toulouse, direction Michel Plasson (salle Pleyel, 20 h 30 ; tél. 45-63-88-73).

A tout hasard, le mélomane envoie également au juge d'instruction des places pour le concert Mendelssohn, par l'ensemble vocal de la Chapelle royale et l'Ensemble orchestrale, sous la direction de Philippe Herreweghe : *Concerto pour violon* (avec Frédéric Pelassy), air de concert, *Psaumes 115 et 42*, jeudi à 20 h 45, au grand amphithéâtre de la Sorbonne (tél. 43-29-71-75).

G. C.

Communication

Dans une interview au « Point »

M. Mitterrand estime que la CNCL n'inspire pas « ce qu'on appelle le respect »

Dans l'entretien accordé à l'hebdomadaire *le Point*, publiée, le lundi 21 septembre, M. Mitterrand condamne sans appel la plus haute instance de l'audiovisuel : la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

Le président de la République regrette la Haute Autorité qu'il avait créée. « *Composée de gens honnêtes (...), bien présidée* », elle était simplement handicapée par des pouvoirs trop restreints qu'il aurait fallu étendre. M. Mitterrand s'en prend donc avec d'autant plus de vivacité à l'instance qui lui a succédé : « *La CNCL n'a rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer ce sentiment qu'on appelle le respect.* » Un exemple ? « *L'intuition divinatoire qui a conduit la majorité des membres de la CNCL, dès le premier jour, à faire se rencontrer leurs votes sur les noms de nouveaux dirigeants qu'ils ne connaissaient pas la veille ferait croire au miracle, si le miracle hantait ces lieux. Sans cet étrange début, la CNCL aurait acquis une autorité après laquelle elle court encore* ».

Ce qui amène le président à souhaiter pour l'après-mars 1988 « *une institution indiscutable composée de gens dignes de leur mission* ».

Mais M. Mitterrand ne s'en tient pas là. C'est l'ensemble de la politique gouvernementale en matière de communication qu'il met en question, puisqu'il s'en prend tour à tour à la privatisation de TF 1, aux réattributions des cinquième et sixième chaînes ainsi qu'à la chasse aux sorcières qui a touché l'audiovisuel en 1986.

De TF 1, le président regrette la privatisation car, dit-il, « *je crois à l'utilité du service public. Par sa réussite même, TF 1 en avait fait la démonstration. Cela dit, je n'ai pas de raison de bouder TF 1 privatisée. Cette décision n'a pas dépendu des dirigeants actuels, pas davantage des journalistes. Donc, si TF 1, qui me paraît continuer sur une bonne lancée, m'invite, j'y vais* ».

M. Mitterrand ne cache toutefois pas qu'il aurait « *préféré qu'il n'y eût pas* » d'interruptions par la publicité. « *C'est un grand inconvénient, mais il faut bien que les chaînes commerciales vivent. Simplement, on aurait pu ou dû en exempter le chef de l'Etat.* »

Pour M. Mitterrand, « *la différence est grande entre autoriser les télévisions et les radios privées, et privatiser les radios et télévisions publiques. La coexistence des deux systèmes, public et privé, permet de mieux sauvegarder des notions essentielles comme la concurrence, l'invention, la création, mais aussi, grâce à la présence d'un secteur public, le maintien de la qualité. Ce fameux plus culturel dont on parle tant* ». « *J'avais souhaité un bon équilibre entre les deux secteurs. Cet équilibre a été rompu. Voilà... Je le regrette* », déclare M. Mitterrand, qui estime que ce plus culturel est « *indiscutablement* » en péril.

Interrogé sur le choix du tandem Seydoux-Berlusconi pour l'attribution de la Cinq, fort critiqué à l'époque, M. Mitterrand rétorque : « *Quand on voit ce qui s'est passé par la suite, quelle hypocrisie ! Lorsque MM. Berlusconi, Seydoux et Christophe Riboud ont acquis la Cinq, il n'y avait pas d'autre projet en état. La CLT n'avait pas déposé de projet.* »

Mais le président ne s'en prend pas directement aux groupes français qui se sont vu, depuis, réattribuer les chaînes privées par la CNCL, car il n'élude pas les problèmes posés par la concentration : « *Il est certain que sur le plan mondial, on a affaire à des groupes géants tout à fait redoutables (...). Mais comme la liberté tient au pluralisme, la puissance publique doit faire preuve d'imagination et tendre à ce que le marché national échappe à la domination de quelques-uns (...).* » « *Aujourd'hui*, déplore le président, *je constate simplement qu'il y a beaucoup de médias et guère moins de concentration.* »

Enfin, interrogé sur la « *chasse aux sorcières* » dans l'audiovisuel, M. Mitterrand estime que « *chaque nouvelle majorité a apporté des changements importants. Toutes ont eu tort.* » Même en 1981 ? « *Certainement*, répond-il. *Même si je n'y ai pas été personnellement mêlé. Mais moins de trente personnes ont été évincées en 1981, près de trois cents en 1974. Aujourd'hui on ne peut plus compter. En 1981, cette pratique n'a pas été érigée en système.* »

En guise de conclusion, le président de la République explique de lui-même les raisons de son intervention : « *La liberté de l'information, de l'expression, et donc le pluralisme relèvent des droits fondamentaux que garantit la Constitution. Si l'on altère ce principe, mon devoir est, comme on dit, de monter au créneau.* »

Les réactions aux propos du président de la République

M. Léotard : une « polémique injuste, inutile et partisane »

Les propos tenus par M. Mitterrand au *Point* ont provoqué, dès dimanche 20 septembre, plusieurs réactions. M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a déclaré : « *Je m'étonne des attaques du chef de l'Etat contre une institution de la République, la CNCL, créée par une loi de la République, par une loi contrôlée par le Conseil constitutionnel et promulguée par le président de la République lui-même. Cette attitude contraste avec celle qui a toujours été observée vis-à-vis de la Haute Autorité par M. Chirac et moi-même.* » « *Je regrette la polémique injuste, inutile et partisane dans laquelle s'engage le chef de l'Etat* », a-t-il poursuivi. « *La liberté de l'information, l'indépendance des journalistes, le pluralisme des expressions*, a estimé le ministre, *sont garanties par la loi du 30 septembre 1986, protégés par la CNCL et renforcés par la nouvelle concurrence entre les médias. Ces droits fondamentaux — chacun s'en souvient — ont été, de façon flagrante mis en cause par le pouvoir socialiste entre 1981 et 1986.* » Et M. Léotard a conclu : « *Face à une concurrence internationale qui ne connaît plus, du fait du satellite, ni frontière ni sanctuaire, il fallait établir un véritable équilibre entre secteur public et secteur privé. Le secteur public doit être aujourd'hui, après l'essoufflement de la création audiovisuelle française entre 1982 et 1986, la garantie d'un haut niveau de qualité et de création. C'est la raison pour laquelle le gouvernement actuel a apporté aux chaînes publiques en 1988 une augmentation de moyens financiers sans équivalent dans les autres pays occidentaux.* »

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a regretté pour sa part que M. François Mitterrand, « *homme politique de grande dimension* », se lance « *dans ce débat, car il n'y a aucune raison objective* » à critiquer la CNCL. Les propos du président de la République, selon M. Pasqua, seraient dus au fait « *que cela doit lui manquer un peu de ne pas peser sur le cours des événements* ». Enfin, selon le ministre, « *le président de la République a une approche très conservatrice du problème de la presse et de la télévision* ». M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, a estimé, le lundi 21 septembre à Europe 1, que « *la CNCL, dès le premier jour, a renoncé à exercer un mandat public pour se mettre au service des plus puissants, c'est-à-dire au sevice du parti dominant et au service de quelques intérêts privés.* »

Invité de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », M. Pierre Mauroy a surtout établi une différence entre la Haute Autorité et la CNCL, en se félicitant que « *la Haute Autorité ait autorisé des radios et des télés publiques* ».

Enfin, dans un billet paru dans *le Quotidien de Paris* du 21 septembre, M. Jean Autin, membre de la CNCL, mettant en cause le terme « *ersatz* » qu'aurait employé le président de la République à propos de la commission, estime que « *ce groupe d'hommes et de femmes s'efforce quotidiennement de garantir l'indépendance, l'honnêteté et le pluralisme du monde audiovisuel et, contrairement à certains errements antérieurs, ont fait de l'appel à la concurrence et de l'examen en public une règle d'or* ». « *La CNCL*, poursuit M. Autin, *n'est pas et ne peut être un enjeu politique.* »

Un avertissement

LE coup est cinglant et la CNCL et M. Léotard sont encore sous le choc. Quand le président attaque, il est vrai qu'il n'y va pas sur la pointe des pieds. Conspuée la fameuse réforme dont l'actuel ministre de la culture et de la communication est si fier ! Et ébranlée l'institution qui en est le pivot et qui, de façon abrupte, est jugée indigne de respect.

Certes, le président avait, à plusieurs reprises, laissé filtrer quelque agacement et ironie devant telle ou telle décision des « Sages ». Jamais la critique n'était allée aussi loin. La CNCL et le système mis en place sous son égide sont condamnés. Qui désormais pourrait avoir le moindre doute quant à leur survie au cas où la prochaine élection ramènerait la gauche au pouvoir ?

Le contentieux entre la CNCL et M. Mitterrand n'est pas neuf. Une année de pratique et d'observation de ses membres a donné au président maintes occasions de s'inquiéter... et de pester, le souvenir de la Haute Autorité, — pionnière sur le créneau — qu'il avait lui-même suggérée et défendue ne faisant qu'accroître fortement le mécontentement. *La composition de l'institution* était elle-même de nature à éveiller sa méfiance. La personnalité des membres — proches à deux exceptions près de la majorité politique — n'allait guère le rassurer, les premières décisions importantes confirmant rapidement ses inquiétudes. Pas un seul PDG de l'ère socialiste n'a été maintenu, leur compétence et leur indépendance fussent-elles largement reconnues. La CNCL leur préférait des responsables membres ou proches du RPR — issus de la vieille école de l'ORTF — et leur retour avait des allures de restauration.

Autre sujet de préoccupations pour l'Elysée : les attributions de chaînes ! La 5 à Robert Hersant... Le député européen, qui siège également à l'Assemblée nationale avec six autres personnes employées dans son groupe, et qui possède 38 % du marché des quotidiens nationaux, 20 % des quotidiens régionaux, et l'un des plus forts réseaux de radio FM, apparaissait, pour le pouvoir, comme le bénéficiaire incontornable.

La 6 ? A la CLT et à la Lyonnaise des eaux, présidée par l'ancien secrétaire général du RPR, M. Monod, ami intime de M. Jacques Chirac.

Quant à la privatisation de TF 1, et à l'application du « *mieux- disant culturel* » cher à M. François Léotard, elle accouche d'un télé-marketing, où les engagements de création française inscrits dans les cahiers des charges ne prennent nullement en compte les critères qualitatifs et le niveau culturel...

Enfin, malgré le calme relatif ayant entouré la distribution des autorisations sur la bande FM parisienne, la CNCL n'a guère fait preuve de transparence dans la définition de critères de choix qui échappent encore aux observateurs et aux radios recalées. Mais la Haute Autorité n'avait, il *est vrai, montré* plus de discernement.

Si la CNCL a tendu au président l'instrument pour être fouettée, celui-ci n'a guère choisi au hasard le moment de s'exprimer sur le sujet. L'interview est une mise en garde pour la campagne présidentielle. C'est aussi un avertissement à beaucoup plus long terme et la preuve pour tous les professionnels de l'audiovisuel que non seulement la télévision reste un sujet important du débat politique, mais que le système, en cas de changement de majorité politique sera, encore une fois, complètement remis en cause. Une tradition qui se maintient.

ANNICK COJEAN.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

AUTRES HORIZONS, Montparnasse (43-22-77-30), 21 h.
GENOUSIE, Odéon (43-25-70-32), 20 h 30.
BRÉVIAIRE D'AMOUR, Petit Odéon (43-25-70-32), 18 h 30.
ALLER RETOUR, Tempête (43-28-36-36), 20 h 30.
LA MENTEUSE, Petit Marigny (42-56-20-74), 21 h.
HAMLET, Moderne (48-74-16-82), 20 h 30.
THE GREAT HUNGER, Maison des cultures du monde (45-44-72-30), 20 h 30.
CRIME ET CHATIMENT, Hall Montorgueil (42-96-04-06), 20 h 30.
L'HURLUBERLU, Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 30.
LES LIBERTINS, Ivry, Théâtre (46-70-21-55), 21 h.
LE SALON, Théâtre des 50 (43-55-33-88), 20 h 30.
L'AFFAIRE DU COURRIER DE LYON, Palais des sports (48-28-40-10), 20 h 30.
DEREC, Café de la Gare (42-78-52-51), 22 h.

Les salles subventionnées

THÉATRE FRANÇAIS (40-15-00-15) : 20 h30 : Polyeucte.
THÉATRE MONTPARNASSE (43-22-77-30), 21 h : Autres horizons.
BEAUBOURG (42-77-12-33) Cinéma/Vidéo : « Cycle Le cinéma brésilien », se reporter à la rubrique Cinéma/Cinémathèque ; Vidéo/Information : 13 h, Paradis pour tous, de C. Mottier ; 16 h, Germaine Acremant, de R. Rossi ; 19 h, Maths Topics : statistiques, Réal. BBC. Vidéo/Musique 13 h, Giselle, d'A. Adam ; 16 h, la Bohème, de Puccini ; 19 h, Intermezzo de R. Stranss. Concerts/Spectacles : gde salle 1er s/sol 20 h30 : Hommage musical à Blaise Cendrars.

Les autres salles

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-03-35), 20 h : la Prose du Transsibérien.
DAUNOU (42-61-69-14) 21 h : Monsieur Masure.
DIX HEURES (42-64-35-90) 20 h 15 : Cul sec.
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES ARTS ET MÉTIERS (45-65-18-11) 20 h 45 : Une femme tuée par douceur.
EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : Les Babas cadres, 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. : 20 h 15 : Palier de crabes ; II. 22 h : Carmen Cru.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.
LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : le Métro fantôme ; II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.
MODERNE (48-74-16-82) 18 h 30, L. 20 h 30 : Hamlet.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) 20 h 30 : Manoe.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'une ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) 20 h : Saleté de pétunia ; 21 h : Fais voir ton Cupidon ; 22 h 15 : Huis glauque.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : L'accroc-habitation.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Elysée...moi.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56), 21 h 30 : Salut les Sixties.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.
LUCERNAIRE (45-44-57-34) 18 h 30 : E. Kibaro.

La danse

BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Face à Face.
18 THÉATRE (42-26-47-47), 22 h : Tombes des mues (par l'Arrache Cœur), 20 h 30 : Pietra (Cécile Gordons).

Les concerts

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 16 (Musique des trouvères et des troubadours).

THEATRES DE BANLIEUE

Bagneux : Fête des vendanges.

Lundi 21 septembre

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : F. Rilhac and his rythms.
EXCALIBUR (48-04-74-92), 22 h.
KISS (48-87-89-64), 21 h 30 : Chien Jaune.
LE MÉCÈNE (42-77-40-25), 22 h 30 : Zouma Bon Temps Music.
LE MÉRIDIEN (43-45-12-45), 21 h 30 : Billy Mitchell.
MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Quartet R. Urtreger, S. Belmondo.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : Lou Donaldson.
PETIT JOURNAL ST-MICHEL (43-26-28-59), 21 h 30 : Kangourou Swing Orchestra.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : Spike Robinson.
LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 30 : Jazzama.
SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 : C. Alvim Connection.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

21 h, En avant-première (séance réservée aux abonnés) : Miriana, de J. Acin (v.o.s.t.f.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

15 h, l'As de pique, de M. Forman ; 17 h, Métamorphose du chef de la police politique, de H. Soto (v.o., s.t.f.) ; 19 h, Jane Eyre, de R. Stevenson.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Salle Garance (42-78-37-29)

Cinéma brésilien

14 h 30, Caiçara, de A. Celi ; 17 h 30, O Homem de Couro, de P. Gil Soares, et A. Grande Feira, de R. Pires ; 20 h 30, Tudo Bem, de A. Jabor.

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).
AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.
L'AMI DE MON AMIE (F.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).
L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.
L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).
ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).
AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).
BARFLY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).
BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BOIRE ET DEBOIRES (a, v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA BONNE (**) (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-42-46) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon ; Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97).
CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. it.) : v.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (46-33-63-20).
CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Galaxie, 13e (43-31-56-86).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).
DE SANG-FROID (A., v.o.) (**) : Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
EVIL DEAD 2 (A.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LA FAMILLE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).
LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; 3 Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LES FOUS DE BASSAN (Fr.-can.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).
GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.
MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
MAN ON FIRE (A., v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-89-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-30) ; Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
MELO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Republic cinéma, 11e (48-05-51-33).
MISS MARY (Arg., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
MON CHER PETIT VILLAGE (Tch., v.o.) : Bastille, 11e (43-42-16-80).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-36).
LE NINJA BLANC (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LE NOM DE LA ROSE (Fr.) : V. Ang. : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).
PAKEEZAH, CŒUR PUR (Ind., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).
PEE WEE BIG ADVENTURE (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).
PERSONNAL SERVICES (A., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
LA PETITE ALLUMEUSE (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
PLATOON (*) (A, v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
PREDATOR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
RADIO DAYS (A.), v.o. : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
RAINING IN THE MOUNTAIN (Hongkong, v.o.) : Cluny, 5e (43-54-07-76) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).
RICHARD ET COSIMA (Fr.-All.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52) ; Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) H. s.p.
SABINE KLEIST, SEPT ANS (RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
SI LE SOLEIL NE REVENAIT PAS (Fr.-Suis.) : Forum Orient, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-André des Arts, 6e (43-26-48-18) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).
SOUL MAN (A., v.o.) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
STAND BY ME (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), h.sp.
LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
TANDEM (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).
THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
THÉRÈSE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
TIN MEN, LES FILOUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
TRAVELLING AVANT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
UNE CHANCE PAS CROYABLE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (45-62-20-40).
UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Fr.) (*) : Denfert, 14e (43-21-41-01), h. sp.
UNE GOUTTE D'AMOUR (Turc, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
UN HOMME AMOUREUX (Fr., v. angl.) : Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LES YEUX NOIRS (It.-Sov., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), (2 salles) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

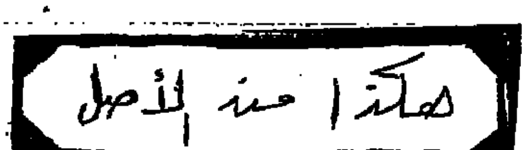
Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
BABY DOLL (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BLANCHES COLOMBES ET VILAINS MESSIEURS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).
CABARET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).
CASABLANCA (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).
CASANOVA DE FELLINI (I., v.o.) (*) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09), h. sp.
FURYO (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
GANDHI (Ang., v.o.) : Montparnos, 14e (43-27-52-37).
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LE GUÉPARD (A., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Denfert, 14e (43-21-41-01), h. sp.
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A. v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
HIGHLANDER (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
HORIZONS PERDUS (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
JOUR DE FÊTE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LUDWIG (VISCONTI) (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), h. sp.
MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (*) : Cinoches-St-Germain, 6e (43-66-10-82).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
MON ONCLE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
Mr SMITH AU SÉNAT (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).
LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).
LES PROIES (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-29-11-30).
PROVIDENCE (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), h. sp; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
SHANGHAI GESTURE (A., v.o.) : *Action Christine, 6e (43-29-11-30).*
TAXI DRIVER (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
THE SERVANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : (Lubitsch) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34), h. sp.
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
UN MILLION CLÉ EN MAIN (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).
LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AILES DU DÉSIR. Film allemand de W. Wenders, v.o. : Impérial 2e (47-42-72-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).
CHAMP D'HONNEUR. Film français de J.-P. Denis : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
L'HOMME VOILÉ. Film français de Maroun Bagdadi : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).
RITA, SUZY ET BOB... AUSSI. (*) Film britannique de A. Clarke, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
THE ASSAULT. Film hollandais de F. Rademaker, v.o. : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
TUER N'EST PAS JOUER. Film britannique de J. Glen, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LA VALLÉE FANTOME. Film suisse de A. Tanner : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 21 septembre

TF 1

▶ 20.35 Cinéma : Préparez vos mouchoirs ■ Film français de Bertrand Blier (1977). Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Carole Laure, Riton, Michel Serrault. 22.30 Documentaire : Dancing time. De Catherine Dupuis. 1930-1940 : l'âge d'or du cinéma. Avec des interviews de Roland Petit, Zizi Jeanmaire, Hermès Pan, Hal Borne, et des extraits de comédies musicales. 23.20 Journal. 23.35 Permission de minuit. Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

20.30 Cinéma : le Choc ■ Film français de Robin Davis (1982). Avec Alain Delon, Catherine Deneuve, Philippe Léotard, Stéphane Audran. 22.10 Documentaire : Trente ans de politique à la télé. De Roland Portiche et Serge July. 2. Le jeu de la politique. 23.05 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. Invité : Roger Caratini. 23.25 Informations : 24 h sur l'A 2. 23.55 Série : Brigade criminelle (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : les Sous-doués en vacances □ Film français de Claude Zidi (1981). Avec Guy Marchand, Daniel Auteuil, Grâce de Capitani, Hubert Deschamps. 22.10 Journal. 22.35 Magazine : Océaniques. De Michel Cazenave et Pierre-André Boutang. Le mythe d'Antigone. Avec Pierre Boutang, professeur de philosophie à la Sorbonne, et George Steiner, professeur de lettres comparées à Genève. 23.30 Musiques, musique. Variation sur une cantate de Bach, Weinen, Klagen, Sorgen, Zagen, de Liszt.



CANAL PLUS

20.30 Cinéma : I love you □ Film franco-italien de Marco Ferreri (1986). Avec Christophe Lambert, Eddy Mitchell, Flora Barillard, Agnès Soral. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Canal foot. 22.40 Les KO de Canal Plus. 23.10 Athlétisme. Meeting de Monaco. 23.40 Football américain. 0.40 Cinéma : WUSA ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1969). Avec Paul Newman, Joanne Woodward, Anthony Perkins, Laurence Harvey, Pat Hingle (v.o.). 2.35 Série : Les monstres.

LA 5

20.30 Débat : Face à face. De Pierre-Luc Séguillon. André Lajoinie-Jean-Marie Le Pen. 22.00 Série : Matlock. 22.55 Série : Nero Wolfe. 23.50 Série : Max la menace (rediff.). 0.20 Série : Les chevaliers du ciel. 0.50 Feuilleton : Le temps des copains. 1.15 Série : Les cinq dernières minutes (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma à la carte : Le facteur s'en va-t-en guerre ■ Film français de Claude Bernard Aubert (1966). Ou : Deux billets pour Mexico □ Film français de Christian-Jaque (1967). 22.15 Série : Brigade de la nuit. 23.05 Journal et météo. 23.20 Club 6. 0.05 25 images seconde. 0.10 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le roi des Schnorrers. D'Israël Zangwill. 21.43 Musique : Lattitudes. Festival de Bagdad, avril 1987. 22.30 La nuit sur un plateau.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct du Théâtre musical du Châtelet) : A Carlo Scarpa, architetto, de Nono ; La grande aulodia, de Maderna ; Il canto sospeso, de Nono, par le Chœur et l'Orchestre de la RAI de Turin, dir. Hans Zender. 22.30 Feuilleton. De l'opus 1 à l'opus 145 : Carl Loewe, un génie méconnu du lied et de la ballade ; à 22.40, Concerto pour piano et vents, de Stravinsky ; à 23.05, Symphonie n° 5, de Raff. 0.00 Musique de chambre. Sammartini, Sciarrino, Mozart, Stockhausen, Beethoven.

Mardi 22 septembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions (12e épisode). 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain (12e épisode). 14.45 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Avec Catherine Sauvage, Romain Didier. 15.10 Téléfilm : Docteur Teyran (2e partie). 16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Laurent Wilson, Stéphane Eicher, Sapho et Jairo, Cerise Férié. 17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. Le miroir. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.35 Ciné-star : le Gendarme et les Extraterrestres □ Film français de Jean Girault (1978). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Jean-Pierre Rambal. 22.20 Ciné-star (suite). De Michel Denisot. 23.20 Journal. 23.35 Permission de minuit. Émission de Frédéric Mitterrand.

A 2

13.45 Magazine : Domicile A2. De Liliane Bordoni, présenté par Marc Besson. Avec, pour la partie variétés : Philippe Chatel, Sabine Paturel, Kitch ; à 13.50, série : Chapeau melon et bottes de cuir (Le dernier des sept). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A2 (suite). 15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Domicile A2 (suite). 17.15 Récré A2. Barbapapa ; Bouquin-copain ; Feuilleton : les Campbells. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 18.50 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Mylène Farmer, Dépêche mode, Serge Gainsbourg, Raft. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A2. 20.00 Journal. 20.30 Mardi-cinéma : le Garde du corps □ Film français de François Leterrier (1983). Avec Jane Birkin, Gérard Jugnot, Sami Frey, Didier Kaminka. 22.00 Les jeux de Mardi-cinéma, présentés par Daniel Ceccaldi. Invitée : Jane Birkin. 23.30 Informations : 24 h sur l'A 2. 0.00 Série : Brigade criminelle (rediff.).

FR 3

14.00 Magazine : Océaniques (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Série : Les dossiers noirs. 16.00 Magazine : Portrait (rediff.). 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Vive la vie ! 17.30 Dessin animé : Croc-note show. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Feuilleton : L'or noir de Lornac. 9e épisode : La décision. 18.30 Feuilleton : Thibaud, ou les croisades. 12e épisode : Le prisonnier de Zengi. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 INC. 20.35 Cinéma : Faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages ■ Film français de Michel Audiard (1968). Avec Françoise Rosay, Marlène Jobert, Bernard Blier, André Pousse. *Une jeune femme-gangster, à laquelle un truand a refusé sa part d'un hold-up indiqué par elle, fait appel à sa tante surnommée, non sans raison, Léontine la flingueuse.* 22.00 Journal. ▶ 22.25 Décibels. Avec Cure, Terence Trent d'Arby, Chicago Go, Batmen, L'affaire Louis Trio, The Noodles, Les Sheriffs, Coverboys.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : le Monde selon Garp ■ Film américain de George Roy Hill (1982). Avec Robin Williams, Mary Beth Hurt, Glenn Close. 16.20 Cinéma : WUSA ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1969). Avec Paul Newman, Joanne Woodward, Anthony Perkins, Laurence Harvey, Pat Hingle. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 18.45 Starquizz. 19.14 Dessin animé : Le piaf. 19.15 Mytho-folies. 19.25 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma : Recherche Susan, désespérément ■ Film américain de Susan Seidelman (1985). Avec Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : le Complexe du kangourou ■■ Film français de Pierre Jolivet (1986). Avec Roland Giraud, Clémentine Célarié, Zabou, Stéphane Freiss. 23.35 Cinéma : Lily aime-moi ■■ Film français de Maurice Dugowson (1974). Avec Rufus, Jean-Michel Folon, Patrick Dewaere, Zouzou, Roger Blin. 1.15 Cinéma : Breeders □ Film américain de Tim Kincaid (1983). Avec Teresa Farley, Lance Lewman, Francis Raines. 2.30 Documentaire : Les allumés du sport. Spiderman à l'assaut des gratte-ciel.

LA 5

13.35 Série : Les saintes chéries. 14.10 Série : Les nouvelles aventures de Vidocq. 15.20 Série : La grande vallée. 16.30 Série : Max la menace. 17.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.40 Dessin animé : Emi magique. 18.05 Série : Cosmos 1999. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 5, rue du Théâtre. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : le Corniaud ■■ Film français de Gérard Oury (1965). Avec Bourvil, Louis de Funès, Venantino Venantini. *Un homme d'affaires véreux se sert d'un représentant de commerce pas très malin pour ramener d'Italie une Cadillac dans laquelle sont cachés de la drogue et des diamants.* 22.30 Série : Spenser. 23.25 Série : Baretta (rediff.). 0.20 Max la menace (rediff.). 0.50 Série : Les chevaliers du ciel. 1.20 Feuilleton : Le temps des copains. 1.50 Série : Les cinq dernières minutes (rediff.).

M 6

14.00 Côté corps, côté cœur. 14.30 Série : Marcus Welby. 15.20 25 images seconde. 15.50 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Les espions. 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. 19.05 Série : Cher oncle Bill. 19.30 Série : Daktari. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : Don Camillo... monseigneur □ Film italien de Carmine Gallone (1961). Avec Fernandel, Gino Cervi, Alexandre Rignault, Gina Rovere. 22.25 Série : Maîtres et valets (rediff.). 23.15 Journal. 23.25 Météo. 23.30 Club 6. 0.15 25 images seconde. 0.20 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. Si tu manges, tu meurs. 21.30 Les nouveaux mardis de la chanson. Mélodie en filature. 22.30 Nuits magnétiques. Les gens... tout de même. Le surréalisme après Breton. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 janvier 1981 au Théâtre des Champs-Elysées) : Die Gurrelieder, pour soli, chœur et orchestre, de Schœnberg, par l'Orchestre national de France et le Chœur de Radio-France, dir. Seiji Ozawa ; chef de chœur : Jacques Jouineau. 23.07 Club d'archives. Créations discographiques françaises 1928-1937 ; à 0.30, Actualité des rééditions.

Audience TV du 20 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

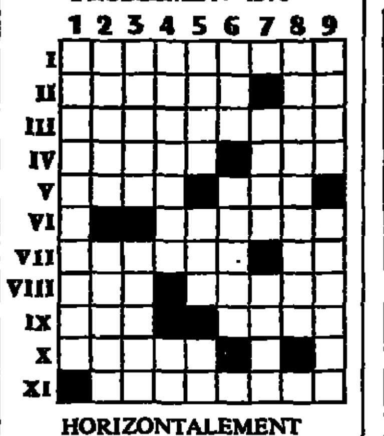
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37.3	7 sur 7 14.5	Stade 2 9.8	Tendre est... 3.1	Pied plat... 4.1	Kojak 3.6	Oncle Bill 3.6
19 h 45	43.0	7 sur 7 15.0	Maguy 15.5	Tendre est... 2.1	Flash info 4.1	Kojak 5.2	Daktari 1.6
20 h 16	53.8	Journal 20.2	Journal 15.0	Benny Hill 9.3	Ça cartoon 2.1	Journal 5.7	Daktari 1.6
20 h 55	56.0	Police sur... 30.5	5 dern. minutes 12.4	Ciné, moto... 1.0	New-York... 2.1	Tora, tora... 10.4	Cave se rebiffe 2.1
22 h 08	53.4	Police sur... 28.5	Dérim. déport. 8.3	Soir 3 2.6	New-York... 2.1	Tora, tora... 12.4	Cave se rebiffe 1.6
22 h 44	40.4	Sport dim. 7.3	Chefs-d'œuvre 6.2	Juarez 4.1	Flash info 1.6	Tora, tora... 19.2	Drôles dames 3.1

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4576



HORIZONTALEMENT

I. Empêche un homme de faire certaines avances à une femme. – II. *Sa robe peut servir de manteau.* Tel qu'il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il soit dans de beaux draps. – III. A longtemps fait mal aux pieds avant de casser les oreilles. – IV. C'est en regardant devant qu'on y met le derrière. Etait mis à l'ouvrage d'une agréable façon. – V. Où nombreux sont ceux qui cherchent à avoir un objectif précis. Leur accumulation peut entraîner un affaissement. – VI. Qui peut faire toujours autant plaisir à voir. – VII. N'est pas tout d'une pièce. Etait disposé à éclaircir. – VIII. Source d'inspiration pour celui qui connaissait la musique. En général, on les digère plus facilement que le « pain ». – IX. Cours pas court. Dans un sens, ils font partie d'un service, dans un autre ce sont les services qui en font partie. – X. Couteau de cuisine. – XI. Peuvent être percées par des éclats.

VERTICALEMENT

1. Projections privées. – 2. Fut victime d'un chaud et froid comme d'un chaud effroi. Est condamné à vivre dans l'obscurité. – 3. Humain qui se révéla inhumain. Celui qui se la fait mettre à dos n'est pas forcément mauvais cheval. – 4. Trouvait à s'occuper à tout bout de champ. Adverbe. – 5. Est régulièrement mêlée aux affaires. Qui ne peut être vu que d'un bon œil. A fait s'agrandir le cercle de la famille. – 6. Intervient dans une suite logique. Un qui avait bon dos. – 7. Souris qu'un *minet peut attirer.* Cloue sur place ou fait piquer une pointe. – 8. Porté à rapporter. – 9. Mal inspirées. Ont de quoi être trempées comme un « canard ».

Solution du problème n° 4575

Horizontalement

I. Accordeur. Ferme. – II. Rougeande. Unau. – III. Cuers. Tassili. – IV. Nets. Is. Rasés. – V. Ego. Etapes. Côté. – VI. Eté. Alun. Tenir. – VII. Da. Déserteur. Na. – VIII. Oisives. Ive. Ici. – IX. Ale. Elme. Osée. – X. Inné. Aéré. Al. – XI. Nuisent. Néflier. – XII. Ile. Moult. Fière. – XIII. Usinée. Are. – XIV. Ars. En. Renoncer. – XV. Lierre. Etai. Elu.

Verticalement

1. Arche. Dominical. – 2. Cou. Geai. Nul. Ri. – 3. Cuenot. Sanieuse. – 4. Ogre. Ediles. – 5. Reste. Eve. Emier. – 6. Da. Stase. Anonné. – 7. Eut. Alèse. Tue. – 8. Udaipur. La. Léré. – 9. Ressentiment. Et. – 10. Evere. Ana. – 11. Fuir. Tué. Effroi. – 12. Enlacer. Lien. – 13. Raison. Isaïe. Ce. – 14. Mû. Etinceler. El. – 15. Oseraie. Recru.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 20 septembre 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 26 juin 1987 fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

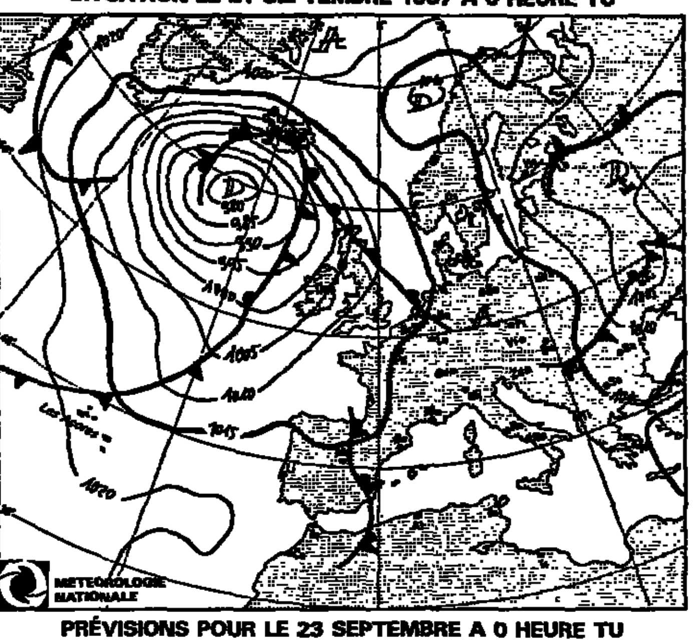
● *Du 26 juin 1987* instituant un plan de chasse pour certaines espèces d'oiseaux d'eau.

● Du 21 août 1987 fixant les conditions d'admission à l'Ecole centrale des arts et manufactures.

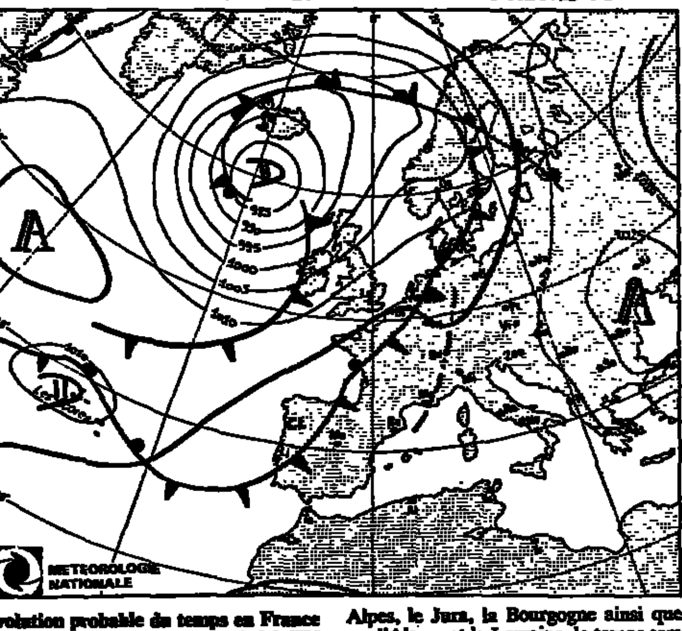
● **Cinéma yougoslave.** – L'Association des amis du cinéma yougoslave précise que les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements et des places gratuites pour les projections en téléphonant au 43-43-59-29.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 septembre à 0 h TU et le mardi 22 septembre à 24 h TU.

Une zone faiblement perturbée aborde la Bretagne ce matin et progressera vers l'intérieur du pays.

Les nuages seront présents presque partout en France au cours de la journée mais les températures resteront élevées pour la saison.

Mardi : les nuages seront abondants le matin sur la Bretagne, la Vendée et la Normandie. Ils donneront passagèrement quelques pluies qui pourront prendre un caractère orageux. L'après-midi, le temps restera très nuageux mais des éclaircies apparaîtront peu à peu.

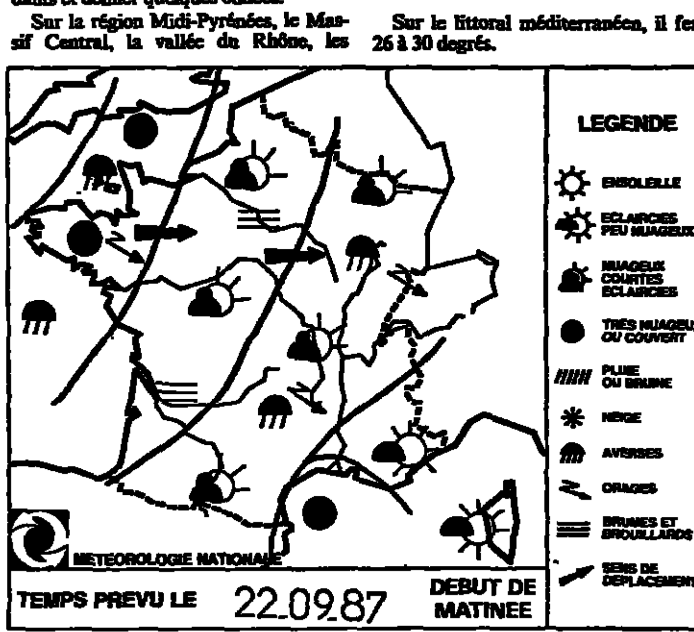
Sur l'Aquitaine, les pays de la Loire, l'Ile-de-France, la Champagne, le Nord et les Ardennes, les nuages bas sont présents dès le matin. Le temps sera brumeux et les brouillards seront fréquents. L'après-midi, les passages nuageux pourront momentanément être abondants et donner quelques ondées.

Sur la région Midi-Pyrénées, le Massif Central, la vallée du Rhône, les Alpes, le Jura, la Bourgogne ainsi que sur l'Alsace et la Lorraine, le temps sera assez nuageux le matin avec des ondées orageuses éparses. En Alsace et en Lorraine, des bancs de brouillard sont également à craindre le matin. L'après-midi, le temps sera lourd et les orages reprendront localement en fin d'après-midi.

Sur la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, la journée sera belle et chaude après dissipation des brumes matinales. Les nuages seront plus longs à se dissiper dans la basse vallée du Rhône.

L'après-midi, les températures atteindront 18 à 20 degrés sur les côtes de la Manche, de 21 à 25 degrés sur les pays de la Loire, le Centre, le Bassin parisien, la Picardie, la Champagne, les Ardennes et la Lorraine, de 25 à 28 degrés en Alsace, en Franche-Comté et dans le Jura. Dans le sud-ouest du pays, les températures varieront de 23 à 25 degrés et 25 à 28 degrés à l'intérieur.

Sur le littoral méditerranéen, il fera 26 à 30 degrés.



TEMPS PREVU LE 22.09.87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-9 à 6 heures TU et le 21-9-1987 à 6 heures TU — le 20-9-1987

FRANCE			
AJACCIO	27	13	D
BIARRITZ	30	21	N
BORDEAUX	29	18	P
BOURGES	31	15	C
BREST	19	16	C
CAEN	27	17	B
CHERBOURG	20	14	B
CLERMONT-FERR.	33	17	D
DIJON	29	12	B
GRENOBLE St-M-H	29	12	D
LILLE	27	17	B
LIMOGES	28	18	N
LYON	31	14	D
MARSEILLE-MAR.	29	17	D
NANCY	29	15	D
NANTES	26	14	B
NICE	27	19	N
PARIS-MONTS.	30	19	N
PAU	32	17	P
PERPIGNAN	28	20	C
RENNES	26	14	B
ST-ÉTIENNE	33	14	D
STRASBOURG	29	15	D
TOURS	29	16	D
TOULOUSE	32	20	N
POINTE-À-P.	–	–	–

ÉTRANGER			
ALGER	37	22	D
AMSTERDAM	21	15	A
ATHÈNES	30	20	D
BANGKOK	30	24	C
BARCELONE	30	18	B
BELGRADE	33	16	N
BERLIN	12	9	N
BRUXELLES	25	16	N
LE CAIRE	33	20	D
COPENHAGUE	15	5	B
DAKAR	31	27	D
DELHI	38	27	D
DJERBA	30	20	B
GENÈVE	30	10	D
HONGKONG	29	27	A
ISTANBUL	25	18	D
JÉRUSALEM	27	13	D
LISBONNE	28	19	D
LONDRES	23	17	P
LOS ANGELES	23	17	N
LUXEMBOURG	24	15	B
MADRID	32	16	D
MARRAKECH	34	22	D
MEXICO	27	12	B
MILAN	28	18	D
MONTRÉAL	18	11	P
MOSCOU	10	4	C
NAIROBI	27	15	N
NEW-YORK	17	14	D
OSLO	16	1	D
PALMA-DE-MAL.	34	14	D
PÉKIN	30	13	D
RIO-DE-JANEIRO	19	16	C
ROME	27	18	B
SINGAPOUR	27	25	O
STOCKHOLM	13	3	D
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	–	–	–
TUNIS	36	20	D
VARSOVIE	10	6	C
VENISE	27	21	B
VIENNE	28	16	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Education

M. Yannick Simbron, nouveau secrétaire général de la FEN

Un fonceur à la barre

M. Yannick Simbron, quarante-neuf ans, ancien secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-PEGC) et secrétaire national de la FEN depuis 1984, doit être nommé, mardi 22 septembre, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) par le bureau fédéral de cette organisation. Il succède à M. Jacques Pommatau, atteint par la limite d'âge, qui avait lui-même remplacé M. André Henry lorsque ce dernier avait été nommé ministre du temps libre en mai 1981.

Deux ou trois choses font s'éclairer le regard d'ordinaire grave et tranquille de M. Yannick Simbron. Lueurs d'enthousiasme ou de colère, qui jalonnent trente ans de sa carrière d'instituteur nantais passé au syndicalisme un beau jour de mai 1968. Aujourd'hui, cet homme, dont la silhouette trapue annonce le négociateur coriace, prend les rênes de la première fédération de fonctionnaires : la FEN avec ses quarante-neuf syndicats, ses quatre cent vingt-cinq mille adhérents revendiqués, sa myriade de mutuelles, de coopératives et d'organismes « amis » périphériques, bref son empire. Un mot qu'il déteste.

Premier coup de cœur : le métier d'instituteur. En 1958 – il a vingt ans, – M. Yannick Simbron cherche à gagner sa vie après la mort de son père. Sitôt le bac en poche, il est parachuté devant des élèves pour leur « faire la classe ». L'éducation nationale, confrontée à l'explosion scolaire de l'après-guerre, n'est pas exigeante sur les diplômes, si sur la formation. Toute une génération d'instituteurs apprend son métier sur le tas, sans passer par l'Ecole normale. *« On a évité le pire avec les élèves, mais notre situation était minable »*, se rappelle M. Yannick Simbron. Fils d'instituteur, il n'est pas dépaysé dans sa blouse de maître suppléant. Il prend sa carte du SNI parce que cela va de soi, mais milite surtout politiquement avec les Jeunes Socialistes et, sur le plan pédagogique, avec les CEMEA (1).

Le syndicaliste qui sommeillait en lui se réveille en 1967 : il est alors élu au conseil de la section de Loire-Atlantique du SNI où la majorité pro-socialiste est menacée par la montée des tendances pro-communiste et d'extrême gauche (anarcho-syndicalistes et trotskistes). La région nantaise, haut lieu de fermentation politique pour toutes les gauches, sera à l'avant-garde de mai 1968. M. Yannick Simbron, devenu instituteur spécialisé pour enfants difficiles, vit intensément cette période de bouillonnement. Désigné par le SNI comme propagandiste dans les écoles, il se fait connaître et lorsque le secrétaire de section démissionne le jour où est proclamée la grève générale, il reprend la barre.

« Les staliniens, je les connais »

Porteur du mandat de sa section massivement favorable à la *« grève générale illimitée »*, M. Yannick Simbron monte à Paris pour la première fois le jour où le conseil national du SNI décide d'appeler à la reprise du travail. Son retour à Nantes est difficile... Mais ses camarades de la tendance pro-socialiste peuvent être contents de lui. Ils conservent la majorité dans la section lors du premier congrès départemental qui suit les événements de mai. Les « staliniens » sont écartés. Vingt ans ont passé ; l'obscur secrétaire de section est entré, en 1970, au bureau national du SNI, puis a été nommé en 1984 secrétaire national de la FEN, après avoir négocié avec le gouvernement Mauroy le plan de revalorisation de la fonction d'instituteur. Les « staliniens » restent la bête noire du nouveua patron de la FEN, son second sujet d'excitation.



« Les staliniens, je les connais », répète-t-il, en évoquant le *« courage physique »* nécessaire dans les années 50 pour les affronter. *« Ils n'ont pas été très brillants en 1968, cela les a démythifiés et nous a décomplexés. »* Anticommuniste ? M. Simbron assure qu'il sait *« faire la différence entre staliniens et communistes »* et que Soljenitsyne ne lui a *« rien appris »*. Les communistes de la FEN, majoritaires dans certains syndicats comme ceux du second degré et de l'enseignement supérieur, ont éprouvé depuis longtemps son intransigeance dans ce domaine. Mais ils reconnaissent la droiture de ce vieil adversaire qui ne cache pas son *« horreur des gens qui ont des arrière-pensées »*.

Son accession à la tête de la fédération à un moment où la bataille avec les minoritaires fait plus que jamais rage, conforte la conviction de ces derniers : les manœuvres visant la *« recomposition »* de la FEN, autrement dit la constitution d'une grande confédération social-démocrate des fonctionnaires et des salariés du secteur tertiaire, sont bel et bien engagées.

Unification progressive

La *« recomposition »* ? Autre éclair dans les yeux bruns de M. Yannick Simbron. Non pas qu'il nie les profondes évolutions en cours à la FEN. Pour lui, *« les structures syndicales actuelles ne résisteront pas aux quinze années à venir »*. Le recrutement prévu de quatre cent vingt mille nouveaux enseignants pendant cette période doit être l'occasion d'une *« unification »* et la décision de M. Monory de supprimer le recrutement de professeurs de collèges (PEGC), loin d'ébranler la fédération, peut donner, selon lui, le coup d'envoi à une *« révolution culturelle »*. Mais le nouveau barreur de la FEN refuse obstinément de laisser dériver son paquebot vers les eaux agitées du débat sur les structures. Si la grande mue annoncée ne peut qu'aboutir à affirmer l'identité d'une fédération traditionnellement dominée par les instituteurs du SNI, et surtout à noyer les minoritaires, ce n'est pas là, jure-t-il, une fin en soi. Les changements doivent être amorcés par un débat de fond avec tous les personnels et les partenaires de l'école sur l'avenir du système éducatif et les mutations de la profession enseignante.

Le point fort de cette discussion se situera, en février prochain, en pleine campagne présidentielle, lors du congrès de la Fédération, à La Rochelle. On en connaît déjà la trame. Une unification progressive du statut de tous les enseignants de la maternelle au lycée, la valorisation du travail en équipe et l'adaptation de la pédagogie aux besoins de chaque élève, dans la perspective d'une élévation massive du niveau de qualification (les fameux « 80 % d'élèves au niveau bac »). M. Yannick Simbron se dit décidé à tirer les conséquences de ce choix. Pour situer l'ampleur de l'effort à consentir, il évoque *l'« investissement formidable »* de la III[e] République pour élever toute une classe d'âge jusqu'au certificat d'études, symbolisé par ces solides bâtiments d'école toujours en fonctions.

Face à ce défi, M. Monory se contente de *« bricolages »*, estime-t-il et son *« plan prospectif concocté dans le secret en l'absence d'un grand débat dans le pays »* ne peut qu'être *« bâclé »*.

Reste que la survie de la FEN dépend de sa capacité à susciter des changements et à faire oublier son image de lobby pesant, de « ministère bis », puissant mais terriblement opaque. Sa charpente – le corps des instituteurs – se lézarde et son dogme fondateur – l'unité syndicale des enseignants – est menacé par les tentatives de FO et de la CGT. Son échec dans la querelle scolaire et la crise de l'idéal laïque ont provoqué d'amères désillusions quant à l'efficacité de l'axe PS-FEN.

Dans ces circonstances, M. Simbron se veut l'apôtre de l'ouverture de la FEN à tous les vents de cette fin de siècle. Les discours convergeant sur la nécessité de revaloriser les salaires des enseignants et sur la priorité à l'investissement éducatif devraient lui faciliter la tâche. D'autant que le nouveau maître de la FEN, spécialiste des dossiers économiques et de la fonction publique, représentant de la FEN au Conseil économique et social depuis trois ans, se veut un partenaire *« réaliste »*. Ses adversaires se rappellent qu'au congrès de 1985 il recommandait de fixer des objectifs syndicaux compatibles avec la marge d'autonomie de la France dans l'économie mondiale. Et il répète aujourd'hui qu'*« un et un font deux, quel que soit le gouvernement »*.

Mais le pragmatisme a des limites dans toutes les négociations. Lorsqu'on demande à M. Yannick Simbron, tennisman à ses heures, quels sont ses coups préférés, il répond sans hésiter : la montée au filet et le smash.

PHILIPPE BERNARD.

(1) CEMEA : Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active.

FAITS DIVERS

Légitime défense

Deux auto-stoppeuses tuent un automobiliste qui leur avait fait subir des sévices sexuels

Deux auto-stoppeuses, retenues de force durant plusieurs heures par un automobiliste qui s'est livré sur elles à des sévices sexuels, ont tué leur tortionnaire avec son propre couteau, samedi 19 septembre, vers 22 heures, près de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). M[me] Sandra Maria Pereira, quarante et un ans et M[me] Sandra Régina Oliveira, trente ans, toutes deux de Sao-Paulo (Brésil), étaient toujours hospitalisées dimanche soir à Bayonne, la première ayant reçu un coup de couteau dans la poitrine et plusieurs coups de crosse de revolver sur la tête, la seconde demeurant profondément traumatisée après les sévices qu'elle a subis.

Selon leur récit, les deux jeunes femmes avaient été prises en charge samedi après-midi près de Bayonne par Eugène Le Goff, quarante-cinq ans, marin-pêcheur de Douarnenez (Finistère), divorcé et père de deux enfants, qui circulait à bord d'un camping-car.

Après une première halte sur un parc de stationnement où, sous la menace d'un revolver à grenaille et d'un couteau, l'automobiliste avait fait déshabiller les deux auto-stoppeuses, Eugène Le Goff avait garé son véhicule à proximité d'une plage de Saint-Jean-de-Luz. Pendant plusieurs heures, les deux Brésiliennes ont alors subi des sévices sexuels. L'une d'elles a toutefois réussi à se saisir du couteau, portant plusieurs coups, dont un mortel, à Eugène Le Goff.

Dimanche après-midi, aucune information n'avait été ouverte contre l'auteur des coups de couteau, la légitime défense étant, selon les policiers, manifeste.

SCIENCES

Le « trésor du *Titanic* » présenté à la presse

Le containeur, où sont enfermés les quelque neuf cents objets remontés de l'épave du *Titanic* par le petit sous-marin français *Nautile*, est arrivé le 19 septembre à Lorient à bord du navire *Abeille-Supporter* sans qu'aucun des journalistes et photographes présents sur le quai ait pu apercevoir le contenu de cette caverne d'Ali Baba ambulante ; le « contenant » a été chargé sur un camion qui, fortement escorté par la police, a pris tout de suite la route de Paris.

Les objets, pour la plupart, ont été placés dès leur remontée dans des récipients pleins d'eau, ce qui leur évite tout contact avec l'oxygène de l'air, source de corrosion. Ils devaient être apportés, le 21 septembre, dans un laboratoire d'EDF à Saint-Denis, qui s'est spécialisé dans le traitement des vestiges ayant séjourné longtemps dans la mer, ou dans la terre. Une présentation à la presse est prévue mardi 22 septembre.

Le *Titanic*, paquebot « insubmersible », qui a coulé dans l'Atlantique nord le 15 avril 1912 au cours de son voyage inaugural, continue à exciter l'imagination : selon le journaliste Ivan Brazov, qui a présenté un reportage sur la cinquième chaîne de télévision le 20 septembre, le naufrage du *Titanic* serait dû non pas à la collision avec un iceberg mais à un incendie, qui avait éclaté trois jours plus tôt, et qui aurait déclenché une explosion.

Le *Titanic* a coulé en quelques heures et sept cents personnes ont survécu à la catastrophe. Jamais les récits des survivants n'ont fait état d'incendie alors que l'iceberg a été vu juste avant et après la collision.

Mode

Chiffons-show

Sous des bouquets de feux d'artifice, neuf cent cinquante mannequins venus de vingt pays, douze mille spectateurs la mode s'est donnée en spectacle sous la tour Eiffel.

« Madame, vous êtes dans la couture ? C'était une rétrospective ou quoi ? » Minuit et demi. La foule inonde la place du Trocadéro samedi 19 septembre. Premières bousculades, embouteillages et commentaires à chaud clôturent le II[e] Festival international de la mode organisé ce samedi soir par les fédérations professionnelles réunies (neuf cent cinquante mannequins de vingt pays), sous la présidence de M[me] Bernadette Chirac, MM. François Léotard et Alain Madelin, entourés de 120 000 spectateurs. *« Quelle merveille ces feux d'artifice ! Vous avez vu les clochettes, les paniers verts dans le ciel ? »* Les chiffres font scintiller le décor : un écran de 1 500 mètres carrés, 50 kilomètres de câble, 4 000 kWh d'éclairage et sept mille invités auxquels on a recommandé d'arriver avant 21 heures et en taxi.

De l'autre côté de l'esplanade, les pattes dorées de la tour Eiffel aimantent des milliers de badauds. A 22 h 15, le spectacle commence, révélé par un tir nourri de fusées lumineuses, une bande musicale digne du groupe Manpower et des mannequins arborant des tuniques-drapeaux. On dirait une campagne publicitaire Benetton filmée par Cécil B. De Mille.

Embarquement immédiat pour le tour du monde en sept cents costumes : voici l'Afrique, ses baobabs projetés au laser, ses boubous endiablés, voici l'Arabie saoudite, ses odalisques lentes pailletées, strassées. De la grande muraille de Chine s'enfuit une ribambelle d'écolières rouge et noire. La musique couvre les applaudissements.

C'est l'Exposition universelle revue par le Lido, la Mondiovision du chiffon. Le Japon est noir et jaune, l'Allemagne rouge et verte, le Brésil forcément coloré et remuant. Les pays défilent, les images restent : un pousse-pousse pour la Corée, un papa Zorro fouettard pour l'Espagne. Spectacle absurde, superbe, ruisselant d'effets spéciaux, de « trucs en plumes » et de gadgets à roue. Il est près de minuit quand arrive le dessert : la France avec les petites Parisiennes, des « seconds couteaux » (Devernois, comité de mode balnéaire, Annabel...), des créateurs sous-représentés (Beretta, Chloé, Castelbajac, Dorothée bis, Rykiel, de Ribes, Emmanelle Kahn, Kenzo Ten Gyudicelli, Lagerfeld, Hermes).

Suivent la fourrure séduction et les dames « couture » arpentant six par six le long chemin des grands soirs. De Balmain à Saint Laurent, de Dior à Lacroix, l'effet produit par un flot de mousseline, de satin, de plumes de paradisier, de broderies, de passementerie est magique. Quoi de mieux que des costumes de théâtre sur une scène en plein air ? Pendant un moment précieux, on oublie que, derrière les feux de la rampe, les machinistes se crêpent le chignon, car tout le monde se met en piste pour le final. *« Les Etats-Unis demandent ce qu'ils doivent faire ! »*, crie une assistante à une régisseuse. Déjà, les invités repartent en courant, le dossier de presse sur la tête pour se protéger des retombées des feux d'artifice. Les enfants pleurent, les projecteurs fument, les CRS impassibles sourient comme des maîtres d'hôtel. La soirée se décompose comme un dessert de banquet un soir de canicule. Elle aura coûté 17 millions de francs. Pour fêter quoi au juste ?

LAURENCE BENAIM.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Antigone et Jean-Luc SCHILLING, partagent avec

Arthur,

la joie de faire part de la naissance à Paris de

Ulysse,

le 12 septembre 1987.

Tokyo, Yonbancho 2-2,
Chiyoda-Ku.

Mariages

– Marie José FRICHEMENT,
Gilles RANNO,

sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans la plus stricte intimité, le samedi 19 septembre 1987.

26, rue d'Estienne-d'Orves,
92120 Montrouge.

Décès

– Besançon.

France Bantegnie Lahalle,
Sophie, Jean-Robert,
Colin Bantegnie
Et Julie
Les familles parentes et alliées
ont la douleur de faire part du décès de

Robert BANTEGNIE,
professeur de mathématiques
à l'Université de Franche-Comté,

survenu le 18 septembre 1987, à Besançon, dans sa soixantième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

23, avenue de l'Observatoire,
25000 Besançon.

– Besançon.

Le président de l'Université de Franche-Comté,
Les enseignants
Et le personnel de la faculté des sciences et ceux de l'université
ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Robert BANTEGNIE,

survenu le 18 septembre 1987, à Besançon.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Joseph CUKIERMAN,

survenu le 14 septembre 1987, dans sa soixante et onzième année.

La levée du corps aura lieu à l'Institut médico-légal, Paris-12[e], le mardi 22 septembre 1987, vers 8 heures.

De la part de
Christiane Cukierman,
son épouse
Et de ses enfants.

57, avenue de Suffren,
75007 Paris.

– M. et M[me] Gérard Herpe
et leur fille Judith,
M. et M[me] Jean-Pierre Herpe,
Florent et Mélanie,
Le docteur Alexandre Gluck,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis HERPE,

survenu le 27 juillet 1987 à Paris.

M[me] Louis HERPE,
née Elise Le Coënt,

survenu le 22 août 1987, à Evian.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 4 août et le vendredi 28 août en l'église Saint-Saturnin de Gentilly.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Gentilly (Val-de-Marne).

Associent à leur chagrin le souvenir de la cantatrice

Rita STREICH,

disparue le 20 mars 1987, à Vienne (Autriche).

remercient très vivement les messages de sympathie et d'amitié adressés à leur intention.

121, avenue d'Italie,
75013 Paris.

– M[me] Jean Laubier,
son épouse,
Le colonel et M[me] Pierre Laubier,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Lucien Laubier
et leurs enfants,
M. et M[me] André Lebeau,
leurs enfants et petits-enfants,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. Maurice Lerer,
son beau-frère,
Les familles parentes et alliées

ont la douleur de faire part du décès de

Jean LAUBIER,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
agrégé de philosophie,
professeur honoraire de 1[re] supérieure
au lycée Louis-le-Grand,

survenu le 17 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9 *bis*, avenue Joffre,
93220 Gagny.
19, rue de Coutances,
50230 Agon.
20 *bis*, rue Daru,
75008 Paris.
2, avenue Jeanne-d'Arc,
94110 Arcueil.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répondre aux messages de sympathie et d'amitié reçus à l'occasion du décès, le 3 septembre, de

Charles SCHECHTER.

Sa famille remercie tous ceux qui se sont associés à sa peine.

Anniversaires

– Le 21 septembre,

pour le troisième anniversaire du décès de

Nicolas JABBOUR,

une pensée est demandée à ses amis.

Avis de messes

– En mémoire du président

Camille CHAMOUN,
ancien président
de la République libanaise,

une messe sera célébrée le mercredi 23 septembre 1987, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Liban,

en présence de M. Dany Chamoun, président du Parti national libéral libanais.

La communauté libanaise et tous les amis français du Liban sont invités à s'associer à cette assemblée qui se fait dans la fidélité au Liban en hommage au président Chamoun.

Eglise Notre-Dame-du-Liban,
17, rue d'Ulm,
75005 Paris.

JEU GAGNANT N° 41
LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
ST-ETIENNE	TOULOUSE	BREST	MONTPELLIER
MATRA RACING	AUXERRE	LAVAL	PARIS S.G.
NANTES	LE HAVRE	MAJORQUE	CADIX
NICE	LENS	BETIS	ATLETICO MADRID
METZ	MARSEILLE	MURCIE	ESPANOL
BORDEAUX	CANNES	REAL SOCIEDAD	SEVILLE
TOULON	MONACO	REAL MADRID	OSASUNA
LILLE	NIORT	GIJON	SARAGOSSE

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 20 Sept. 1987 : [illegible]

LOTO N° 37 — TIRAGE DU SAMEDI 19 SEPTEMBRE 1987

4 11 13 14 18 20 — 37

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1
MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1987 A 20 H 35
ET SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1987 A 20 H 35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante
6 BONS N°	7	5 211 665,00 F
5 BONS N° + complémentaire	34	114 130,00 F
5 BONS N°	3 318	3 895,00 F
4 BONS N°	153 109	80,00 F
3 BONS N°	2 451 047	7,00 F

BONUS DU SAMEDI 168 282
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE, 7,00 x 2 = 14,00 F





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un métier de conseil pour un psychologue sagace et opérationnel

Un des premiers cabinets français de conseil en ressources humaines renforce son équipe et propose à un Psychologue confirmé de prendre en charge des bilans professionnels et psychologiques en collaboration directe avec les entreprises.

La réussite dans ce poste implique :
- une formation de psychologue (maîtrise et/ou psycho-prat) et une spécialisation solide dans les techniques projectives,
- une première expérience de recrutement acquise en cabinet ou en entreprise,
- de réelles qualités de contact, de bonnes capacités de rédaction, un sens prononcé du travail en équipe et de la disponibilité.

Poste basé à Bordeaux mais demandant de nombreux déplacements.

Ecrire sous *référence 6236* à
Annie SANTAMARIA ETAP
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec



PUBLIPANEL

Juriste de très bon niveau
Chef du service contentieux industriel et commercial

Une importante société industrielle (C.A. 20 milliards - implantations et activités internationales) rattachée à l'un des tous premiers groupes industriels français, recherche un juriste capable de traiter l'ensemble des litiges industriels et commerciaux en France et à l'Etranger au sein d'une équipe dynamique et qualifiée.

La réussite dans ce poste important nécessite :
- une solide formation juridique,
- *5 à 10 ans de pratique des affaires et des procédures judiciaires* comme juriste d'entreprise ou avocat,
- la capacité de travailler en anglais,
- des qualités personnelles permettant d'agir avec initiative et autonomie et d'animer une équipe.

Poste Paris-La Défense

Ecrire sous réf. 38 B 754 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

NITRO-BICKFORD, importante société *française, leader sur le marché des explosifs* industriels et accessoires de tir, offre un poste de
Directeur régional
région Centre-Ouest

à un **ingénieur *Mines, TP*** ou équivalent, *disposant d'une solide* expérience (minimum 5 ans), acquise dans le milieu carrière, TP ou minier, et fortement motivé par une activité d'animation (plusieurs sous-unités à contrôler) et de gestion à caractère technico-commercial.

Ses qualités de dynamisme, de rigueur et d'ouverture d'esprit alliées à sa disponibilité lui permettront d'assumer avec autonomie la responsabilité des ventes sur une région dont le CA est important et d'être un interlocuteur reconnu par ses compétences auprès de la clientèle.

Poste basé dans la region Ouest.

Rémunération motivante en fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.

Ecrire sous réf. 38 A 744 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

TRANSPORTS PUBLICS URBAINS
Un marketing original et motivant dans un grand groupe privé

Nous sommes un groupe leader dans la création et la gestion de réseaux de transports urbains de voyageurs. Au service des collectivités locales et ayant le grand public comme client, nous intervenons dans plus de 40 villes grandes et moyennes.

Nos services marketing ont comme fonction d'avoir une connaissance parfaite des marchés, d'adapter les services aux besoins et d'établir une communication efficace avec le public, dans le but d'offrir un service de qualité et de développer le chiffre d'affaires.
Pour être rattaché au Directeur Général d'un de nos départements, nous recherchons un Responsable Marketing qui aura un rôle d'animation, de coordination et de conseil auprès de la quinzaine d'entreprises que gère ce département.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école de commerce, ayant au moins 5 ans d'expérience en marketing (lui ayant permis de bien maîtriser les techniques d'études et de communication) et témoignant de qualités marquées de dynamisme, d'imagination et de contact. Larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Déplacements de courte durée. Résidence : grande ville de l'Ouest ou éventuellement Paris.

Ecrire sous réf. *38 A 753 - 7 M*
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

TOLERIE FINE POUR L'ELECTRONIQUE
Ingénieur commercial potentiel : chef de marché

Nous sommes une importante société industrielle rattachée à l'un des tous premiers groupes français. Nos moyens modernes et nos équipes performantes nous rendent à même d'être les partenaires de grands constructeurs d'ensembles électroniques et de réaliser pour eux et clef en main, tous matériels et équipements.

Pour donner un fort développement à nos prestations dans le domaine de la tôlerie, *nous recherchons un ingénieur commercial de fort potentiel*, capable d'agir avec autonomie, d'être un interlocuteur de valeur auprès de la clientèle et de nos services de production et de soutenir l'action de l'équipe commerciale actuelle.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant de solides compétences techniques en tôlerie, l'expérience de la négociation commerciale auprès d'une clientèle de haut niveau.
Le développement de ce département devra lui permettre à terme de constituer autour de lui une équipe "produit" performante.

Poste : ville Sud-Ouest
Ordre de grandeur de rémunération **300.000 +**

Ecrire sous réf. 38 C 642 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

SPECIALITES CHIMIQUES
Chef du département développement

Une importante société chimique, rattachée à l'un des tous premiers groupes industriels français, recherche le Chef du Département Développement d'une de ses branches d'activité.

A l'écoute des marchés mondiaux, il propose et conduit les actions (orientation des recherches, études techniques et économiques, brevets, contrats de coopération) visant à développer des produits nouveaux ou de nouvelles applications des produits existants.

La réussite dans ce poste implique :
- une formation ingénieur grande école généraliste ou chimique,
- *5 ans minimum d'expérience professionnelle dans la chimie*, dans une activité développement et/ou marketing,
- une très bonne connaissance de l'anglais,
- des qualités très marquées d'initiative, d'autonomie, de sens des affaires liées à de bonnes compétences techniques.

Poste : Paris-La Défense

Ecrire sous réf. 38 A 748 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Filiale d'un grand Groupe Français leader sur le marché de l'Assurance-Vie
recherche pour PARIS
afin de renforcer son équipe marketing direct

un(e) Chef de Projet V.P.C. Senior

VOUS AVEZ LES QUALITES d'un vrai professionnel du marketing direct de par votre formation et votre solide expérience en entreprise ou en agence (minimum 5 ans).
Vous êtes créatif, rigoureux, dynamique et vous avez le sens de l'organisation.
Vous aimez les responsabilités et le travail en équipe.

NOUS VOUS PROPOSONS DONC DE :
- commercialiser les produits financiers sur diverses cibles à l'aide de moyens informatiques très performants,
- fidéliser et animer la clientèle acquise en choisissant les communications les mieux adaptées,
- orchestrer les campagnes Presse - couponning,
- organiser et planifier ces opérations ainsi que leur suivi budgétaire.

Nous vous intéressons et vous nous intéressez.

ALORS REJOIGNEZ-NOUS pour une réussite commune et écrivez-nous en adressant : CV + photo + prétentions (téléphone si possible) sous réf. 3592 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, *qui* transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

SALOMON... une équipe passionnée,
une entreprise passionnante...

2,4 Milliards de C.A. dont 90 % à l'export, 1700 personnes, leader mondial sur le marché des produits de sport d'hiver.

Notre vocation :
proposer aux sportifs des produits à forte valeur ajoutée technologique.
Notre développement nous amène à rechercher un

SALOMON

RESPONSABLE OUTILLAGE

Rattaché aux Services Techniques Généraux, vous aurez la responsabilité d'un Service de 40 à 45 personnes chargées de la réalisation d'outillages presses, de maquettes, de prototypes et de moules pour toutes les Divisions Produits du Groupe.
Vous aurez à animer les différents projets et vous serez en relation directe avec les Responsables Méthodes et Production de la Société, ainsi qu'avec nos sous-traitants et nos fournisseurs.

Vous avez :
- une formation d'Ingénieur Généraliste et au moins 5 ans d'expérience dans ce domaine,
- des connaissances générales en informatique (C.F.A.O., G.P.A.O., commandes numériques),
- des capacités d'animation et de négociation.

Vous êtes autonome et savez vous adapter aux environnements et aux hommes.
La pratique de l'Italien et de l'Anglais serait un atout supplémentaire.
Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui sera attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo à l'attention de Geneviève BONARDEL - SALOMON - Metz-Tessy - B.P. 454 - 74011 ANNECY Cedex.

Organisation et Publicité

GAGNEZ LA DIMENSION MONDIALE AVEC YOKOGAWA ELECTROFACT

Dans le cadre du développement de son service Systèmes, **YOKOGAWA *ELECTROFACT*** vous propose de devenir les partenaires de son expansion.

Un ingénieur diplômé pour Applications Systèmes âgé de 30/35 ans.
Il aura acquis une expérience de plusieurs années dans le domaine industriel.
Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution.
Référence : 201

Deuxième constructeur mondial de contrôle de procédés, société leader dans le *domaine de l'analyse*, **YOKOGAWA ELECTROFACT** recrute pour son siège social de Grenoble :

Un technicien S.A.V. Systèmes âgé de 25/30 ans et titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T.
Une première expérience dans le domaine du service après-vente Systèmes serait souhaitée.
Référence : 202

Si vous pouvez justifier d'une grande maturité dans les contacts avec les utilisateurs de haut niveau, si parmi vos atouts vous avez celui de vous adapter rapidement à des applications diversifiées, si vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise :
adressez vos motivations, C.V., photo et prétentions sous référence à :

YOKOGAWA ELECTROFACT 2, rue des Trembles 38100 GRENOBLE

SOCIÉTÉ D'ÉDITION ET DE PRESSE
spécialisée
en droit fiscal et social
recherche pour sa

RÉDACTION FISCALE
JEUNE JURISTE

Poste de RÉDACTEUR/TRICE.
Niveau minimum maîtrise de droit.
Adresser lettre manuscr. MOTIVÉE et C.V. s/réf. 8467 à :
HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

Banque à taille humaine appartenant à groupe de dimension internationale

recherche pour son siège parisien

UN COLLABORATEUR

POUR LE SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE.

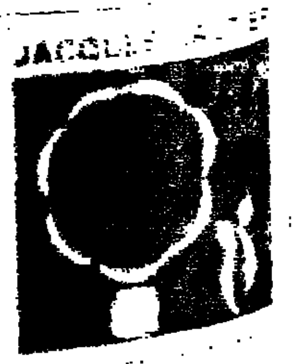
Chargé d'assurer la liaison entre les utilisateurs finaux et les services d'informatique.

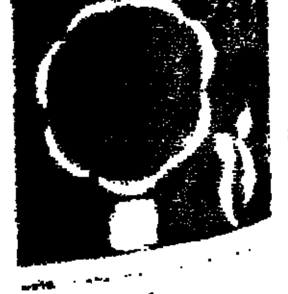
Le poste permet d'être au cœur de la définition de la politique informatique de la banque et de sa mise en place dans les services.

Il conviendrait à UN JEUNE DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES voulant approfondir ses connaissances bancaires et ses connaissances organisation informatique.

Adresser c.v. lettre manuscrite, photo et prétentions s/nº 8 019 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.







Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALIMENTAIRE

Une réelle opportunité de carrière pour un jeune commerçant d'envergure ESSEC, ESCP... ou équivalent

Filiale du Groupe PERNOD-RICARD, une grande marque de boissons non alcoolisées recherche

L'Adjoint de son directeur grande distribution

Ce candidat de valeur, âgé de 30 ans environ, devra avoir acquis une solide expérience de la négociation avec la grande distribution dans le cadre de responsabilité du type Directeur Régional ou Chef de Vente (de préférence dans l'alimentaire).

Sa mission :
Il secondera le Directeur afin d'optimiser l'efficacité des négociations et sera étroitement associé à l'ensemble des activités tant en ce qui concerne l'élaboration des stratégies que la négociation avec les centrales nationales.
En outre, il sera plus particulièrement chargé :
- de développer le service à la clientèle : information, actions de promotion, relations publiques,
- d'assister la force de vente,
- d'assurer les liaisons avec les autres services de la société.

Réelles perspectives d'avenir pour candidat alliant qualités de contact et dynamisme commercial dont le potentiel lui permettra d'aborder une nouvelle phase de sa carrière et d'évoluer au sein de la société et du groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 38 B 693 - 7 M
Discrétion absolue Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

MARKETING INDUSTRIEL

Importante société, 3.000 personnes, appartenant à un groupe international, recherche pour l'une de ses divisions spécialisée dans des produits destinés au BATIMENT (conception, production et distribution).

Deux jeunes chefs de produits

Au sein de la structure Marketing, ils participeront à la définition de la stratégie commerciale et seront chargés de la mise en place, de la réalisation des actions visant à développer les ventes de la ligne de produits dont ils auront la responsabilité.

Ces postes recouvrent la connaissance du marché et de la concurrence, l'évolution de la gamme, le lancement des nouveaux produits, les actions de promotion et de communication auprès de la force de vente, des négociants, des prescripteurs et des utilisateurs.
Ils conviendraient à des candidats de formation supérieure, Ecole de Commerce, Ingénieur Bâtiment ou Architecte.
Une première expérience Marketing ou vente dans un secteur lié au bâtiment serait appréciée.

Rémunération selon expérience.
Postes situés à Paris-Est.

Ecrire sous réf. 38 C 672 - 7 M
Discrétion absolue Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

ATTACHÉ DE DIRECTION PARIS

Cabinet de Courtage, Société de Services en pleine expansion

nous recherchons UN ATTACHÉ DE DIRECTION

- chargé de suivre techniquement l'évolution des produits et des contrats, vous aurez une *démarche actuarielle et mathématique.*
- Vous saurez, grâce à une approche personnalisée de nos principaux clients, être un interlocuteur efficace.
- Vous avez une formation scientifique : maîtrise de mathématiques ou sup. de co., etc.

Une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'Assurance de Groupe (risques décès, invalidité des emprunteurs), une culture informatique qui vous permettra de collaborer avec les informaticiens.

Votre rigueur intellectuelle, votre aisance rédactionnelle et votre dynamisme vous permettront d'évoluer dans notre Société.

Salaire motivant.

Adresser C.V. + lettre manuscrite sous n° 8015 M
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

LE SERVICE PROMOTION IMMOBILIERE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE
recherche

RESPONSABLE de PROGRAMMES

Il assurera le suivi et la gestion administrative, juridique et financière de programmes. Il participera également au montage des nouvelles opérations. Une expérience dans la promotion immobilière et une formation juridique sont indispensables.



Les candidats intéressés adressent un CV en mentionnant sur l'enveloppe le N° 9861 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra

1er groupe français en optique-lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 10400 collaborateurs pour qui *information, communication et* évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Chargé d'études

Mise en place de systèmes de gestion de logistique internationale...

Diplômé d'une école de commerce, ou ingénieur avec une première expérience de 2 à 3 ans, nous vous proposons d'intégrer notre Département International, et de participer au sein d'une équipe, à l'analyse, la conception et le suivi de réalisation de systèmes de gestion pour les prévisions et les commandes. Après l'achèvement de cette mission, vous évoluerez vers une fonction opérationnelle dans la logistique internationale. Ces nombreux contacts, tant internes qu'externes à l'entreprise, impliquent évidemment un bon sens de la communication, la maîtrise de l'anglais et, si possible d'une autre langue.
Lieu de travail : Créteil (94).

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous référence 135 M à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affectations - 57, av. de Condé 94106 SAINT MAUR Cedex.

... et une évolution vers une fonction opérationnelle



LEVI-TOURNAY/ASSCOM

JEUNES DIPLOMES

RHONE-ALPES

GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Groupe industriel français de premier plan en pleine expansion implanté également aux *Etats-Unis, nous devons notre développement à* la diversification de nos activités, à une remise en question permanente de nos équipements et de nos techniques de production, à un fort investissement dans le potentiel de nos collaborateurs.

Diplômé d'une grande école de commerce, (première expérience souhaitée), aujourd'hui vous recherchez l'entreprise qui vous permettra de concrétiser vos ambitions.

Après une période de formation et d'intégration, nous vous confierons très rapidement des responsabilités.

Homme de développement, vous mettrez en œuvre vos talents de négociateur, de gestionnaire et d'animateur et élargirez votre champ d'action sur des missions de plus en plus motivantes

Homme de marketing, vous prendrez part progressivement au développement de nouveaux produits, à la mise en place des opérations promotionnelles.

Tourné vers l'avenir, vous savez déjà que votre sens de la négociation, des contacts allié à vos qualités de rigueur et de méthode, vous permettront de saisir de nombreuses opportunités au sein du Groupe.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo exigée, sous la référence 4982/LM, à

C.V. 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Un Ingénieur Industriel
pour améliorer notre savoir faire

De formation Arts et Métiers ou équivalent, vous possédez déjà une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans le secteur Méthodes, Organisation ou Développement Industriel. Vous avez ainsi acquis de bonnes compétences en technique, technologie et informatique, et appris à développer vos qualités d'organisation et votre capacité de décision.

Rejoignez notre Direction Production et venez :
- établir et gérer la bible du "savoir bien faire",
- concevoir et formaliser les modes opératoires permettant d'optimiser la qualité et la productivité,
- participer aux études d'investissements et au lancement des nouveaux produits.

Basé à CHAMPAGNAC (24), ce poste requiert un goût très marqué et des dons pour le travail en équipe.

Bernard FRANOT attend vos candidatures, sous référence II/MO 87. NBF, BP 93 91003 EVRY Cedex.



FOURCET

NOTRE ACTIVITÉ : la conception et la vente de systèmes et terminaux de Radiocommunications destinés aux collectivités et aux entreprises.

NOS POINTS FORTS : nous sommes des **spécialistes**. Nos systèmes sont originaux et nos terminaux compétitifs. Notre structure est souple, rapide, efficace. Nous avons l'appui d'un groupe privé.

Nos projets de développement sont nombreux et nous recherchons :

DEUX CHEFS DE SECTEUR

de 28 ans environ.

Eléments clés de notre expansion et porte-parole de notre entreprise, vous avez une expérience réussie de **l'animation de distributeurs**, le sens du produit et du service. Ressort personnel, pugnacité et disponibilité *sont* vos atouts. Nous vous demandons du savoir-faire et de la rigueur.

Ce challenge vous tente ! Adressez votre candidature *sous référence 5 144 à Promopress*, 107, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly, qui transmettra en toute confidentialité. **Résidence Paris.**

GROUPE DE COMMUNICATION MULTI-MÉDIA
leader sur sa région recherche un

CHEF DE GROUPE MARKETING

pour son département "Régie des Quotidiens"

Sa mission
- Recommander et exploiter des études qualitatives et quantitatives et participer, sous l'autorité du Directeur Marketing et Commercial, au développement d'un nouveau type de communication régionale tant sur le plan de la qualité que de l'efficacité.
- Intervenir sur le terrain en support des commerciaux, en qualité de spécialiste marketing-média.

De formation supérieure, le candidat aura une expérience réussie de marketing opérationnel en régie de presse, d'environ 5 ans. Il aura une bonne connaissance des techniques et outils marketing et sera capable de vendre ses services avec autorité et pédagogie à ses homologues commerciaux et aux annonceurs.
Poste basé grande métropole région sud.

Merci d'adresser vos C.V. et prétentions sous réf. EM 347 au Cabinet Giraud Mouchot Conseil – 21 bis, rue de Paradis 75010 Paris.

giraud mouchot conseil
Conseil en recrutement de personnel

Etablissement industriel région clermontoise

recherche :

- **UN INGÉNIEUR** diplômé pour développement et mise en œuvre des procédures de tests électroniques modernes embarqués sur aéronefs. Expérience en matériels électroniques, logiciels et programmation appréciée.
- **UN INGÉNIEUR** diplômé, formation génie mécanique option physique des matériaux, pour animer et diriger travaux de laboratoire physico-chimique. Connaissances en contrôle non destructif souhaitées.

Envoyer curriculum vitae à HAVAS, 63002 CLERMONT-FERRAND, CEDEX, qui trans.

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
Conseils Juridiques et Fiscaux
recherche

CONSEIL EN DROIT SOCIAL

Pour ce poste d'avenir,
- une formation de haut niveau en droit du travail,
- une expérience de plusieurs années dans ce domaine, sont nécessaires;
- une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au :
3, villa Emile Bergerat
92522 *NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX*

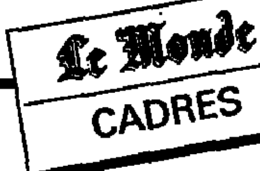
etap







هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FIFTI : Conseil en organisation et management
Banque et Finance

Des sociétés spécialisées dans les domaines de :
- l'organisation
- la maîtrise des systèmes d'information
- les ressources humaines et la recherche de cadres et dirigeants
- la formation
- la communication

implantées à PARIS et à BOURGES.

Nous souhaitons associer de nouveaux **partenaires** au développement rapide de nos activités et à notre stratégie de croissance.

Fifti Consultants recherche des hommes et femmes soucieux d'élargir leur *champ de compétence dans :*
- l'élaboration et la mise en place de systèmes de gestion bancaire
- le conseil stratégique (schémas directeurs, plan informatique...)
- la mise en application aux marchés financiers de nouvelles technologies.

Organisateur informaticien bancaire
réf. 921

ayant
- une connaissance pratique des marchés financiers
- une expérience bancaire de 5 ans minimum (organisation et/ou informatique)
- une formation grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion.

Organisateur comptable
réf. 922

ayant
- une bonne approche de la comptabilité bancaire et/ou des assurances
- *une expérience dans ces secteurs de 2 à 5 ans*
- une formation comptable et financière de type école de gestion, Dauphine, DECS...

Consultant débutant
réf. 923

ayant une formation informatique (école d'ingénieurs, MIAGE), *ou financière (IEP, école* de gestion) complétée par une bonne connaissance de l'informatique.

Fifti Formation recherche un

Formateur
réf. 924
- pour prendre en charge la préparation et l'animation *de séminaires à composante* financière
- développer de nouveaux supports pédagogiques
- participer à la politique commerciale.

Une expérience de l'exploitation bancaire *de 2 à 4 ans environ complétée par une* bonne pratique de la micro-informatique et des qualités pédagogiques certaines faciliteront votre réussite.

Si notre projet vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions) à Denis MARCADET, *FIFTI PARTNERS, 12, rue de l'Église, 75015 PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.*

PARTNERS



L'Equipement Automobile
27 500 personnes
C.A. 12,1 milliards de francs
dont 46 % réalisés à l'étranger

Recherche pour sa BRANCHE ECLAIRAGE

Ingénieur d'études mécanicien

au sein de la direction des études il sera chargé de la définition, de la conception et du suivi du développement des produits "projecteurs automobiles" pour des constructeurs étrangers.

Son action s'exercera en relation étroite avec les bureaux d'études des clients et les services internes participant à l'élaboration des produits.

Ce poste constitue une réelle opportunité pour un jeune ingénieur mécanicien impérativement diplômé possédant ou non une première expérience et désireux d'évoluer au sein d'une société de premier plan. Allemand ou à défaut anglais courant obligatoire.

Lieu de travail : Bobigny (93)

Ecrire sous réf. 38 A 648 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Cadre juriste consultant

Vous serez chargé dans tous les domaines d'activité de la Banque :
- d'assister et conseiller, d'informer et former nos services du siège et notre reseau d'agences ;
- d'assurer les relations avec notre clientèle, nos confrères et les organismes juridiques et professionnels *externes.*

Vos capacités d'autonomie et de rigueur seront vos atouts indispensables pour évoluer dans votre fonction au sein de notre groupe.

Vous avez :
- une formation juridique : minimum *MAITRISE* ;
- une expérience pratique de plusieurs années à un poste similaire (banque ou établissement financier).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, à J. LHERMITE - Département des Ressources Humaines - CIC - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

MEDIA BA



MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE

recherche :



★ des rédacteurs contentieux confirmés ayant impérativement plusieurs années d'expérience dans le poste.

2) Pour la gestion de ses sinistres IRD :

★ des rédacteurs contentieux ayant plusieurs années d'expérience en la matière et connaissant également la gestion des contrats.

Les postes sont à pourvoir à MOULINS/YZEURE (Allier).

Vous souhaitez travailler dans une mutuelle dynamique et aspirez à une évolution de carrière.

Nous vous proposons :
- un statut cadre,
- une rémunération motivante si capacités,
- des perspectives de carrière.

Adresser curriculum vitae et prétentions :

M.A.C.I.F.
Madame DOUZIECH,
7, rue Colbert,
03406 YZEURE CEDEX.

Chez un leader mondial

Jeune chef de service contrôle de gestion et comptabilité

Un groupe français de tout premier plan, parmi les leaders mondiaux dans son domaine, recherche, pour une de ses usines (300 personnes - 120 km nord Paris), un *jeune diplômé HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience* en milieu industriel ou en Cabinet.

Son potentiel, ses qualités d'initiative, de rigueur et de contact, lui permettront :
- d'assurer la responsabilité de la comptabilité (générale et analytique), du contrôle de gestion et des systèmes d'information,
- d'animer une équipe d'une dizaine de personnes,
- de faire partie du Comité de Direction de l'établissement et d'apporter une contribution personnelle au *management* dynamique de cette unité.

Larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Ecrire sous référence 36 B 676-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

DIACONSEILS

Recrutement Formation Etudes et Assistance

- Le résultat de nombreuses années d'expérience que Thierry de Saint-Louvent met au service de centaines d'entreprises.
- Une équipe de Consultants spécialisés intervenant partout en France auprès des Directions :
  - **Ressources Humaines**
  - **Marketing**
  - **Commercial**

Diaconseils : votre partenaire privilégié

DIACONSEILS Thierry de Saint-Louvent
24 rue du Cdt Faurax 69006 LYON.
Tél. 78.89.93.61.

PREVOYANCE COLLECTIVE

RESPONSABLES COMMERCIAUX REJOIGNEZ UN GRAND DE LA PREVOYANCE COLLECTIVE

Nous concevons des régimes de prévoyance de qualité présentés par un réseau commercial performant.
Nous recrutons DEUX CHARGES DE CLIENTELE pour diffuser nos produits de PREVOYANCE COLLECTIVE auprès de Sociétés clientes ou en prospection.
Vous possédez une FORMATION SUPERIEURE et une première expérience en Courtage ou en Compagnie.
Accrocheur et persévérant vous avez le goût du contact.
Vous êtes intéressé par l'un de ces postes de COMMERCIAL FRANCE.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) sous la référence 1284 à SWEERTS 9, rue du Delta 75009 PARIS qui transmettra

PRODUITS CHIMIQUES - LYON
Un jeune cadre commercial de bonne envergure

Nous sommes une grande société chimique (C.A. 20 Milliards) rattachée à l'un des premiers groupes français. Nos activités sont diversifiées, nous sommes présents dans 96 pays et nos résultats sont bons.

Nous renforçons nos équipes de vente et nous recherchons un cadre commercial qui commencera sa carrière dans notre agence de Lyon.

Il négociera évidemment avec nos clients mais également il aura des responsabilités de marketing, prévision, promotion.

*Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'ingé*nieurs, ayant une expérience de vente ou débutant.

Notre groupe est performant, nos cadres sont percutants, autonomes et responsables. Votre réussite et votre progression seront brillantes si votre valeur et votre potentiel sont à la mesure de nos ambitions et de nos moyens.
La connaissance de l'anglais (et d'une autre langue étrangère) favoriseront votre évolution dans la société.

Ecrire sous réf. 38 A 761 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



LE CARBONE - LORRAINE

Groupe industriel à vocation internationale (4 500 salariés dont 300 cadres, 1,4 milliard de F. de CA, 37 établissements industriels dont 8 en France, 75 % du CA réalisé à l'étranger)
recherche

Ingénieur d'affaires ENSIC...

Le candidat possède une solide expérience dans le génie chimique ou thermique.
Sa mission :
- proposer les équipements demandés répondant aux demandes des clients soit directement, soit par des vendeurs ou des filiales ;
- établir, en fonction des performances, les coûts de revient et les prix de vente ;
- assurer le suivi des commandes (spécifications, délais).

Connaissances en informatique et régulation souhaitées.
Anglais exigé.
Poste à pourvoir à proximité de Metz.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence LCL 02 au *Carbone Lorraine*, Direction des Ressources Humaines et de la Communication – Tour Manhattan Cedex 21 – 92095 PARIS-LA DEFENSE.

CONSENSUS

AFIDA - SAINT-QUENTIN

Important organisme interprofessionnel de formation de l'Aisne fortement engagé dans les techniques de pointe recrute

LE RESPONSABLE DE SON DEPARTEMENT FORMATIONS TECHNIQUES

Vous êtes de formation ingénieur avec solide compétence en électronique et en automatismes.
Vous avez :
- une expérience réussie de quelques années en entreprise ;
- *des capacités pédagogiques.*

Vous serez chargé :
- de manager l'ensemble du département (40 formateurs, *permanents ou vacataires*) ;
- d'assister les entreprises dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de formation ajustés à leurs stratégies de développement ;
- d'animer personnellement des actions dans vos domaines de compétences.

Merci d'adresser, sous référence 87.04.02, lettre manuscrite de candidature, C.V. et prétentions au SIRVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

SIRVO

CABINET DE CONSULTANT EN STRATÉGIE D'ENTREPRISE

RECHERCHE

1 consultant en management
1 consultant en communication
1 chef de produit en formation

CABINET EN PLEINE EXPANSION, NOUS SOUHAITONS DES CANDIDATS DE 35 ANS MINIMUM.

EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE.

Envoyer curriculum vitae + photo au MONDE PUBLICITÉ, sous le nº 8 026 M, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**



BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.

recherche

Commercial financier

chargé du développement des relations et du suivi des comptes des Institutionnels du B.T.P

et dont les fonctions essentielles consisteront à :

- analyser les structures de placement de la clientèle Institutionnels,
- faire des propositions d'arbitrages compte tenu des tendances des marchés financiers,
- proposer des montages financiers,
- suivre l'évolution en terme de volume de ses activités,
- assurer toutes relances nécessaires entre cette clientèle et les hommes de marché.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC - Sup. de Co...), connaissant les produits et marchés financiers, acceptant de voyager à Paris et en province 50 % de son temps, d'excellente présentation et ayant le sens des relations humaines. (Réf. M 2183).

Commercial financier

chargé de provoquer et entretenir des contacts à l'échelon le plus élevé auprès d'Institutionnels, d'Organismes et de Grandes Entreprises répertoriés mais non clients

et dont l'activité sera de :

- leur présenter et leur vendre une gamme étendue de produits et de services financiers, allant des produits de placements aux montages d'opérations sur mesure touchant à l'ensemble des marchés financiers.

Ce poste s'intègre dans une équipe financière pratiquant une large concertation et implique occasionnellement des déplacements de courte durée en province. Il sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC, Sciences Po. ...) ayant déjà une expérience commerciale en matière de produits financiers et apte à prospecter une clientèle de haut niveau (Réf. M 2184).

Pour les postes décrits ci-dessus, prière d'adresser un résumé de carrière détaillé, en spécifiant la référence, à Bernard Mangou, SEARCH, 17 rue La Rochefoucauld, 75009 Paris.



CONSEILS POUR MANAGERS

Nous sommes un Cabinet de Conseil de Direction en forte croissance (35 personnes, 6 ans d'existence, des clients prestigieux de *toutes tailles). Pour contribuer à notre développement, nous recherchons des Consultants dotés d'une personnalité de tout premier* plan et d'une grande capacité d'animation.

DEPARTEMENT INDUSTRIE (CENTRALE, MINES, A.M.)

Les missions de gestion industrielle du département portent notamment sur :

- La stratégie logistique
- L'optimisation des flux et l'amélioration de la productivité industrielle
- Les systèmes d'information et de gestion

Les consultants qui nous rejoindront devront impérativement avoir une expérience réussie de 4 à 6 ans dans ces domaines, en entreprise ou en Cabinet de Conseil.

DEPARTEMENT BANQUES ET ASSURANCES (HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO) ·

Nos interventions dans le secteur financier portent sur :

- La conception de systèmes d'information et de contrôle de gestion
- La gestion des risques liés aux salles des marchés
- Les schémas directeurs stratégiques

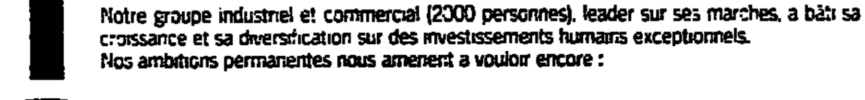
Nous examinerons avec attention les dossiers des candidats possédant une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le secteur financier ou en Cabinet d'Audit ou de Conseil. Les dossiers de candidats débutants, à fort potentiel, seront également examinés.

Rejoignez le Cabinet de Conseil dynamique que nous sommes. Nous vous formerons à la conduite de nos missions à partir des méthodes originales qui contribuent à notre succès et qui favorisent toutes les initiatives pertinentes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à :

EUROGROUP
CONSULTANTS
Monsieur Jean Marie NOGARO, 152 Bld Malesherbes - 75017 PARIS

Notre groupe industriel et commercial (2000 personnes), leader sur ses marchés, a bâti sa croissance et sa diversification sur des investissements humains exceptionnels.
Nos ambitions permanentes nous amènent à vouloir encore :



DÉVELOPPER NOTRE FORCE COMMERCIALE

Rechercher sur toute la France des collaborateurs commerciaux...
- bien implantés dans leurs régions et le milieu économique de nos activités,
- ayant démontré, en qualité de vendeurs, d'excellents résultats.

...Tel est le challenge que nous proposons à un

chargé de recrutement par approche directe

En relation permanente avec nos structures commerciales sur le terrain, et en multipliant localement tous les contacts nécessaires, il recherchera de nouveaux collaborateurs, participera à leur sélection et à leur intégration dans notre organisation.
Le candidat retenu aura acquis, en entreprise ou cabinet :
- soit une expérience commerciale réussie, incluant le recrutement de vendeurs,
- soit une expérience des méthodes d'approche directe.

Sa disponibilité pour des déplacements constants sur tout le pays est nécessaire. Au-delà de cette mission, il doit pouvoir évoluer au sein de notre groupe, toujours porteur de nouvelles responsabilités à confier.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 8340 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GTME

GTM ENTREPROSE ELECTRICITE

Crée la fonction :

RESPONSABLE COMMUNICATION

RELATIONS EXTERIEURES

Rattaché à la Direction Générale et en liaisons fonctionnelles avec la Direction Commerciale et la Direction du Personnel, il aura en charge la définition, l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de communication de l'entreprise (externe, interne).

Ses actions porteront en priorité sur :

- l'organisation des manifestations (salons, séminaires...).
- l'accueil clients, l'élaboration de documents à usage interne et externe, (plaquettes commerciales, publicités, journal d'entreprise...)
- l'organisation et l'animation de réunions d'informations internes.

Le candidat de formation supérieure (Sciences Po, CELSA ou équivalent) justifiera d'une expérience professionnelle dans une fonction similaire d'au moins 2 ans acquise si possible en milieu industriel.

La pratique courante de l'anglais et de l'espagnol ainsi qu'une très grande disponibilité est indispensable à la réussite et à l'intégration dans l'entreprise.

Les candidats intéressés devront adresser un CV manuscrit et prétentions à GTME Direction du Personnel 61, av. Jules Quentin- BP 315 - 92003 NANTERRE CEDEX

PARIHINE ANNONCES

Important Organisme de Prévoyance
recherche

conseiller régional

REGION EST

pour les départements : 25-39-52-54-55 57-67-68-70-88-90

Mission : • il sera chargé d'animer le réseau de partenaires pour développer les assurances collectives • de définir avec ce réseau une politique et des moyens de développement • de se mettre à la disposition du réseau et de négocier les contrats importants • de nouer des contacts avec les partenaires sociaux régionaux.

Profil : ce poste conviendrait à un candidat agé de 30 ans environ, possédant une expérience réussie acquise en Compagnie, Caisse de retraite, Cabinet de courtage.

Adresser lettre manuscrite, CV., photo et prétentions sous référence LM.926. à notre Conseil (+ de 10 ans d'expérience)

P.R. Bley



MICHEL JOUSSE 13, rue Tronchet 75008 Paris

L'une des premières sociétés françaises d'ASSURANCES I.A.R.D.
recherche pour son siège parisien, son

RESPONSABLE DES SINISTRES "DOMMAGES AUX BIENS"

A l'aide de deux collaborateurs, il se verra confier :
– le suivi des sinistres les plus importants,
– l'assistance technique à nos délégations régionales.

La fonction comportera une contribution active et continue aux mesures d'information et de moralisation entreprises sur la qualité des risques de dommages.

Cette offre s'adresse à un professionnel confirmé du règlement des sinistres incendie ayant : • une formation supérieure • une grande aisance relationnelle • une aptitude d'adaptation à des interlocuteurs et à des situations variés • la capacité de représenter la société • un ascendant naturel • une parfaite maîtrise des techniques de négociation • de la disponibilité.

Si ce poste vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions, sous réf. SM.1. à

OBIWAN
10, rue de la Victoire
75009 PARIS

Risques industriels

Multinationale française (4,5 milliards de CA), notre société a pour vocation de prendre des engagements financiers sur des entreprises du monde entier. L'importance des risques couverts implique l'intervention d'experts qui évaluent la qualité de ces risques et effectuent des diagnostics techniques.
Poursuivant notre développement, nous recherchons un

Jeune ingénieur

Etude et suivi de dossiers, négociations commerciales avec des partenaires principalement à l'étranger impliquent que vous parliez parfaitement anglais.
Ingénieur diplômé de Grande Ecole, la trentaine, vous avez une expérience professionnelle en exploitation, maintenance de grandes installations industrielles ou en ingenierie. Vous êtes peut être dans le secteur assurance. Nous vous apprendrons bien sûr les spécificités de notre métier... ceci vous permettra d'aborder de nouvelles techniques d'analyse intellectuellement passionnantes.
Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous réf. 2129 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe), 79/83 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Membre de Syntec

Important Groupe de
Sociétés d'Investissement dans l'Immobilier d'Entreprise
(15 Milliards de F de patrimoine) recherche

le responsable (h/f) de son département promotion immobilière

Le candidat devra être de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, posséder une expérience de 5 ans environ dans ce secteur d'activité et quelques années d'encadrement et d'animation d'une équipe.

Il se verra confier : • la recherche de terrains • la conception du projet • le suivi de la réalisation et la commercialisation des immeubles (bureaux, activités, commerces).

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions à **Madame ROBIN.** 37 rue de Surène 75008 PARIS.

P.R.B.



ETABLISSEMENT DE CREDIT APPARTENANT A UN GRAND RESEAU FINANCIER NATIONAL RECHERCHE SON

DIRECTEUR GENERAL

Il aura en charge l'exploitation de l'établissement, la définition d'une offre de produits et services à une clientèle diversifiée et la réalisation d'une politique commerciale de développement de l'activité.

Il devra posséder des compétences certaines en matière d'organisation administrative et de gestion financière. Ses qualités relationnelles et son dynamisme lui permettront de réunir autour d'un projet d'entreprise l'ensemble des responsables.

Agé de 35 ans au moins et diplomé de l'enseignement supérieur, vous pouvez justifier d'une expérience confirmée dans une fonction équivalente.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, photo) à :
Monsieur le Président du Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne de CENTRE-HERAULT - BP 78 - 34202 SETE Cédex.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable d'un service machines électriques spéciales

Filiale à 100 % d'une MULTINATIONALE, cette PMI *implantée à NANTES* et leader dans son marché recherche le Patron de son Service :

Machines électriques spéciales

Dans ce CENTRE DE PROFIT comprenant 4 Ingénieurs, 12 Techniciens et Agents de Maîtrise et 40 ouvriers sont **commercialisées, étudiées, conçues et fabriquées** des machines électriques spéciales. Cette activité représente un C.A. annuel de 20 millions de francs réalisé avec des clients comme la **Marine Nationale, l'EDF, FRAMATOME,** etc.

De formation ingénieur, le candidat à ce poste est obligatoirement un **bon spécialiste des machines tournantes.** Il a une **expérience de la vie industrielle** en particulier de la fabrication. **Il a le sens des affaires, du profit et des contacts humains.**

Agé de 38 à 40 ans, il est de nationalité française et pratique couramment une langue étrangère.

Le poste présente des **possibilités intéressantes d'évolution.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo), sous la référence JC/209, à CAPFOR PARIS - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - MULHOUSE/STRASBOURG - ROUEN ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - METZ - NICE - NIORT - QUIMPER

MEDIA BA

Responsable marketing

Consultant - Toulouse - 300.000 F +

Groupement de caisses régionales de crédit agricole du sud ouest - Il s'agit d'une société d'études et de conseil spécialisée dans les domaines du marketing bancaire, du management, de la gestion des ressources humaines, de la monétique et de la télématique. Elle recherche son futur responsable du département marketing. Il aura pour mission : d'organiser la concertation inter caisses régionales en animant des groupes de réflexion, de coordonner les actions communes qui en découlent, de concevoir et proposer de nouveaux outils marketing et réaliser les études correspondantes, de réaliser des interventions de conseil à la demande de caisses régionales. Il utilisera les moyens internes à sa disposition (chargé d'études, cellule statistique-informatique) et aura recours à la sous-*traitance si nécessaire. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 30 ans mini*mum, de formation supérieure, possédant de solides compétences en marketing bancaire et justifiant d'une expérience confirmée de consultant au sein d'une société d'études ou de conseil. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9299M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur

Organisme professionnel de formation

Cet organisme, créé en 1972, assure la formation professionnelle à l'ensemble des *métiers de la librairie* et l'organisation des diplômes professionnels d'état. Il intéresse aussi bien les apprentis que les chefs d'entreprise, le commerce traditionnel que la distribution moderne. Il accueille plus de 1000 stagiaires par an. Son directeur actuel recherche un "co-dirigeant", intéressé par l'évolution de la création et de la diffusion des produits culturels. Il prendra en charge l'animation pédagogique et fera évoluer à la fois les formations proposées et l'image de l'établissement auprès de ses clients; lui-même aura à concevoir des programmes et à animer des sessions de formations. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un véritable professionnel de la formation, diplômé d'études supérieures (universitaire de préférence), ayant une expérience de formateur comme consultant ou dans un organisme s'adressant à des adultes, *avec une bonne connaissance des PME et/ou du* commerce de détail. Le poste est basé à Paris et comporte des déplacements en province et dans les pays francophones. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8227M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

SUPRA
La flamme de l'invention

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Nous sommes un des leaders français sur le marché des cheminées à feu de bois et des appareils de chauffage. Notre chiffre d'affaires (425 M.F.) est en croissance régulière et rapide. Notre entreprise, côtée au second marché, réputée pour son dynamisme commercial et ses performances économiques, *souhaite développer ses positions bien acquises à l'exportation et ses opérations de* relations internationales. Nous recherchons notre Directeur du développement international.

Rattaché à la direction générale, le candidat animera l'équipe de chefs de zones (Europe et grande exportation) ainsi que le service d'administration commerciale. Il définira et conduira notre politique de marketing international et participera à la recherche de nouveaux marchés, produits et distributeurs, par voie d'exportation directe ou par des opérations de partenariat.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une grande école de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...), possédant une solide expérience de direction commerciale export ou de direction de filiales à l'étranger. *Il devra être rompu à la négociation de contrats internationaux et avoir une bonne pratique* des marchés dans le domaine des biens d'équipement de la maison ou de la consommation. La pratique de l'allemand et de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à OBERNAI, à 20 minutes de Strasbourg. Dans un contexte dynamique, le candidat se verra à la fois offrir une excellente autonomie d'action et des moyens à la hauteur des ambitions de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 30/1995 F à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

CREFORM CREFORM CREFORM CREFORM

La filiale d'un des premiers groupes industriels français,
1,8 Milliard de francs de C.A, dont plus de 50% à l'exportation,
concevant et fabriquant des produits destinés aux secteurs de Haute Technologie recherche son

RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

- Rattaché au Directeur de l'Informatique, vous serez également son adjoint et, à ce titre, vous participerez à *la maîtrise et au développement du système d'information. Les projets que vous* dirigerez devront également faire appel aux techniques nouvelles de communication. Une quinzaine d'informaticiens vous assistent dans l'accomplissement de votre mission qui implique des tâches aussi bien fonctionnelles qu'opérationnelles.
- Garant de la cohérence et de la flexibilité du système d'information, vous vous impliquerez personnellement dans la mise en place des méthodes et des normes nécessaires à sa pérennité.
- Ce poste, qui conviendrait à un **ingénieur grande école** ayant déjà acquis environ **10 ans d'expérience,** est à pourvoir à **PARIS.**

La connaissance du matériel **IBM 30 XX** et de son environnement logiciel est indispensable.

Des déplacements en Province sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 8735 PC à notre conseil :

CREFORM
82, Avenue Marceau 75008 PARIS

CREFORM CREFORM CREFORM CREFORM

DEVELOPPEMENT

recherche

psychologue consultante

Après une période de formation à nos méthodes, elle prendra progressivement un rôle de conseil auprès des Entreprises, basé essentiellement sur des évaluations psychologiques approfondies, dans le cadre de recrutements ou de promotions internes.

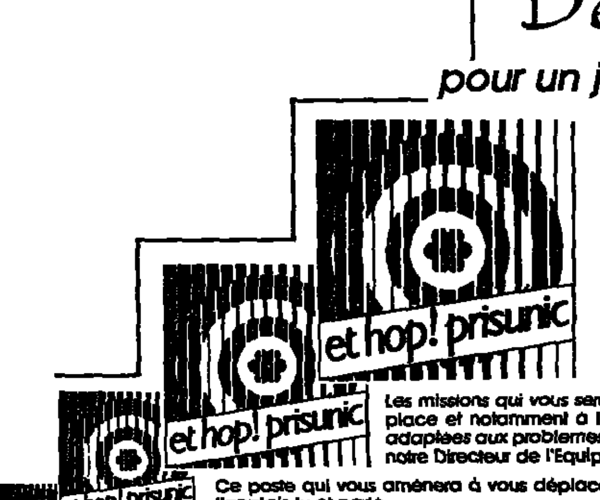
Elle aura une FORMATION SUPERIEURE en PSYCHOLOGIE avec une DOMINANTE CLINIQUE et une expérience d'au moins cinq années, lui ayant permis d'acquérir à la fois une bonne maîtrise des méthodes d'investigation psychologique (Entretiens, Tests Métriques et Projectifs, ...) et une connaissance de l'organisation et de la vie des Entreprises.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3392 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

De l'Avenir

pour un jeune ingénieur, dans une chaîne de magasins en développement



Après vos études d'ingénieur (Grande Ecole Scientifique : Centrale, Supélec ...) complétées par une formation juridique et de gestion et environ 5 ans d'expérience dans une entreprise où vous vous serez familiarisé avec les relations avec les architectes, les bureaux d'études et l'administration, vous savez qu'est venu pour vous le temps de passer la vitesse supérieure.

Votre spécialisation en matière de fluides et de solides connaissances en génie civil pourront être mises en valeur dans la conception et la mise en œuvre de la création ou de l'aménagement de magasins.

Les missions qui vous seront confiées vous permettront d'exprimer votre créativité, car sur place et notamment à l'étranger vous aurez à répondre rapidement par des solutions *adaptées aux problèmes techniques locaux. A la tête d'une équipe vous serez rattaché à* notre Directeur de l'Equipement et serez basé à Paris.

Ce poste qui vous amènera à vous déplacer en France ou à l'Etranger nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais lu et parlé.

Votre réussite à ce poste et votre formation polyvalente vous ouvriront des perspectives intéressantes d'évolutions au sein du groupe PRINTEMPS-PRISUNIC.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : Mme AMAR. PRISUNIC - BP 351.09 - 75426 PARIS cedex 09.

CRÉATION ÉDITION COMMUNICATION

RESPONSABLE STUDIO DE CREATION

Créé il y a 7 ans, nous sommes un studio dynamique et en pleine expansion.

Nous vous donnons l'occasion de travailler dans un cadre agréable, pour des clients très exigeants, dans des domaines d'activités aussi variés que le spectacle, *l'édition ou l'industrie de haute technologie.*

Votre expérience professionnelle devra refléter une maîtrise parfaite de la «chaîne éditoriale» ainsi *qu'une solide formation graphique.*

Vous saurez diriger et animer notre équipe de maquettistes, établir les devis, faire respecter les plannings, contrôler la fabrication.

Merci de prendre contact avec Patricia au.
40 26 21 26.

Notre Métier : Le Terrassement et le Génie Civil
Votre expérience : 3 à 5 années de Chantiers

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Notre Groupe, à taille humaine, exerce son activité en France et à l'Etranger. Nos prévisions de développement, pour les années à venir, nous permettent d'accueillir plusieurs Ingénieurs dans différents types de postes :

INGENIEUR ETUDES ET METHODES Réf. M 16/1317 F
Au Siège, dans le sud de la France, pour mener des études techniques et méthodes au sein de la Direction *Technique.*

INGENIEURS COORDINATION DE CHANTIER Réf. M 16/1317 E
Dans nos agences, pour assurer un rôle de coordination de chantiers auprès du Directeur responsable.

INGENIEUR DIRECTION DES TRAVAUX Réf. M 16/1317 D
Sur nos chantiers, pour piloter les travaux et gérer les aspects techniques, humains et commerciaux d'un grand chantier.

Pour ces opportunités, nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs diplômés d'une grande école. Ils nous apportent *une expérience opérationnelle des chantiers dans notre domaine d'activité.*

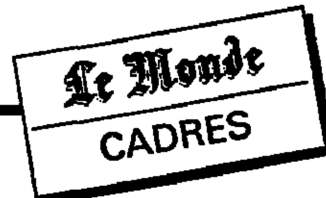
Nous vous transmettrons un dossier plus complet sur l'orientation que vous choisirez.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

cegos IPPSO

Cegos IPPSO, Institut pour le Perfectionnement Psycho-Sociologique des Organisations, département du Groupe International CEGOS, est plus que jamais en expansion. Comme chaque année, il prévoit d'engager un nouveau

FORMATEUR-CONSULTANT

Dans les domaines suivants :

- **nouvelles méthodes de management pour animer, diriger une équipe et gérer son personnel,**
- **développement de l'efficacité personnelle**

Il animera des stages de formation inter et intra-entreprises puis concevra et lancera de nouveaux produits. Les moyens mis à sa disposition, l'ambiance de travail et les responsabilités confiées offrent des conditions optimales de développement et d'efficacité à un *formateur créatif et autonome. Ce poste à temps complet*, *basé à Paris*, *implique des déplacements*. *Votre profil* : *diplôme* de 3ème cycle en psycho-sociologie des organisations ou pédagogie, expérience minimum de 3 ans comme formateur d'adultes dans le contexte entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous réf. 23772/M à **Dominique CHALVIN** - CEGOS IPPSO Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

PUBLIVAL

LSI

Nous sommes une Société de Service et de Distribution *en Informatique à la notoriété bien établie*, spécialiste de la Publication Assistée par Ordinateur (PAO), des outils d'aide à la décision et du Marketing Assisté par Ordinateur (MAO).

Centre de Formation agréé APPLE et Prix d'Excellence APPLE 1986, nous sommes les partenaires reconnus d'une clientèle exigeante (banques, assurances, agents de change, grands comptes, administrations...).

Nous poursuivons notre expansion et recherchons des

FORMATEURS H/F

Formateurs, vous animerez des sessions de formation inter et intra entreprises, et assurerez un support formation à nos clients utilisateurs.

Formateurs - Concepteurs, votre expérience et votre maîtrise de la micro-informatique vous permettront également de concevoir de nouveaux produits de formation.

Vous avez 24-32 ans, un bon niveau de culture générale, une expérience de l'animation acquise en entreprise (utilisateurs, constructeurs ou SSII), *et une réelle passion pour la micro-informatique.*

Votre sens pédagogique et votre capacité relationnelle assurent à vos prestations un haut niveau de qualité.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 7311 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

Enthousiastes, les hommes et les femmes qui participent au développement de DIGITAL ont contribué à notre réussite exceptionnelle au cours de ces dix dernières années.
Cela tient aussi à la cohérence de notre stratégie produit, à la souplesse et à l'innovation de notre marketing, au sein duquel nous recrutons aujourd'hui un :

Spécialiste marketing périphériques

Votre mission :

- Elaborer la stratégie d'une de nos lignes de produits périphériques «mémoires de stockage» : disques, bandes, mémoires...
- Mettre en oeuvre, les actions correspondantes : Réalisation du budget, prévision des ventes, promotion de la gamme de produits, support de notre force de vente.

De formation supérieure, commerciale ou technique, vous avez une expérience confirmée (5/10 ans) de la vente et du marketing chez un grand constructeur informatique, de préférence sur des produits périphériques. Compte tenu du caractère international de la fonction, la maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MON 433 F à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Service du Recrutement - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

BANLIEUE SUD PARIS

INGÉNIEURS DÉBUTANTS EN MÉCANIQUE

connaissant compresseur.
Etude et analyse d'essais, programme informatique.
Libres de suite.

Env. C.V. à TER SERVICES, 94, rue Saint-Lazare (9e).
Tél. : 42-85-39-74.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La filiale SOPAGRI recherche

un(e) CHARGE(E) de MISSION

Si vous êtes un jeune financier de haut niveau, nanti d'un **Diplôme d'Etudes Supérieures, de Grande Ecole et/ou d'un MBA**, avec environ 3 ans d'expérience dans la Banque d'Affaires, ce poste à créer doit vous intéresser. Vous allez développer votre savoir faire au travers des dossiers de **fusions, acquisitions, rapprochements, prise de participations**, et une grande autonomie vous sera laissée pour rechercher les affaires, les mettre en place, et conduire à leur terme les opérations dont vous serez responsable. Une bonne pratique de l'anglais parlé est évidemment indispensable.

Adressez votre CV détaillé, prétentions et photo à la **CNCA - Service Gestion des Personnes - réf. GV.09.63 - 75710 PARIS 15 BONVIN.**

PUBLIVAL

ingénieur commercial crédit-bail

LEADER EUROPEEN DU LEASING INFORMATIQUE — PARIS

Nous sommes **une des toutes premières banques d'affaires américaines** pour laquelle le développement commercial repose d'abord sur une **saine analyse du risque.** Dans le cadre du développement de notre département Leasing, nous recherchons un Marketing Officer.

Votre mission sera, avant tout, de **développer** le portefeuille existant dans le cadre d'une **large délégation** de responsabilités. Vous aurez par ailleurs, à négocier des accords avec les constructeurs, et à mener des **négociations au niveau européen.**

Réussissez votre mission et vous bénéficierez d'une **évolution rapide.**

Diplômé HEC, ESSEC, Sciences Po, ou équivalent, vous êtes **fier d'une expérience réussie** de quelques années en matière de montage d'opérations financières.

Rigoureux, méthodique, vous aimez **communiquer et travailler en équipe.**

La connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de vos résultats.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence ML 09 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN — 2, rue Louis David - 75016 PARIS — 11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

SECOND D'AGENCE A LILLE

Notre banque de 400 personnes est spécialisée dans la gestion des produits et services financiers et bancaires destinés aux entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

A taille humaine et innovante, elle vous offre de **développer votre première expérience dans le domaine de l'exploitation bancaire et d'élargir votre champ de compétences** (immobilier, micro-informatique, diffusion de produits financiers) en devenant le second de l'agence de LILLE.

Votre mission : Adjoint du Directeur de l'Agence vous aurez la responsabilité :

- de l'ensemble du fonctionnement administratif de l'unité de travail.
- du suivi et du développement du portefeuille : des PME du B.T.P. (suivi du risque - animation commerciale - relation avec le siège social et l'extérieur).

Diplômé de l'enseignement supérieur (Gestion, Finance, ITB ...) adressez votre candidature manuscrite accompagnée d'un C.V., photo sous référence SAL à Anny NOE, BTP 253 boulevard Péreire -75017 PARIS -



un coordonnateur... futur directeur

A FOIX dans l'Ariège, PROMOBOIS, spécialisé dans les métiers de la FORET et du BOIS, fait fonctionner un Centre FPA de bûcherons, débardeurs, sylviculteurs, et leur encadrement : un Centre de Formation d'Apprentis abatteurs, débardeurs, cablistes, est agréé pour dispenser des Prestations de Formation Continue dans la Filière Bois.
Une Coopérative Ouvrière réalise des travaux à façon, jouant le rôle de maître de stage dans le cadre de chantiers-écoles.
Nous recherchons **un COORDONNATEUR.** Ses missions : gérer l'ensemble des structures de l'Ecole • participer à la réflexion pédagogique, à la définition des programmes d'enseignement, et évaluer leurs coûts • créer de nouveaux produits pour la Formation Continue en les adaptant à la demande • animer et superviser une equipe de 20 personnes.
Agé de 30 ans, ce Responsable, de Formation Supérieure en Gestion, ou Ingénieur du BOIS, AGRO AGRI, ou autre... **a déjà vécu une expérience significative de «manager».**
Soucieux d'efficacité, homme de dialogue et de communication, il souhaite vivement apporter sa contribution au développement de l'image des «PROS de la FORET», au moment où ce secteur a besoin de Cadres de qualité. **Votre dossier sera traité avec discrétion.**

Merci d'envoyer CV complet + lettre manuscrite, (photo), rémunération souhaitée, sous réf. : 7097 M, à Cabinet LAUTREC LEPY «Division Recrutement» 35, rue des Coutelliers. 31000 TOULOUSE.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'entreprise. Toulouse

TONNA VIDEOCOM

qui, au sein du groupe TONNA ELECTRONIQUE, possède la maîtrise industrielle et commerciale des équipements et des systèmes de communications audiovisuelles a besoin de vous si vous êtes un

INGENIEUR de Grande Ecole

type ENSI

débutant, passionné d'informatique, maîtrisant les langages évolués, capable d'aller droit au but par votre pragmatisme. Il vous sera alors confié la responsabilité d'une équipe d'ingénierie à la tête de laquelle vous saurez développer et mettre en application des logiciels avancés de conception et de simulation de réseau de vidéocommunication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s.réf. 87.94 à notre Conseil.

FRANCOIS REBOUD & CIE — CONSEILS EN RECRUTEMENT — 9, rue Thiers - 51100 Reims



RESPONSABLE DE RECRUTEMENT

Prendre en charge, en collaboration avec les responsables de divisions, le recrutement des cadres, telle est la fonction-clé que le 5ème constructeur mondial d'informatique - 1700 personnes en France et une force de vente de 250 commerciaux, souhaite vous confier.
Vous assurerez la communication externe (annonces institutionnelles et ponctuelles) et les relations avec les universités et les grandes écoles de commerce et d'ingénieurs.
Vous contribuerez ainsi à développer l'image de notre société.
De la définition des besoins à l'intégration et au suivi des nouveaux embauchés, vous serez l'interlocuteur de l'encadrement que vous sensibiliserez *à l'importance des questions* du recrutement et formerez aux techniques de l'entretien.
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience de 2 ans minimum du recrutement. Homme ou femme de communication et de contacts, vous maîtrisez l'anglais.
La connaissance du milieu informatique favoriserait votre intégration.
Adressez votre candidature avec photo et prétentions à Bernard BABLON, Direction du Personnel, NCR, Tour Neptune, 20 place de la Seine, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

NCR

média-system

Le magazine TV de l'emploi des cadres ***change d'horaire***

DES CADRES ET DES ENTREPRISES

FR3 *tous les samedis* ***14 h***

Tél. EUROEXEC (1) 47 55 00 17

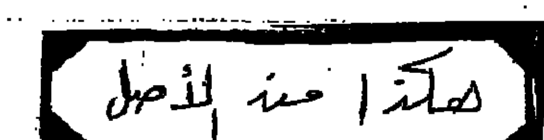
Société Internationale d'Assurances recherche pour la France

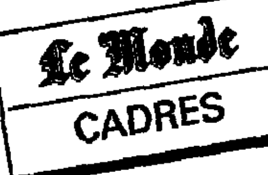
1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

minimum 30 ans. Formation supérieure AM ou ENSI ou équivalent, 3 ans d'expérience professionnelle minimum. Si possible connaissances courtage assurances (souscriptions, vérifications, recherche d'affaires).

Envoyez C.V., photo et prétentions à G. AIGOIN G B F 47, rue Le Peletier 75009 PARIS







Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Très important Groupe Industriel C.A. 1.4 Milliards.
Investissements réalisés plus de 3 Milliards - NORMANDIE

Risk Manager

Pour cette création de poste son rôle consistera à :

- analyser et évaluer les risques encourus par l'entreprise dans son ensemble et proposer une politique globale de prévention afin que le seuil de vulnérabilité *ne soit jamais* atteint.
- coordonner l'application des programmes, de préventions, en assurer l'actualisation permanente et surveiller l'exécution sur les différents sites et au siège.

Une expérience réussie de quelques années dans le domaine de l'évaluation des risques est nécessaire, ainsi qu'une bonne connaissance de l'Entreprise industrielle de son organisation, de ses moyens techniques et financiers.

Formation supérieure: diplôme d'ingénieur apprécié. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Ce poste s'adresse à un homme de contact persuasif et diplomate, doté d'un esprit d'analyse et de synthèse. La rémunération sera en fonction du niveau de compétences déjà atteint.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf 27016/M

MRI conseil
Danièle Chapuis 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche pour renforcer l'équipe de vente du département POLYURETHANNES de sa filiale *I.C.I. FRANCE (C.A. 1986 : 6 milliards de francs) un*

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL *HF*

ICI

Votre mission

Basé à Clamart, vous aurez la responsabilité :

- de vendre et promouvoir des mousses polyuréthannes destinées à de nombreuses industries (hors automobile), d'assurer l'assistance technique requise dans la clientèle dont vous aurez la charge (secteur Nord-Est et Ouest de la France) ;
- *de contribuer à la recherche et au développement* d'applications nouvelles dans les secteurs traditionnels et sur de nouveaux marchés ;
- et d'élaborer les études de marchés, prévisions et le plan marketing concernant votre secteur.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions Marketing et Recherche et Développement basées en Belgique.

Votre profil :

- vous êtes ingénieur chimiste ou équivalent,
- *vous justifiez d'une première expérience dans* le domaine des polyuréthannes (vente, R & D ou production),
- vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

L'expansion du Groupe vous permettra, après cette première mission réussie, d'accéder à de plus larges responsabilités dans le cadre d'un développement de carrière en France, en *Grande-Bretagne ou en Europe.*

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence 87/09/PU/LM, à I.C.I. FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART *Cedex.*

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE

recherche son

RESPONSABLE DE LA DIVISION GESTION DE LA PREVOYANCE INDIVIDUELLE

Le candidat diplômé de l'enseignement supérieur devra justifier *d'une expérience d'au moins 10 ans dans l'animation d'un* service de gestion de produits d'assurances individuelles.

Il aura à gérer une équipe de 35 collaborateurs. En liaison avec le département informatique, il assurera la conception et la mise en place de nouveaux outils souples et performants. Il participera à la réalisation de la décentralisation de ces derniers. Il sera responsable de la formation, du conseil et du contrôle des nouveaux utilisateurs.

Adressez CV avec photo (restituée) lettre manuscrite et prétentions sous la réf. 28665 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, *75040* Paris Cedex 01 qui transmettra.

Adjoint du directeur commercial
promotion de centres commerciaux

Nous sommes leader dans la réalisation de CENTRES COMMERCIAUX et d'opérations de RENOVATION URBAINE. Depuis 1963 nous avons pensé, réalisé et commercialisé plus de 600 000 m² que nous gérons actuellement.

BELLE EPINE, CRETEIL SOLEIL, NANTES-BEAULIEU *figurent entre autres à notre palmarès.*

Nos objectifs pour demain :

- Doubler notre portefeuille à l'aide d'un réseau national d'apporteurs d'affaires qu'il faudra créer, animer et développer.
- Elargir notre champ d'activité en développant des équipements tertiaires complémentaires de ceux que nous développons déjà.

Pour y parvenir notre Directeur Commercial recherche son adjoint.

De formation supérieure, vous avez environ 32 ans et une expérience commerciale acquise dans les secteurs de l'immobilier ou de la distribution.

Vos atouts : une parfaite maîtrise de la Communication Commerciale, de grandes capacités de réflexion et de *création.*

SEGECE

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 944 M à l'attention de Monsieur DELALANDRE - COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire

Jeune ingénieur : l'Europe

Valeo

L'Equipement Automobile,
27 500 personnes, CA 12,1 MMF dont 46 %
réalisés à l'étranger, recherche un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il assurera en Europe les relations techniques et commerciales avec les industriels clients.

Ingénieur mécanicien, il sait travailler en allemand, en français et en *anglais.*

Il possède une première expérience (B.E.) et présente une double *compétence :*

- technique, il réalise les liaisons entre les B.E. des clients et ceux de l'entreprise ;
- commerciale, il sait argumenter, convaincre et négocier.

La puissance du groupe est gage de ses possibilités d'évolution.

Le poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 705223/M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

Pour assurer le développement
de nos produits Grand Public
nous recherchons pour notre direction :

- ***Un chef de produits financiers*** *(FCP, Assurance-Vie, SCPI) (MON/2109/A)*
- ***Un responsable de la vente directe*** *(MON/2109/B)*
- ***Un responsable systèmes informatiques et opérations*** *(MON/2109/C)*
- ***Un responsable organisation et méthodes*** *(MON/2109/D)*

Vos qualités : préférence sera donnée aux candidats pouvant justifier d'une solide expérience (3 à 7 ans) dans le secteur de la banque ou de l'assurance, complétée par une connaissance approfondie de la vente directe et une bonne pratique de l'anglais.

Votre mission : conforter la place que nous occupons au plan international en optimisant la diffusion de nos produits Grand Public en France.

L'un de ces postes vous intéresse : merci d'envoyer, sous références indiquées (réf. poste + N° 6972) lettre manuscrite, C.V. et prétentions, au journal qui transmettra. Le Monde Publicité. 5 rue de Monttessuy 75007 Paris

---

CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUÉES DANS LE DOMAINE ALIMENTAIRE

recrute

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

pour études
Consommation/Distribution à caractère opérationnel.

Formation supérieure.
Première expér. nécessaire.
Connaissance des méthodes d'études de marché et d'analyses statistiques.
Aptitude à la communication et particulièrement à la rédaction.

Rémunération à débattre.

Envoyer c.v. et prétentions sous le *n°* 8 018 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

ADIES

L'ASSOCIATION pour le développement informatique des établissements sanitaires et sociaux des Alpes de Haute-Provence siège social *Digne*
RECHERCHE

un informaticien technicien supérieur

connaissant bien micro et mini informatique (MS/DOS, UNIX, *Bios/Olivetti), capable d'assurer* une activité de conseil, de développement et de maintenance d'applications de gestion.
Merci d'adr. c.v. à Monsieur le Directeur, centre hospitalier, BP 193, 04100 Manosque Cedex.

STÉ D'INTÉRIM

spécialisée dans le secteur bancaire
RECHERCHE

CLASSES V, VI, VII, VIII.

Env. c.v. + photo à BANK SERVICES, 71, rue de Dunkerque, 75009 Paris (ne pas se prés.).

URGENT

TRADUCTEURS TECHNIQUES *H./F., parfait. bilingue anglais,* niveau BAC F1 ou DUT-G.M. (ou équivalent) pour banlieue EST.
Postes immédiats.
MARKET-ETT 42-33-44-96
113, bd de Sébastopol, Paris-2e.

Société courtage matière première

PARIS
RECHERCHE

CADRE COMMERCIAL

ou similaire, 2/4 ans expérience alimentation animal.
ANGLAIS ou ESPAGNOL.
Env. c.v. + prétentions.
Ecrire sous le n° 8 007
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

THOMLOISIRS

Sté de commercialisation de produits immobiliers mer, montagne, *multipropriété* de loisirs et d'investissement, cherché

CCIAUX DE HAUT NIV.,

région Nord-Est, Rhône, Aquitaine et Paris.
Rémunération stimulante.
Plan de carrière assuré.
Appuis publicitaires import.
Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo 35, rue Pastorelli, 06000 NICE. T. 93-85-05-25.

CAB. COMMISSARIAT AUX COMPTES

Missions dans région Nord PICARDIE et PARIS

recherche

COLLABORATEUR

ayant acquis expérience dans *un cabinet de commissaire aux* comptes ou d'audit. Respons. et rémunér. motiv. ASSOCIATION FUTURE possible.

Ecrire sous n° 8 009,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, *rue Monttessuy,* PARIS-7e.

FABRICANT COULEURS FINES

RECHERCHE

RESP. FABRICATION

pour animer équipe 12 personnes, possédant expérience fabrication, formulation.
Adresser lettre avec c.v. sous le n° 8 010
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

RECHERCHE

DES CANDIDATS(ES)

parlant couramment français et anglais pour ses services de langue française à Washington. *Expérience souhaitée du journalisme* radiophonique ou branche voisine (traduction, interprétation, etc.) et voix de qualité radiophonique. *Examen de traduction* d'anglais en français et d'élocution obligatoire. Salaire annuel de début de 22 000 à 27 000 dollars. Adressez c.v. détaillé en anglais et tous autres renseignements ou le *formulaire SF-171 pour l'accès* à la fonction publique américaine à : Voice of America, office of personnel, attn : Janet Haspert, WASHINGTON D.C.20547.
Toute candidature répondant aux critères définis sera prise en considération.

SCIENCES techniques

Mensuel d'actualité et de prévision technologie
GROUPE DE L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
RECRUTE

JOURNALISTE

de formation scientifique ou technique expérimenté, connaissant de préférence les *matériaux mais s'intéressant à* l'ensemble de la technologie. Il participera aux activités du mensuel et *aura la responsabilité* de La lettre de sciences et techniques.
Envoyer c.v., photo et lettre à A.Y. Portnoff, 2, rue Béranger, 75003 PARIS.

Collège-lycée privé s/contrat rech. PROFS MATHS pour classes scientifiques. Exp. indisp., postes temps plein, mi-*temps ou h. sup. Tél. h.b.* 43-02-48-77 soir et dim. (sauf ven., sam.) 45-28-83-99.

Pour renforcer sa structure
MICRO INFORMATIQUE DIFFUSION
recrute

INGÉNIEURS-TECHNICO-CCIAUX

Formation ingénieur et connaissances MICRO EXIGÉES
Merci d'env. c.v. lett. manus., photo et prét. M.I.D. mr COCHETEUX, 96, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS.

Grand Groupe Industriel français,
nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation des

CHEFS DE PROJET H/F

Ils aideront les Directeurs du Groupe à gérer les transformations nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. Ils ont un triple rôle d'expert, d'animateur et de conseil.

Vous avez 30 - 35 ans, une formation supérieure d'ingénieur (X, Mines, Centrale, Arts et Métiers) ou/et d'école de commerce/gestion (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) *ou/et en sciences humaines (Psycho-Sociologue).*

Une expérience d'organisateur d'au minimum 5 années acquise en cabinet vous a familiarisé avec les méthodes d'analyse, de conduite de projet et de gestion du changement.

Votre talent de facilitateur contribuera directement à l'aboutissement de solutions efficaces.

Après 4 ou 5 années d'intervention réussie, vous aurez beaucoup de sollicitations pour évoluer dans notre Groupe.

Lieu de travail Paris, avec déplacements en France.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 2220 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

DYNAMISER L'AUDIT EN LORRAINE

Un défi à la hauteur de nos ambitions... et de nos moyens

Notre cabinet appartient au premier réseau mondial d'audit et cherche pour accompagner sa croissance en Lorraine :

— DES AUDITEURS DÉBUTANTS

diplômés d'une école de commerce ou MSCTF, soucieux d'acquérir une première expérience d'audit en milieu international.

— DES AUDITEURS CONFIRMÉS

ayant acquis une expérience de 4 à 5 années en cabinet d'audit leur permettant de manager des missions dans des groupes de taille nationale et internationale.

Les postes sont basés à NANCY
et nécessitent de fréquents déplacements dans l'Est de la France.

Envoyez votre C.V. et prétentions sous n° 8 017 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.
Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

SOFAP Groupe I.C.P

a triplé son chiffre d'affaires en 2 ans et recherche pour renforcer ses DIRECTIONS REGIONALES de Paris et du Midi

4 Chefs de Programmes Immobiliers

dont un réel spécialiste de l'immobilier d'entreprise.
Envoyer lettre + CV à SOFAP - 71, rue Monceau - 75008 Paris

SOFAP
L'innovation immobilière



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

responsable du personnel

chef d'établissement

Le Département Ingénierie et Installations (450 personnes) de notre Groupe, 1er constructeur mondial dans sa spécialisation industrielle (13.000 personnes), réalise en France et à l'étranger des ouvrages exigeant de hautes performances techniques. Pour gérer son personnel, ingénieurs, techniciens et monteurs, dont plus de la moitié est itinérant, nous recherchons un candidat qui saura bâtir une politique sociale harmonisant les impératifs de notre activité et les aspirations des hommes (motivation, formation, communication, gestion prévisionnelle). Par ailleurs, sa toute première mission consistera à organiser -avec un souci de synergie- le regroupement de ses 2 établissements au Siège Social du Groupe, à Paris. Ce transfert nécessitera, jusqu'en 1988, de nombreux déplacements sur la région Lyonnaise.

Il s'agit donc, au côté du directeur du département, d'une responsabilité de premier plan qui exige une forte implication personnelle dans la recherche d'une gestion évoluée des ressources humaines, aussi bien que dans l'administration proprement dite de l'Etablissement. Elle sera confiée à un candidat de formation supérieure qui, au cours d'une expérience de 3 à 5 ans, aura acquis dans l'industrie une pratique suffisante de l'ensemble des aspects de la fonction, si possible dans un contexte similaire. La connaissance de l'anglais est également indispensable pour communiquer avec nos bases à l'étranger.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et manuscrits) sous réf. 709 568 M

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Nous sommes une Société de Services, encore jeune mais notre C.A. atteint déjà les 500 MF. Notre activité est liée à des secteurs en croissance et nos exploitations se multiplient, en France et bientôt à l'étranger. Pour mieux gérer notre croissance, la Direction du Personnel recherche

à PARIS, un adjoint chargé de la gestion et du développement des

RESSOURCES HUMAINES 180.000 F+ HF

Après une formation au métier que nous exerçons, votre première tâche sera de mener des opérations de recrutement, depuis la définition des postes jusqu'à l'intégration. Vous serez aussi responsable de la formation. Ces actions s'exercent au sein d'une politique prévisionnelle des emplois prenant en compte tous les critères : d'où les aspects : audit social, appréciations, définition des besoins, souhaits d'évolution et de mobilité, étude des salaires, etc.

Ce poste requiert : une formation de niveau DESS en gestion du personnel (à Sciences-Po, ou au CIFFOP par exemple), un intérêt prononcé pour le métier pratiqué pendant 2 à 4 ans. Si vous aimez communiquer et vous impliquer, nous vous offrons l'opportunité de progresser et de prendre des responsabilités évolutives.

Adressez votre dossier (C V., lettre man., photo) sous la référence RC 1 à :

RESSOURCES CONSEIL 35 avenue Junot - 75018 PARIS

DANS LA MONÉTIQUE 300.000 +
AU CÔTÉ DU P. D.G. :
UN DÉVELOPPEUR

Nous sommes en France, la filiale de distribution du leader européen des automates bancaires. Forts d'une technologie éprouvée, nous apportons de réelles solutions techniques et commerciales qui contribuent à la banque de demain. Pour assister l'équipe de direction dans certaines tâches sensibles, nous recherchons un collaborateur a fort potentiel.

Principalement chargé de l'ensemble des relations avec notre maison-mère, vous développerez l'implantation de ses activités en France. En tant qu'adjoint de notre PDG, vous serez chargé de certains dossiers relatifs à l'action d'une direction générale et suivrez ainsi de près notre croissance.

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience professionnelle de type commercial/marketing... s'est déroulée dans les secteurs péri-informatique/bureautique, ou bien vous a permis de rencontrer le milieu bancaire, ou encore mieux, les deux. Vos fréquentes relations avec l'étranger et votre développement chez nous vous imposent de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence M31.125, à l'attention de H. CARON, qui traitera ce dossier en toute confidentialité.

C&L Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

JOURNALISTES HF

zoom sur la vie des entreprises

Vous vous joignez à l'équipe de rédaction d'une revue hebdomadaire éditée par un grand groupe de presse à Paris. Vous informez les lecteurs sur l'évolution des entreprises du secteur de l'informatique : portrait des dirigeants, analyse des stratégies et des marchés, résultats financiers... Pour cela, vous réunissez la documentation nécessaire et menez des enquêtes tant en France qu'à l'étranger. Vos missions, très variées, font de vous un témoin privilégié des évolutions économiques d'un milieu professionnel très dynamique.

Vous êtes âgés de 26 ans minimum, titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (I.E.P., Maîtrise de gestion...) et vous parlez anglais. Une première expérience rédactionnelle acquise dans la presse serait un atout.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/386.21, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION. 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



La formation : un vecteur privilégié pour découvrir un métier passionnant

Un Groupe à taille humaine où tout repose sur l'homme et son savoir-faire, un domaine privilégié pour exercer vos talents de formateur mais également de concepteur de nouveaux outils, plus particulièrement dans deux domaines clés : la vente et le management.

Si vous recherchez un Groupe qui accorde une importance particulière à la formation et qui a créé sa propre école "La Formerie", si vous êtes passionné par la recherche de l'excellence en Ressources Humaines, si vous avez acquis et prouvé vos qualités de formateur-animateur, rencontrons nous. Nous vous conférerons la responsabilité de la formation pour l'ensemble des marques du Groupe

Adressez lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 715 M à la Direction Recrutement qui vous garantit toute confidentialité

GROUPE BRUNO PETIT - BP 33 - 92190 MEUDON



FOURCE!

BANQUE RÉGIONALE

RECHERCHE
POUR SON ÉTABLISSEMENT PARISIEN

1 CHARGÉ(E) DE CLIENTÈLE

Bon niveau (classe III).

Le(la) candidat(e) sera affecté(e) dans un secteur de développement.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, il devra accroître et entretenir un portefeuille de clientèle.

Il(elle) aura le sens de l'organisation et de la méthode et devra démontrer des aptitudes au travail en équipe.

Une expérience de l'exploitation bancaire de 2 à 3 ans permettant une intégration rapide est une condition indispensable pour postuler cet emploi.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : R. DELIT, 24, rue de la Banque, 75002 PARIS.

Tertiaire industriel

Nous occupons dans notre profession une position de LEADER. Par la taille, mais aussi par notre capacité d'innovation et notre développement soutenu, les concepts du service que nous apportons correspondent à une évolution des mentalités en matière d'investissement et en matière d'efficacité.

Notre marché est donc aujourd'hui encore très porteur et notre clientèle potentielle très diversifiée : entreprises industrielles et commerciales de toutes tailles. Nous recherchons notre

Directeur général région parisienne

Aidé d'une équipe en place qui a fait ses preuves dans la performance, vous aurez la responsabilité de gérer et instaurer un management nouveau dans 4 CENTRES DE PROFIT déjà existants.

Ce poste fait appel à des qualités fondamentales de gestionnaire et à une expérience réussie des méthodes modernes d'animation.

Il faut aussi une capacité très forte pour négocier à des niveaux élevés et pour conduire une force de vente dans la course aux objectifs.

C'est une situation très autonome et motivante qui peut intéresser des Cadres dirigeants habitués aux challenges difficiles qu'implique le Service Industriel.

Merci d'adresser votre candidature, s/réf. 6314/G, à notre Conseil A. PLESSY - CAPFOR PARIS - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - MULHOUSE/STRASBOURG - ROUEN
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - METZ - NICE - NIORT - QUIMPER

MEDIA BA

STEIN INDUSTRIE

groupe ALSTHOM

Etude et Construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, myanteries nucléaires, recherche

Pour sa DIVISION CHAUDIERES DE CENTRALES

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES

Chargés de la promotion des produits auprès des clients potentiels en France et à l'étranger, de l'établissement d'offres techniques et commerciales, du suivi des contrats en France et à l'étranger.
- ANGLAIS indispensable
- FORMATION Grandes Ecoles.

Réf. C.C.

Pour ses SERVICES TECHNIQUES

(Recherche et développement - Bureaux d'études - calculs) dans les domaines suivants : Génie chimique - Informatique scientifique - calculs thermiques - calculs mécaniques - charpente - pollution (charbon + combustibles) contrôle automatisme.

INGENIEURS débutants ou confirmés

- ANGLAIS indispensable
- FORMATION A.M. ou équivalent - Ecoles de chimie, hydraulique, électricité, énergétique

Réf. S.T.

Pour son SERVICE ACHAT

UN INGENIEUR Acheteur

- 2 à 3 ans d'expérience Industrielle
- Fortement motivé par la fonction Achat
- Anglais - Bon niveau
- Déplacements à prévoir.

Réf. A.C.

TOUS CES POSTES SONT A POURVOIR A VELIZY (78)

Pour son USINE DE LANNOY (NORD)

INGENIEURS DE FABRICATION débutants ou confirmés

- FORMATION ICAM - HEI - IDN ou équivalent
- Possédant si possible une première expérience de la fabrication ou des méthodes en mécanique, mécano soudure
- Les candidats devront accepter le principe d'une expatriation ultérieure
- Anglais indispensable.

Réf. L.Y.

Envoyer C.V. + prétentions en précisant la référence du poste choisi à STEIN INDUSTRIE, Département des Affaires Sociales 19/21, avenue Morane Saulnier, 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

GUY SARFATI CONSEIL

recherche

CONSULTANTS

ING. GRANDES ÉCOLES

2 à 3 ans d'expér. minimum sens des contacts humains, rigueur, adaptation, autonomie, ayant des connaissances en ORGANISATION, GESTION, COMPTABILITÉ, INFORMATIQUE pour mission de CONSEIL D'ENTREPRISE

Ecrire avec c.v. et photo à : GUY SARFATI CONSEIL 42, bd de Sébastopol, Paris-3e.

LA VILLE DE VILLEURBANNE (Rhône) 119 000 habitants

recrute

UN DIRECTEUR

pour son service des Affaires Culturelles

Tout candidat titulaire d'un diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures et possédant une solide expérience en matière d'activités culturelles adressera sa demande à : Monsieur le Maire de Villeurbanne, 69601 Cedex avant le 30 septembre 1987.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE

recherche

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ(E)

Prix de revient.
Contrôle budgétaire.
Connaiss. tableurs appréciée.
Adresser c.v. et prétentions à *SEBDO LE POINT*
Pascale AUJEAN
140, r. de Rennes, Paris-6e.

Ecole supérieure de gestion cherche

TRÈS BONS PÉDAGOGUES ET ANIMATEURS

pour l'enseig. du marketing. Tél. : 42-61-03-36.

Recherchons agent multicartes, bien introduit grandes surfaces, produits frais, sur région parisienne.
Ecrire Havas Bourges 18000, n° 4354.

STÉ EXTANSION INTERNATION. recherche

UN CADRE DE FORMATION COMPTABLE

Pour poste en AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE sous contrat d'expatrié.
Le candidat devra justifier d'un niveau DECS, d'une expérience minimum de 5 ans en cabinet ou PME et être rapidement disponible.

Adr. lettre manuscrite + C.V. avec photo et prétentions sous réf. 3594 à L.T. ASSCOM, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 Paris-1er, qui transm.

Association régionale recherche

1 CHARGÉ(E) DE MISSION FORMATION

Pour une durée déterminée de 1 an renouvelable, poste basé à RENNES. Salaire brut 7.250 F. D.E.F.A. ou équivalent exigé. Expérience de la domaine de la formation.
Adress. C.V. détaillé, photo avant le mardi 13 oct. 87 à M. le Président Etudes et Chantiers, 28, rue Duhamel, 35000 RENNES.

ENTREPRISE DE T.P.
recherche
SECRÉTAIRE

très bonnes connaissances IBM PC, micro informatique, avec expérience sur tableur et base de donnée. Pour application de gestion, facturation, devis. Bonnes connaissances en T.P.
Ecrire à STLTP
10, avenue des Morillons, 95140 Garges-lès-Gonesse.

Important Groupe d'Assurance

recherche

un adjoint au responsable de la gestion de taux HF

Chargé de l'analyse des marchés et des portefeuilles, il concourrera aux prises de décisions en la matière et en assurera le suivi et la bonne exécution.

Sa formation supérieure sera de type ISFA, ISUP, INSAE... Dauphine (Maîtrise de Gestion avec option mathématiques financières et finances).

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant le goût du travail en équipe et des contacts humains et justifiant d'un minimum d'expérience du marché obligataire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions) sous référence ARGT à Lévi-Tournay/Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02, qui transmettra.



une double compétence...

Spécialistes en systèmes mécaniques d'étanchéité dynamique, nous renforçons notre potentiel de vente à l'EXPORT (1/4 de notre C.A.) et créons un poste de TECHNICO-COMMERCIAL :

Ingénieur mécanique ou hydraulique

RESPONSABLE DE SECTEUR (NORD OU SUD DE L'EUROPE)

Basé à COURBEVOIE, il apportera le support technique et assurera la promotion et la vente de nos produits au travers d'un réseau de distributeurs locaux existants ou à développer.
Vous avez environ 30 ans et une expérience réussie à l'exportation.
Vous êtes, bien sûr, bilingue anglais, votre atout supplémentaire serait la connaissance de l'allemand et/ou de l'espagnol.
Jouez gagnant l'avenir d'une PMI en plein essor et rejoignez notre jeune équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence RCM, à notre Conseil : COREP, Tour Défense 2000, 92800 Puteaux. Discrétion assurée.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT





Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur méthodes industrialisation

SELNI — NEVERS

Nous sommes une entreprise de 500 personnes, filiale de la Division Composants électroménagers de **THOMSON GRAND PUBLIC**, et leader européen dans notre domaine (moteurs, pompes de vidange et de cyclage).
Notre nouvelle organisation, l'importance de nos investissements et le réel dynamisme de nos équipes nous rendent très ambitieux. Vous êtes Ingénieur AM ou similaire, vous parlez anglais, vous avez 3 ou 4 ans d'expérience en Méthodes, Etudes ou Fabrication dans une entreprise fabriquant en grandes séries. Votre confiance en vous et votre autonomie déjà affirmée vous font souhaiter des responsabilités. C'est ce que *vous trouverez dans notre Service Méthodes où*, aidé de techniciens, vous aurez un important budget à gérer et une large délégation pour l'étude et la mise en place de l'automatisation de tout un secteur. Votre réussite *à ce poste* peut vous ouvrir ensuite de très diverses possibilités d'évolution dans la Société et le Groupe. Merci d'adresser lettre man., CV détaillé, mentionnant votre niveau actuel de rémunération s/réf.11751/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS,
Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de Syntec

Votre spécialité : Le marché Japonais

AGENT DE CHANGE, appartenant à un important groupe international, recherche pour son antenne à Paris :

UN BROKER EXPERIMENTE

Possédant de sérieuses références professionnelles dans un poste similaire ou comme *gérant de portefeuille* (une très bonne connaissance du marché japonais - actions/convertibles - est souhaitée).
Anglais courant indispensable.
Le salaire sera négociable selon l'expérience.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 3678 à JONCTION
32, Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine.
Discrétion assurée.

Cabinet d'expertise comptable implantation nationale

recherche

ASSISTANTS CONFIRMÉS

Les candidats, de niveau DECS ou équivalent, justifieront d'une première expérience de un à deux ans.

Sous la responsabilité d'un chef de mission, ils participeront à des missions d'expertise et de conseil auprès de PME tant *françaises qu'internationales*.

Adresser c.v. et prétentions sous le n° 8789 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

Organ. de conseil de formation recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

(jeune ou expérience) connaissant la gestion et l'organisation de la production industrielle, pour ses agences de Marseille, Toulouse, Clermont-Ferrand, Lyon-Est (fixe + intéressement).

Ecr. M. Hom BTE Formation, tour Fiat, 92084 la Défense.

TEMPS PARTIEL recherchons

DIPLOMÉS(ÉES) ENSEIGNEMENT SUP.

pour animer des conférences en *milieu scolaire*.
Excellente présentat., voiture et téléphone indispensables. Formation assurée.

Envoyer c.v. + photo à : OSV 143, rue de Saussure, 75017 Paris.

ON CHERCHE LIVREURS
Douze personnes dynamiques pour lancer nouveau business. Doivent aimer la musique, les contacts et l'argent. Voiture ou camionnette indispensable. Tél. à Isabelle (19) 05-90-83-36.

INTÉGRALE
Institut supérieure privé recherche pour PREPA HEC profes. Allemand et Maths.
Tél. : 45-77-35-80.

UNIVERSALIS recrute
COLLABORATEURS(TRICES)
25 ans min., bonne culture générale, formation assurée, salaire motivant, *carrière évolutive*.
Tél. au : 45-38-68-71.

MAGAZINE FÉMININ ARABE

recherche

PERSONNE QUALIFIÉE POUR CONCEPTION ARTISTIQUE

Expérience :10 ans minimum. Libre de suite.

Envoyer candidature + c.v. à : Revue *Chaza*, 100, av. du Président-Kennedy, 75016 *Paris*.

Association maison d'enfants « LES SOURCES » recrute

UN (E) DIRECTEUR (TRICE)

DE MAISON D'ENFANTS A CARACTÈRE SOCIAL

Le candidat, de culture générale certifiée, sera capable de poser son autorité pour animer et coordonner le travail des services, *assurer la pérennité de* l'institution.

Il reçoit du Président du Conseil d'*Administration un mandat* qu'il s'attachera à conduire avec compétence, volonté et perspicacité.
Une *première exp. d'encadrement* sera appréciée.

Ad. lettre manus. avec C.V. + *photo à : Monsieur le Président*, Association Les Sources, 74, 76, rue de Messei, B.P. 136 - 61103 Flers cedex.

Laboratoire recrute

ASSISTANT

pour rech. et enseig. en Statistique et Informatique. Niv. 3e cycle. Hôpital Rég. Ouest.
Ecrire sous le n° 8826M LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

GENEST ENTREPRISES
Groupe d'Entreprises de B.T.P. (CA 2 milliards) aux activités diversifiées en France et à l'étranger recherche

JURISTE niveau Maîtrise + DEA Droit des Affaires.

Attaché à la Direction Générale, il aura un rôle de conseil permanent et de formation auprès de la Direction des différentes entreprises du groupe notamment pour :
- *le montage et le suivi des grands contrats,*
- la gestion et le suivi de l'ensemble des contrats d'assurance du groupe et des filiales,
- *le suivi des procédures de toutes natures.*

Pour réussir à ce poste, il faut avoir déjà exercé des responsabilités dans le service juridique d'une entreprise aux activités proches du BTP et évoluant dans un contexte international.
Il faut à la fois une grande aisance dans les contacts à tous niveaux et une forte personnalité capable d'assumer seule des tâches importantes.
Pratique de l'anglais très souhaitée.
Poste basé à Viry Chatillon (91).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre *rémunération actuelle sous réf.* 866 à Denis JOUSSET
PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi
Conseils en ressources humaines

INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité)

recrute

PHYSICIEN H ou F

Universitaire (Thèse de 3e cycle ou d'état) ou ingénieur Grande Ecole, pour animer une équipe de recherche.
Le candidat aura au moins cinq ans d'expérience dans la conduite de programmes de recherche.
- *il aura une formation en mécanique* des fluides ou sera prêt à investir dans ce domaine,
- il devra maîtriser les outils théoriques nécessaires à la conduite des études à caractère expérimental,
- il travaillera en étroite liaison avec une équipe de recherche orientée vers la modélisation numérique.

Le candidat bénéficiera d'une large autonomie scientifique dans la conduite des études et disposera de moyens expérimentaux importants.
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Ecrire avec C.V. à C.A. LEMAITRE, I.N.R.S.
Avenue de Bourgogne, BP 27, 54501 VANDOEUVRE Cedex.

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE
recherche pour
MISSION ASIE 6 Semaines - Novembre 1987

UN EXPERT ELECTRICITE et ELECTRONIQUE INDUSTRIELLES

pour effectuer une recherche et une définition précise d'opportunités de coopération industrielle des Moyennes Industries Coréennes avec des Entreprises Françaises.
Cet expert bénéficiera de l'appui d'une structure d'accueil coréenne.
Ingénieur diplômé, minimum 40 ans, homme de contact, vous avez une expérience variée dans ces secteurs d'activité, une compétence générale en matière de gestion et si possible une connaissance des pays Asiatiques.
Une grande capacité de travail est indispensable.
Condition impérative : parfaite maîtrise de l'anglais, parlé et écrit.

Merci d'envoyer dossier de candidature
(*lettre manuscrite, CV en anglais et en français, photo et prétentions*)
avant le 10 Octobre 1987
sous réf. 190 à C.K. 107, rue Lauriston 75116 PARIS.

LEVI TOURNAY / ASSCOM

Chantal Kenvyn

Les entreprises vous donnent rendez-vous dans le supplément du Monde

SPÉCIAL EMPLOI Jeunes Diplômés

Le lundi 28 daté 29 septembre.

Vous êtes :
- **Responsable de la Formation en entreprise**
- **Directeur dans un Organisme de Formation.**

OBEA, Société de Conseil en Formation connaissant une forte expansion, vous propose le poste de

Directeur de la Formation Entreprises

Vous aurez la responsabilité de la direction de nos stages, depuis l'élaboration du projet pédagogique, jusqu'au bilan des actions.

Adressez nous rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle), Immeuble Montréal - 3, rue du Javelot 75013 PARIS.

OBEA

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS SPECIALISE DANS L'AGRO-INDUSTRIE TROPICALE EN AFRIQUE ASIE RECHERCHE POUR PARIS

CADRE DE DIRECTION

A VOCATION FINANCIERE

Agé de 30-40 ans environ, de formation supérieure type HEC, ESSEC, AGRO ou équivalent, vous avez une expérience des pays en voie de développement, des qualités de négociateur et pratiquez couramment l'anglais.
Ce poste d'Attaché de Direction offre de larges perspectives d'évolution.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 29668 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

CONTESSE



cegos
stratégie
management

La réussite de nos clients est le moteur de notre développement.
Nous les conseillons sur l'ensemble de leur management : stratégies, systèmes de gestion, hommes et structures. Nous travaillons au coude à coude avec eux depuis la conception jusqu'à la réalisation concrète des projets qu'ils nous confient.

CONSULTANT EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, votre activité s'exerce dans le domaine de la stratégie sociale, des qualifications, rémunérations, de l'appréciation et de la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Vous concevez et mettez en œuvre des outils et des systèmes *s'inscrivant* dans la stratégie globale de l'entreprise.
Vous êtes pleinement responsable des projets dont vous avez la charge.

La croissance de la CEGOS, *la diversité de ses hommes et la richesse de son milieu professionnel* offrent des possibilités de développement personnel exceptionnelles.

Si ces perspectives vous intéressent, nous attendons de vous :
- une formation SUPERIEURE bac + 5, de type ingénieur ou gestion ;
- une pratique d'environ 5 ans de systèmes de gestion des ressources humaines, dans une grande ou moyenne entreprise ;
- le goût et le talent de comprendre les préoccupations d'un CLIENT et d'y répondre en construisant avec lui une relation de progrès.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 716/M à CEGOS DRH, Christine DEFECHE, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOUGNE CEDEX.

CURRICULUM

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef de service comptabilité/caisse

Banque - 400.000 F

Un important établissement du secteur bancaire recherche un chef de service de haut niveau. Placé sous l'autorité immédiate de la direction générale, il aura pour mission d'animer et de manager une entité regroupant 150 personnes et comprenant principalement deux secteurs d'activité : d'une part, la comptabilité générale de la société mère et la consolidation des filiales, d'autre part la supervision des activités de caisse (400.000 mouvements par mois). A ce titre, il prendra notamment en charge la mise en place d'un schéma directeur afin de moderniser les méthodes de gestion, la vérification de toutes les procédures issues de la loi bancaire, la participation à l'élaboration des comptes prévisionnels de la société, les relations avec les autorités de tutelle, la vérification du suivi quotidien de trésorerie... Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 40 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS), ayant acquis une expérience de direction des services comptables dans le secteur bancaire. Il devra être habitué aux contacts avec la commission bancaire, posséder une bonne maîtrise de l'outil informatique, savoir faire preuve de qualités réelles de management et de relations à haut niveau. La rémunération annuelle brute sera de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R9300M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Spécialiste produits financiers

Banque - 300/400.000 F

Cette banque régionale fait partie d'un groupe bancaire de premier plan. Sa direction générale a défini un ambitieux plan de développement à moyen terme et recherche un spécialiste des produits financiers pour intensifier l'action de la banque sur le marché des capitaux : SICAV, FCP, gestion de patrimoine, épargne des salariés, opérations financières des entreprises... Dépendant du directeur général adjoint, il disposera de moyens administratifs propres et s'appuiera sur le réseau pour le développement commercial. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure possédant une expérience confirmée des produits financiers bancaires (particuliers et/ou entreprises). La rémunération annuelle pourra être comprise entre 300 et 400.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire ou téléphoner pour informations à J. MOUNIER en précisant la référence A/2821M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable administratif et financier

270.000 F

Paris - Cette société (effectif : 30 personnes, chiffre d'affaires : 60 millions de francs), filiale de distribution d'un groupe international, leader mondial pour la fabrication de matériels de combustion destinés aux sociétés chimiques et pétrochimiques, recherche un responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général et assisté de deux comptables, il couvrira l'ensemble des activités administratives, comptables, financières et informatiques de cette filiale. Il sera notamment chargé de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, du reporting et entretiendra une relation fonctionnelle avec la maison mère. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent et parlant couramment l'anglais. Familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne, il doit impérativement justifier d'une première expérience de la fonction (3 ans minimum) acquise directement au sein de la filiale d'un groupe international ou abordée indirectement par le biais d'un cabinet d'audit anglo-saxon. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 270.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9303M. PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

NOTRE METIER : LES TECHNIQUES FINANCIERES DE DEMAIN ...

HEC, ESSEC, ESCP, option finance et comptabilité + 2 à 3 ans d'expérience cabinet audit-comptable.

Nous sommes un important établissement bancaire lié à un grand groupe industriel à caractère international. Nous avons acquis dans notre domaine d'activité un savoir-faire reconnu qui nous assure une forte croissance. Au sein d'une équipe jeune et professionnelle, intervenant dans le domaine du back-office, des opérations en salle de marchés et de l'analyse financière, vous apporterez vos compétences en participant directement à **l'élaboration et au suivi des comptabilités et du reporting.** Votre mobilité intellectuelle, vos capacités d'implication et d'affirmation seront les atouts de l'évolution rapide que nous pouvons vous assurer.

Notre Conseil recevra votre candidature sous réf. 626/LM et vous assure une totale discrétion.

JFD conseil 8, rue Saint Philippe du Roule 75008 PARIS.

CURRICULUM

Après l'audit en cabinet anglo-saxon... ...le contrôle de gestion en entreprise multinationale US

Dans le cadre du développement important de ses activités, une multinationale américaine, dont le siège européen est en banlieue Ouest de Paris, renforce ses structures et crée le poste de :

Contrôleur de gestion

220.000 +

VOTRE PROFIL : • 28/30 ans, • formation de type école de Commerce + DECS, • connaissance approfondie de la comptabilité anglo-saxonne : au moins 3 ans, en cabinet ou en entreprise multinationale (Direction Financière), • bonne maîtrise de l'anglais pour communiquer avec tous types d'interlocuteurs et rédiger avec aisance.

LE POSTE : rattaché au Directeur Financier : • activités diverses d'analyse et de contrôle financier, • reportings mensuels, trimestriels, annuels ; • budgets, plans stratégiques, • utilisation de la micro informatique. ...

Ces activités impliquent, bien entendu, des qualités relationnelles, un esprit critique et curieux, un tempérament autonome et l'esprit d'équipe.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 49.996 LM chez MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 Paris.

Mercuri Urval

JURISTE D'ENTREPRISE DEBUTANT

NOTRE GROUPE, UN DES TOUT PREMIERS INDUSTRIELS FRANCAIS DE REPUTATION MONDIALE, RECHERCHE UN JURISTE D'ENTREPRISE POUR RENFORCER SA DIRECTION JURIDIQUE.

Il sera en relation avec toutes les autres Directions, les Sociétés du Groupe et les cabinets juridiques.

Il sera chargé principalement de questions relevant du Droit des Sociétés, de l'Immobilier, du Contentieux et, éventuellement, d'autres dossiers dans le domaine du Droit des Affaires.

Nous recherchons un jeune diplômé en Droit Privé possédant de solides connaissances théoriques et, si possible, une formation complémentaire (IAE,...). Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Nous attendons de lui méthode et rigueur.

Le poste est basé en proche banlieue Ouest.

Adresser C.V. + photo et lettre manuscrite sous réf. 29921 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

SOREFI CHAMPAGNE·ARDENNE
REIMS

Marketing opérationnel : responsable du marché des particuliers

Notre vocation est de donner les grandes impulsions stratégiques afin d'orienter et d'optimiser l'efficacité du réseau Caisse d'Epargne (240 points de vente) pour en faire une banque au sens plein du terme, capable d'apporter aux particuliers et aux entreprises une gamme de produits et de services originale et performante.

Pour mettre activement en place notre démarche vis a vis du **marché des particuliers** (nous sommes le principal collecteur d'épargne), nous créons un poste passionnant qui fera de vous un acteur majeur de la stratégie commerciale. Vous aurez à définir les produits, réfléchir aux meilleurs canaux de distribution, imaginer les procédures permettant d'améliorer la qualité des services, créer la fidélisation, l'effet de surprise en se démarquant de la concurrence.

Tout cela en concertation avec le réseau vis à vis duquel vous aurez également un rôle de conseil et d'assistance.

Ce challenge convient à un cadre bancaire diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience probante acquise soit en exploitation bancaire soit au sein d'une Direction Développement.

Martine HAUTEKIET traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la référence 1945 LM.
Les entretiens auront lieu à Paris.

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, avenue de la République - BP 319 - 59701 MARCQ EN BARŒUL Cedex
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES H/F

Leader français dans notre activité de médecine du travail, nous sommes un organisme privé de 1000 personnes, gérant une soixantaine de centres en Région Parisienne. Notre Direction du Service Médical coordonne et anime l'activité de plus de 300 médecins.

Nous recherchons le cadre qui, sous l'autorité du Directeur du Service Médical et en liaison avec le Directeur du Personnel, interviendra de façon opérationnelle et prévisionnelle (notamment dans les recrutements et affectations des médecins du travail, leur documentation, leurs moyens, les statistiques d'activité) en tenant compte de la réglementation et des besoins de nos entreprises adhérentes. Il participera au développement de l'utilisation de l'informatique dans ce secteur.

Vous disposez d'une solide formation de base (droit, gestion...) et de quelques années d'expérience en gestion administrative du personnel et des ressources humaines. Vous êtes intéressé par l'utilisation des logiciels dans ce domaine. La connaissance du milieu médical serait un atout complémentaire.

Nous comptons sur vos méthodes de travail et vos qualités relationnelles pour vous affirmer à ce poste charnière de notre organisation. Poste à pourvoir proche à Neuilly sur Seine.

SAM

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) sous réf. GR/AC à notre Conseil : **SOCIETE ANNE MILCENT - 5, rue de Turbigo 75001 PARIS.**

CURRICULUM

L'EUROPEENNE DE BANQUE

JEUNES DIPLOMES

PROMOTION 1987

HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po (ECOFI) - ESCAE - DESS Gestion Banque.

Si vous souhaitez accéder rapidement à un poste à responsabilités, si vous êtes dynamique, entreprenant, soucieux d'acquérir une formation commerciale en qualité d'Attaché de Direction Stagiaire.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à l'**EUROPEENNE DE BANQUE** - Direction des Relations Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.



L'Européenne de Banque

MEDIA PA

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

PREDICA La Compagnie d'Assurance-Vie du Crédit Agricole recherche pour sa Direction Financière un(e)

RESPONSABLE DES PLACEMENTS

Si vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Gestion ou de Dauphine avec quelques années d'expérience dans le domaine financier (Banque ou Assurance) ce poste vous offre la possibilité de participer au développement *rapide* de PREDICA.

Vous *suivrez d'abord la gestion des placements effectués, avant* de vous voir confier ensuite le choix et la proposition de placements nouveaux.

La rapidité et l'efficacité de vos interventions sont primordiales, ainsi que votre facilité dans les rapports professionnels.

Une première expérience de l'assurance serait très appréciée.

Adresser CV, prétentions et photo sous réf. GV/O9.59 à **CNCA Service Gestion des Personnes** - 75710 PARIS 15 BONVIN.

PUBLIVAL

Carrière internationale pour diplômés de gestion
l'Audit ou l'Organisation

Un des premiers groupes industriels français présent dans le monde, vous propose de rejoindre sa Direction Financière, à Paris, *pour l'une ou l'autre de ces opportunités.*

Avec une bonne maîtrise de l'anglais, une solide formation de base en gestion et comptabilité/finance (grande école ou université), une éventuelle première expérience en cabinet d'expertise, vous *pourrez vous intégrer à une équipe d'audit* pluridisciplinaire pour participer aux missions d'analyse et de contrôle réalisées dans le groupe et ses filiales. Ce poste *implique de nombreux déplacements* en France et à l'étranger.

Avec la *même formation mais une spécialisation en informatique*, vous aurez alors la possibilité de manager des projets d'organisation comptable allant de la définition à la mise en place des applications dans les services et filiales concernés. *Une première expérience, professionnellement proche, est* souhaitée.

Passionnantes mais exigeantes, ces fonctions impliquent sens du dialogue, initiative, travail d'equipe. Elles donneront acces à *de larges possibiliés d'évolution dans le domaine financier.* Des conditions et un salaire directement très attractifs vous seront proposés.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet de candidature à notre conseil, sous la *référence* FEA/9 - INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

SOURCES



conseils en organisation

Afin d'assurer notre important développement dans le domaine du conseil auprès des grandes **ENTREPRISES** de production et de distribution de **PRODUITS DE CONSOMMATION ET DE BIENS D'EQUIPEMENT**, *nous souhaitons recruter plusieurs* DIPLOME(E)S de

GRANDES ECOLES DE GESTION
(HEC, ESSEC, ESCP)
2 à 5 ans d'expérience

Vous avez moins de 30 ans.

Vous désirez valoriser votre expérience, acquiseen tant que responsable marketing, gestion, organisation...

Nous vous proposons :
- de pratiquer un métier passionnant, au service d'entreprises de secteurs très variés : agro-*alimentaire, électrique, électronique, mécanique, électroménager, automobile, distribution* grandes surfaces...
- de développer l'ensemble de vos compétences grâce à une formation continue, en France *et aux Etats-Unis.*
- de maîtriser les techniques modernes de gestion.
- de bénéficier d'opportunités d'évolution de carrière motivantes : les candidats performants pourront avoir comme *perspective d'accéder au statut d'Associés du Cabinet.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Paule BOURY. ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour GAN. Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2.



HAVAS CONTACT

INSTITUTION FINANCIERE SPECIALISEE
recherche des

Financiers Responsables d'une clientèle de PME

CES POSTES S'ADRESSENT A DES JEUNES DIPLOMES ESCAE OU EQUIVALENT.

Les Responsables de Clientèle que nous recherchons auront pour mission de développer des relations suivies et confiantes avec les dirigeants d'entreprises. Leurs compétences financières et leurs connaissances du tissu économique leur permettront de procéder efficacement au montage des opérations de crédit à moyen et long terme, en association avec les banques et autres partenaires.

Votre évolution sera fonction de vos performances.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions s/réf. 3950, qui seront transmis par :

Pierre Lichau
10, rue de Louvois - 75002 PARIS

Pierre Lichau

DMC
JEUNE AUDITEUR OPERATIONNEL

Le groupe DMC (7 milliards de C.A.) est l'un des premiers groupes textiles européens et *connaît une forte progression.*

Il recherche, pour renforcer la structure de son Département d'Audit, un JEUNE AUDITEUR OPERATIONNEL, PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS/ALLEMAND.

Il se verra confier des missions d'audit opérationnel dans les domaines technique, commercial, financier, comptable, etc. *consistant à :*

- *vérifier l'application des procédures,*
- analyser les performances,
- porter des diagnostics

dans les établissements et filiales du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Le poste conviendrait à un diplômé de grande école commerciale (ou titulaire du DECS) pouvant justifier d'une solide expérience de l'audit, acquise dans un cabinet international ou une grande société.

Le candidat *devra être familiarisé* avec la micro-informatique.

Bilingue français/allemand, la *connaissance* d'une autre langue (anglais, espagnol...) serait appréciée.

Basé à Paris, le poste comporte de fréquents déplacements.

Il permettra à un candidat expérimenté, dynamique et ayant le sens des relations humaines, une évolution de carrière *intéressante au sein* d'un groupe en plein développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V., *en précisant* votre rémunération actuelle sous réf. *500. M à Catherine* MANGET DMC - Gestion des Cadres - 88, rue de Rivoli 75004 PARIS.

CURRICULUM

Juriste chez un brasseur haut de gamme

Un brasseur européen, réputé pour la qualité de ses produits, recherche le responsable juridique de sa filiale française située à Paris Nord.

Sa *responsabilité : le service des prêts alloués à une* clientèle C.H.R. et le règlement des contentieux.

Nous souhaitons intégrer un professionnel connaissant *bien les problèmes de prêts et les relations* avec les banques. Il doit être attiré par une vie active très liée au "business" de l'entreprise.

L'âge n'est pas un critère. Le salaire est très motivant.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., sous la *référence CM/1 à :*

INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail
75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
PARIS - BARCELONE

SOURCES

FIDUCIAIRE D'IMPLANTATION NATIONALE
360 personnes
recherche
pour sa Direction technique
située à PARIS

FISCALISTE

Niveau DESS fiscalité, ENI ou DECS juridique et fiscal.
5 ans d'expérience minimum en Cabinet exigés.

Adresser C.V., *photo et prétentions sous référence* 68595 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

Adjoint à la direction internationale
Banque - Nice

Cette *importante* banque *régionale, filiale d'un groupe bancaire de tout premier plan,* développe ses activités internationales et souhaite renforcer ses structures. Elle recherche un adjoint pour sa direction internationale. *Rattaché au responsable de cette direction,* il animera une équipe de 20 personnes et maîtrisera l'ensemble des opérations internationales (transferts/rapatriement, portefeuille, crédit documentaire, crédit court terme, comptabilité devises). Sa mission sera de restructurer son service pour lui permettre de soutenir la croissance commerciale. En particulier, il mettra en œuvre de nouveaux outils de gestion et participera à la *refonte* du *système informatique. Ce poste s'adresse* à un cadre bancaire âgé d'au moins 30 ans, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et/ou bancaire. Il dispose d'une expérience confirmée du management d'un service de traitements des opérations sur l'étranger. Après la phase de restructuration, il pourra évoluer au sein de la direction internationale, y compris dans les fonctions commerciales. Le poste est basé à Nice. Ecrire à Bruno COULANGE en précisant la référence A/X5031M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chargé d'études
Crédits aux entreprises
220/270.000 F

Sociétés financières - Ville universitaire située à deux heures de Paris

Un groupe de sociétés financières (encours de 35.000 contrats: crédit, crédits-bail, location financière...), filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche un chargé d'études responsable d'un secteur géographique qui sera placé sous l'autorité directe du responsable du service engagements. Basé au siège, il aura pour mission de donner un diagnostic en *matière de risques sur des opérations de financements aux entreprises présentées par les différents* bureaux régionaux. Doté d'une délégation de signature, il devra statuer sur le montant des *lignes* ainsi que sur les *conditions* à appliquer pour les demandes *relevant* de sa compétence et présentera ces dossiers au responsable de service ou au comité de crédit pour des encours excédant ses pouvoirs. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, maîtrise de gestion...), ayant acquis une bonne maîtrise de la fonction, de préférence dans un établissement financier et justifiant d'une expérience commerciale. Il devra avoir un excellent sens du risque et posséder de réelles facultés de négociation. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences pourra *atteindre 270.000 francs.* Ecrire à M. de SOUZA en *précisant la référence A/R9283M.* (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Cadre comptable

Pour l'une de ses filiales, un groupe français aux activités diversifiées recherche un jeune cadre comptable apte à évoluer vers une fonction d'encadrement. En un premier temps, il participe aux activités concernant les comptabilités générale et *industrielle, le bilan, les déclarations sociales et fiscales, le suivi de trésorerie...* En relations constantes avec les exploitations, il suit leur informatisation. Dans un délai d'un an, il doit être en mesure de prendre en charge la responsabilité du service comptable. *Ce poste conviendrait à un candidat diplômé (DECS minimum)* possédant une expérience opérationnelle de 4 années au moins en comptabilité générale et industrielle. Des connaissances en micro-informatique sont indispensables. *Pour un candidat de valeur, des promotions de* carrière dans des fonctions comptables et financières sont possibles dans le groupe. Le cadre de travail est agréable et le poste est à pourvoir dans le 8e arrondissement parisien. La rémunération annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2890M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint responsable comptabilité

Sociétés financières - Ville universitaire située à deux heures de Paris

Un groupe de sociétés financières (encours de 35.000 contrats: crédit, crédit-bail, location financière...) filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche l'adjoint du responsable du département comptabilité. *Basé au siège, il sera investi d'une double mission :* d'une part, il devra assurer en direct le suivi comptable de la plus importante société du groupe (rapprochement de comptes, situations mensuelles, *déclarations réglementaires, préparation* des documents comptables et fiscaux annuels...) et d'autre part, il devra animer une équipe d'une dizaine de personnes. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, maîtrise de gestion, DECS...) ayant acquis une première expérience comptable de quelques années, de préférence dans une banque ou un établissement financier. La connaissance de la micro-*informatique* serait un atout supplémentaire. Rigoureux, il devra avoir une réelle aptitude pour animer une équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la *référence A/R9301M. (PA Minitel* 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Notre métier... les loisirs.
Une passion... la mer

Filiale d'un puissant groupe américain (5000 pers.), nous fabriquons et commercialisons en France et en Europe (CA 36 MF dont 60% à l'export) divers matériels destinés à la navigation sportive. Notre fer de lance : le «Hobie Cat» léger catamaran célèbre pour sa maniabilité. Nous recherchons auprès de notre Directeur Général, un jeune

Directeur Administratif et Financier

Basé à Hyères (Var) **240/250 000 F**

Il animera une petite équipe et exercera les responsabilités classiques attachées à la fonction : production du bilan social et fiscal, établissement du reporting mensuel, gestion de la trésorerie, exploitation et développement de l'outil informatique...

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, possèdera une formation supérieure financière et comptable (ESC et/ou DECS) et justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans de la fonction, acquise si possible au sein d'une PME filiale d'un groupe international.

Votre maîtrise de l'anglais et de la comptabilité anglo-saxonne, votre rigueur, vos qualités d'animateur font de vous le candidat que nous serons heureux de rencontrer, surtout si vous partagez notre passion pour les sports nautiques.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. M95M à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, *qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.*



Ernst & Whinney Conseil

Gagner... 24 h

Notre profession d'agents de change suppose des réflexes très rapides et nous avons déjà instauré des procédures qui nous permettent de mieux appréhender les flux financiers très importants générés par notre activité. Notre prochain objectif : les anticiper. C'est la première mission que nous confierons à un

Jeune Organisateur

Paris **220/250 000 F**

Poursuivre, avec l'appui d'une équipe soudée, la mise en place des procédures nécessaires à la gestion prévisionnelle de la trésorerie puis les faire vivre ne représenteront qu'une partie de vos responsabilités. Notre fort développement vous permettra d'intervenir dans les domaines de l'audit, du contrôle de gestion et de l'organisation générale.

Nous recherchons un candidat âgé d'environ 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (option finance-compta) justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans acquise en cabinet d'audit, si possible anglo-saxon. L'esprit d'équipe, le sens des contacts et une grande disponibilité sont *requis pour ce poste.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) s/réf. C108M à Ernst & Whinney Conseil. 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

Groupe Industriel

CA 6 milliards F **40 Sociétés**

Implantation Internationale

Maîtriser l'existant, anticiper l'avenir, améliorer ce qui peut l'être en faisant preuve de créativité et de bon sens, c'est l'un des objectifs que s'est fixé notre nouvelle équipe de Direction Générale en créant le poste de

Responsable de l'Audit Interne

Basé à Paris **300 000 F +**

Standardiser les méthodes comptables, concevoir et mettre en oeuvre des procédures et un reporting «groupe», puis en assurer le contrôle, mettre en place les outils indispensables à la gestion prévisionnelle et de façon plus générale faire toute proposition d'amélioration que vous jugerez nécessaire, telle sera votre mission.

Environ 30 ans, une excellente formation supérieure tournée vers la gestion, *vous avez nécessairement travaillé 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'audit* réputé avant de rejoindre une entreprise industrielle dans un poste relevant de la Direction Financière. Autonome, dynamique, très disponible, votre potentiel nous permettra de vous faire évoluer d'ici 3 à 5ans.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. C109M à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

Dans le cadre du renforcement des structures régionales et de la décentralisation de son management, la Fnac crée le poste de

Contrôleur de gestion régional
—Grenoble—

Votre action sera dirigée d'une part vers la Direction Générale par la mise en place et le suivi d'instruments de gestion et de contrôle permettant la prise de décisions et le management du Directeur Régional, et d'autre part vers les magasins (10 unités représentant près de 1 Md de F. de CA) pour lesquels vous aurez un rôle d'assistance et de contrôle dans la réalisation des travaux comptables et de gestion en liaison avec les opérationnels.
Par ailleurs, vous assurerez la liaison avec la Direction de la Comptabilité de la société.
De formation supérieure, vous avez une expérience de 3 à 5 ans de la comptabilité et du contrôle de gestion, acquise si possible dans le secteur de la distribution.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et *prétentions en précisant la référence 426 M, à* Fnac, Département Central du Recrutement, 101 rue du Cherche Midi, 75006 Paris.

média-system

FORMATION RECRUTEMENT

La dynamique des ressources humaines

Constructeur informatique de dimension mondiale (250 personnes en France), nous concevons la Formation comme l'un des moteurs du développement et de la valorisation de l'Homme.
C'est dire que votre mission dépassera celle d'un gestionnaire du plan de formation.
Vous jouerez également un rôle important auprès des opérationnels en pilotant avec le D.R.H. les différentes phases de nos recrutements.
Diplômé d'études supérieures, riche d'une expérience de 2 à 3 ans, si possible en milieu Informatique, vous souhaitez encore mesurer vos capacités et votre potentiel d'évolution.
Poste basé à PARIS.
Merci d'adresser votre résumé de carrière, s/réf. O/DY/LM, à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Algorithmes, route des Lucioles - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS

MEDIA PA

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE
implantée à **PARIS** (Champs-Elysées)
recherche dans le cadre de son expansion

● DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE
ASSISTANT MANAGER H/F - CADRE Classe V

- *Diplômé universitaire.*
- Expert comptable fiscal.
- Responsable du contrôle des comptes bancaires.
- Expérience similaire minimum de 1-2 ans.

Réf. COM

● DEPARTEMENT ETRANGER
JEUNE EMPLOYE H/F - Classe II/III

- Transferts "étranger".
- Remises documentaires IMPORT-EXPORT.
- Crédits documentaires.
- Anglais indispensable. Réf. ETR

● DEPARTEMENT "BACK OFFICE"/ TRESORERIE CHANGES
OPERATEUR H/F DE SAISIE INFORMATIQUE
Classe II

- Expérience similaire 2-3 ans.
- Anglais apprécié. Réf. BAC

● DEPARTEMENT ADMINISTRATION
JEUNE EMPLOYE H/F

- Assistant de la salle informatique / télex / administration.

Réf. ADM

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. *s/réf. 29677 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040* Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Cherchant à renforcer son équipe d'analystes sur Paris une grande banque française souhaite accueillir

ANALYSTES FINANCIERS

des secteurs :

- Financiers
- Chimiques
- Marchés américains

Les candidats justifieront d'un minimum de deux ans d'expérience.
Anglais *courant, une seconde* langue serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1170 à APC/ VOCATION MEDIA, 3, rue de Liège 75009 Paris

VOCATION MEDIA

BANQUE PRIVÉE *en forte expansion*
Filiale d'un groupe financier et industriel,

intervenant dans différents domaines, en particulier : opérations financières, gestion de fortune, activités de marché...

recherche

1) *JURISTE*
(débutant ou première expérience)
pour participer à l'activité du département financier au sein du service SICAV.

Le candidat doit :

– Avoir une formation juridique : de la capacité à la maîtrise de droit, selon expérience ;

– Etre disponible, avoir le goût des relations avec l'extérieur et le sens du contact.

2) COLLABORATEUR BOURSE FRANÇAISE
ayant de préférence une première expérience
(1 ou 2 ans) des opérations de ce type.
Formation : bon niveau, soit général (DUT, BTS), soit bancaire (BP, ITB).

Lieu de travail : PARIS-1er (Opéra).

Adressez votre dossier (c.v., lettre, prétentions), à OSP, 64, rue La Boëtie, 75008 PARIS sous la réf. 2 qui trans.).

BANQUE PRIVEE - MIDI-PYRENEES

Recherche

ADJOINT COMPTABLE GRADÉ(E)
CLASSE III/IV

35 ans - DECS ou Diplôme équivalent. Ayant bonne expérience de la Comptabilité (domaine bancaire apprécié) et l'habitude du Traitement Informatique. Fort potentiel personnel pour encadrement d'une équipe de 4/5 personnes. Réelles perspectives de carrière.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la *réf. 146/LM, à O.C.B.F. SERVICES* - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA PA

BANQUE A TAILLE HUMAINE FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

recherche
pour les régions **RHONE-ALPES et PROVENCE**

EXPLOITANTS CLIENTÈLE PRIVÉE

Ils seront chargés de gérer et développer un portefeuille de particuliers et commerçants.

Expérience souhaitée.
Bonne formation générale de base indispensable (Bac + 2).

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo sous nº 8 022 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

IMPORTANT
GROUPE INDUSTRIEL
RÉGION PARISIENNE (Sud)
recherche un

CADRE COMPTABLE

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion + DECS ayant acquis une première expérience en entreprise industrielle (comptabilité générale et analytique).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prét. s/réf. DG 29864 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

BANQUE A TAILLE HUMAINE FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

recrute pour LE MIDI

UN RESPONSABLE DE CLIENTÈLE ENTREPRISE-PME

- VOUS avez déjà une expérience bancaire de deux à trois ans.
- VOUS êtes diplômés d'Études supérieures.
- VOUS souhaitez un poste dynamique et chargé de responsabilités.
- VOUS voulez être partie prenante de la vie d'une entreprise à taille humaine et développer votre carrière au rythme de son expansion.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo, sous le nº 8 023 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

Dolisos Numéro 2 français des laboratoires pharmaceutiques homéopathiques (effectif : 1000 personnes - CA : 300 millions de Francs), nous recrutons :

Responsable du service contrôle de gestion

Réf. 760.87 M

Directement rattaché au directeur financier, ce collaborateur prend en charge : le contrôle de gestion France et Etranger, l'analyse des écarts, l'élaboration de mesures correctives, l'établissement du budget et des prix de revient. En outre, il anime une petite équipe. Le candidat, âgé de 30 ans environ, diplômé d'une ESC ou équivalent (+ DECS si possible), doit justifier d'une expérience similaire de 5 ans, acquise dans une société industrielle, à vocation internationale. C'est un homme de dialogue et de rigueur ; il doit pratiquer l'anglais. Le poste est basé à Paris et nécessite quelques déplacements.

Assistant contrôle de gestion

Réf. 761.87 M

En collaboration avec le responsable du service, il participe à l'élaboration du budget société et à l'analyse du contrôle budgétaire mensuel des 22 succursales et de 2 filiales françaises.

Nous souhaitons recruter un candidat de 25-28 ans, de formation supérieure type ESC ou maîtrise de gestion, ayant acquis une première expérience professionnelle dans le service contrôle de gestion d'une entreprise industrielle. Le poste est basé à Paris.

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence choisie, à notre Conseil, 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC



Contrôleurs de gestion

Nous sommes une des toutes premières SSII européennes, filiale d'un grand groupe industriel (2300 personnes - chiffre d'affaires 1,3 milliard de francs).

Pour faire face à la croissance de nos unités opérationnelles, nous souhaitons intégrer des contrôleurs de gestion.

Rattachés à nos Directeurs d'Agences vous prenez en charge l'élaboration des budgets, le suivi du reporting et l'analyse des résultats.

Dans cette mission vous avez aussi la responsabilité de la comptabilité générale et analytique.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent), vous possédez une première expérience réussie de la fonction, acquise en cabinet d'audit et/ou dans le tertiaire.

Votre sens de la communication et votre esprit d'initiative sont des atouts importants. Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution dans une équipe jeune et performante.

Nous vous remercions d'adresser CV, prétentions à Chantal FAUCHER, GSI, 14 rue Forest, 75018 PARIS.

média-system

Un groupe industriel international recherche pour une de ses filiales son

Contrôleur de Gestion

Métropole Lilloise **300-350 KF**

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour principales responsabilités : l'élaboration et le suivi des budgets, le reporting, la consolidation, la mise en place d'un nouveau système de gestion ainsi que le suivi des filiales étrangères.

De formation supérieure, âgé de 30-35 ans, il devra avoir une expérience similaire de la fonction, acquise si possible en environnement industriel, ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais.

De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.

Contacter **Jérôme Lancrenon** au **40.70.00.36** ou envoyer CV + Tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris** sous réf. 1035 JLM.

ADICOM

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier

Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ORGANISME PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE GESTION IMMOBILIERE

recherche pour PARIS son

RESPONSABLE DES SERVICES DE GESTION

Il sera placé sous l'autorité directe du Directeur Général.

Véritable manager, il sera chargé de superviser l'ensemble de la gestion, d'animer les services internes et d'améliorer les méthodes et outils de gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat jeune (30 ans environ) de formation Grande Ecole Commerciale, ayant une première expérience de l'animation de services, dans la fonction comptable ou financière.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo
en précisant la rémunération souhaitée à notre conseil :
M. EVANGELISTA - FIDORGA,
2bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

CONTESSE

Banques d'affaires internationale

recherche

Analystes de crédit confirmés (niveau cadre)

FONCTION :

Analyse technique et financière des dossiers de crédit avant présentation au comité de crédit. La fonction comprend également l'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale.

PROFIL :

– Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié mais non exigé) ;
– 1 à 3 ans d'expérience dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
– Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrit/parlé) ;
– Bonnes connaissances de comptabilité.

Envoyer c.v. et prétentions s/nº 8 028, LE MONDE PUBLICITÉ, *5, rue Monttessuy, PARIS-7e.*

Filiale française (CA : 4,8 milliards de FF) d'un important groupe chimique allemand recherche pour son siège parisien

Responsable Comptable

(Futur Adjoint du D.F.)

280-300 KF

Directement rattaché au Directeur Comptable et Financier dont il sera à terme adjoint, il sera principalement responsable de la comptabilité générale et auxiliaire, du bilan et de la fiscalité de l'entreprise.

Il animera une équipe de 25 personnes.

Agé de 30 à 40 ans, il aura une solide formation comptable (DECS + Ecole de Commerce + certificats supérieurs) et possédera de bonnes notions de la langue allemande. **Poste évolutif au sein de la société et du groupe.**

Réf. 1031 MGM

Responsable Organisation

250-280 KF

Rattaché au Directeur Comptable et Financier, il devra assurer la mise en place *d'un nouveau système informatique comptable en collaboration avec le chef de* projets informatiques, et il devra élaborer un manuel des procédures comptables, effectuer le suivi de la mise en place de ces procédures.

De formation Ecole de Commerce ou DECS, excellent communicateur, il justifiera d'une bonne connaissance de la langue allemande. **Poste évolutif au sein de la société ou du groupe.**

Réf. 1032 MGM

Contacter **Michel Guinot** au 40.70.00.36 ou envoyer CV + tél + rémunération actuelle à ***Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V - 75008 Paris*** en mentionnant la référence.

ADICOM

MP

Michael Page Comptabilité

Spécialiste en recrutement comptable

Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

Etablissement financier de 1er plan recherche pour son service juridique et fiscal

FISCALISTE

Au sein d'une équipe de 3 personnes il participera à la gestion des impôts, des taxes et des contributions dus par l'Etablissement.

Assurant l'interface avec la Comptabilité Générale il collaborera à la définition et à la mise en place des procédures fiscales liées aux différentes activités du Groupe.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (à caractère juridique, économique ou de gestion) possédant de réelles connaissances comptables (DECS apprécié) et ayant 2 ans d'expérience professionnelle, si possible dans le tertiaire financier.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la réf. choisie sous Nº 29908 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

SSCI leader sur le marché des micros en grappe recherche pour son siège à Paris

UN JEUNE INGÉNIEUR COMMERCIAL « GESTION »

La fonction :

Responsabilité progressive de la vente de nos progiciels leaders de comptabilité, de paie, de facturation et de gestion commerciale.

Les qualités attendues :

Présentation impeccable, goût pour la vente de produits informatiques, connaissances en gestion, dynamisme, ouverture d'esprit et aptitude au travail d'équipe.

Rémunération attrayante, fonction de l'expérience acquise, puis de l'efficacité démontrée.

Envoyer c.v. avec photo à Monsieur le Directeur, SOFIA - 4, rue Oudinot, 75007 PARIS.

GROUPE BANCAIRE PARISIEN

recherche

RESPONSABLE DES OPERATIONS SUR TITRES

Votre profil : • vous avez une expérience de 10 ans, dans un **Service Titres**, au sein d'une banque de taille moyenne • votre compétence sur les marchés des valeurs mobilières françaises et votre connaissance d'une organisation informatique (chaînes - titres notamment) seront vos atouts indispensables • d'autre part, homme de méthode et de terrain, vous avez le goût de l'encadrement (10 personnes) et parlez l'anglais courant.

Votre mission : • Responsable du Service Comptable des Titres, vous assumerez la *direction et le contrôle de l'ensemble des opérations sur titres, d'un ou de plusieurs établissements.* Votre évolution, rapide, sera fonction de votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 150/LM, à **O.C.B.F. SERVICES** - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA BK

ocbf services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Nous disposons d'une solide expérience dans le domaine de l'Assurance et nous nous situons aux premières places du marché. L'appui d'un partenariat européen de première référence nous amène à consolider notre position, à créer et à développer de nouvelles activités, dont les produits originaux et performants ouvrent une perspective de développement de carrière très intéressante pour des cadres de valeur.

Fondateur et Président de ces différentes sociétés, je souhaite la collaboration directe d'un responsable de haut niveau au poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Disposant obligatoirement d'une expérience confirmée dans le secteur des Assurances ou de la Banque, familiarisé avec l'outil informatique, il conduira dans le cadre des nouvelles structures la mise en place de toutes les procédures administratives et financières et en assurera la bonne marche.

Responsabilités motivantes, rémunération stimulante.

Le poste basé à Paris est à pourvoir dans les meilleurs délais.

Les personnalités intéressées par cette opportunité de carrière sont priées d'adresser leur dossier (CV, photo, prétentions, lettre manuscrite, disponibilité) à notre Conseil, Michel GLASZ. Totale confidentialité.

CONTESSE

Glasz Conseil Associés

Conseil de Direction en Ressources Humaines

66, rue Monceau - 75008 Paris

AUDITEUR CONFIRMÉ

Notre Société est la première en France dans le domaine de la vente par correspondance.

Au sein de notre Direction Financière, le métier d'Audit se transforme : audit des circuits et *procédures comptables bien sûr, mais aussi audit* de gestion et d'organisation, audit des filiales. Vous aurez la responsabilité des missions d'audit financier et comptable pour Redoute Catalogue et ses filiales en apportant le professionnalisme indispensable à cette fonction.

Diplômé d'une Grande École de Commerce, vous avez acquis une bonne expérience de l'Audit en Cabinet ou en entreprise. Le poste est basé en métropole Nord.

■ Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prét.) sous réf. 86046 à J.-M. ANOT - REDOUTE CATALOGUE - DIVISION EMPLOI-ORIENTATION - 59082 ROUBAIX Cedex 2.

Redoute Catalogue

Nous sommes un des plus grands groupes industriels multinationaux. *Notre développement nous permet de pratiquer une politique* de promotion interne. Nous offrons aujourd'hui un :

TREMPLIN POUR FINANCIERS

SUP de CO - Sciences Eco - DECS

- Vous avez une expérience professionnelle de un an minimum et réussi vos premières missions.
- Vous serez en charge du cost accounting ou de la consolidation financière et comptable de nos unités de production réparties dans le monde et de missions ponctuelles d'audit.
- Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes habitués à travailler sur P.C.
- La réussite dans votre fonction vous permettra d'évoluer rapidement vers la Direction Financière d'une de nos unités.

Envoyer CV et photo s/réf. 2770 M à notre Conseil

FMI RECRUTEMENT

11, rue Liancourt 75014 Paris

Tél. 43.20.69.29

FMI recrutement

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Proche banlieue parisienne

SECRETAIRE GENERAL *HF*

300 KF

Nous sommes le spécialiste de la distribution dans notre profession. Notre souci du service et notre compétence reconnus par tous nous ont permis de prendre la position de leader incontesté sur notre marché (C.A. 400 M.F. - Résultat net 20 M.F.).

Membre du Comité de Direction, votre champ d'intervention couvre les domaines de la comptabilité, de l'administration, du personnel, de la finance et la trésorerie ainsi que les services généraux.

Vous devrez démontrer à la fois des qualités de hauteur de vue et de synthèse du généraliste, tout en possédant une solide base technique capable de faire de vous un bon spécialiste dans les domaines dont vous aurez la charge.

Ce poste, très complet, conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (droit, gestion... + DECS), possédant une bonne expérience acquise dans une fonction similaire.

La compétence dans l'utilisation des outils informatiques est indispensable (mini et micro ordinateurs, logiciels et progiciels de comptabilité et de trésorerie...).

Compte tenu de notre développement externe prévisible, une expérience dans le domaine des acquisitions ou de l'international serait un atout supplémentaire.

Votre sens du consensus associé à une volonté d'emporter la conviction seront vos atouts pour réussir avec nous dans un contexte d'efficacité et de qualité de vie au travail.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 46/2157 C à :

EGOR DISTRIBUTION
63, rue Ponthieu - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

alam.

RANK XEROX

Jeune gestionnaire opérationnel

Devenez notre RESPONSABLE ANALYSE FINANCE de notre UNITE GRANDES ENTREPRISES

Dans le cadre du compte d'exploitation de la Région, il établit le plan financier, analyse les résultats et définit éventuellement les actions correctrices nécessaires, en interface avec les autres fonctions de son Unité et du Siège. Il conduit également les audits internes.

Vous êtes diplômés(e) d'Ecole de Commerce ou de l'Université (D.E.S.S.) et vous avez une première expérience d'un an (8 mois d'analyse de gestion avec utilisation de la Micro).

Vous aimez les chiffres et votre personnalité affirmée s'exprime efficacement dans la négociation et les contacts à haut niveau.

Vos preuves faites dans ce poste, une évolution vous sera offerte au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature + C.V., sous réf. F.LM.185, à Hélène LAUTREDOU, Direction Ressources Humaines, RANK XEROX, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

média-system

La Banque est votre métier, le Conseil est votre avenir

Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous avez, depuis environ 5 ans, mené à bien des missions d'organisation dans une banque ou dans une institution financière.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience dans le Conseil : un travail varié, une ambiance ouverte et internationale, avec des contacts au plus haut niveau.

Le fort développement de PEAT MARWICK Consultants, au sein du premier réseau mondial d'Audit et de Conseil, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'écrire à Marie-Odile RIBATTO qui vous assure de sa totale discrétion.
PEAT MARWICK Consultants (référence 930-80) Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE



Si vous saviez ce qu'est le Conseil chez Peat Marwick, vous y seriez déjà

Organisation et Publicité

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes un groupe de 8000 personnes occupant une place prépondérante dans les activités de service.
La position que nous tenons sur ce marché nous oblige à rendre chaque jour notre gestion plus performante.

En liaison avec le contrôleur de gestion de la société mère, nous souhaitons vous confier une tâche d'envergure : la refonte de notre comptabilité analytique commerciale (création de tableaux de bord, suivi et analyse des résultats, appréciation de la rentabilité, ...)

Ceci nécessite des méthodes, certes, mais surtout la capacité, au-delà des procédures, de faire preuve de souplesse, d'imagination et de hauteur de vue.

Quel meilleur tremplin pour un DIPLOME D'UNE ECOLE DE COMMERCE + DECS ayant une toute première expérience professionnelle et soucieux de faire ses preuves dans le contrôle de gestion.

D'autres projets seront à réaliser et les opportunités ne manqueront pas pour des candidats à potentiel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. JCG/LM, à notre Conseil KER — 23, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS.



Rejoignez:

LE CONTRÔLE DE GESTION

D'UN GROUPE LEADER DANS LA DISTRIBUTION ET EN FORTE EXPANSION

Si vous avez :
- entre 25 et 30 ans
- une formation HEC - ESSEC - ESCP
- une grande autonomie de travail alliée à la rigueur dans le respect des procédures existantes
- une aisance dans les contacts humains
- une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction.

pour assurer :
la mise en place du contrôle de gestion de nouvelles activités.

en adressant :
CV, photo et prétentions à Madame HUARD, CIC, 4, rue de Soissons 75019 PARIS, qui transmettra.

Lieu de travail :
Paris avec quelques déplacements.

Jonction

Filiale d'un important groupe international banlieue Nord-Est de Paris recherche dans le cadre de son expansion

COMPTABLE

Confirmé

comptabilité générale

De niveau DECS ou BP, il sera chargé de la comptabilité générale tenue sous système informatique intégré.

Dépendant directement de la direction financière il devra assurer avec l'assistance d'une petite équipe la tenue et la justification des comptes, l'établissement d'états périodiques jusqu'au bilan. Une expérience de 4 ans au minimum est exigée. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 29495 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

CONTESSE

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche pour le
Centre d'Observation Economique un

MACRO-ECONOMISTE

Expérience de 3 à 5 ans minimum en analyse de la conjoncture ;
maîtrise de l'économétrie ;
pratique de l'informatique.
Niveau DEA ou équivalent. Anglais exigé.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à



C.C.I.P. – DPRS – 8, rue Chateaubriand
75008 PARIS

BANQUE PARIS

recherche

pour son service titres

Cadre

CLASSE V à VI

En tant que CHEF ADJOINT du secteur REVENUS ET COUPONS, le ou la SPECIALISTE des revenus de valeurs françaises ou étrangères devra :

CONNAITRE
- *les conventions internationales*
- *le traitement des plus-values - CEA Monory*

AVOIR
- *un bon niveau en anglais*
- *le goût des contacts*
- *le sens des responsabilités*
- *une bonne approche des traitements informatiques.*

POUVOIR
- *étudier la fiscalité des nouveaux produits*
- *entretenir des rapports avec la Direction Générale des Impôts.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 16844, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames - 75009 PARIS - qui transmettra.

Société d'Ingénierie
– 500 personnes –
implantée dans la banlieue sud, recherche son

CHEF DU PERSONNEL H/F

Assisté d'une petite équipe, il assurera la fonction dans sa totalité :
- gestion des emplois,
- relation avec les partenaires sociaux,
- formation hygiène-sécurité,
- paye, retraite, assurance du personnel,
- gestion des expatriés.

A environ 30 ans, il est de formation supérieure et possède une expérience réussie d'au moins 2 ans dans un poste similaire.
Discrétion, rigueur et qualités relationnelles sont des atouts indispensables à sa réussite.

Merci d'envoyer votre CV, photo et prétentions sous référence 65518, à DEB'S, 103, rue Jouffroy, 75017 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

DELAHAYE RIPAULT S.A.
AGENT DE CHANGE - PARIS-2e

recrute
pour son Département Institutionnel Actions

ANALYSTE FINANCIER

DÉBUTANT OU EXPÉRIMENTÉ

Diplômé(e) d'une école de commerce (ou équivalent), motivé(e) pour l'étude et la prévision financière portant sur les sociétés cotées en Bourse, excellent rédacteur, le (la) candidat(e) se joindra à une équipe de 3 analystes où il aura la responsabilité du suivi d'un ensemble de valeurs et sera en relation avec la clientèle institutionnelle française et étrangère de la Charge.

Rémunération motivante + intéressement lié aux performances du Département.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à J.-C. ADJEMIAN - 178, rue Montmartre, 75002 PARIS.

---

bip
BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Responsable intermédiation (HEC, ESSEC, SUP de Co...)

Dans le cadre de notre développement nous créons la fonction Intermédiation.
Cette activité nouvelle bénéficiera de l'appui d'une équipe d'opérateurs de haut niveau et du fort potentiel de notre clientèle. Le candidat que nous recherchons devra optimiser cette activité.

Environ la trentaine, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers complétée par une expérience commerciale. Bon technicien, vous disposez aussi des qualités relationnelles et d'un dynamisme de gagnant qui doivent vous permettre de constituer une équipe performante et d'obtenir des résultats de premier plan.

Ce poste est rapidement évolutif pour un candidat de valeur et notre système de rémunération est très attractif.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à :
B.I.P. - Direction des Ressources Humaines
108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS (Réf. GM/IM).

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER — Recrute

Un responsable gestion obligataire H/F

Appelé à prendre en charge la responsabilité des interventions de l'établissement sur le marché obligataire domestique (gestion de portefeuille et marché primaire) vous serez l'un des principaux responsables du département des marchés.

De formation supérieure vous justifiez d'une expérience d'un an au moins sur les marchés obligataires.

Un opérateur sur les marchés financiers H/F

Vous participerez à la mise en place et à la gestion des opérations de l'établissement sur les marchés financiers.
Une évolution des responsabilités pourra être envisagée rapidement.
Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de Co PARIS, IEP Ecofi ou ingénieur bénéficiant d'une double formation) débutant ou justifiant d'une première expérience sur les marchés financiers ou le marché des changes.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier, en précisant le poste choisi, s/réf. 3949, à
PIERRE LICHAU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Pierre Lichau

Une société de services (320 millions de CA) en pleine expansion recherche son

Contrôleur de Gestion

Paris **300-350 KF**

Rattaché à la Direction Générale, ses principales responsabilités seront : les budgets, l'analyse des résultats, le développement de nouveaux outils de gestion, les études liées aux nouvelles activités.
Il sera, par ailleurs, amené à prendre rapidement la Direction du département informatique.
Les perspectives d'évolution dans le groupe permettront aux candidats à potentiel de prendre à terme une direction opérationnelle.
Agé de 30-35 ans, de formation supérieure, le candidat aura une connaissance du contrôle de gestion acquise, de préférence, dans le secteur de la distribution.
Il devra avoir également une bonne maîtrise de l'outil informatique.
Contacter **Jérôme Lancrenon** au 40.70.00.36 ou envoyer CV + tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V 75008 Paris** sous réf. 1021 JLM.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM

Jeunes contrôleurs de gestion !..
du paysage au panorama...

Après une première expérience du contrôle de gestion acquise au sein d'une branche d'activité d'un grand groupe, vous souhaitez, à présent, « augmenter votre angle de vue »... Pourquoi pas le niveau holding ? L'un de nos dirigeants vous invite à l'assister dans le domaine du

Contrôle de gestion groupe 200 000 F+

A ses côtés, vous aurez à proposer des améliorations concernant la procédure du Plan à moyen terme, du budget, à assurer un reporting de qualité, et développer des paramètres rendant les tableaux de bord plus efficients. Et ce, à destination de notre Directeur Général, de nos actionnaires, de nos Directeurs d'activité... et de vos homologues auprès de ces derniers : des contrôleurs de gestion de branches ! Du sérieux, du fiable, du « construit »... et de la bonne humeur !
Poste en proche banlieue Sud de Paris, chez un grand de l'agro-alimentaire. A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence V/GEG/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des gaz industriels, nous affirmons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : industries alimentaires, santé, électronique, espace... Nous sommes implantés dans 55 pays industriels.
Une clientèle diversifiée, une présence internationale : notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance.
Notre Direction Administrative et Financière recherche son :

NUMERO 2 DU SERVICE COMPTABILITE CONSOLIDÉE

Vous avez complété votre formation supérieure (ESC ou ESCAE + DECS) par 3 à 5 ans d'expérience dans la comptabilité. *Vous connaissez la micro-informatique.*
Un CA de 20 milliards de Francs, un bénéfice net de plus d'un milliard de Francs, plus de 120 filiales dans le monde entier : votre mission est passionnante et variée.
Outre la consolidation des comptes des filiales, vous participez activement à l'élaboration des procédures budgétaires et menez des missions de contrôle de gestion...
Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence CCM à l'AIR LIQUIDE D.R.H.P.
75, Quai d'Orsay 75321 Paris Cedex 07.

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITÉS

Jonction

Le Département Finances de LEVI STRAUSS
leader mondial du Jean recherche un (e)

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

pour participer, en collaboration avec le responsable du budget, à la réalisation du reporting mensuel à Bruxelles et San-Francisco, à la préparation et au suivi des budgets et à la mise en place du tableau de bord.
Formation souhaitée Ecoles de Commerce (+ DECS). Débutant, bon niveau d'anglais.
Envoyer CV photo (ret.) et prétentions au Service du Personnel, LEVI STRAUSS, avenue du Pacifique, 91400 LES ULIS

LEVI'S

Leader mondial dans le domaine de l'information et de la communication, notre groupe international connait depuis plusieurs années une progression remarquable qui atteind 40% en 86.
En France, cette évolution liée aux innovations technologiques et au développement de nos marchés conduit notre groupe à étoffer et à structurer son département administratif et financier en recrutant un :

Financial Controller 300-350 KF

Sa mission : pour commencer, intervenir directement dans le contrôle de gestion, la gestion du crédit, l'audit interne, seconder le Directeur Administratif et Financier sur les problèmes fiscaux et juridiques, l'organisation interne et contribuer à la mise en place des nouveaux systèmes informatiques.
Très vite, s'assurer de la fiabilité des résultats comptables et du reporting puis animer l'équipe comptable et financière (12 personnes). Bien sûr, l'évolution ultérieure *dépendra de la réussite à ces premières responsabilités.*
Ce poste promis à un avenir certain s'adresse à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce + DECS, agé de 30 ans environ, possédant une expérience réelle de 3 ans de l'audit international *complétée* par 2 années de gestion dans une structure internationale.
Le potentiel et la personnalité dynamique et constructive du candidat seront des atouts majeurs pour réussir dans ce poste. L'anglais est impératif, ainsi que la maîtrise de l'outil informatique.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser *sous la référence M 68209, votre dossier* de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007
PARIS.

The Executive Group

DESSEIN

MAIRIE DE ST-DENIS
(92 000 habitants)

recherche
pour sa direction
des finances

LE RESP. DU SERV. GESTION FINANCIÈRE

Niveau de recrutement :
- Attaché, attaché principal.

Formation souhaitée :
maîtrise sciences éco ou DESS.
Administration des collectivités ou solide expérience de la gestion financière.

Fonctions :
- Encadrement du service ;
- Gestion des emprunts, trésorerie ;
- Etudes financières et fiscales ;
- Administration des outils d'aide à la gestion.

Adresser candidature et c.v. à :
Monsieur le Maire,
2, place Victor-Hugo,
93200 Saint-Denis.

Société de conseils juridiques

RECHERCHE

POUR PARIS

UN FISCALISTE EXPÉRIMENTÉ

chargé d'assister une clientèle d'entreprises internationales d'un niveau important.

CE POSTE, QUI OFFRE DES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES ET PASSIONNANTES, S'ADRESSE A UNE PERSONNE TITULAIRE D'UNE MAITRISE EN DROIT DES AFFAIRES, D'UN D.E.S.S. DE FISCALITÉ, D'UN D.J.C.E., OU D'UN DIPLOME DE L'E.N.I.

SON *EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE PEUT SOIT PROVENIR D'UNE* GRANDE ENTREPRISE, SOIT D'UN CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE.

UN BON NIVEAU D'ANGLAIS PARLÉ ET ÉCRIT EST EXIGÉ.

Merci d'adresser c.v., photo récente et rémunération actuelle sous le nº 8 011, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

HIGH TECH :
N° 2
DU CONTRÔLE DE GESTION

Nous sommes un grand de la technologie. Dans notre organisation, le contrôle de gestion occupe une place essentielle et bénéficie d'une grande autonomie.

Pour tout dire, un partenaire à part entière de la Direction Générale.

Collaborateur direct du contrôleur de gestion, vous travaillez en toute responsabilité sur les tableaux de bord, les budgets et la compta analytique.

Jeune HEC ou équivalent, vous maîtrisez déjà les outils de gestion (entreprise ou cabinet d'audit).

Vous parlez anglais, vraiment.

La dimension du groupe permet une évolution rapide à ceux qui sont mobiles et ambitieux.

Pour plus d'informations, écrivez sous réf. 1168/M à APC/VOCATION MEDIA, 3, rue de Liège, 75009 PARIS, qui nous transmettra votre dossier.

VOCATION MEDIA

VOUS ÊTES
EXPERT-COMPTABLE
diplômé ou mémorialiste.
Vous avez des compétences et de l'expérience en GESTION, TRÉSORERIE, CONSOLIDATION
Vous aimez animer des séminaires de formation.

FIDINFOR SERVANT SOFT vous propose d'entrer dans le monde de l'informatique et de participer à la conception, sous
SERVANT IV
de ses applications de gestion sur micro-ordinateur.

Equipe jeune. Poste évolutif. FORMATION IMPORTANTE EN INFORMATIQUE.

Adr. C.V. manuscrit et photo à l'attention de Mme DOUET, SERVANT SOFT FIDINFOR 5-7, rue de l'Amiral-Courbet, 94160 SAINT-MANDÉ.

Chef de Division Comptabilité Finances
200-220 000 F ***H/F***

Contexte : un grand organisme social, situé en région centre. Au sein de sa Direction Administrative et Financière, vous «coiffez» la comptabilité générale et la gestion financière.
A 30/35 ans environ, titulaire du DECS ou équivalent, vous avez, au cours de votre précédente expérience, acquis le professionnalisme vous permettant d'être, dans nos structures, immédiatement opérationnel. A fortiori parce que vous maîtrisez bien l'outil informatique. Votre charisme doit vous permettre d'être écouté et suivi par votre future équipe (10 collaborateurs).

Ce poste peut se montrer très évolutif à terme.

Envoyer CV et prétentions sous référence 87/37/756 à notre Conseil Dominique Leligois, **DL Conseils**, 1 rue Grécourt, BP 1522, 37015 TOURS CEDEX.

DL

Dominique Leligois Conseils

DESSEIN

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESPONSABLE BANQUE CONSEIL GESTION PATRIMOINE

Rejoignez un des premiers GROUPE BANCAIRE de dimension internationale pour travailler directement en collaboration avec le responsable de la BANQUE HAUT de GAMME.

Vous avez des responsabilités de développement de cette clientèle, des **qualités managerlales** et d'animation après une expérience de 5 à 10 ans dans la profession depuis le chargé de clientèle jusqu'au chef d'agence.

Vous souhaitez participer à l'élaboration de la **stratégie** à moyen terme et l'appliquer dans le réseau.

- *35 ans minimum*
- Etudes supérieures Economiques et financières (BAC + 5 minimum)
- Solides connaissances en marketing, informatique et conduite de projets.

Adresser CV, prétentions et photo à :

PUBLIVAL/09.60 - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

Importante Charge d'Agents de Change

Nous recherchons notre

RESPONSABLE ADJOINT DU SERVICE DES TITRES

Vous aurez pour mission

- *de* ***seconder*** *le chef de service dans toutes les dimensions du poste.*
- ***d'organiser*** *et de former le personnel (45 personnes) de votre service en maintenant son niveau opérationnel.*
- ***d'étudier*** *et de* ***formaliser*** *les procédures existantes, de les* ***modifier,*** *de les* ***améliorer,*** *et de tout mettre en œuvre pour une* ***meilleure circulation de l'information.***

Votre culture économique est excellente, votre expérience professionnelle, acquise dans le service des titres d'un établissement bancaire ou de préférence dans une charge, est d'environ 10 ans. Et, bien sûr, vous ***maîtrisez parfaitement l'ensemble des opérations sur titres et des mécanismes boursiers.***

Les perspectives d'évolution au sein d'une ***Charge performante*** *et le* ***caractère motivant de la rémunération,*** *sont de nature à susciter les candidatures de* ***personnes ambitieuses.***

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. MT3 à notre conseil :

ORSI *13, place Kossuth - 75009 PARIS*
qui vous garantit la plus totale discrétion

« L'audit au GAN... une assurance de réussite »

Auditeurs internes

En développant son activité d'AUDIT FRANCE, le GAN offre de nouvelles opportunités.

L'un DÉBUTANT, est jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, maîtrise de gestion + DESS Audit...) ayant effectué des stages d'audit.

Le second CONFIRMÉ, est diplômé de l'enseignement supérieur de gestion avec une expérience de 3 ans minimun dans un cabinet ou au sein d'un département d'Audit Interne d'un important Groupe.

Votre mission d'audit opérationnel vous permet d'évoluer au cœur des différents domaines de l'ensemble de nos sociétés (comptabilité, finances, gestion, personnel...). Elle porte sur la validité des procédures, la conformité des opérations avec les procédures, mais aussi sur l'application des recommandations.

Pour réussir avec nous, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence ED/18 (à mentionner sur l'enveloppe) au GAN, Emplois et Carrières, 2, rue Pillet Will, 75448 PARIS Cédex 09.

L'énergie de tous les projets **gan** assurances

Chargé d'Affaires HF

Clientèle d'Entreprises et Investisseurs Privés - Crédit-Bail Immobilier

Cet important groupe bancaire, bénéficiant déjà d'une bonne notoriété dans le secteur du crédit-bail immobilier, élargit sa clientèle aux PME et investisseurs privés. Il crée, à Paris, un poste CHARGE D'AFFAIRES.

Avec l'appui d'un réseau d'agences bancaires, vous prospecterez cette nouvelle clientèle, assurerez avec une grande autonomie d'action la vente, le montage et le suivi de chaque dossier. Vous jouerez un rôle moteur dans les développements visés pour ce nouveau créneau de marché.

De formation supérieure, vous justifiez d'une réelle connaissance du milieu bancaire, des PME, de la gestion de patrimoine privé. Vous êtes sensibilisé à l'immobilier. Votre personnalité, vos capacités d'analyse, vos qualités relationnelles seront parmi les critères déterminants du choix pour ce poste évolutif.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre de motivation et C.V., sous référence 37 88201 M, à Brigitte SAUVEGRAIN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

Etablissement financier (PARIS LA DEFENSE) spécialisé sur les marchés financiers et connaissant un fort développement au sein d'un groupe diversifié recherche un(e)

Responsable comptable

Il aura pour mission de seconder le Directeur Comptable du Groupe pour la gestion opérationnelle de l'établissement financier.

Le candidat devra avoir une connaissance réelle des sociétés financières et des opérations sur les nouveaux marchés.

Une expérience de la comptabilité des SICAV est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier complet - C.V., photo, lettre manuscrite précisant sur l'enveloppe la référence 6930 à
PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne -75008 PARIS
qui transmettra en toute confidentialité.

Une importante société de négoce et de fabrication de produits industriels (CA 700 millions de F.) recherche pour son siège social à PARIS le

Responsable de son service Contrôle de gestion

Il sera chargé de :
. l'animation d'un service de 4 personnes,
. la mise en place de budgets et procédures,
. l'assistance et du conseil aux filiales et unités de production,
. la détermination des paramètres.

Vous avez une expérience d'au moins 5 ans du contrôle de gestion et si possible de l'utilisation de l'informatique. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe référence 9860 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS
qui transmettra en toute confidentialité.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE

RECHERCHE

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

BRAS DROIT ÉVENTUEL DU PRÉSIDENT

Déjà formé aux études prospectives de sociétés françaises et européennes cotées, précédées d'interviews à haut niveau, connaissant bien la Bourse de Paris et ayant une bonne intuition boursière, AFIN D'APPUYER LE PRÉSIDENT DANS :

- **LA COORDINATION DU SERVICE DES ÉTUDES FINANCIÈRES,** et notamment des recommandations boursières ;
- **LE MARKETING** d'abonnements au service d'analyses financières de la société auprès de nouveaux institutionnels français et étrangers ;
- Certains aspects de la GESTION.

Possibilité, pour le candidat, d'**IMPORTANTE PROMOTION INTERNE (BRAS DROIT, DIRECTION GÉNÉRALE).** Intéressement possible.

LA SOCIÉTÉ RECHERCHE ÉGALEMENT DEUX ANALYSTES FINANCIERS : UN SENIOR ET UN JUNIOR (SFAF SI POSSIBLE).

Envoyer C.V. avec références, plus lettre manuscrite, en précisant dernier salaire sous le nº 8005 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS PARIS

recherche

FISCALISTE de haut niveau

Spécialisé en fiscalité immobilière, de formation universitaire il aura au minimum 6 années d'expérience.

Merci de nous adresser C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions sous nº 8014 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

BANQUE PRIVEE - MIDI-PYRENEES

CHARGES DE CLIENTELE

HF

Pour le développement de ses activités. 25-35 ans. Diplômé Enseignement Supérieur. Bonne connaissance de la Technique bancaire acquise au sein de la profession et qualité de gestionnaire.

Les candidats(es) devront justifier une première expérience commerciale réussie pour promouvoir les produits bancaires et développer les clientèles de Particuliers « Haut Niveau » et les Entreprises. Le poste implique une bonne Capacité d'Analyse Financière et le sens des contacts. Mobilité géographique sur Midi-Pyrénées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 145/LM, à **O.C.B.F. SERVICES** - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MÉDIA PA

IMPORTANT ORGANISME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE SIEGE A PARIS, recherche

DIPLOME(E) de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUE DE PARIS

Section Services Publics

• 25-35 ans. • Licence en droit privé. • Expérience professionnelle de quelques années dans le secteur tertiaire appréciée.
Merci d'adresser CV, photo et prét. sous réf. 29375 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

CONTESSE

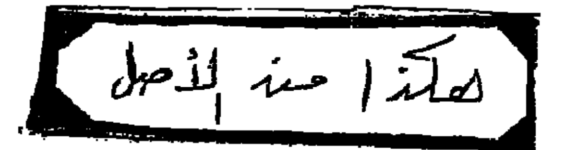
« Diplômé ENSAE passionnez-vous pour la réassurance »

Développer le secteur des études tant qualitatives que quantitatives, portant sur les différentes activités, de la société dans la **réassurance internationale** des branches IARD :
voici votre opportunité auprès du Directeur de notre département réassurance.

Cette mission, implique une bonne maîtrise de l'anglais ainsi que l'utilisation de la micro-informatique. Des stages de formation pourront être proposés aux débutants. Le diplôme ENSAE, première division, sera un atout supplémentaire. Basé à Paris-La Défense, vous aurez des déplacements à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous la référence ED 19, au GAN, Emplois et Carrières, 2, rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets **gan** assurances



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UNIVERS DE LA GESTION

PROFESSIONNELS DE LA BANQUE :

ACCELEREZ VOTRE CARRIERE !



Diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire, vous avez une expérience bancaire réussie en exploitation et l'ambition qui vous ouvrent un parcours gagnant dans une nouvelle structure, particulièrement favorable à votre évolution.

Avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, des actifs gérés de 10 milliards et la confiance de plus de 200 000 clients, la BANQUE POPULAIRE DE LA REGION OUEST DE PARIS s'affirme être au troisième rang dans le Groupe des Banques Populaires.

Dans ce contexte dynamique, nous recherchons des professionnels de la banque qui veulent accélérer leur carrière en faisant leurs preuves dans l'exploitation comme **SPECIALISTES** ou comme **MANAGERS**. Rencontrons-nous !

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaboratrices d'**ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74**. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Précisez la réf. 618).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf. 618/LM, à ALLO-CARRIERES 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



MEDIA BA

Spie Batignolles

La Division Electricité et Nucléaire de Spie Batignolles (16000 personnes, 9 Milliards F CA) recherche pour son service juridique :

Juriste contrats France - Export (H.F.)

Après une formation supérieure (DESS - DEA) en Droit des Affaires ou International, vous avez une expérience réussie de 5 à 7 ans du montage de contrats dans un contexte d'entrepreneurs.
Nous vous proposons de rejoindre notre équipe pour participer au montage et au suivi des contrats et des dossiers contentieux.
Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand et vous êtes prêt à vous déplacer à l'étranger pour des missions de courte durée.
Une expérience des contrats BTP sera vivement appréciée.
Merci d'adresser votre candidature sous la référence :
S8 87/37, à . Spie Batignolles - Division Electricité et Nucléaire, DPH/RH, 202 quai de Clichy, 92111 Clichy Cedex

---



FIDUCIAIRE recherche
ASSISTANT
DE CABINET pour comptabilité et commissariat. 47-65-02-16.

GIE exerçant sur le MATIF
RECHERCHE
NÉGOCIATEUR EN BOURSE

Au sein d'une équipe de 5 personnes, il participera à la négociation en Bourse, au suivi administratif des opérations et à l'analyse du marché. Le candidat idéal devra être disponible, vif et avoir le sens des responsabilités.

Contact. : Gérard Stadler ou 42-60-05-96.

Conseils juridiques et fiscaux
Rhône-Alpes recherchent
SPÉCIALISTE DROIT DES AFFAIRES ET FISCALITÉ

Formation souhaitée : DESS-DJCE ou équivalent.
Situation évolutive pour candidat performant.

Envoyer c.v., photo, lettre manuscrite et prétentions sous n° 8 013, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7e.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR INFORMATIQUE
46 ANS - 17 ANS D'EXPERIENCE

- motivé par le parti à tirer des technologies de l'information dans les Entreprises.
- formé à l'Ecole anglo-saxonne - bilingue français/anglais (15 mois aux USA).

CHERCHE A REJOINDRE L'EQUIPE DE DIRECTION D'UNE GRANDE ENTREPRISE

- pour apporter les eclairages techniques et organisationnels en support de sa stratégie.
- pour conduire les adaptations, les mutations necessaires

Invite les responsables d'Entreprises à manifester leur interêt sous référence M 80260 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS

J.F. SINGAPOURIENNE
7 ans journaliste premier quotidien Singapour
RECH. TRAVAIL TEMPORAIRE A PARIS
1 an ds sté Trainding avec la Chine ou presse. Anglais, *Mandarin, Cantonais courant*. Tél. : 47-56-00-57 sf w.e.

Notaire 38 ans envisageant céder son office propose à tte société ou organisme bancaire, financier ou juridique, de mettre à sa disposition son expérience et ses compétences prof.
Ecrire sous le n° 8016 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ENSEIGNEMENT en ÉLECTRONIQUE et MICRO-PROCESS. ch. empl. mi-tps. 45-57-82-21.

J.F ch. place stable HOTESSE D'ACCUEIL, russe, franç., angl. Tél. : 42-62-48-40.

J. Femme, 38 ans, secrétaire traitement texte, 17 ans d'expérience, recherche poste stable à responsabilité avec contacts clientèle. Libre de suite. Etudie ttes proposit.
Ecrire sous le n° 6977
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 28 a., maîtrise droit privé, 2 ans d'exp. en qualité de responsable de recrutement ds très grande entrepr. de T.P.
RECHERCHE POSTE CONSULTANT JUNIOR OU RESPONS. DU RECRUTEM.
Tél. : 60-46-09-11.

Enseignant, Doctorat 3e cycle Sorbonne
RECHERCHE HEURES COMPLÉMENTAIRES ANGLAIS
Paris et banlieue Nord.
Tél. : 48-37-07-20.

J.F. 10 ans d'exp. presse périodique, Secrét. de rédact. télématique, correction, rewriting, titrage, dactylo.
Etudie toutes propositions, toutes publications.
Ecrire sous le n° 8811 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune fille 22 ans, BTS secrétariat, trilingue (angl., espagnol, français)
CHERCHE PLACE SECRÉTAIRE
Disponible de suite.
Tél. : (16) 27-91-43-96.

J.H. 28 ans, maîtrise éco., anc. élève sciences po, part. 29 sept. 87 aux USA, 1 an min.
CHERCHE EMPLOI DANS ENTR. FRANÇAISE
Tél. : (16) 41-66-43-31.

ENSEIGNANT en ÉLECTRONIQUE et MICROPROCESS., ch. empl. mi-temps. 45-57-82-21.

Secrétaire dactylo., 58 ans, BP Banque, 20 ans exp. dans service juridique bancaire,
CHERCHE EMPLOI PRÈS SAINT-LAZARE
Ecrire sous le n° 8817M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Presse

Chef de publicité
Contact : agences, clients.

+ Technico-ccial
Contacts : rédaction, direction, imprimerie et services techniques, services fabrication (agences).

Pour ttes propos. écrire LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

J.F. 31 ANS DESSINATEUR COMPLET, expér. 13 ans, exéc. maq., calibrage, dessin (trait, lettre), photo labo, retouche... RECHERCHE place stable sur Paris et région parisienne
Salaire souhaité :
15.000 F mensuel.
Etudie toutes propositions.
Tél. : (1) 39-85-41-82 tous les jours de 8 h à 11 h.

H. 37 a., Comptable, B P ch entrepr. dynam., suivi budgét. compta. anal informat. Libre de s.
Ecrire sous le n° 1519
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune femme 24 ans, maîtrise de gestion + 2 ans M.B.A. *New-York* en finance internationale, ch. poste stable dans organisme financier. Dynamisme et organisat. à proposer.
Ecrire sous le n° 7085
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

F. 40 a., *diplôme document.*, 15 a. exp. secrét., gest., statist., abonnem., document. dans sect. presse et édit.
Tél. : 43-07-76-21.

Secr. dir., lic. lettres, expér. polyvalents et *référ* solides, ch. emploi région Toulouse, Carcassonne.
Ecrire sous le n° 8004 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. licence lettres et arts, compétences littérature, cinéma, musique, peinture rech. emploi lié à ces domaines (librairie, disque, édition, journalisme, pige, rewriting, rel culturelles...).
Eric MINTHE : 48-40-39-80.

SECRÉTAIRES

SOCIETE DE SERVICES (LYON 6ème)
recrute une
Secrétaire de Direction

Chargée du secrétariat de l'équipe de Direction, elle aura également la responsabilité de travaux comptables courants, sous la supervision du Directeur Financier.
Une formation de type BAC+2, ainsi qu'une expérience similaire lui ayant permis d'acquérir autonomie et sens des responsabilités sont requises.
Anglais courant (écrit + parlé) exigé.

Candidatures (lettre manuscrite + CV + photo + rémunération souhaitée) à adresser à Béatrice LETIENNE, 16, rue Professeur Depéret - 69811 TASSIN CEDEX.

Jeune Agence de Publicité à fort développement recherche
UNE EXCELLENTE SECRÉTAIRE
Envoyer c.v. et prétentions à CANAL 55.
55 *bis*, quai Valmy Paris-10e.

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

Société conseil en recherche de cadres et dirigeants, nous souhaitons accueillir une nouvelle collaboratrice.

Responsable du secrétariat de deux consultants, elle coordonne et suit les opérations de recrutement (tenue des plannings, frappe de dossiers et de courriers confidentiels...) et permet, grâce à ses initiatives et à son sens de la communication, d'apporter aux clients et aux candidats un service de qualité.

Ce poste convient à une secrétaire ayant un BTS, 23 ans minimum, très organisée et rigoureuse.

La connaissance de l'IBM PC AT est impérative.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., lettre et photo, sous la réf. 592 à Annick Lucchini, JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS.

IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITE PARIS-8e rech.
UNE SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO
23 ans mini, 3 à 5 ans exp. dans même fonction, aimant le trav. vivant et varié. Situat. intéressante et évolut. pour J.F. souc. de dével. ses acquis. Bonne amb., nombrx avant. socx.
C.V., photo à C.R.C.,
7, r. Chabanais, 75002 PARIS.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Management export

l'Université de Paris Dauphine

propose une formation à temps plein à caractère opérationnel concernant les aspects *commerciaux, financiers, administratifs et économiques de la gestion du commerce extérieur.*

Public concerné : Bac + 2 : 3 ans d'expérience professionnelle
- Salariés en PLAN FORMATION
- Salariés en CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION
- DEMANDEURS D'EMPLOI (possibilité de rémunération régionale)

dossier à déposer jusqu'au 07.10.87

Début de la formation 2 novembre 1987 pour une durée de 7 mois

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE département d'éducation permanente

Informations et Dossiers d'Inscription
Michèle Marchand - téléphone : 47.27.28.37
Université de Paris Dauphine - Département d'Education Permanente
Place du Marechal de Lattre de Tassigny -
75775 Paris Cedex 16.

SOURCES

D.E.A. URBANISME ET PRATIQUES DE L'ESPACE
Institut français d'urbanisme (Paris-VIII) — ENTPE et Ecole nationale des ponts et chaussées. Inf. et dossiers 64-68-00-16.

LANGUES VIVANTES ADELE

ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS • VIE DES AFFAIRES •

1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS - Face gare Saint-Lazare. Tél. 45 22 51 18.

PLURIAL

SPÉCIALISATION EN INFORMATIQUE DE GESTION
ACQUISITION D'UNE DOUBLE COMPÉTENCE

CENTRE NORMAND DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE

CENORI

ADMISSION
Etudiants titulaires d'un diplôme du second cycle universitaire. Cadres salariés désirant se recycler. Tests + entretien.

Durée 11 mois : 1re session oct. 1987.
: 2e session janvier 1988.

1, rue ÉMILE-ZOLA, 76600 LE HAVRE – Tél. 35-41-25-92.
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU HAVRE

propositions diverses

ARTISANS - PROFESSIONS LIBÉRALES assurons votre secrétariat téléphonique Tél. : (1) 49-11-11-11.

INGÉNIEURS, CADRES ET TECHNICIENS
Reprise par l'association « GIER-Cadres IDF » de ses activités d'aide à la recherche d'empl. Réunions les 14, 21, 28 sept., 12 h-13 h, salle 100, 8, av. Ségur, PARIS-7e.

Appel du « Mouvement National pour l'Emploi des Cadres » aux ing., tech., cadres, Paris, prov., âgés de 55 a. ou plus, sans emploi pour créat. et/ou gestion « Associations intermed. » ou collabor. dans collect. locales. Réunions au C.I.C. le 5 oct., 16 h 30, 242 *bis*, bd St-Germain, Paris-7e ou écr. à MNE Cadres c/o Cie.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vend **VISA 11 RE** (gris métal., excellent état, équipement radio), année 85, 45 000 km, prix Argus (31 000 F). Tél. 40-70-00-01 bureau et/ou domicile 46-44-74-71.

LANCIA PRISMA
automat., 7 chevaux, 83/84, toutes options, 47.000 km. Prix 38.000 F.
Tél. : 60-09-36-75.

capitaux propositions commerciales

Pour lancement sur large échelle, diverses spécialités de branches différentes, telles que : diététique, environnement, techniques industrielles, spécialités alimentaires, etc. recherchons partenaire
ASSOCIÉ(E)
en vue de diffusion sur le plan national et international. Écr. HALLMAN Postfach 1242 D 7840 MULLHEIM (RFA).

L'IMMOBILIER

appartements ventes

11e arrdt

Près place Voltaire, part. vd 2 pces, 4e ét., tt cft, refait entièr., cave. 420.000 F cpt. 43-70-21-75 de 9 h à 19 h.

14e arrdt

AV. DENFERT
SUPERBE 6 PIÈCES
Plan except. 200 m², imm. stdg, ravalé, 45-26-99-04.

17e arrdt

RUE AUMONT-THIEVILLE, SUPERBE DUPLEX, vue dégagée, dble liv., style atelier, 4 chbres, 2 bains, 2 park. DORESSAY - 46-24-93-33.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez notaire.
48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

BUTTES-CHAUMONT
Gd séjour + chbre + tt cft, r.d.ch., face aux Buttes, bel imm. appart. impeccable. 3.000 F + ch. Visites 13-15 h, 68, r. Botzaris. 42-66-19-00.

locations non meublées demandes

Paris

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Locat., vente, gestion.
5, rue Berryer, 75008 PARIS.
Rech. APPTS vides ou meublés pour sa clientèle, loyer garanti.
42-89-12-52.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour SA CLIENTÈLE DE QUALITÉ 4, 5, 6 PCES et MAISONS banlieue ouest.
BON STANDING.
L.S.I. - Tél. : 45-26-18-95.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 Paris
rech. APPARTS DE GRANDE CLASSE. Belles réceptions avec minimum 3 chambres:
TEL. : (1) 45-62-78-99.

locations meublées offres

Paris

NOTRE-DAME. Original séjour + chbre, tt cft, 8 000 F mens., ch. incluses. 46-34-15-99.

bureaux

Locations

DOMICIL. CCIALE 8e TELEX/SECRET. TEL. BURX
AGECO 42-94-95-28.

ENTREPRENEZ MALIN
Domiciliations depuis 80 F/ms. Location de bureaux équipés. Pour siège social ou antenne. 12e Boss Office (1) 43-45-12-13. 17e Time Buro (1) 42-29-09-09.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO...
Loc. burx, secrét., tél., télex.
Domiciliations : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

Domiciliations depuis 80 F/ms. Av. des Ch.-Elysées (Etoile). Rue Saint-Honoré (Concorde). Rue Cronstadt, Paris-15e. 21 *bis*, rue de Toul, Paris-12e. Constitution SARL 1.500 F H.T. Inter Dom. Tél. : 43-40-31-45.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles, bureaux. Constitution de sociétés, télex, secrétariat.
ACCESS - 40-26-15-12.

maisons individuelles

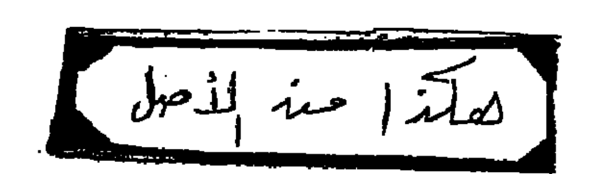
VILLE D'AVRAY
Hôtel part. Louis-Philippe, 350 m² sur 3 niveaux, jard. 1.300 m². Px 5.800.000. WEATHERALLS, 45-63-06-50.

villas

COSTA BLANCA (Espagne)
Vivez au soleil même l'hiver au milieu des orangers, près de la mer, vue panoramique. Pavillon avec jard. 171.683 F*. Villa 3 p., 500 m terr. 285.069 F* (* clés en main, prix TTC).
VENEZ VISITER NOTRE GRANDE EXPOSITION
au KISS, 26, rue des Lombards, Paris-4e, les 26, 27 et 28 septembre 87, un cocktail à la sangria vous est offert.
QUESADA & QUESADA
(1) 45-64-42-30.

immobilier information

Pour vendre ou acheter Maison - Appartement Château - Propriété Terrain - Commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, r. Le Chatelier, 75017 Paris.
Tél. : 16 (1) 40-54-08-06.



Le Monde

ECONOMIE

LES CERTITUDES EST-ALLEMANDES

On ne change pas un système qui gagne

QUE pense-t-on à Berlin-Est des réformes économiques « radicales » envisagées dans les autres pays de l'Est, en Union Soviétique notamment ? *« Les autres parlent, nous travaillons. »* Cette réponse, laconique, donnée par un banquier est-allemand traduit bien le sentiment général des dirigeants de la RDA. *« Chaque pays doit construire le socialisme selon ses propres conditions »*, expliquent-ils à l'interlocuteur occidental, avant d'ajouter qu'ils ne voient pas pourquoi la RDA devrait abandonner *« un système qui fonctionne bien »*.

« Progressivement aménagé au cours des années 70, notre système de direction, de planification et de calcul économique a fait ses preuves », explique ainsi de façon très orthodoxe le Dr Rolf Montag, de la commission d'Etat de planification. Effectivement, la RDA affiche une bonne santé par rapport aux autres pays du COMECON, l'organisation économique des pays d'Europe de l'Est *(voir encadré)*. *« Un bon risque »*, estiment unanimes les banquiers occidentaux représentés à Berlin-Est.

« Un partenaire industriel et commercial fiable », commentent, de leur côté les hommes d'affaires occidentaux présents à la Foire d'automne de Leipzig. Fin connaisseur de l'Europe de l'Est, M. Ravenel, le directeur général d'Automobiles Citroën, travaille depuis près de dix ans avec l'industrie est-allemande. Il souligne *la « bonne qualité des produits livrés »* et *le « respect des délais de livraison »* de la part de ses partenaires.

Les réformes menées jusqu'à présent dans les autres pays de l'Est n'incitent guère non plus les dirigeants est-allemands à s'en inspirer. L'élection des directeurs d'entreprise, l'autogestion ? Ils évoquent *la « faillite de l'économie yougoslave »*. L'abandon de la planification centrale ? La situation de la Hongrie, hyper-endettée et qui serait aujourd'hui revenue quinze ans en arrière d'après un syndicaliste de Berlin-Est, est rappelée.

Le développement d'un secteur privé ? La RDA n'a pas attendu que l'on en parle à Moscou : des boulangers, restaurateurs et réparateurs d'automobiles indépendants contribuent pour 2,8 % à la production nationale. Il n'est pas question d'aller beaucoup plus loin, pour ne pas favoriser l'émergence d'inégalités sociales trop grandes, explique-t-on dans la capitale est-allemande.

La planification centrale renforcée

Des *joint-ventures* (sociétés mixtes) entre entreprises socialistes et capitalistes ? L'hypothèse n'est pas totalement exclue, mais, pour l'instant, la RDA s'en tient à *« d'autres formes de coopération internationale qui permettent d'atteindre les mêmes objectifs, l'acquisition de technologies occidentales »*, souligne un responsable du ministère du commerce extérieur. La RDA est aujourd'hui le seul de tous les pays d'Europe de l'Est à n'avoir

En RDA, les dirigeants estiment que l'URSS s'inspire davantage de leur expérience que de la réforme hongroise.

aucune législation autorisant la création de telles entreprises conjointes. Si donc il n'en reste qu'une, ce sera la RDA. Mais cela ne signifie pas pour autant immobilisme. Sûrs de leurs faits, les dirigeants est-allemands sont même convaincus que – contrairement à l'idée souvent développée à l'Ouest – les Soviétiques s'inspirent davantage, dans leurs réformes, de l'expérience est-allemande que de celle menée en Hongrie. Et ils n'ont peut-être pas tort.

Les deux axes des transformations réalisées en RDA depuis le début des années 70 ressemblent étrangement aux deux grands thèmes développés aujourd'hui par les réformateurs soviétiques : un renforcement de la planification centrale d'une part, un accroissement des responsabilités des entreprises d'autre part. Ces deux voies, suivies non sans un certain pragmatisme, sont à l'origine des performances réalisées dans l'industrie, estime-t-on à Berlin-Est. Elles seront donc poursuivies.

Réaffirmé dans le plan quinquennal 1986-1990, le renforcement de la planification centrale n'est pas, en RDA, un vain mot. En ce domaine, la tradition est conservée. La toute-puissante commission d'Etat du plan établit des balances *matières* (en volume) et financières (en valeur) pour l'ensemble de l'économie nationale. Les plans annuels, quinquennaux et à plus long terme sont votés par la Chambre des députés et prennent alors force de loi – ce qui, dans l'ancien empire prussien, a un sens.

Une organisation « pyramidale » (voir schéma) permet la transmission des tâches à chacun des agents de l'économie (les ministères techniques, les combinats, les entreprises...). Pour les entreprises, les « ordres » sont donnés sous la forme de quatre indices : la production brute, le profit, les exportations et la production de biens de consommation pour la population.

Ce système – l'économiste est-allemand Harry Maier, passé à l'Ouest l'an dernier, parle d'une *« économie-commando »* – va franchir en 1988, avec l'informatisation, une nouvelle étape. Le vieux rêve des planificateurs soviétiques d'une planification centrale totalement informatisée de l'ensemble de l'économie va peut-être devenir en RDA une réalité. Depuis quelques mois, les secteurs de la métallurgie et de la chimie ont fait l'objet d'une expérimentation dans ce sens. *« L'introduction généralisée du système de mise en équivalence des objectifs et des moyens, assistés par ordinateurs, dans tous les secteurs productifs, de la commission d'Etat du plan aux combinats, en passant par les ministères techniques, sera achevée en 1987 »*, lit-on dans le plan 1986-1990.

On confirme, à la commission du plan, l'installation en cours des équipements informatiques à tous les étages de la pyramide et les cycles de formation suivis, depuis dix-huit mois, par tous les responsables économiques. *« Il nous sera possible de réagir plus rapidement aux changements de l'environnement et de tester différentes variantes »*, explique une économiste qui participe à l'élaboration de ce système.

Une confrontation au marché mondial

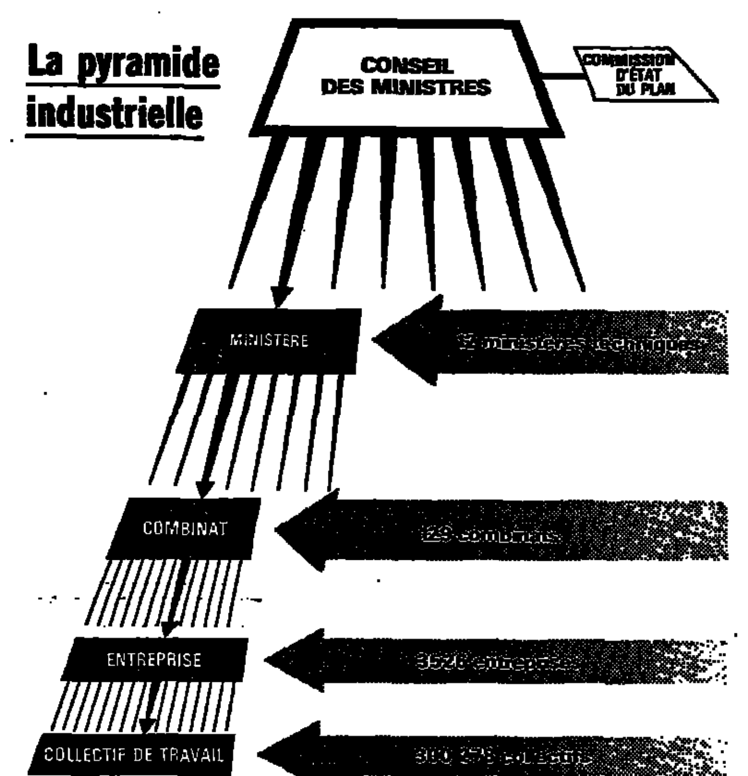
« Tout en renforçant la planification centrale, nous cherchons à accroître les responsabilités des combinats », indique M. Werner Burkhardt, le directeur général du ministère de l'industrie légère. C'est le second axe des évolutions en cours. « Epine dorsale » du système, les combinats, ces associations d'entreprises qui couvrent toute une gamme de produits (employant entre 70 000 et 150 000 personnes), jouent un rôle essentiel dans le système est-allemand. L'organisation quasi militaire qui semble se dégager laisse en fait la place à un certain pragmatisme, qui a permis à la RDA de surmonter certaines des difficultés traditionnelles des économies est-européennes.

La séparation entre la production et le marché mondial est l'une des sources de problèmes à l'Est. Depuis plusieurs années, la RDA, qui s'efforce d'accroître ses exportations, cherche à *« intégrer le commerce extérieur dans la gestion de l'industrie »*, selon les termes du Dr Christa Luft, de la Hochschule fur ökonomie de Berlin. Le monopole d'Etat du commerce extérieur n'a pas été ébranlé, mais des dispositions pratiques ont permis de créer ce lien.

De Berlin-Est
ÉRIK IZRAELEWICZ.

(Lire la suite page 38.)

La pyramide industrielle



L'ÉTAT DE LA FRANCE



En déclinant le déclin

par XAVIER GREFFE (*)

LE thème du déclin économique de la France est au cœur des débats politiques. Des candidats quasi déclarés à l'élection présidentielle en ont fait le point d'attaque de leurs concurrents et offrent aux électeurs le spectacle des « miracles » voisins pour appuyer leur démonstration. En sens inverse, les économistes de l'OCDE ne voient pas pourquoi la France perdrait son rang de quatrième puissance économique dans un avenir prévisible.

La France a en effet été le dernier des grands pays à prendre des mesures d'ajustement structurel, attendant 1982-1983 là où d'autres les avaient prises en 1974 et 1979, au lendemain des chocs pétroliers. Il n'y a donc aucun étonnement à ce que les résultats y soient encore aujourd'hui moins brillants qu'ailleurs, ce qui ne signifie pas qu'il faille relancer l'inflation !

Savoir si la France est entrée dans un déclin durable n'est donc pas une mince affaire, ce discours ayant pour effet immédiat d'instiller la fatalité et de déprimer par avance bien des initiatives. Les économistes n'ont du reste pas toujours accordé à ce thème l'attention que lui portent les historiens.

Deux raisons expliquent cette prudence au sein des débats. Le déclin est un phénomène qui s'inscrit dans le long terme et ne peut être prouvé qu'*a posteriori*. C'est là l'objet de l'économie politique des taux de croissance, qui établit des relations entre les différences dans l'accumulation et des caractéristiques institutionnelles, culturelles, sociologiques, etc.

La définition d'indicateurs – la déclinaison – du déclin renforce cette prudence, des écarts dans les taux de croissance ou de couverture des échanges extérieurs ne venant qu'après coup et ne pouvant servir d'explication. Il convient donc de choisir d'autres indicateurs ; mais leur choix est particulièrement malaisé. A titre d'exemple, considérons l'indicateur du degré de « tiertiarisation » de l'économie.

Depuis plus d'un demi-siècle un grand nombre d'économistes voient dans sa montée la preuve d'un développement croissant, et, à sa lumière, la France apparaîtrait en avance sur la République fédérale d'Allemagne ! Mais, si on y regarde aujourd'hui de plus près, on s'aperçoit que la production et l'exportation de services n'ont de solidité qu'appuyées sur celles d'équipements et de produits industriels.

Toutefois, il y a quelques mois, dans la lignée des travaux sur l'analyse des facteurs de la croissance entrepris depuis vingt ans par Edward Denison, Angus Maddison a proposé l'emploi de comptes de la croissance et en a tiré des conclusions du plus haut intérêt sur le thème du déclin (1). Ces comptes décomposent la croissance d'un pays entre les différents facteurs explicatifs possibles, ce qui permet après coup une comparaison internationale. En outre, et dans la mesure où on neutralise l'effet de facteurs tels que la croissance démographique, la variation des taux d'activité ou de la durée du travail, ces comptes mettent en évidence les contributions des productivités du travail et du capital.

On dispose alors de comptes de productivité qui permettent d'affiner les débats sur les performances relatives des économies. En appliquant cette méthode aux principales économies développées entre 1913 et début 1985, Angus Maddison montre que, loin de décrocher par rapport à la moyenne, la France n'a cessé de s'en rapprocher, surtout pendant les années les plus récentes ! Plutôt que de déclin, mieux vaut donc parler de ralentissement général de l'ensemble des économies avec un repositionnement positif de la France.

Une absence de mémoire

Pourquoi alors l'utilisation accrue de ce thème ? Il semble bien qu'il soit en passe de devenir un outil intellectuel dans la gestion du cycle politico-économique. Les échéances politiques peuvent en effet conduire les gouvernements en place à modifier leurs choix et leurs discours pour augmenter leur support électoral et réduire d'autant celui dont leurs adversaires bénéficieront. Ils ont alors tendance à jouer sur l'absence de mémoire et la myopie des électeurs, sachant parfaitement qu'ils seront conduits à faire l'inverse de ce qu'ils ont annoncé une fois le cap des élections passé. Cette gestion par l'idéologie est d'autant plus probable que les décideurs en place ont du mal à afficher des performances économiques significatives ou, pire, qu'ils font moins bien que leurs prédécesseurs...

Le débat actuel n'est guère éloigné de cette situation. La majorité brandit le thème du déclin contre une opposition qui n'avait pas manqué de l'utiliser à son profit avant son arrivée au pouvoir en 1981. Plutôt que de s'engager dans une opération « bilan » dont elle a quelques raisons de se méfier, elle préfère passer immédiatement au stade de l'affirmation. Derrière l'apparente continuité de certaines politiques conjoncturelles, elle ne peut tirer parti des importantes modifications introduites dans la distribution de la propriété et la gestion du budget, les nouveaux comportements relevant pour l'instant plus de la course aux rentes et aux plus-values que d'une nette relance de l'investissement.

Ces difficultés et ambiguïtés dans l'appréhension du thème du déclin ne justifient pas que l'on s'en désintéresse et qu'on ajoute l'immobilisme au fatalisme. Une chose est de garder raison, autre chose est d'expliquer les retards ou les pannes que rencontre la France. Porter des appréciations sur la capacité qu'elle aura de rester dans le peloton de tête ou d'en décrocher implique que l'on dispose de données quantitatives et d'une représentation de ses sources de difficulté. Cette représentation fait nécessairement appel à des jugements de valeur, et la difficulté du débat actuel vient justement de ce que les jugements aujourd'hui sous-jacents aux analyses sont laissés dans l'ombre ou présentés à l'opinion de manière particulièrement fallacieuse, par exemple à travers la fausse opposition entre liberté et solidarité.

(Lire la suite page 39.)

(*) Professeur à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne

(1) A. Maddison, « Growth and Slowdown in Advanced Capitalist Economies », *The Journal of Economic Literature*, juin 1987, nº 2, pp. 649-698.

LES CERTITUDES

On ne change pas un système qui gagne

(Suite de la page 37.)

Comme vingt-trois autres combinats, Carl Zeiss (appareils photo Praktika, matériel de précision...) dispose en son sein de sa propre société de commerce extérieur, avec un millier de personnes, dont plus de deux cent cinquante à l'étranger. La société d'exportation dépend à la fois du ministère du commerce extérieur et de la direction du combinat. Son directeur fait partie du comité de direction du combinat. Dans d'autres cas, les sociétés de commerce extérieur sont rattachées aux ministères techniques (le ministère de l'industrie légère travaille avec ses deux sociétés de commerce extérieur, Textilkommerc et Interpels). *« Tous les combinats sont ainsi confrontés d'une manière économique au marché mondial »*, estime le Dr Luft.

Toujours dans ce même but, des dispositions nouvelles seront prises prochainement. L'expérience d'un « autofinancement en devises » réalisée sur dix-sept combinats performants devrait être généralisée. Les combinats pourront disposer d'une partie des recettes d'exportation pour financer des achats de biens d'investissement à l'Ouest.

Le fossé entre la production et la recherche scientifique – autre lacune traditionnelle dans les économies est-européennes – a également été réduit par la création de liens directs entre les combinats et les centres de recherche. A l'instar de Foron, à Karlmarxstadt (équipements électroménagers), la plupart des combinats disposent d'une entreprise spécialisée dans la recherche et la rationalisation de la production. Des contrats sont signés avec des instituts de recherche extérieurs comportant un intéressement financier. La moitié des capacités de l'Académie des sciences serait ainsi mobilisée en faveur de l'industrie par de tels accords.

La responsabilisation des dirigeants des combinats – leur rémunération est liée à leurs performances – reste cependant limitée. Ils n'ont que peu de marge de manœuvre sur les différents éléments qui conditionnent la vie et les résultats de leurs entreprises. Les prix, qui ont fait l'objet d'une réforme au début des années 80, restent fixés de façon autoritaire par le plan, comme l'est la politique salariale.

Des maux persistants

Les investissements sont pour l'essentiel décidés et financés par les organismes centraux. La généralisation d'un système d'autofinancement, qui leur permettra d'utiliser « librement » les surplus de profits pour investir ou accroître les primes versées à leurs personnels, ne leur conférera pas le degré d'autonomie envisagé dans d'autres pays de l'Est.

Pauvre en matières premières (elle est néanmoins le premier producteur mondial de lignite) et en main-d'œuvre, la RDA doit à la fois accroître sa productivité et réduire sa consommation d'énergie. L'organisation actuelle lui permettra-t-elle de faire face à ces défis sans réforme « radicale » ? En fait, la RDA souffre encore de quelques-uns des maux du « socialisme réel ». La faible motivation des travailleurs, que ne masque pas le « dynamisme » des collectifs de travail et l'« émulation socialiste », en est un.

La *« persistance de déséquilibres dans la production »* aussi, pour utiliser les termes de M. Gunther Colas, l'un des membres de la direction de l'entreprise de machines-outils Drehmaschinenwerk, de Leipzig (2 000 personnes), associé au sein du combinat du 7 octobre. Il relève en effet les retards pris dans la livraison par une autre entreprise des commandes numériques qui doivent équiper les machines-outils fabriquées ici. Son entreprise révèle à la fois les forces et les faiblesses de l'industrie est-allemande.

Dans l'atelier le plus moderne de l'usine (les plus anciens sont plus que centenaires), une batterie de robots – japonais et finlandais – s'anime pour réaliser toutes les opérations de manutention et de travail des métaux. Mais, dans l'attente des commandes numériques, les stocks s'accumulent. Dans la salle de dispatching où des ingénieurs en blouse blanche programment les différentes opérations (à partir d'ordinateurs ROBOTRON est-allemands) tout en les surveillant sur des écrans de télévision, il fait très chaud. Le circuit électrique est en panne. Les ordinateurs et le système de climatisation ne peuvent fonctionner ensemble pour l'instant. Tout un symbole.

Une planification hypercentralisée, des combinats de plus en plus responsables : tel serait, aux yeux des économistes est-allemands, la clé des résultats économiques obtenus par la RDA. Les experts occidentaux – mais également certains dans les pays frères – invoquent aussi l'aide indirecte accordée par l'Allemagne fédérale, dans le cadre notamment de l'accord financier qui lie les deux nations.

Il est une autre raison, qu'un industriel français habitué des économies est-européennes résume par cette anecdote vécue à Berlin-Est. Une bande de jeunes aux cheveux hirsutes et multicolores s'apprête à traverser la célèbre avenue Unter den Linden. Après le passage des trois premiers, le feu devient rouge. Les deux suivants s'arrêtent et attendent le retour au vert. *« Punks »*, certes, mais allemands d'abord. Dans la rue, comme en économie, la discipline prime. Facile, mais peut-être pas si faux.

De Berlin-Est
ÉRIK IZRAELEWICZ.

EST-ALLEMANDES

En bonne santé...

UNE devinette : *« Pourquoi n'y a-t-il de cas de SIDA ni au Japon ni en RDA ? »* Réponse : *« Parce que le SIDA est une maladie du vingtième siècle, le Japon est déjà au vingt et unième siècle, la RDA encore au dix-neuvième ! »* L'histoire, racontée par un jeune Berlinois de l'Est, prouve que, à l'instar de leurs frères hongrois ou polonais, les Allemands de l'Est savent aussi manier l'humour cinglant. Mais il est sans doute moins pertinent, dans ce cas précis, que celui cultivé par les Magyars et les sujets de M. Jaruzelski.

Considérée parfois comme le « Japon de l'Est », la RDA affiche en effet une santé économique que lui envient tous les autres pays de l'Europe de l'Est. Dans la zone, l'annuaire statistique est-allemand apparaît presque comme un petit livre des records, et pas seulement par le nombre des médailles obtenues par les athlètes du pays lors des Jeux olympiques — dûment comptabilisées sous la rubrique « Sport-Tourisme ».

Les résultats économiques officiels de la République démocratique allemande constituent aussi de belles performances : une croissance économique régulière et soutenue (4 % par an environ depuis le début des années 80), des prix stables (l'indice est passé du niveau 100 en 1970 au niveau 99,5 en 1986 !), une industrie en voie de robotisation, une agriculture compétitive, le plein emploi permanent, une sécurité sociale élargie, un budget d'Etat constamment équilibré, un commerce avec l'étranger excédentaire (plus de 5 milliards de dollars de surplus accumulés avec l'Ouest depuis 1981, plus de 2 milliards avec l'Est depuis 1982), un endettement extérieur modéré (une dette nette en devises d'environ 8 milliards de dollars vis-à-vis des pays occidentaux)...

Les spécialistes occidentaux se plaignent des nombreuses lacunes statistiques (la RDA *n'appartient ni au FMI, ni au* GATT), et de la faible fiabilité des données communiquées. Ceux de l'Institut américain PlanEcon, à Washington, estiment ainsi que, ramenée aux normes occidentales, la croissance n'a pas été en 1986 de 4,3 %, mais d'environ 2,5 %. Ils soulignent aussi que, comme en RFA, le déclin démographique, après le sursaut des années 60, s'accentue : la population de RDA, supérieure à 17 millions d'habitants en 1970, *est retombée à 16,6 millions* en 1986. Mais tous établissent néanmoins un diagnostic commun : l'économie est-allemande est la plus saine d'Europe de l'Est.

Toujours en retard vis-à-vis de la RFA

Derrière le rideau des chiffres, la rue confirme à la fois la supériorité économique de la RDA dans le camp socialiste et la persistance d'un important retard vis-à-vis de l'Ouest, de la RFA notamment. Dans les centres commerciaux de la dixième puissance industrielle du monde, le *consommateur ne trouve ni ordinateur* personnel, ni magnétoscope, ni lecteur de disque compact. Tout au plus peut-il se rabattre sur le réseau des *intershops,* ces magasins d'Etat où les achats se font en devises occidentales et où sont proposés des produits importés de l'Ouest. Encore lui faut-il disposer de devises.

Avec son salaire mensuel moyen de 1 170 marks (environ 4 000 francs au cours officiel du mark est-allemand appliqué au touriste), l'Allemand de l'Est n'a en revanche aucun problème d'approvisionnement alimentaire. Il mange autant de viande et boit autant de bière que son cousin de l'Ouest. Les prix, grâce aux subventions de l'Etat, sont bas et stables : le kilogramme de pain *est à 1 mark, celui de mirabelles* à 1,5 mark, le chou-rouge coûte 46 pfennigs le kilo. Les files d'attente ne se forment qu'à l'occasion d'un arrivage de pamplemousses ou de bananes en provenance de Cuba.

Se vêtir est déjà plus coûteux — sauf pour les enfants. Les *petites boutiques de mode qui se* multiplient proposent des habits très chics — ceux du combinat Tricotage notamment, — mais à des prix très élevés. Les listes d'attente sont plus longues pour les biens de consommation durables ainsi que pour le logement. Le parc automobile a beaucoup progressé ces dernières années. Mais il n'y a encore qu'environ cent quatre-vingts voitures de tourisme pour mille habitants en RDA — contre quatre cent douze *en RFA, de l'autre côté de la « frontière d'Etat ».*

Une lourde contrainte

Pour acheter une Trabant neuve — cette *« petite voiture en carton »* si typique des paysages est-européens et de production locale, — le postulant doit s'inscrire sur une liste... et peut attendre jusqu'à douze ans ! En fait, compte tenu de combines multiples, le délai réel est évalué à trois ans par les experts locaux.

Le logement, enfin, est l'une des préoccupations prioritaires *des dirigeants du pays. Les loyers* sont bas, mais les appartements disponibles peu nombreux. Un vaste programme de construction et de modernisation est en cours. Plus d'un million de nouveaux logements seront accessibles au cours du quinquennat 1986-1990. *« La question du logement comme problème social sera résolu d'ici à 1990 »,* nous indique-t-on comme un leitmotiv au ministère de la construction.

Bénéficiant d'un niveau de vie incontestablement supérieur à celui des autres pays est-européens, les Allemands de l'Est n'en souffrent pas moins d'une *contrainte lourde : l'impossibilité* de voyager (en tourisme individuel) dans les pays occidentaux. Les voyages à travers les ondes — ils peuvent capter les télévisions ouest-allemandes et même, à Berlin, la Cinq de MM. Hersant et Berlusconi — ne sont qu'une maigre compensation.

Bien que les jeunes ne soient plus guère attirés par la langue française, ils font actuellement un succès à la chanteuse punk Desirless pour sa chanson *Voyages, voyages.* Cruel, cet hymne au voyage qui résonne dans les rues de Berlin, de l'autre côté du mur.

E. I.

L'ÉTAT DE LA FRANCE

En déclinant le déclin

(Suite de la page 37.)

Il n'est pas inutile à cet égard de rappeler l'apport de Gunnar Myrdal, prix Nobel d'économie disparu le 17 mai dernier. Pour lui, l'économiste qui réfléchit sur le progrès ou le déclin des systèmes économiques choisit inévitablement des hypothèses de départ au détriment des autres et introduit ainsi de la « valorisation » ou de la « valuation » (2). Cette valuation est un processus subjectif qui donne de la valeur à une démarche, et qu'il convient donc de distinguer clairement de l'objet auquel elle s'applique. Elle sera différente d'un chercheur à l'autre et il en résultera plusieurs interprétations possibles des mêmes faits. Mais mieux vaut *« plusieurs »* vérités que l'ambiguïté, tout le problème étant de mettre en évidence la spécificité de la démarche.

Myrdal a eu plusieurs fois l'occasion d'expliciter ce processus de valuation. La première remonte à la crise des années 30 en Suède. La tendance des économistes y est, comme ailleurs, d'attendre que la purge ait lieu et de laisser les prix dans une économie dominée alors par l'agriculture. Compte tenu de sa vision de la société suédoise, Myrdal s'inscrit en faux contre de telles recommandations, soucieux de garantir le pouvoir d'achat de la population agricole.

La réflexion préalable

Ce qui le conduit dans cette interprétation, nous dit-il, c'est la valuation de la solidarité. Cette référence à l'égalité n'est pas l'expression d'un parti pris de départ, mais une manière de lire et de comprendre en profondeur *la réalité* d'une situation pour mieux faire avancer les choses. Il est difficile de nier que ce fut bien là le cas.

Le prix Nobel aura une autre occasion d'utiliser ce principe de valuation par l'égalité quelques années plus tard, lorsqu'il se fera l'avocat subtil de l'État providence dans une économie ouverte. La garantie de l'emploi et la mise en place d'équipements collectifs axés sur la formation et la culture ne sont pas des sources de perte de compétitivité pour l'économie suédoise, mais le moyen de tirer parti de ses atouts humains, ses principaux atouts dans le cadre de la division internationale du travail.

Même si Gunnar Myrdal traitait de situations proches de la nôtre en ce sens que des options majeures sur les structures et le fonctionnement de l'économie devaient y être prises, on ne saurait suivre au pied de la lettre ses recommandations, sinon s'inspirer de sa démarche. Il convient donc de choisir une valuation qui offre la grille de lecture la plus pertinente.

Pour qui s'interroge aujourd'hui sur la capacité de la France à produire et à exporter, et à consolider ainsi sa présence dans l'économie mondiale, il semble difficile d'éviter une réflexion préalable sur la hiérarchie fondamentale entre « production » et « circulation ». Pour certains, le bon fonctionnement de la circulation garantit le redressement de la production. Pour d'autres, attentifs aux nouvelles données de la mondialisation et de l'innovation, l'activation de la circulation ne garantit en rien ce redressement, et un système économique durable au niveau national ou même régional n'a de chance de subsister que si une masse critique d'investissements est garantie *dans les secteurs porteurs.*

On aurait tort de minimiser ce débat, soulevé dès le plan intérimaire de 1982-1983 et repris dans le neuvième plan, et de ne pas s'interroger en particulier sur l'hypertrophie que peuvent revêtir les structures bancaires et commerciales par rapport aux unités *de production. Là où certains* croient voir une source d'assainissement économique, d'autres y verront à juste titre un levier pour la spéculation, le recul garanti de la production nationale au seul profit de l'importation.

Si la valuation de la production l'emporte sur celle de la circulation, la valuation solidariste de Myrdal réapparaît immédiatement. Comme pour tous les pays de la CEE, la production française ne peut être compétitive que si elle opte pour des productions à forte valeur ajoutée. On ne compensera jamais les différences de coûts salariaux sur des productions standardisées qui jouent en faveur des nouveaux pays industrialisés à coup de flexibilités défensives et de dévaluations concurrentielles. Mais on peut les assumer en s'orientant toujours davantage vers des productions à haute valeur ajoutée.

Cela implique une modernisation systématique du capital à l'aide des nouvelles technologies, une flexibilité offensive des ateliers pour assumer la variété permanente des produits et services et une main-d'œuvre toujours plus qualifiée. Personne n'est alors de trop et rares sont ceux qui peuvent s'en remettre à leur seule formation passée.

XAVIER GREFFE.

(2) G. Myrdal, « The Political Element in the Development of Economic Theory », *Routledge & Kegan,* Londres, 1953.

La chronique de Paul Fabra

Le plein emploi existe, je l'ai rencontré

JEUNE économiste de la puissante confédération des syndicats suédois LO, Dan Andersson classe les problèmes en deux catégories : ceux *qui résultent d'une mauvaise situation*, et ceux qui sont posés par de bons résultats. « *Il y a cinq ans*, dit-il, *les problèmes que nous avions à résoudre ici en Suède ressortissaient de toute évidence à la première catégorie : les salaires réels étaient en baisse — le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 10 à 13 % environ de 1976 à 1983, — les profits des entreprises étaient relativement bas.* » Depuis lors, les choses se sont grandement améliorées tant pour les employeurs que pour ceux qu'ils emploient : « *1985, 1986 et 1987*, précise Dan Andersson, *auront été des années d'augmentation à peu près régulière du pouvoir d'achat des salaires, environ 2 % par mois.* » « *Nous avons rattrapé environ la moitié du terrain perdu* », conclut-il.

La grande négociation modèle suédois (c'est-à-dire à l'échelle de la nation tout entière) va s'engager sur les rémunérations dans les jours qui viennent entre, *d'une part*, LO et, *d'autre part*, l'organisation patronale compétente. « *La question essentielle*, dit encore notre interlocuteur, *est de ne pas compromettre le plein emploi alors que les salaires augmentent actuellement d'environ 7 % en rythme annuel et que l'inflation, 5 % environ en 1987, menace de s'accélérer.* »

Ce n'est pas seulement sur le critère du plein emploi — reconnu ici comme un fait tant par les chefs d'entreprise que par les syndicats, tant par les membres du gouvernement social-démocrate que par le chef de l'opposition (parti conservateur, parti libéral, et parti dit du centre) — que l'économie suédoise a trouvé le mouvement en marchant. A un an des élections, le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, l'homme fort du gouvernement, pourrait se vanter d'avoir complètement changé la physionomie des finances publiques. De 80 milliards de couronnes au début de cette décennie (il représentait alors plus de 10 % du PNB), le déficit budgétaire est tombé à quelque 15 milliards de couronnes, soit environ 1,5 % du PNB.

Mais, justement, M. Feldt, qui tire son habileté de sa prudence et de son sens politique, ne s'en vante pas. Ses collègues ministres ne sont que trop disposés à réclamer le retour à une politique d'augmentation à tout-va des dépenses publiques. Le ministre des finances sait aussi quelles sont les limites du rétablissement. Les économies auxquelles il a procédé avec détermination y sont pour beaucoup, mais aussi l'augmentation des recettes fiscales. Non seulement certaines taxes ont été augmentées depuis le retour des socialistes au pouvoir, mais ceux-ci, bien qu'ils aient ramené de 85 % à 75 % le taux le plus élevé du barème de l'impôt sur le revenu, se sont abstenus de relever les tranches de ce barème, si bien que, l'inflation aidant, le rendement de l'impôt a encore augmenté.

Il reste que la Suède, jouissant à la fois du plein emploi et d'un budget à peu près stabilisé et proche de l'équilibre, affronte le genre de problème que connaissent les gens heureux. Si la chance a joué son rôle, il est infiniment plus important de constater que tous les intervenants y ont mis du leur pour l'aider.

DANS plusieurs secteurs de l'industrie, la pâte à papier et le papier, la fabrication des camions, et sans doute aussi l'automobile, les capacités de production sont utilisées à plein. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée s'y fait sentir, comme pendant les belles années de la grande prospérité. Volvo et Saab ayant entrepris d'installer, l'un à Uddevalla, l'autre à Malmö, une nouvelle usine de fabrication de voitures, là où se trouvaient naguère les plus actifs et les plus performants chantiers navals de la Suède à tout jamais fermés, les investissements industriels seront cette année en hausse de quelque 15 %. « *Une organisation ouvrière n'est pas faite pour aimer les profits mais nous savons que sans entreprises rentables, et même très rentables, il est vain d'attendre de meilleurs salaires* », dit encore notre expert syndicaliste.

Les industriels suédois parlent encore la salive à la bouche du cadeau que leur fit un homme qu'ils n'aimaient pourtant guère l'ancien premier ministre assassiné Olof Palme. Celui-ci, en revenant au pouvoir en 1982, dévalua d'entrée de jeu de 16 % la couronne suédoise, qui avait déjà été amputée de 10 % de sa valeur l'année précédente par le gouvernement « bourgeois ». Dans ce pays qui exporte 35 % de sa production, une telle opération a fortement contribué à durablement améliorer la rentabilité des firmes suédoises. Elle a d'autant plus réussi que, simultanément, le nouveau gouvernement socialiste choisissait de couper le lien de fait qui rattachait la couronne aux monnaies du SME pour faire varier la valeur de cette monnaie en fonction d'un panier où le dollar jouit d'un poids prépondérant (23 % environ, alors que le commerce entre la Suède et les Etats-Unis ne représente que 10 % des échanges avec l'extérieur). Résultat : l'industrie suédoise a pu, depuis deux ans, profiter de la dévalorisation du dollar, la couronne s'étant sensiblement dépréciée par rapport aux monnaies du SME, dans le sillage de la devise américaine (mais selon un pourcentage de baisse évidemment bien plus faible).

La dévaluation de 1982 était arrivée à point nommé. Elle allait permettre à l'industrie suédoise de tirer un parti maximum du formidable effort de restructuration qu'elle était en train de faire. « *Notre industrie est plus mécanisée, automatisée, robotisée, informatisée que celle de la plupart de nos concurrents* », dit Peter Wallenberg, banquier de son état et héritier d'un immense réseau de participations industrielles. Ce fut toujours la politique du patronat suédois que d'utiliser le plus raisonnablement possible une main-d'œuvre chère mais bien formée et dure au travail, d'une grande conscience professionnelle.

« *Non seulement*, dit encore Wallenberg, *les entrepreneurs se modernisent, mais ils savent, par tradition, mettre au service de la rentabilité les apports de la technique, et ils le font en général avant les autres.* » Cette analyse, émanant d'un des grands capitalistes du pays, paraît bien plus juste que celle des économistes suédois qui déplorent, comme d'autres à l'étranger, que l'industrie de leur pays ne fasse pas la place assez grande aux techniques de pointe, oubliant que la grande affaire n'est pas de développer la haute technologie pour elle-même mais de savoir la mettre au service des secteurs traditionnels.

« *Si j'aime Electrolux*, dit Hans Werthén, président, à soixante-huit ans, de *cette société dont il a longtemps été le* directeur général, *c'est parce que son développement permet de créer beaucoup d'emplois.* » Hans Werthén est également président d'Ericsson, une autre entreprise du groupe Wallenberg. Ces propos n'étonnent pas dans sa bouche, bien que cet homme se soit fait une spécialité de racheter en Suède ou à l'étranger (Zanussi en Italie, Arthur Martin en France, etc.) des entreprises en difficulté pour les restructurer et les rendre rentables. En Suède, on attend d'un chef d'entreprise qu'il assure la prospérité de celle qu'il dirige. C'est sur le bon fonctionnement du marché en général que l'on compte pour le plein emploi.

Sur deux points au moins, l'exemple suédois de la politique de plein emploi, au sens large du mot, mérite d'être retenu avec une attention particulière. Sous l'influence de la théorie économique néoclassique (dont les modèles datent de la fin du siècle dernier), il est en général admis que la mobilité de la main-d'œuvre est d'autant mieux assurée que les salaires sont plus différentiels, l'idée étant que, si les entreprises dynamiques et prospères offrent des rémunérations plus élevées, la main-d'œuvre quittera spontanément les secteurs en perte de vitesse pour se porter sur ceux qui progressent le plus vite.

CONTRE ce schéma, le Parti social-démocrate et les syndicats suédois se sont toujours élevés. Ils ont au contraire soutenu depuis une bonne quarantaine d'années que le processus de « destruction créatrice » selon lequel le capitalisme fonctionne (les entreprises condamnées par la concurrence disparaissent pour laisser la place aux plus aptes) est facilité par un coût égal ou à peu près égal de la main-d'œuvre. Les salariés n'ont pas intérêt à s'accrocher à la survie de firmes ou de secteurs en déclin si un changement d'emploi ne risque pas de se traduire par une baisse de leur niveau de vie.

Cependant, le principe de solidarité selon lequel, premièrement, le salaire doit être égal à emplois comparables et, deuxièmement, les écarts entre des emplois différents ne doivent pas se traduire par de trop grandes différences de rémunération commence à être sérieusement remis en question. La raison en est précisément le dynamisme retrouvé du secteur privé. Les employés du secteur public regimbent, eux qui pendant longtemps faisaient figure d'avant-garde.

LE deuxième point sur lequel la pratique suédoise montre qu'un système social ne peut pas être jugé indépendamment de la manière dont il est appliqué touche à une question particulièrement délicate : dans quelle mesure une indemnisation particulièrement généreuse du chômage (de l'ordre de 90 % de l'ancien salaire) est-elle ou n'est-elle pas une incitation à chercher un nouvel emploi ? « *Notre tradition est une tradition luthérienne* », dit un syndicaliste, ajoutant : « *Plus l'Etat-Providence est développé, plus il doit être strict. On tolère à la rigueur qu'un chômeur refuse une première offre d'emploi mais jamais une seconde* ». Bien que le placement des chômeurs soient un monopole de l'Etat, ce que critiquent âprement les partis d'opposition, beaucoup de choses sont faites pour aider le demandeur d'emploi à en trouver un sur le marché. Dernière innovation dont les représentants de LO aiment à parler : la création de « clubs de recherche d'emplois ». Leurs membres s'entraident mutuellement à la découverte des occasions d'embauche.

Qu'on n'imagine pas pour autant que la Suède échappe à la règle commune, en ce sens que, pays des impôts élevés, elle ignorerait cet obstacle à l'expansion économique. La vérité est que la majorité des dirigeants suédois, y compris les sociaux-démocrates et leurs alliés syndicalistes, reconnaisent aujourd'hui que le système doit être révisé. Il doit l'être d'autant plus que celui en vigueur comprend de nombreux excès et déductions qui rendent sans doute la vie plus facile mais qui retirent toute transparence au système.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Titanesques enjeux

UN « *trou noir* » : c'est par cette image, inspirée des analyses modernes de l'univers, que Lester C. Thurow, du *MIT-Massachusetts Institute of Technology*, et Laura d'Andrea Tyson, de l'*University of California at Berkeley*, illustrent la gravité, pour l'économie mondiale, du déficit commercial et de l'endettement extérieur des Etats-Unis (1). Un déficit commercial qui a sextuplé de 1980 à 1986, pour atteindre cette dernière année 166 milliards de dollars ; la dette extérieure la plus forte du monde — 200 milliards de dollars, — mais qui reste encore modeste en regard de la puissance économique américaine.

Le surcroît d'importations a permis aux Américains d'avoir une consommation supérieure de 4 % à leur production. Si les Etats-Unis devaient, toutes choses restant égales par ailleurs, s'astreindre à dégager un excédent commercial qui permette de payer les intérêts de leur dette extérieure, ce devrait être au prix d'une réduction de 6,5 % à 7 % de leur niveau de vie.

Cette situation est l'aboutissement d'un processus qui paraît avoir quelque chose d'inexorable : les Etats-Unis sont devenus déficitaires à l'égard du Japon et de l'Amérique latine en 1965, du Canada en 1966, des nouveaux pays industriels d'Asie en 1969, de l'Afrique en 1972, des « autres pays en voie de développement » en 1974, de l'Europe de l'Ouest hors CEE en 1976, de la CEE en 1984 et du Comecon en 1986. Leur déficit a aujourd'hui pour principale composante celui des échanges de produits manufacturés, et là c'est par rapport au Japon que le déficit est le plus grave : 64 milliards de dollars en 1986 (2).

La hausse du dollar — jusqu'en 1984 — ne suffit pas à tout expliquer ; et la baisse du dollar qui l'a suivie n'a pas suffi à susciter un mieux. C'est que, disent L. C. Thurow et L. d'Andrea Tyson, de 1978 à 1985, il y a eu, aux Etats-Unis, 24 % d'inflation de plus qu'au Japon, et 27 % de progrès de productivité dans les activités manufacturières en moins : il aurait donc fallu une dégradation du cours du dollar par rapport au yen de 51 % — et donc un dollar à 118 yens * — pour restaurer les coûts relatifs de production de 1979-1980 (1). Derrière les remarquables progrès de productivité observés au Japon, il y a certainement l'exceptionnelle importance de l'effort d'investissement — en gros deux fois supérieur pendant les années 70 à ce qu'il était aux Etats-Unis. L'investissement industriel par personne employée était au Japon, en 1982, plus de trois fois supérieur à ce qu'il était aux Etats-Unis (3).

L'affrontement est particulièrement remarquable sur le marché des circuits intégrés : les entreprises japonaises ont développé une politique systématique de surinvestissement, le rapport entre les investissements de production et les ventes s'élevant de 7 % en 1975 à 20 % en 1980 et à 32 % en 1984. Parallèlement, les prix des mémoires chutaient, certains prix tombant de 10 à 1 en quelques années.

Une suprématie japonaise ?

Dans ce cadre, la brutale contraction de la demande de 1985 et 1986 s'est traduite par d'importantes pertes pour la plupart des fabricants américains. Mais, au Japon, c'est l'effort de recherche qui s'intensifie : un laboratoire avait été créé en 1981, deux en 1982, trois en 1983, cinq en 1984, six en 1985 et six encore en 1986 (4). La riposte américaine semble s'organiser selon trois axes : effort supplémentaire de recherche ; création par les principaux producteurs et utilisateurs américains d'un consortium de fabrication ; et... accords passés avec des firmes japonaises (3).

Allons-nous vers une suprématie mondiale du Japon ? C'est clairement la perspective qui se dégage des projections établies à l'horizon 2010 pour l'économie japonaise par le *Nihon Keizai Shimbun* (Japon) et *Data Resources Inc.* (Etats-Unis) (5). L'économie japonaise va continuer de bénéficier d'une croissance soutenue, mais plus largement portée par la demande extérieure, notamment de consommation : elle va s'ouvrir un peu plus aux importations, ce qui n'empêchera pas l'excédent des opérations de continuer d'augmenter.

Sans modestie excessive, on nous annonce qu'en 2010 « *la taille des marchés financiers de Tokyo sera comparable à celle des marchés de Londres et de New-York* » ; que le yen « *sera plus fréquemment utilisé que le mark allemand* » et qu'il deviendra « *la monnaie régionale du bassin pacifique asiatique* » ; et, enfin, que le Japon aura encore renforcé ses industries de pointe, qu'il développera les technologies extrêmement pointues (réacteurs à fusion nucléaire, construction de villes sur la mer, utilisation de matériaux supraconducteurs dans le domaine de la macro-ingénierie) et qu'il sera le « *leader mondial de la recherche des sciences de la vie* » (5).

Faut-il mettre en doute, ou, à tout le moins, nuancer ce tableau ? Michel Godet, professeur au CNAM — Conservatoire national des arts et métiers, — nous y incite : « *Les succès économiques et technologiques du Japon sont tellement impressionnants qu'ils ont fini par faire oublier les revers de la médaille* » (6). Or les « zones d'ombre » ne manquent pas : excessive uniformité, caractère oppressif, rigidité du système éducatif ; isolement de l'Université par rapport aux entreprises, et notamment très faible coopération entre elles pour la recherche ; trop forte dépendance du Japon, pour ses échanges extérieurs, à l'égard des Etats-Unis ; faiblesse de l'équipement en infrastructures ; déficit budgétaire et endettement public importants.

En outre la société japonaise change. Elle vieillit (la part des plus de soixante-cinq ans devant passer de 10 % à 20 % d'ici à 2010). Les liens familiaux se distendent, et surtout l'échelle des valeurs se transforme, avec un recul de l'autorité, du patriotisme, du travail, de l'efficacité et de la compétition et une plus grande importance attribuée à la qualité de la vie, au cadre de vie, à l'épanouissement individuel, à la santé, à la nature, au temps libre et à l'autonomie... (6).

S'agit-il seulement d'ombres ? Ce n'est pas sûr. Le souhait de mieux vivre va nourrir la croissance de la consommation. Les aspirations à l'autonomie peuvent conduire à *réduire certaines rigidités*. Le système éducatif peut s'amender. L'effort de recherche va encore s'accentuer. Et, avec le yen fort, la multinationalisation des entreprises japonaises s'est engagée d'une manière décisive : la production à l'étranger des firmes japonaises ne représentait que 2 % de leur production totale en 1983 ; cette proportion a atteint 5 % à la fin de 1986 et pourrait atteindre le niveau actuel américain, 20 %, vers le milieu des années 90 (7).

Mais nul n'ose encore prévoir quand les déséquilibres de l'économie japonaise constitueront, pour l'économie mondiale, un « *trou noir* ».

---

(1) Lester C. Thurow et Laura d'Andrea Tyson, « The Economic Black Hole », *Foreign Policy*, Summer 1987 (P.O. Box 984. Farmingdale. NY 11737).

(2) « CEE, Etats-Unis, Japon : une comparaison de leurs commerces extérieurs », *Observations et diagnostics économiques*, Revue de l'OFCE — Observatoire français des conjonctures économiques, juillet 1987 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(3) Jean-Claude Derian, « La haute technologie américaine : ressorts et stratégies », *Futuribles*, juillet-août 1987 (55, rue de Varenne, 75007 Paris).

(4) Philippe Delmas, « Le marché mondial des circuits intégrés : une crise de régime », *Economie prospective internationale*, revue du CEPII — Centre d'études prospectives et d'informations internationales, 3e trimestre 1987 (9 rue Georges-Pitard, 75015 Paris).

(5) « Japon, vers le XXIe siècle », *Futuribles*, juillet-août 1987.

(6) Michel Godet, « Regards sur la japanosclérose », *Futuribles*, juillet-août 1987.

(7) Peter F. Drucker, « Japan's Choices », *Foreign Affairs*, summer 1987 (58 East 68 th Street, New York, NY 10021).

(*) Le cours du dollar est revenu de 230 yens en 1985 à 145 yens en 1987.

Kaleidoscope

● *L'American Economic Association* annonce le lancement d'une nouvelle revue, *The Journal of Economic Perspectives*, qui doit contribuer à combler le fossé qui s'est creusé entre les périodiques qui parlent d'économie pour un public informé et les publications académiques.

● « L'économie du développement : un projet à reconstruire », dossier d'*Economie et humanisme*, juillet-août 1987. Et Jean-Yves Calvez, « Toujours actuel, le développement », *Projet*, juillet-août 1987.

● Dans *Economie et Statistique* de juillet-août 1987, deux articles sur l'économie française en 1986 et deux articles qui confrontent aux réalités récentes des prévisions antérieures.

● « Les mutations démographiques dans les pays industrialisés (1965-1985) », *Population*, mai-juin 1987.

● Et dans le numéro spécial des *Temps modernes* d'août-septembre 1987 consacré à l'URSS, un article de l'académicienne Tatiana Zaslavskaïa, « Remettre l'économie sur ses pieds ».

1947

LE numéro de janvier-février de la *Revue d'économie politique* s'ouvre par un article de Jacques Rueff, membre de l'Institut, sur « les erreurs de la *Théorie générale* de lord Keynes » ; il fait notamment ressortir que ce livre repose sur une « *philosophie imparfaite de la rigidité inavouée* ». Gabriel Ardant lui réplique dans le numéro de mai-juin en s'excusant à l'avance du *caractère limité* de sa réponse par « *ce qu'avait de sommaire la critique même de M. Rueff* ».

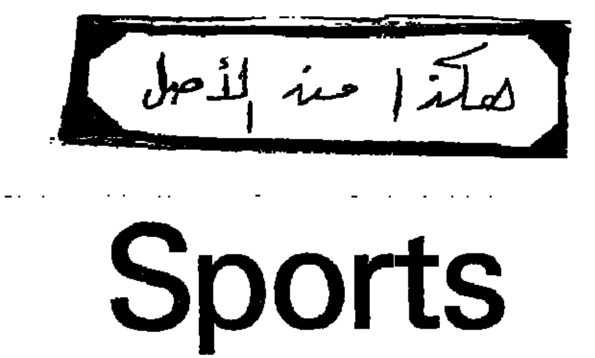
Dans ce même numéro, Georges Luftfala prend de la hauteur en examinant le débat entre les modernes et les classiques. Il souligne avec finesse le moment important que constitue la *Théorie générale* dans « *la naissance d'une macro-économique* » et le tournant que représente le fait que la théorie moderne englobe la monnaie, prend en compte les anticipations, refuse de s'enfermer dans la statique.

Dans l'*Economic Journal* de mars, John Robinson publie un important article sur John Maynard Keynes, décédé l'année précédente. Et le numéro de juillet-août de la *Revue d'économie politique* est consacré à la vie et à la pensée de Gaëtan Pirou, également décédé en 1946, avec une vingtaine de signatures où se côtoient anciens et modernes.

Dans l'*American Economic Review*, E.D. Domar publie un article sur « croissance et emploi » (mars), J.M. Clark sur quelques clivages au sein des économistes (mai), J.K. Galbraith sur l'économie de guerre comme *Disequilibrium System* (juin) et J.J. Polak sur le multiplicateur du commerce extérieur (décembre).

Dans *The Review of Economic Studies*, 1946-1947 no 35, C. Kaysen se demande si un livre récemment publié ne constitue pas une révolution dans la théorie économique. Il s'agit de *Théorie des jeux et comportement économique* de J. von Neumann et O. Morgenstern.

Ayant écrit ces lignes, quarante ans après, je me demande pourquoi nous n'avons pas la sagesse d'attendre quelques décennies pour commenter l'actualité... ■



Sports

AUTOMOBILE : le Grand Prix du Portugal

Prost devant Stewart et Fangio

Après une fantastique course poursuite derrière Gerhard Berger (Ferrari) – poursuite qui a pris fin sur un dérapage de l'Autrichien à deux tours de l'arrivée du Grand Prix du Portugal, – Alain Prost (McLaren-Tag-Porsche) a obtenu, dimanche 20 septembre, à Estoril, son vingt-huitième succès en formule 1.

Il bat ainsi le record des victoires qu'il détenait conjointement avec l'Ecossais Jacky Stewart.

Troisième à 1 min 3 s, le Brésilien Nelson Piquet a encore progressé vers un troisième titre mondial, après les problèmes de moteur rencontrés au Portugal par ses deux plus dangereux rivaux, son compatriote Ayrton Senna (Lotus-Honda) et son coéquipier Nigel Mansell.

ESTORIL
de notre envoyé spécial

Jamais depuis qu'ils se retrouvent sur les podiums de formule 1, Alain Prost 54 fois en 117 Grands Prix) et Nelson Piquet (49 fois en 156 Grands Prix) n'affichaient simultanément un aussi large sourire qu'en ce chaud dimanche portugais.

Le premier cédait pratiquement son titre de champion du monde au second, mais il battait surtout un record qu'il désespérait d'améliorer cette saison, en raison des problèmes rencontrées avec sa McLaren-Tag-Porsche, depuis son dernier succès au Grand Prix de Belgique le 17 mai.

Ce succès historique le ravissait d'autant plus qu'il avait été acquis d'une façon qu'il affectionne, en apportant une nouvelle preuve de son sens aigu de la stratégie. *« Je n'ai pas été surpris par le tête-à-queue de Berger,* racontait-il avec le sourire. *Je croyais qu'il ne s'était pas arrêté pour changer de pneus.*

Lorque après avoir économisé mon matériel dans la première moitié de la course, je suis revenu sur lui sur ce circuit aussi exigeant pour la consommation, les pneus et les freins (5 virages à prendre en seconde), j'étais donc persuadé d'être mieux placé pour ces paramètres. Comme il m'était pratiquement impossible d'espérer le doubler, il ne me restait plus qu'à faire pression sur lui pour le pousser à la faute. »

L'ultime assaut

Nelson Piquet revenait de plus loin encore pour accéder au podium. Accroché dès le premier virage par l'Italien Michele Alboreto (Ferrari), il avait dû à un gros carambolage avant la fin du premier tour et à la célérité de ses mécaniciens de retrouver ses chances lors d'un deuxième départ donné 35 minutes plus tard.

Rapidement débarrassé de ses deux plus dangereux rivaux pour la course au titre, le Brésilien fit encore une belle démonstration de son talent pour résister aux attaques de Teo Fabi (Benetton-Ford) et pour préserver sa troisième place malgré les problèmes rencontrés avec sa suspension active. Pour espérer *devancer le Brésilien au classement,* Ayrton Senna, Nigel Mansell ou encore Alain Prost devraient pratiquement gagner les quatre derniers Grands Prix de la saison. Or, par son expérience et sa maîtrise, Piquet rappelle, dans son duel avec son coéquipier britannique, un certain Niki Lauda, *repoussant victorieusement* jusque sur ce même circuit d'Estoril l'ultime assaut de son jeune coéquipier Alain Prost pour le titre 1984.

Des deux pilotes de l'écurie Williams-Honda, le Britannique Nigel Mansell s'est en effet souvent montré le plus rapide cette saison en totalisant sept « pole positions » sur la ligne de départ et quatre victoires contre trois pole-positions et trois victoires pour son coéquipier. Mais c'est le Brésilien qui possède 24 points d'avance au classement grâce à ses six deuxième place en course. *« Nigel est comme Alain avant 1985. Il a du mal à passer du statut de vainqueur de Grand Prix à celui de champion du monde »,* en conclut Nelson Piquet. Jamais tendre avec ses adversaires.

Champion du monde dès sa troisième saison de formule 1 en 1981, Nelson Piquet, fils du docteur Estacio Soto Mayor, un ancien ministre de la santé, a toujours fait figure de dilettante surdoué.

Recruté par Honda pour devenir premier pilote de l'écurie Williams en 1986, après sept ans de parfaite complicité avec Bernie Ecclestone et l'ingénieur Gordon Murray chez Brabham, le Brésilien pensait avoir fait le bon choix pour assouvir ses ambitions sportives. Ce fut pour s'apercevoir bien vite que le régime de faveur au sein de la plus britannique des écuries de formule 1 était réservé à Nigel Mansell, pourtant cinq fois moins payé que lui en début de saison.



Alain Prost après sa victoire dans le Grand Prix du Portugal.

Le retentissant échec du Britannique lors du dernier Grand Prix 1986 en Australie n'avait pas modifié la situation des deux coéquipiers au sein de l'écurie. *« Franck* (Williams) *aurait dû comprendre qui a gagné deux titres de champion du monde et qui en a perdu un »,* estime Nelson Piquet. C'est cette incompréhension qui a incité le Brésilien à opter pour Lotus, bouleversant tout l'échiquier de la formule 1 la saison prochaine.

Un bon coup personnel

Profitant des atermoiements de son jeune compatriote et grand rival Ayrton Senna, Nelson Piquet a pris tout le monde de vitesse en négociant ce transfert annoncé à la veille du Grand Prix de Hongrie, début août. *Un bon coup personnel du Brésilien.* Il poussait ainsi Senna à signer chez McLaren où il sera directement confronté à Alain Prost, et il privait Williams du moteur turbo Honda pour la saison prochaine.

Premier pilote à avoir conquis un titre de champion du monde avec un moteur turbo (BMW) en 1983, metteur au point de la suspension active des Williams. Nelson Piquet va pouvoir renforcer son image de pionnier en prenant le relais d'Ayrton Senna pour la mise au point de la suspension très sophistiquée de Lotus. Un beau challenge pour un champion qui ne vit que par et pour la formule 1.

GÉRARD ALBOUY.

GOLF : le Trophée Lancôme

La marche impériale de Ian Woosnam

Le Gallois Ian Woosnam a gagné le dix-huitième Trophée Lancôme, disputé du 17 au 20 septembre à Saint-Nom-la-Bretèche, avec un total record de 264 coups, soit 24 en dessous du par et 5 coups de moins que le précédent record de l'Espagnol Severiano Ballesteros.

Trois autres joueurs ont fait également mieux : le Sud-Africain Mark McNulty (266), l'Ecossais Sandy Lyle et Tony Johnstone, du Zimbabwe (268).

Pour gagner au golf, on dit de nos jours qu'un champion doit avoir un *« dos en béton ».* Ian Woosnam se contente d'un dos de paysan, entraîné à conduire le tracteur. Et ce fils de fermier gallois a prouvé dimanche qu'il avait aussi les reins solides : résister à la pression de Mark McNulty, Tony Johnstone et Sandy Lyle, ce n'était pas évident. Mais ce n'était pas une surprise.

Depuis deux ans, le grand Severiano Ballesteros – en délicatesse ici avec ses deltoïdes – l'avait désigné comme l'un des meilleurs européens. Et depuis le début de l'année, le Gallois avait gagné quatre tournois, se plaçant ainsi en tête des gains sur le vieux continent.

Mais cela n'avait pas suffi pour qu'il soit reconnu comme un membre à part entière du Gotha golfique : les Américains avaient omis de l'inviter au Masters et à l'Open des Etats-Unis.

D'aucuns en auraient été affectés, Woosnam en est devenu enragé. Il *n'a de cesse de se classer numéro un* en Europe pour aller montrer aux Yankees de quel bois il se chauffe. Personne, de ce côté-ci de l'Atlantique, ne drive, en effet, aussi loin que lui depuis bientôt deux ans. C'est même étonnant de voir un bonhomme d'aussi petite taille envoyer la balle aussi loin. Mais c'est, pour les spécialistes, la marque de son tempérament agressif.

En tout cas, c'est une boule de nerfs. Il laisse sur son passage une trace de mégots à demi consumés dans l'herbe qu'il parcourt à courtes enjambées rapides, comme un Napoléon passant ses troupes en revue. Voilà donc Woosman ! Un teigneux.

Un bagarreur qui a dormi tout habillé dans une guimbarde pendant des années et suivi le tour professionnel en mangeant des sandwiches. Maintenant, à vingt-neuf ans, il peut commander du caviar. Mais il n'a pas changé de caractère ni de manière de jouer.

Il frappe avec rage. Sa canne voltige quand la balle sort du fairway. Mais cela n'arrive pas souvent. Il sait concentrer sa fureur dans ses coups.

Ainsi, dimanche, au soixante-septième trou, rien n'était encore acquis alors qu'il battait de vingt et un coups le par. Tony Johnstone et Sandy Lyle dans sa partie, Mark McNulty dans la partie précédente n'étaient qu'à un coup.

Comme les quatre années précédentes à Saint-Nom-la-Bretèche, le play-off se profilait à mesure que le club-house se rapprochait. Mais sur les cinq derniers trous, Woosnam a réussi trois birdies, le Sud-Africain deux, l'Ecossais deux, effacés par deux bogeys, et le Zimbabwéen resta dans le par.

En fait, le Gallois a fait douter ses adversaires qui ont perdu prise au putting. C'est un double tour de force. D'abord parce que McNulty pouvait à la fois lui prendre la victoire et la première place européenne tant convoitée. Ensuite parce qu'il a fait cinq coups de moins que Ballesteros pour son total record de 1983.

De quoi être pris en considération de l'autre côté de l'Atlantique. D'autant que Woosnam va débarquer à Colombus (Ohio) à la tête de l'équipe européenne de la Ryder Cup, dont les onze membres présents à Saint-Nom ont réalisé cent vingt et un coups sous le par.

ALAIN GIRAUDO.

MOTOCYCLISME : le 51e Bol d'or

La ronde des Sarron

Le 51e Bol d'or, huitième et dernière manche du Championnat du monde d'endurance, s'est achevé, dimanche 20 septembre, dix-sept minutes avant les vingt-quatre heures de course prévues au programme. *Une partie des 85 000 spectateurs* n'ont pas hésité à envahir la piste du circuit Paul-Ricard au Castellet, dans le Var, afin de féliciter l'équipage Dominique Sarron, Jean-Louis Battistini et Jean-Michel Mattioli (Honda Rothmans), vainqueurs de l'épreuve. Etonnante conclusion d'une course à rebondissements marquée par le *duel entre les deux frères Sarron,* chacun au guidon d'une moto de 750 centimètres cubes d'un fabricant japonais différent.

LE CASTELLET
de notre envoyé spécial.

Malheureux Patrick Igoa ! Voilà un pilote d'endurance confirmé, vainqueur du Bol d'or en 1982 et titulaire de nombreux titres dans le championnat du monde de cette spécialité, qui, à cause d'une vilaine chute, voit s'envoler la victoire. Pour Igoa, tout s'est passé très vite, au terme de plus de vingt heures de course, où il s'était relayé avec Christian Sarron et Jean-Philippe Ruggia.

Igoa attaquait après la double droite du Beausset. Il tentait de récupérer ces quelques petites secondes perdues peu de temps auparavant, lorsque Christian Sarron avait dû stopper la Yamaha, à la suite d'une crevaison. Devenu leader, le pilote se jetait dans les virages comme il le fait si bien lors des courses de vitesse. *« Je sais que Christian aimerait bien remporter le Bol »,* confiait Igoa avant la course, ajoutant : *« Mais comme toujours en endurance, il faudra la petite part de chance. »*

Depuis le début de la course, elle souriait à l'équipe bleue, la chance. Les amis de Jean-Claude Olivier, *meilleurs aux essais,* possédaient une machine légèrement supérieure à celle des autres concurrents. La Yamaha 750 YZF, équipée d'un bras oscillant arrière unique, avait montré ses qualités en remportant au mois de juillet les Huit Heures de Suzuka au Japon.

Mais à 11 h 44, ce dimanche, Dame Chance, à cause du soleil trop violent peut-être, a abandonné Igoa dans cette épingle au nom prédestiné, le « pis-pas ». La roue avant qui dérape, et c'est la cabriole. Impressionnante image que celle où le pilote glisse sur la piste, alors que la moto cherche à s'envoler, les deux roues dressées vers le ciel. Indemne, le jeune homme court vers son engin enfin atterri, le redresse et réussit à la faire repartir. Hélas ! la belle mécanique n'aime pas la voltige. Malgré la dextérité des mécanos, il *faudra dix minutes* pour remplacer la fourche avant, les commandes, le carénage, le réservoir et la selle. De précieuses minutes mises à profit par l'équipage Honda pour accentuer son avance. Résultat : à midi, l'écart séparant les deux machines japonaises était de huit tours.

Une histoire de famille

Une nouvelle fois, comme en 1986, Dominique Sarron s'assurait *donc la première place devant son* frère.

Le Bol d'or, chez les Sarron, c'est une histoire de famille. Un duel entre les enfants de Riom (Puy-de-Dôme) pour une consécration annuelle, Christian et Dominique, des passionnés des deux roues, qui depuis plus de sept ans s'amusent à toucher du genou les virages de tous les circuits du monde. Deux garçons fluets, toujours prêts à sourire lorsqu'ils descendent de leurs engins, mais amoureux de ce sport qui consiste à rouler le plus vite et le plus longtemps possible.

Course intermédiaire dans leur saison de vitesse où ils ne s'affrontent pas, puisque Christian, à trente-deux ans, a choisi la catégorie des 500 centimètres cubes alors que son benjamin de quatre ans court en 250 centimètres cubes, le Bol d'or est chère au cœur des Sarron. Malgré les difficultés de la piste, la chaleur du jour et la fatigue de la nuit, les deux frères ont réussi à semer les autres concurrents.

La Kawazaki de Pierre-Etienne Samin avait dû abandonner, suite au blocage de la distribution. Quant à la Suzuki d'Hervé Moineau, elle accumulait des tours de retard. Il est vrai que, pour l'équipage Moineau-Le Bihan l'important était de participer. Indépendamment du résultat de la course, ces deux pilotes ont accumulé assez de points cette saison pour être sacrés champions du *monde d'endurance.*

En tête donc, les deux frères ont rivalisé. Ils couraient des relais ensemble, sans vraiment pouvoir creuser l'écart. *« On a pu se tirer la bourre à la régulière pendant de longs moments »,* explique Christian, qui estime, sans trop d'amertume, cette épreuve *« très sympathique ».*

Le public de motards, gavé de poursuites et de lumière, s'est enthousiasmé pour ces métronomes précis qui avalent les tours à des *allures vertigineuses. Le slalom* des champions entre les attardés, ces pauvres concurrents privés qui ne peuvent pas rivaliser avec les machines d'usines fascine toujours les milliers d'hommes et de femmes vêtus de cuir, qui s'accrochent aux grillages. Beaucoup d'entre eux ont même essayé d'imiter les pilotes, à plonger dans les virages sur les routes nationales qui les emmenaient vers le nord de la France ou l'étranger. Les professionnels, plus sages, ont choisi la voiture pour gagner les aéroports. Car pour les frères Sarron, le décollage fut immédiat. *Le prochain Grand Prix de* vitesse les attend, dimanche au Brésil.

SERGE BOLLOCH.

CYCLISME : Longo et le record de l'heure

Remettre sur le métier

Après avoir battu les records du monde des 3 et des 5 kilomètres en plein air, Jeannie Longo s'est *remise en piste, samedi 19 septembre,* à Colorado-Springs, pour tenter d'améliorer le record de l'heure en altitude (44,77 kilomètres) qu'elle détient depuis un an. Mais elle a dû y renoncer à la trente-cinquième minute en raison du vent qui freinait sa progression en ayant tout de même amélioré au passage les records des 10 km (13 min 13 s 18) et 20 km (26 min 36 s 52). *« Il était inutile de continuer dans ces conditions,* a-t-elle déclaré.

Lorsqu'elle s'arrêta, Jeannie Longo était en avance sur son propre record et en retard sur son tableau de marche établi en fonction d'une distance totale légèrement supérieure à 45 kilomètres. On peut donc estimer que sa volonté d'approcher, voire d'égaler le record historique de Fausto Copi *(45,871 kilomètres en 1942) n'a rien d'utopique.*

Cependant, la championne du monde se heurte à de nombreuses difficultés, et pas seulement aux caprices du climat. Alors qu'elle doit personnellement démarcher ses commanditaires pour cette entreprise coûteuse, elle s'expose aux tracasseries de la Fédération française de cyclisme (FFC), les hauts dirigeants du cyclisme remettant en cause son statut d'amateur. Il est vrai que Jeannie Longo fait son métier... en surper-professionnelle.

J. A.

VOLLEY-BALL : France-URSS en amical

Le « service-déception »

L'URSS a nettement dominé 3 sets à 0 (15-8, 16-14, 15-9) dimanche 20 septembre au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, une équipe de France apparue quelque peu émoussée, à une semaine des championnats d'Europe qui auront lieu du 25 septembre au 4 octobre prochains en Belgique. Pour ces retrouvailles avec le public parisien, un an après le Mundial 1986 où elle s'était classée sixième, la formation tricolore a manqué de cette vitesse *d'exécution et de ce brio qui l'avaient hissée parmi* les huit meilleures équipes du moment.

Face aux vice-champions du monde, leaders du volley-ball européen et possédant en Alexandre Sorokolet et Iaroslav Antonov une redoutable force de frappe, Alain Fabiani et ses coéquipiers n'ont su donner la réplique que par éclairs. Comme dans le deuxième set qu'ils ont mené jusqu'à 12-7 avant de se faire rejoindre 12-12 puis de s'incliner 14-6.

Le contre français s'est révélé bien perméable aux puissantes attaques soviétiques, mais les tricolores ont surtout péché dans un domaine réputé comme un de leurs points forts : le service-réception. Simple passage à vide au sortir d'un tournoi victorieux en Italie la semaine dernière ? Réponse ce mardi 22 septembre lors du second acte de France-URSS à Liévin dans le Nord.

M.D.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DU PORTUGAL DE FORMULE 1

1. Alain Prost (McLaren TAG-Porsche), les 70 tours (304,500 km en 1 h 37 min 3 s 906 ; moyenne : 188,224 km/h) ; 2. Berger (Ferrari), à 20 s 493 ; 3. Piquet (Williams-Honda), à 1 min 3 s 295 ; 4. Fabi (Benetton-Ford) ; 5. Johansson (McLaren TAG-Porsche), à 1 tour ; 6. Cheever (Arrows-Mégatron).

CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

1. Piquet (Br.), 67 pts (63+4) ; 2. Senna (Br.), 49 (49+0) ; 3. Mansell (G.-B.), 43 (43+0) ; 4. Prost (Fr.), 40 (31+9) ; 5. Johansson (Suède), 22 (20+2) ; 6. Berger (Autr.), 18 (12+6).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(1re journée)

Mulhouse b. *Saint-Etienne	103-100
*Antibes b. Caen	92-74
*Nantes b. Vichy	92-89
*RCF Paris b. Reims	93-92
Orthez b. Lorient	98-96
Cholet b. *Limoges	75-73
Monaco b. *Avignon	113-77
*Tours b. Villeurbanne	79-75

Cyclisme

LE TOUR DE LA CEE

Le Français Marc Madiot a remporté, dimanche 20 septembre à Bruxelles, le Tour de la Communauté européenne au terme de la douzième étape réglée au sprint par son compatriote Stéphane Gay.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(11e journée)

*Toulon et Monaco	0-0
*Brest b. Montpellier	4-0
Niort b. *Lille	1-0
*Bordeaux et Cannes	3-3
*Metz b. Marseille	3-1
*Laval b. Paris SG	2-0
*Saint-Etienne b. Toulouse	2-0
*Nantes b. Le Havre	2-0
Lens b. *Nice	1-0
*Matra RP b. Auxerre	1-0

Classement. – 1. Monaco, 16 pts ; 2. Niort, Saint-Etienne 13 ; 4 Bordeaux, Nantes, Metz, Matra RP, 12 ; 8. Montpellier, Lille, Toulon, Marseille, Paris SG, Cannes, Toulouse, 11 ; 15 Nice, 10 ; 16. Brest, Laval, Le Havre, 9 ; 19. Auxerre, Lens, 8.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(3e journée)

Les « grands » du championnat ont, une nouvelle fois, accumulé les essais : huit pour Agen face à Arras (43-10), six pour Toulouse sur le terrain de Tulle (15-41) six pour Bayonne à Bourg-en-Bresse (21-36) et six pour Aurillac contre Villeneuve-sur-Lot (41-12). Le score le plus lourd revient toutefois à Dax qui l'a emporté à Mâcon par 51 à 9. Seuls Biarritz et le Racing ont eu du mal à venir à bout de Montpellier et de Villefranche-de-Lauragais.

TOURNÉE EN ECOSSE

A Cupar, dans le nord de l'Ecosse, le Quinze de France s'est incliné, samedi 19 septembre, par 19 points à 16 devant une sélection d'Ecossais jouant dans les clubs anglais.

Ski nautique

CHAMPIONNATS DU MONDE

Le Français Patrice Martin a conservé, dimanche 20 septembre à Thorpe (Angleterre), son titre de champion du monde en figures, tandis que Frédérique Savin, seize ans, obtenait la médaille d'argent chez les féminines.

Tennis

LE NATIONAL

Thierry Champion chez les hommes et Catherine Suire chez les dames sont devenus, dimanche 20 septembre à Nancy, champions de France en l'absence des meilleurs du moment.

Economie

REPÈRES

Production industrielle

Ralentissement prévu en Grande-Bretagne

La production industrielle britannique, qui progresse actuellement de 5 % l'an, devrait se ralentir au cours des quatre prochains mois. Telle est pour l'essentiel, la conclusion de l'enquête mensuelle publiée le lundi 21 septembre par le patronat britannique CBI (Confederation of British Industry).

Commentant cette enquête, M. David Wigglesworth, président du comité sur la situation économique au CBI, a estimé que le raffermissement de la livre au cours des derniers mois et le renforcement de la concurrence internationale étaient à l'origine d'une baisse des commandes de l'étranger.

Elections prud'homales

Près d'un salarié sur deux ne sait pas pour qui voter

30 % des salariés s'orientent vers l'abstention, et 19 % ne se prononcent pas, selon un sondage publié par *Gestion sociale* du 21 septembre sur les intentions de vote en vue des élections prud'homales du 9 décembre prochain. Ce sondage a été réalisé par IPSOS du 3 au 10 septembre auprès de 450 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population salariée.

Selon ce sondage, 17 % voteraient pour la CGT, 15 % pour la CFDT, 10 % pour FO, 5 % pour la CGC, 3 % pour la CFTC et 1 % pour d'autres syndicats. Si l'on s'en tient aux seuls suffrages exprimés, la CGT obtiendrait 33 % des voix au lieu de 36,8 % aux élections prud'homales de 1982, la CFDT 29 % (au lieu de 23,5 %), FO 20 % (17,8 %), la CGC près de 10 % (même niveau) et la CFDT 6 % (8,5 %).

Interrogés sur l'évolution de leur pouvoir d'achat depuis septembre 1986, 60 % des salariés estiment qu'il a *« régressé »* (72 % des cadres supérieurs et 57 % des ouvriers), 28 % qu'il s'est *« maintenu »* (10 % des cadres supérieurs et 31 % des ouvriers), et 8 % qu'il a *« progressé »* (18 % des cadres supérieurs et 7 % des ouvriers).

AFFAIRES

Le « raid » de l'été

M. Seydoux reconnaît que M. Derveloy contrôle la majorité de Prouvost

M. Jérôme Seydoux, le PDG des Chargeurs SA, qui a engagé un bras de fer avec M. Christian Derveloy pour le contrôle de Prouvost, s'explique pour la première fois sur cette affaire dans un entretien publié par *Libération*. Selon M. Seydoux, le PDG de Prouvost détiendrait directement et indirectement la majorité absolue du capital de son entreprise de Roubaix. Il précise que, pour sa part, le groupe Chargeurs contrôle 46,8 % du capital de l'entreprise convoitée. *« Dans ce type d'opération, les choses ne se passent jamais exactement comme prévu. Il y a un élément que l'on ne connaissait pas : c'est la position personnelle de Christian Derveloy en tant qu'actionnaire de Prouvost. »* Selon M. Seydoux : *« Cette position n'était pas apparente. M. Derveloy décrivait toujours l'actionnariat de Prouvost comme étant réparti entre les familles fondatrices (29 %), Vitos Etablissements Vitoux (VEV) (15 %), la SAFIT (16 %), et le public. Il est clair que la participation détenue par VEV, dont il est président, lui était liée. Mais, concernant la SAFIT, on ne parlait jamais de Christian Derveloy. On n'était pas les seuls à ne pas savoir : une grande partie des administrateurs de Prouvost n'étaient pas au courant... »*

Le PDG de Chargeurs SA n'a eu connaissance du « verrouillage » du capital de l'entreprise Prouvost qu'un mois après le début de l'opération de ramassage des titres en Bourse : *« On l'a appris par morceaux, dans la deuxième quinzaine d'août : à travers certaines déclarations de M. Derveloy, nos conversations avec les banquiers et les documents présentés lors de l'assemblée générale de Vitoux-Etablissements Vitoux, le 31 août dernier. »*

M. Jérôme Seydoux déplore le bouclage du capital des sociétés : *« Cela fige les sociétés. C'est une des voies royales de la faillite. Boussac, Creusot-Loire, Moulinex ont eu des problèmes parce qu'elles se sont trouvées coupées des ressources. Il est excellent que le patron soit directement actionnaire d'une affaire. J'ai personnellement une participation importante dans le capital de Chargeurs SA. Mais tout boucler est désastreux : cela transforme l'entreprise en citadelle. »*

Quelle issue au conflit prévoit-il ? *« Soit M. Derveloy rachète nos titres, soit nous rachetons les siens. Troisième solution suggérée par Christian Derveloy : on partage les actifs de Prouvost. »*

La création du Conseil national des communautés portuaires

Une fausse bonne idée

Le *Journal officiel* du 17 septembre a annoncé la création par décret d'un conseil national des communautés portuaires. M. Jacques Chirac, qui sera lundi 21 septembre dans la basse Seine, aura l'occasion de préciser, au Havre, le rôle de cet organisme et la politique que l'Etat veut mettre en œuvre, afin de faire des grands ports français, de plus en plus concurrencés par la redoutable efficacité d'Anvers, de Rotterdam mais aussi de ports espagnols et italiens, des places fortes du commerce extérieur.

Le Conseil, qui n'aura qu'un rôle consultatif, risque pourtant de se révéler une lourde machine bureaucratique produisant rapports sur rapports et formulant avis sur avis.

Fort de plus de cinquante membres aux intérêts très divers, voire contradictoires, il ne comprendra que dix représentants des organisations syndicales, dont deux dockers seulement, mais, en revanche, vingt-deux personnalités qualifiées. Le poids du patronat portuaire au sens large – étant donné les innombrables professions qui, à un titre ou à un autre, interviennent dans le processus d'embarquement d'une marchandise – et des techniciens et fonctionnaires, – c'est-à-dire essentiellement des ingénieurs des ponts et chaussées, sera prépondérant.

Ce faisant, et alors que fraîchement arrivé à Matignon, M. Chirac ne perdait pas une occasion de dénoncer la prolifération de commissions, de conseils et d'organismes en tous genres qui alourdissent l'administration et retardent les décisions, le gouvernement porte un grave coup de canif au principe de la décentralisation qui s'impose, à l'évidence, dans le domaine portuaire.

Comment croire qu'un organisme central est le mieux à même de définir les équipements, les méthodes commerciales, le cours des négociations sociales qui sont judicieux, à Dunkerque, au Havre, à Sète ou à Marseille ? Conseil portuaire ? Oui mais un dans chaque port, associant à son organisation toutes les forces vives de la place.

Tout naturellement, c'est à M. Jacques Dupuydauby, ancien président de la compagnie de transit SCAC, qui présidera cet organisme. C'était l'homme idoine puisqu'il avait été chargé il y a un an, par le gouvernement, d'un rapport sur le sujet en conclusion duquel il proposait précisément la création d'un conseil national des communautés portuaires. Il reste à espérer que le siège de ce conseil ne sera pas installé à Paris, bien que la capitale soit aussi un grand port fluvial. Le gouvernement veut décentraliser ? Voilà une bonne occasion de mettre ses actes en conformité avec ses incantations. De Dunkerque à Nice en passant par Ajaccio, il ne manque pas de villes candidates.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Privatisations

Les « conseils » des barristes à M. Balladur

M. Charles Millon, président des réseaux barristes REEL, a donné, le dimanche 20 septembre, deux *« conseils »* à M. Balladur, accusé, notamment par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, de transformer les privatisations en *« affaires très fructueuses pour le RPR »*.

D'accord avec le ministre d'Etat sur le principe – rendre les entreprises du secteur concurrentiel au privé, – les barristes contestent, en effet, la méthode choisie par M. Balladur. Il faudrait, a précisé M. Millon, au micro de la radio privée CVS, respecter trois principes : *« la transparence, la mise en concurrence et le respect d'un équilibre du marché financier »*. Pour ce faire, M. Millon suggère, en premier lieu, au ministre d'État la mise en place d'un mode d'adjudication pour le noyau dur (ensemble d'industriels et de financiers destinés à assurer une certaine stabilité à l'actionnariat des entreprises privatisées), *« une méthode qui a fait ses preuves dans des pays comme l'Angleterre ou la Hollande »*. On voit mal comment une telle suggestion pourrait être suivie pour les prochaines privatisations : le pouvoir discrétionnaire de M. Balladur ayant été fixé par la loi de privatisation, seule une autre loi pourrait le modifier.

Quant au second conseil de M. Millon, il vise à éviter l'assèchement du marché financier en envisageant le paiement en plusieurs tranches du prix des privatisations. La Rue de Rivoli reconnaît avoir mis à l'étude une telle méthode, suggérée par des intermédiaires financiers. *« Mais*, affirment les services de M. Balladur, *si nous adoptions ce système, ce ne serait pas pour augmenter le nombre d'opérations engagées avant les élections, mais pour éviter les à-coups au marché financier »*, la période de mars à septembre 1988 devant être exempte de toute privatisation.

C. B.

En 1988

Les conditions d'octroi du crédit d'impôt-recherche seront assouplies

Les ministres de l'industrie et de la recherche, MM. Alain Madelin et Jacques Valade, désireux de développer la recherche dans les PME, ont adopté des modifications pour le crédit d'impôt-recherche (CIR), qui a vu son enveloppe augmenter de 500 millions de francs dans le budget de 1988 :

- le système de la « reprise », qui obligeait toute entreprise à rétrocéder une partie de son CIR lorsqu'elle réduisait son budget de recherche après l'avoir augmenté, est supprimé ;
- l'assiette du CIR sera élargie : elle intégrera l'acquisition par l'entreprise de brevets et de licences destinés à ses travaux de recherche-développement ;
- le plafond, actuellement de 5 millions de francs, sera porté à 10 millions lorsque l'entreprise présentera un programme de recherche en collaboration avec une université, un centre de recherche ou une autre entreprise. L'objectif est de développer la recherche associative, très pratiquée en Allemagne et aux Etats-Unis ;
- enfin, un nouveau mécanisme, valable pour trois ans (de 1988 à 1990) est mis en place pour inciter les PME à se lancer dans la recherche sans pour autant être obligées d'augmenter leur budget d'une année sur l'autre. L'Etat prendra en charge 30 % des sommes investies dans la recherche au cours des trois prochaines années. Le système actuel, qui consiste à prendre en compte, pour le calcul du CIR, l'augmentation du budget de recherche d'une année sur l'autre, est maintenu. Les deux systèmes coexisteront donc pendant trois ans, les entreprises pouvant choisir l'un ou l'autre.

● **Des mineurs CFTC font irruption aux *Charbonnages de France*.** – Une délégation de mineurs CFTC a investi, le 18 septembre, la salle de réunions du conseil d'administration de Charbonnages de France, à Paris, pour *« exprimer son ras-le-bol »*. Selon M. Bergamini, président de la fédération CFTC, *« le secteur minier est plus maltraité que la fonction publique »* sur le plan salarial.

Economie

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Delta Airlines réprimandée

L'administration américaine de l'aviation civile (FAA) a rendu public, le 18 septembre, un rapport sur la compagnie aérienne Delta, qui met en lumière de graves lacunes dans les procédures applicables par les pilotes de celle-ci. La FAA critique notamment le manque de clarté des instructions de la direction à ses pilotes et souligne le l'absence de coordination entre les équipages, de même que certains manquements à la discipline. *« Les pilotes agissent le plus souvent de façon individualiste et non comme des membres d'une équipe »*, note le rapport. Delta, considérée comme l'une des compagnies américaines les plus sérieuses, avait accumulé au mois de juillet les fautes de pilotage, dont la plus grave avait dérouté de 40 kilomètres l'un de ses appareils, qui était passé, au-dessus de l'Atlantique, à 9 mètres d'un Boeing-747 de la compagnie Continental (*le Monde* du 13 août).

L'Air liquide s'associe avec un groupe taiwanais

L'Air liquide et le groupe taiwanais Far Eastern Textile créeront une filiale commune spécialisée dans la production et la commercialisation de gaz industriels. La nouvelle société, dont L'Air liquide détiendra 65 % du capital, fournira aux principaux fabricants de composants électroniques de Taiwan les produits très purs dont ils ont besoin. L'usine de Hsinpu sera construite par Teisan, la filiale japonaise de L'Air liquide. C'est le cinquième « joint venture » réalisé en deux ans dans le Sud-Est asiatique par le groupe français.

Suppressions d'emploi chez Thomsom-CSF

Le comité central d'entreprise de Thomson-CSF a examiné, le 18 septembre, le projet de suppression de 2 492 emplois dans le groupe. A Paris, 3 000 personnes (5 000 selon les organisateurs) ont défilé à l'appel de l'intersyndicale CFDT-CFTC-FO-CGC tandis que la CGT organisait un rassemblement devant le siège Thomson-CSF.

ÉTRANGER

INDE : les conséquences de la sécheresse

M. Gandhi annonce un plan d'austérité

NEW-DELHI
de notre correspondant

Aux grands maux, les grands remèdes... Pour faire face aux conséquences économiques de la sécheresse – considérée comme sans précédent depuis un siècle, – le gouvernement de New-Delhi a annoncé, samedi 19 septembre, un plan d'austérité destiné à accroître les ressources publiques d'environ 5,5 milliards de roupies (1). Ces mesures rendues publiques par une ordonnance présidentielle ne contribueront à renflouer que partiellement les caisses de l'État, qui, au total, devra débourser 25 milliards de roupies cette année pour venir en aide aux populations sinistrées. Par l'intermédiaire du secrétaire du ministère des finances, M. Venkitaramanan, le gouvernement a pris soin de souligner que ce volant de nouvelles taxes sera supporté par les couches les plus riches de la population, *« qui ont la capacité de payer »*.

Reprendre l'initiative

Plusieurs mesures sont prévues : 1) une taxe additionnelle de 5 % pour les revenus annuels supérieurs à 50 000 roupies ; 2) une surtaxe de 5 % sur la part des bénéfices des sociétés dépassant 50 000 roupies ; 3) une surcharge de 10 % pour les contribuables déjà passibles de la taxe sur la richesse ; 4) une augmentation de 5 % des droits de douane sur toutes les importations, à l'exception du pétrole brut et des marchandises habituellement exonérées, comme les huiles comestibles, les engrais et certains médicaments ; 5) une taxe supplémentaire de 10 % sur les tarifs des vols intérieurs, ainsi que sur les billets de train pour les classes de première.

Alors que la plupart des économistes prédisent que l'inflation dépassera 12 % à la fin de l'année, recouvrant des hausses spectaculaires dans certaines régions, le gouvernement insiste sur l'aspect anti-inflationniste de ces dispositions et assure qu'il maintiendra le déficit budgétaire dans la limite initialement prévue de 56 milliards de roupies.

Le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, souhaite manifestement, par ses décisions, reprendre l'initiative face à une avalanche de critiques formulées par la presse de l'opposition concernant l'incapacité du gouvernement à prévoir à temps les conséquences de la sécheresse et à les endiguer. La semaine dernière, le gouvernement avait déjà pris certaines dispositions. M. Gandhi avait annoncé des coupes claires dans les budgets de fonctionnement des ministères, notamment une réduction de 20 % des frais de mission à l'étranger. Plusieurs hauts fonctionnaires avaient même eu la désagréable surprise, alors qu'ils étaient à l'aéroport, de se voir signifier l'annulation de leur voyage...

De façon plus significative, ce premier train de mesures prévoyait l'annulation de crédits dans les budgets de la défense et des chemins de fer (respectivement 2,5 milliards et 1 milliard de roupies). Le ministre des finances, M. Diwari, a récemment donné des instructions à son administration afin qu'une somme supplémentaire de 10 milliards de roupies soit dégagée dans le recouvrement des impôts. Parallèlement, les banques ont reçu la consigne de différer, pendant une période de deux ans, le recouvrement des prêts contractés par les fermiers habitant les régions sinistrées.

L'annonce de ce plan gouvernemental a soulevé – fait rare – assez peu de critiques, tant dans la presse que dans la classe politique indienne, les économistes se bornant à mettre en doute la portée des mesures prises pour faire face à la crise. M. V.P. Singh, ancien ministre des finances et de la défense, pour sa part, a mis en parallèle ses 5,5 milliards de roupies de recettes nouvelles avec les 400 milliards de roupies d'« argent noir » qui échappent, selon lui, chaque année, à l'Etat.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Une roupie indienne = 0,48 F.

JAPON : avec 63 milliards de francs de réduction

L'impôt sur le revenu est allégé

TOKYO
de notre correspondant

Le dernier jour de sa session extraordinaire, samedi 19 septembre, la Chambre haute a voté quatre lois introduisant des modifications dans le système fiscal japonais.

Cette réforme est loin d'avoir le caractère drastique souhaité par M. Nakasone qui voulait introduire une taxe à la valeur ajoutée. Elle n'en est pas moins significative en terme d'allégement de l'imposition directe. Il est notamment prévu une réduction de l'impôt sur le revenu se chiffrant à 1 500 milliards de yens (1) (63 milliards de francs) applicable dès l'actuelle année budgétaire qui s'achèvera le 31 mars prochain. En revanche, les exonérations d'imposition dont bénéficie la petite épargne prendront fin à dater du 1er avril, excepté dans le cas des personnes âgées ou ayant des parents à charge.

L'opposition, qui n'a pas fait preuve de la même unité qu'en avril dernier lorsqu'elle contraignit M. Nakasone à retirer son projet de TVA, a dû accepter cette remise en cause des exonérations fiscales de la petite épargne afin d'obtenir en échange une diminution de l'impôt sur les revenus demandée par les syndicats.

Cette mini-réforme fiscale intervient au moment où le gouvernement vient d'achever. la mise au point d'un projet de budget « expansionniste » pour l'année budgétaire 1988. Ce budget prévoit des dépenses en augmentation de 12,5 %. Même si le ministère des finances effectue des coupes claires dans certaines charges, ce projet de budget constitue un tournant par rapport à la politique d'austérité menée depuis huit ans, afin de remédier au déficit des finances publiques. Il répond donc aux demandes des partenaires du Japon, à commencer par celle des Etats-Unis, qui souhaitaient de Tokyo une politique fiscale contribuant à relancer la demande interne. Le nouveau budget prévoit une augmentation de 20 % des dépenses de travaux publics et de 9,6 % de l'aide au développement, ainsi que des augmentations plus légères en matière d'éducation et de couverture sociale.

Le gouvernement compte sur la vente des actions de la société privatisée des téléphones, NTT, et de la compagnie aérienne JAL – en instance de privatisation – pour obtenir quelque 4 000 milliards de yens, dont 1 300 milliards seront destinés à un fonds de développement industriel.

Compte tenu de la situation relativement bonne de l'économie (inflation pratiquement nulle, chômage faible, reprise de la production industrielle), la nouvelle orientation expansionniste du budget 1988, devrait contribuer à activer l'effet des deux plans de relance (3 600 milliards de yens l'année dernière, 6 000 milliards cette année) qui s'est longtemps fait attendre.

PHILIPPE PONS.

(1) 100 yens = 4,21 francs français.

Adoption de la réforme fiscale en Hongrie

A l'issue d'un débat parlementaire sans précédent (*le Monde* du 18 septembre), l'Assemblée nationale hongroise a adopté, le samedi 19 septembre, une réforme fiscale qui introduit pour la première fois l'impôt sur le revenu et la taxe à la valeur ajoutée dans un pays socialiste d'Europe de l'Est. Cette réforme fiscale, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1988, s'inscrit dans le cadre du plan d'austérité élaboré par le gouvernement pour sortir le pays de la crise. Il s'agit, pour le ministre des finances, M. Peter Medgyessy, d'un *« pas important vers la convertibilité du forint »*.

BRÉSIL

M. Jader Barbalho nommé ministre de la réforme agraire

M. Jader Barbalho a été nommé ministre de la réforme agraire par le président Sarney, le samedi 19 septembre. Il remplace à ce poste M. Marcos Freire, qui s'est tué le 8 septembre dans un accident d'avion, alors qu'il était en tournée d'inspection dans la région amazonienne.

M. Barbalho est le quatrième titulaire de ce portefeuille depuis l'accession au pouvoir de M. Sarney. Il a occupé le poste de gouverneur de l'État de Para. *« La réforme agraire au Brésil est viable dès l'instant que les passions auront été surmontées »*, a déclaré le nouveau ministre après s'être entretenu avec le président Sarney. Il a ajouté qu'il entendait traiter la délicate question de la réforme agraire avec *« pragmatisme »* en prenant l'avis de toutes les parties intéressées au débat, depuis les paysans sans terre jusqu'aux grands propriétaires terriens opposés jusqu'à maintenant à toute remise en cause du *statu quo*. – (AFP.)

● **ETATS-UNIS : démission de M. Beryl Sprinkel, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche.** – Le président Reagan a accepté, le 18 septembre, la démission de M. Sprinkel, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche qui quitte son poste *« pour raisons personnelles »*. M. Sprinkel, qui a annoncé son intention de retourner au secteur privé, restera en fonctions jusqu'à la fin novembre. – (AFP.)

Economie

AGRICULTURE

Réunis en congrès à Perpignan

Les producteurs de maïs s'inquiètent de la réduction de leurs débouchés

Les producteurs de maïs, inquiets pour leurs débouchés, réclament une réglementation européenne limitant les importations de produits de substitution des céréales (PSC) dans la Communauté. Ils pressent les autorités nationales et européennes d'arrêter au plus vite des dispositions pour que l'accord conclu en janvier 1987, qui autorise les Etats-Unis à exporter vers l'Espagne, à prélèvement réduit, 2 300 000 tonnes de maïs et de sorgho par an, pendant quatre ans, soit mis en œuvre de manière à perturber le moins possible le marché. Le congrès des producteurs de maïs, qui a eu lieu le jeudi 17 et le vendredi 18 septembre à Perpignan, a révélé combien ces problèmes de concurrence extérieure dominaient leurs préoccupations.

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial

Les PSC (produits de substitution des céréales), tel est l'ennemi absolu, la menace la plus lourde, qu'il s'agisse du gluten de maïs qui vient des Etats-Unis, ou du manioc acheté dans des pays du tiers-monde. Ils occupent une place de plus en plus grande dans la fabrication d'aliments pour bétail. La Communauté européenne en importe maintenant plus de 15 millions de tonnes. Pas un intervenant qui n'ait mis l'accent sur ce « cancer ». « *Jusqu'où ira-t-on ? Restera-t-il des débouchés à l'intérieur de la CEE pour la production communautaire ?* », interroge M. Marcel Cazalé, le président de l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs), qui dénonce « *ces concurrents on ne peut plus déloyaux* ». « *La CEE n'a pas voulu, ou n'a pas pu, ce qui est encore moins réconfortant, réglementer ces produits* », déplore-t-il.

M. Denis Gauthier Sauvagnac, le directeur du cabinet de M. François Guillaume, juge aussi inacceptable l'arrivée de plus en plus massive de PSC « *à des prix qui ne semblent pas avoir de plancher* ». Mais que peut-il promettre ? Sinon, comme palliatif, que la France, lors de la réunion des ministres de l'agriculture des Douze, lundi 21 septembre à Bruxelles, demande l'octroi de primes pour encourager l'incorporation de céréales dans la fabrication d'aliments pour bétail.

Plutôt que d'attendre un hypothétique accord des Douze pour négocier avec Washington, M. Cazalé et ses amis préfèrent agir directement. Ils s'apprêtent à déposer auprès de la Commission européenne une plainte contre les exportations américaines de gluten de maïs avec demande d'application d'un droit compensateur. Les prix de dumping auxquels arrive en Europe le gluten de maïs ne sont possibles, font-ils valoir, qu'en raison des subventions dont bénéficient les producteurs de maïs américains. On a appris à Perpignan que les producteurs de blé appuieraient cette action. M. Raoul Gardini, le président du groupe Ferruzzi, invité au congrès, a applaudi des deux mains et annoncé qu'il se joindrait au mouvement.

L'accord espagnol

Comparées à cette affaire des PSC, les difficultés provoquées par l'accord CEE-Etats-Unis sur les exportations de maïs américain vers l'Espagne paraissent presque secondaires. Plus personne n'ose dire désormais que l'arrangement conclu, sous la menace américaine, est somme toute honorable. « *Nous ne pouvons pas nous féliciter de cet accord... Il n'est pas bon* », a reconnu M. Bernard Bosson, le ministre des affaires européennes.

Plusieurs orateurs ont souligné que ses conséquences sont encore plus absurdes que ce qu'on pouvait imaginer en janvier : les Espagnols ont augmenté leur production de maïs et d'orge encore plus vite que prévu si bien qu'ils peuvent satisfaire eux-mêmes leurs besoins en céréales fourragères et n'ont certainement pas besoin du maïs américain. Obligés d'en importer 2 millions de tonnes, ils vont devoir, c'est un comble, réexporter 1 million de tonnes. Comme l'a fait remarquer M. Cazalé, si l'adhésion n'avait pas eu lieu, les Etats-Unis n'auraient pas profité d'une situation aussi favorable pour vendre leur maïs !

Les producteurs français demandent à la Commission de tenir ses promesses pour faire en sorte que le marché ne soit pas trop perturbé : il faut subventionner l'exportation des excédents français qui ne peuvent se placer en Espagne – soit environ 900 000 tonnes – et gérer l'accord de telle manière que les maïs américains n'arrivent pas à des prix trop bas, ce qui contribuerait à déprimer les marchés européens. Au nom du ministre, M. Gauthier Sauvagnac s'est engagé à ce que cela soit fait.

Les menaces extérieures ne constituent pas la seule source d'inquiétude pour les producteurs. Ils ont dit, sur tous les tons, qu'ils ne voulaient plus entendre parler de la politique de baisse progressive des prix voulue par la Commission, jusqu'à un certain point appuyée par la France. « *C'est le seul moyen de devenir compétitif, de reprendre des parts de marché, de gagner de nouveaux débouchés industriels comme le bio-éthanol* », a essayé de faire valoir M. Michel Jacquot, le conseiller pour les affaires agricoles de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, ajoutant que des aides aux revenus sont proposées en faveur des exploitants qui seraient les plus affectés par cette politique de rigueur. Mais l'incompréhension avec Bruxelles est totale.

La défense du revenu

Les producteurs de maïs rejettent catégoriquement la nouvelle idée de la Commission de « stabilisateurs budgétaires » en vertu desquels des baisses de prix significatives seraient appliquées dès qu'un certain volume de production serait atteint. M. Sauvagnac leur a fait savoir que le gouvernement français y était également opposé. La défense du revenu a pris un caractère tellement obsessionnel que, répondant à un sondage, environ 40 % des producteurs ont affirmé qu'ils pourraient accepter l'instauration de quotas de production si c'était là le seul moyen d'éviter de nouvelles baisses de prix.

« *Ce serait la solution extrême, la manière de sonner le tocsin plutôt que le requiem* », s'est exclamé M. Henri de Benoist, le président de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), qui, récemment, s'était fait l'écho d'une telle tentation. Tentation sacrilège pour le gouvernement français, qui refuse toute politique malthusienne, mais aussi pour M. Cazalé. Il souligne que la Communauté est normalement déficitaire en maïs et qu'accepter des quotas « *reviendrait à faire le lit de nos concurrents* ».

PHILIPPE LEMAITRE.

TRANSPORTS

La réforme des abonnements à libre circulation

Les consommateurs attaquent la SNCF

L'Union fédérale des consommateurs (UFC-*Que choisir* ?) et le président du comité de liaison des associations d'abonnés du chemin de fer (CLAAC), M. François Coudurier, ont assigné la SNCF devant le tribunal de grande instance de Paris, en raison de la modification unilatérale des abonnements à libre circulation intervenue le 1er août. L'audience est fixée au 30 septembre.

La SNCF ne se doutait pas, en essayant de réduire le déficit de ses abonnements « *titre I* », qu'elle déclencherait une tempête. Estimant que le prix de 14 centimes du kilomètre demandé à l'usager équivalait à la moitié du coût réel, elle a concocté, tout au long du printemps et en prévenant les associations, une réforme qui a pris effet le 1er août.

Avant : l'usager acquittait, une fois pour toutes, un droit de souscription de durée illimitée équivalant à deux mensualités d'abonnement et, chaque mois, il achetait un forfait d'abonnement mensuel. Après : l'usager doit payer chaque année un « fichet » de paiement, équivalant à une mensualité et demie, et chaque mois le forfait d'abonnement. Devant le tollé soulevé parmi les abonnés, qui se voyaient ainsi infliger une hausse de prix de 11 % s'ajoutant à l'augmentation de 8,9 % intervenue en mars dernier, la SNCF a différé d'un an l'application du nouveau régime aux personnes ayant souscrit un abonnement avant le 1er août.

Les usagers ne l'entendent pas de cette oreille. « *Nous demandons que cette mesure provisoire devienne définitive*, explique M. François Coudurier, *car en versant un droit de souscription nous avons passé avec la SNCF un contrat qui ne peut être modifié unilatéralement.* »

L'Union fédérale des consommateurs s'est jointe à cette procédure, pour l'exemple : « *Les entreprises placées en situation de monopole, en raison de leur mission de service public, maltraitent l'usager au nom de rentabilités qui ne sont pas toujours démontrées*, déclare M. Jean-Claude Jaillette, délégué général adjoint de l'UFC. *Ainsi on a entendu les banques et les assurances prétendre perdre de l'argent, ce qui était faux. Ces entreprises ont les moyens d'imposer des réformes aux usagers désarmés. De cela, nous ne voulons plus et nous serons présents dans toutes les affaires semblables à celle des abonnements SNCF.* »

C'est la deuxième fois que l'UFC assigne en justice une entreprise publique, la première « victime » de cette pugnacité contentieuse ayant été l'EDF, traînée devant les tribunaux pour publicité mensongère.

AL. F.

SOCIAL

● **Nouvelles dispositions en cas de licenciements de salariés de plus de cinquante-cinq ans.** – Un arrêtés, publié au *Journal officiel* du 20 septembre rend applicables les dispositions prévues par l'avenant à la convention actuelle de l'UNEDIC signé le 16 juillet dernier, aux salariés licenciés âgés de plus de cinquante-cinq ans. Les employeurs devront verser trois mois de salaire brut au régime d'assurance-chômage s'ils ont recours au licenciement économique. En revanche, l'employeur sera exonéré de cette contribution s'il signe une convention FNE (Fonds national de l'emploi), qui permet le départ en préretraite.

Cette mesure, décidée par les partenaires sociaux, devrait mettre fin à des abus coûteux pour l'UNEDIC. Depuis l'été 1986, 2 000 personnes supplémentaires par mois, en moyenne, étaient indemnisées par l'assurance-chômage, alors que, en raison de leur âge, elles auraient pu bénéficier d'une préretraite.

Economie

LOGEMENT

Une réforme annoncée par M. Pierre Méhaignerie

Assurer la pérennité du « 1 % » patronal

Un projet de loi visant à une meilleure gestion du « 1 % logement » (la contribution des entreprises au logement de leurs salariés) devrait venir devant le Parlement à la session d'automne. C'est ce qu'a annoncé M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'urbanisme, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (*le Monde* daté 20-21 septembre). Cette réforme est une conséquence de la mission confiée, en juin, par le ministre à M. Georges Mercadal, ancien directeur de la construction.

Créée en 1953, la contribution des entreprises de plus de dix salariés à l'effort de construction, qui était à l'origine de 1 % de la masse des salaires, est devenue, en juin 1978, le « 0,9 % ». Fin 1985, 0,13 point de cette cotisation est allé financer l'aide personnalisée au logement (APL), la part directement affectée au logement social des salariés n'étant plus que de 0,77 % des salaires. Ces sommes sont versées au choix des entreprises à des CIL (comités interprofessionnels du logement), aux chambres de commerce et d'industrie, à des SIN (sociétés immobilières, filiales d'entreprises nationales comme la SNCF), voire à certaines sociétés anonymes d'HLM. Les deux cent trente CIL sont, pour la plupart, regroupés dans l'UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement). La masse financée à la disposition des organismes collecteurs est d'environ 13 milliards de francs chaque année, 7 milliards venant des versements des entreprises, 6 milliards provenant des remboursements de prêts par les salariés.

Cet argent sert pour les trois quarts à accorder des prêts au personnel pour boucler le financement de l'accession à la propriété, à loger les travailleurs immigrés (0,085 % de la collecte y étant consacré), à compléter le financement d'opérations de construction de logements locatifs. Pour rémunérer le service rendu (gestion des fonds et des prêts, salaire des personnels), les CIL retiennent une partie des sommes qui leur sont versées : c'est le « hors 1 % », évalué annuellement à 1,5 milliard de francs. Les frais réels en absorbent la majeure partie, mais il reste, chaque année, dans les caisses de 300 à 400 millions de francs.

A quoi sont-ils utilisés ? Pas à l'aide à la construction du logement des salariés, mais à des placements financiers, à des investissements dans des centres de tourisme, par exemple, et sans doute à d'autres usages dont on ne sait rien, car la discrétion des représentants et des responsables des CIL est à cet égard exemplaire. Au reste, le nouveau dispositif que M. Méhaignerie souhaite mettre en place ne touche pas à ces réserves dont on ignore l'importance. L'objectif, grâce à une obligation de clarté dans la gestion, est d'inciter à une réintégration annuelle de ces sommes dans la masse de fonds utilisés pour le logement.

En faveur des travailleurs immigrés

Les CIL décidant des sommes qu'ils sont prêts à remettre dans le circuit, les entreprises bénéficieront, au prorata des sommes ainsi réintégrées, d'un abaissement du seuil de la contribution patronale. Comme la mise en place de ce système assez complexe prendra du temps, la contribution patronale pourrait, dès 1988, être ramenée de 0,77 % à 0,72 %, cette anticipation restant à valoir sur les efforts faits.

Pour accroître l'effort de solidarité en faveur du logement des travailleurs immigrés et de leurs familles, le « 0,085 % » qui leur est destiné ne sera plus un mode de financement unique, mais des sommes équivalentes seront apportées par le régime général de 0,77 %, ce qui devrait doubler le nombre de logements ainsi aidés, les programmes étant choisis avec approbation du préfet par la commission paritaire départementale sur proposition des CIL. Rappelons que les familles des travailleurs immigrés sont particulièrement nombreuses dans les grands ensembles dégradés.

Un organisme commun

Pour mettre en œuvre ces dispositions, les textes (un projet de loi, deux décrets, un arrêté, une lettre de mandat) prévoient notamment que le conseil d'administration de chaque CIL comprendra cinq représentants du CNPF, cinq des syndicats, cinq des entreprises cotisantes. On n'a pas fait droit au souhait des syndicats, toujours attachés au paritarisme, d'y ajouter cinq représentants des syndicats des entreprises cotisantes. Mais il est prévu que quatre membres du conseil pourront, si nécessaire, demander un audit. Dans les CIL dont le conseil d'administration est déjà paritaire, celui-ci le restera. Les règles de fonctionnement du conseil (fréquence des réunions, sujets abordés, plan comptable) deviennent obligatoires.

A l'échelon national, un organisme commun (qui prendra la forme d'un établissement public et industriel et commercial (EPIC), placé sous la présidence d'un membre du CNPF et doté d'un directeur général nommé par les pouvoirs publics, comprendra vingt membres : cinq représentants de l'Etat, des cinq CIL, cinq du CNPF et cinq des syndicats. Cet organisme commun sera doté du pouvoir règlementaire (jusqu'ici exercé par l'Etat), du contrôle des CIL (jusqu'ici exercé par une association dépendant de l'UNIL) ; de la mise en œuvre du mécanisme de l'aide au logement des travailleurs immigrés, ainsi que des garanties financières par l'ensemble des CIL au cas où l'un d'eux se trouverait en difficulté. L'UNIL, de son côté, conserve son activité et développera ses tâches de prévention et d'assistance pour permettre à certains CIL de faire face à leurs nouvelles obligations.

L'accord a fini par se faire entre les partenaires sur ce dispositif. (*Ils applaudissent des deux mains* », lance avec fierté M. Méhaignerie), malgré certaines réticences. Du côté des syndicats, la CGT reste opposée au système (à défaut d'un doublement de la contribution, elle aurait accepté un retour au 1 % d'origine), mais participera à ses instances, ainsi que la CFTC, qui estime que cela conduit à une diminution des ressources. La CFDT craint manifestement que cela ne mette un point final aux négociations sur le paritarisme au sein des CIL. Enfin, FO et la CGC sont favorables.

Pour le CNPF, depuis toujours très attaché au 1 %, comme pour les CIL, c'est sans doute une bonne façon d'assurer la pérennité du système dans la perspective du marché unique européen de 1992. La France n'est-elle pas le seul pays du Marché commun à disposer d'un tel mode de financement du logement social ?

JOSÉE DOYÈRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFP – OMNIUM FINANCIER DE PARIS

Conseil du 16 septembre 1987

conseil de l'OFP-Omnium de Paris, réuni le 16 septembre 1987, a examiné la situation provisoire de la société (maison mère) arrêtée au 30 juin 1987.

Le bénéfice après impôt s'établit à 62,1 millions de francs contre 73,3 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats de ses filiales, la Société financière d'Auteuil (détenue à 97 %) et OPSA (détenue à 90 %), sont par contre en forte croissance. C'est essentiellement le rythme de dégagement des plus-values sur cessions d'actifs qui crée ces décalages. Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice de l'OFP maison mère devrait être inférieur à celui de l'exercice 1986, tandis que le bénéfice consolidé du groupe OFP devrait, sauf imprévu, être en progression d'environ 10 %.

VALEURS DE FRANCE

BRED

Le 15 septembre 1987, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », Société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 372,55 F (369,17 F le 31/08/87).

. A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 372 F (367 F le 31/08/87).

« Avions Marcel-Dassault Breguet aviation »

Le Conseil d'administration a arrêté le résultat brut avant impôt au 30 juin 1987 à la somme de 42 564 000 F, le chiffre d'affaires s'établissant à 6 567 025 000 F à la même date.

La diminution sensible du résultat enregistré au 30 juin 1987, résulte essentiellement.

– de la prise en charge du plan social de la société,

– ainsi que d'un recul de dates de livraison de deux contrats à l'exportation, problème qui ne sera pas résolu au 31 décembre 1987.

SLIGOS

SLIGOS : un bon premier semestre et une augmentation de capital

En millions de francs	1er sem. 1987	1er sem. 1986	%
Chiffre d'affaires	629,4	536	+ 17,4
Bénéfice net : Part du groupe	25,2	14,4	+ 74,6

Ces résultats sont largement conformes aux prévisions et permettent de confirmer que les estimations faites par la société sur l'ensemble de l'exercice 1987 devraient être dépassées, notamment pour ce qui concerne le résultat.

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire du 10 septembre a autorisé le conseil d'administration à procéder aux moments opportuns à différentes opérations sur fonds propres.

Ces opérations auront pour but de doter la société des moyens financiers permettant de renforcer, en France et à l'étranger, le développement de ses quatre domaines stratégiques à travers une politique dynamique de croissance externe.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale, a décidé de procéder à une augmentation de capital par émission de 178 213 actions nouvelles réservées aux anciens actionnaires à raison de 1 action nouvelle pour 5 anciennes.

Il est attendu de cette opération un renforcement des fonds propres de SLIGOS de l'ordre de 200 millions de francs.

EXTRAIT DE LA LETTRE DU PRÉSIDENT

«...En dépit d'une année difficile caractérisée par des conditions économiques et de marché qui demeurent incertaines, votre banque a pu relever le défi et poursuivre son processus d'adaptation à l'évolution de la conjoncture des marchés et des techniques.

La performance de la banque en 1986 a été satisfaisante comme l'expriment les chiffres du produit bancaire net et des profits avant amortissements, provisions et impôts qui ont atteint respectivement F 205,6 millions et F 70,7 millions sensiblement supérieurs à leurs niveaux de 1985 où ils ont été de F 197,3 millions et F 70,1 millions respectivement. Cette stabilité des chiffres signifie, en fait, une croissance si l'on tient compte de la baisse du cours du dollar, monnaie dans laquelle est libellée une grande partie de nos revenus.

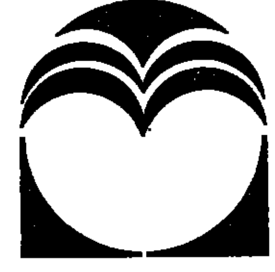
De surcroît la récession dans la région du Moyen-Orient nous a imposé une attitude de prudence qui a caractérisé notre politique d'affectation des résultats depuis l'exercice précédent et qui s'est poursuivie en 1986. Ainsi, nos provisions en 1986 ont augmenté de F 59 millions.

Par ailleurs, la banque a poursuivi sa politique de renforcement des fonds propres, en décidant une augmentation du capital de 100 millions de francs français dont la moitié a été versée en décembre 1986 et l'autre moitié appelée pour juin 1987 relevant ainsi le capital de 250 millions de francs à 350 millions de francs auxquels s'ajoute un prêt subordonné de 10 millions de US Dollars octroyé par la Maison Mère, Al Saudi Bank Holding. Un nouveau prêt subordonné de 25 millions de US Dollars a également été décidé par la Maison Mère pour l'année 1987.

Dans l'avenir, poursuivant notre politique engagée les années précédentes, nous nous emploierons à l'élargissement de notre clientèle d'entreprises industrielles et commerciales, et le renforcement de nos démarches et de nos interventions, tant sur les marchés internationaux que nationaux où la banque est elle-même présente...»

Dr. Chafic AKHRAS

Copie du rapport peut être demandée au secrétariat de la direction Générale : (1) 47 20 41 27 - 47 23 00 55



AL SAUDI BANQUE

CHIFFRES CLÉS

	1985 F.F.	1985 USD	1986 F.F.	1986 USD
En fin d'exercice (en millions)				
Total de l'actif	9 422,5	1 246,2	8 603,4	1 332,8
Prêts (y compris Prêts aux banques)	5 059,2	669,1	4 950,0	766,8
Dépôts	8 772,9	1 160,6	7 830,4	1 213,1
Fonds propres (y compris prêt subordonné)	360,1	47,6	401,3	62,2
Pour l'exercice (en millions)				
Marge sur intérêts	122,2	16,2	69,0	10,7
Commissions	64,2	8,5	72,9	11,3
Produits du portefeuille titres	32,1	4,2	92,0	14,2
Produit net bancaire	197,3	26,1	205,6	31,8
Bénéfice avant impôts amortissements et provisions	70,1	9,3	70,7	10,9
Bénéfice net	8,2	1,1	2,3	0,4

• PARIS
49/51, avenue George-V 75008 Paris
Téléphone : (1) 47 23 00 55
Télex : ASBKA 648 629 F

• CANNES
«Gray d'Albion» 06313 CANNES Cédex
Téléphone : 93 38 02 11
Télex : ASBKCAN 470 058 F

• LONDRES - City Branch :
52/60 Cannon Street
London
Téléphone : (44 1) 236 65 33
Télex : ASBG 881 3438
West End Branch :
31 Berkeley Square, London W1
Téléphone : (44 1) 493 89 42
Télex : ASBWG 23 875

• BAHREIN (O.B.U)
Kanoo Tower
Téléphone : (973) 257 319
Télex SAUBAH BN 8969

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 10 sept.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	411 259
dont :	
Or	221 330
Disponibilités à vue à l'étranger	107 815
ECU	82 783
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 329
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	45 683
dont :	
Concours au Trésor public	38 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	129 812
dont :	
Effets escomptés	63 600
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	77 472
5) DIVERS	11 569
Total	676 697

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	219 756
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 168
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 283
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS ...	90 060
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	49 933
5) ECU A LIVRER AU FECOM	75 443
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	258 839
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	9 949
Total	676 697

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

	11 sept.	18 sept.
Valeurs franç. à rev. variable ..	108,2	107,9
Valeurs industrielles	117,5	118,2
Valeurs étrangères	134,2	133,3
Pétrole-Energie	108,2	104,8
Chimie	111,3	112,9
Métallurgie, mécanique	126,6	125,1
Electricité, électronique	108,8	108,5
Bâtiment et matériaux	125,9	128,2
Ind. de consommat. non alim. .	124,4	125,1
Agro-alimentaire	118,2	119,7
Distribution	107,8	106,9
Transports, loisirs, services ..	101,8	98,8
Assurances	98,4	97,9
Crédit banque	98,4	97,4
Sicomi	78,2	77,8
Immobilier et foncier	92,8	91
Investissement et portefeuille .	100,9	98,1
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe ..	98	98,7
Emprunts d'Etat	98,6	98,8
Emprunts garantis et assimilés	95,8	96
Sociétés	95,7	98,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var. ...	3 828,8	3 818,8
Valeurs étrangères	4 848,9	4 818,1
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var. ..	523,3	521,9
Valeurs étrangères	865,8	851,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	114,5	114,1
Emprunt d'Etat	111,9	111,9
Emprunts garantis et assimilés	114,9	114,1
Sociétés	118,4	117,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	431,9	429,2
Produits de base	271,7	272
Construction	483,4	498,3
Biens d'équipement	333,4	330,1
Biens de consom. durables ...	704,3	702,9
Biens de consom. non durables	591,9	586,2
Biens de consom. alimentaires	476,6	478,7
Services	386	380,5
Sociétés financières	556,8	544,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	448,1	444,8
Valeurs industrielles	420	420,5
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	358,5	355,4

CHANGES

Dollar : 6,03 F =

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est légèrement raffermi après son petit accès de faiblesse du vendredi précédent.

FRANCFORT	18 sept.	21 sept.
Dollar (en DM) ..	1,8060	1,81

TOKYO	18 sept.	21 sept.
Dollar (en yens) ..	142,50	143,20

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (21 sept.).......... 7 1/8 %

New-York (18 sept.)..... 7 1/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	17 sept.	18 sept.
Valeurs françaises ..	106,5	
Valeurs étrangères .	133,3	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

	17 sept.	18 sept.
Indice général ...	425,8	429,2

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	17 sept.	18 sept.
Industrielles	2 527,90	2 524,64

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

	17 sept.	18 sept.
Industrielles	1 812	1 833,20
Mines d'or	442,70	439,20
Fonds d'Etat	85,92	86,65

TOKYO

	18 sept.	19 sept.
Nikkei Dow Jones	24844,84	25013,23
Indice général ...	2044,67	2049,17

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 18 sept. 1987
Nombre de contrats : 82 573

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	98,25	97,75	97,40	97,30
Précédent	97,70	97,20	96,85	96,95

LA VIE DE LA COTE

MICHELIN : + 38 % DU BÉNÉFICE. – Le numéro deux mondial du pneumatique, le groupe Michelin, vient d'annoncer une augmentation de 38 % du bénéfice consolidé de la société au premier semestre 1987 : 1 270 millions de francs, contre 919 millions de francs à la même période l'an dernier. La Compagnie financière Michelin, qui regroupe les sociétés actives hors de France, enregistre une croissance du bénéfice de 52,7 %, toujours au premier semestre 1987, par rapport à la même période en 1986.

AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA CIP. – La Compagnie d'investissement de Paris (CIP), société de portefeuille du groupe BSN, va procéder à une augmentation de capital par l'émission de 3 993 891 actions nouvelles au prix unitaire de 150 F.

PETROFINA A FRANCFORT. – Les actions de la société pétrolière belge Pétrofina SA vont être cotées à la Bourse de Francfort à partir du 5 octobre prochain.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,0230	6,0260	– 10	+ 5	– 5	+ 20	+ 120	+ 200
$ can.	4,5785	4,5843	– 70	– 45	– 125	– 89	– 296	– 205
Yen (100) ...	4,2104	4,2155	+ 108	+ 134	+ 218	+ 248	+ 792	+ 868
DM	3,3313	3,3348	+ 83	+ 101	+ 186	+ 210	+ 622	+ 687
Florin	2,9612	2,9641	+ 49	+ 59	+ 109	+ 124	+ 400	+ 448
F.B. (100) ...	16,0528	16,0693	+ 102	+ 185	+ 265	+ 397	+ 1160	+ 1561
F.S.	4,0234	4,0281	+ 109	+ 128	+ 243	+ 268	+ 815	+ 888
L (1 000) ...	4,6153	4,6247	– 263	– 199	– 485	– 416	– 1191	– 1060
£	9,9711	9,9821	– 209	– 160	– 388	– 323	– 785	– 612

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 7/8	7 1/8	7 7/16	7 9/16	7 7/16	7 9/16	7 7/8	8
DM	3 5/8	3 7/8	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/2	4 5/8
Florin	5 1/8	5 3/8	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 5/8
F.B. (100) ..	5 1/2	6 1/2	6 1/4	6 5/8	6 3/8	6 3/4	6 7/8	7 1/8
F.S.	1	1 1/2	3 3/4	3 7/8	3 5/8	3 3/4	4 1/8	4 1/4
L (1 000) ..	10 1/2	11 1/2	13 1/8	13 7/8	13 1/4	13 3/4	13 3/8	13 7/8
£	9 5/8	9 7/8	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 15/16	10 1/8	10 1/4
F. franç. .	7	7 1/2	7 9/16	7 3/4	7 13/16	7 15/16	8 7/16	8 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 18 SEPTEMBRE

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Cours relevés à 14 h 57

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1902	4,5 % 1973	1884	1869	1868	+ 0 21
4255	C.N.E. 3%	4260	4260	4240	– 0 47
1187	B.N.P. T.P.	1210	1205	1205	– 0 40
1126	C.C.F. T.P.	1133	1135	1135	+ 0 18
1249	Créd. Lyon. T.P.	1271	1271	1271	....
....	C.G.E. T.P.	3215	3220	3220	+ 0 16
1920	Renault T.P.	1960	1959	1959	– 0 04
2185	Rhone-Poul. T.P.	2045	2040	2040	– 0 23
1255	St-Gobain T.P.	1335	1340	1340	+ 0 37
1220	Thomson T.P.	1258	1260	1260	+ 0 16
460	Accor	463 90	471	470	+ 1 34
530	Agence Havas	547	542	542	– 0 91
675	Air Liquide	675	695	695	+ 2 96
2380	Alcatel	2450	2469	2440	– 0 41
2020	Als. Superm.	2100	2075	2075	– 1 19
480	A.L.S.P.I.	475	469 50	475	....
385	Alsthom ★	374	372	372	– 0 53
2590	Arjom. Prioux	2675	2705	2710	+ 1 31
570	Aussedat-Rey	650	655	650	....
1270	Aux. Entrepr. ★	1398	1390	1374	– 1 72
1060	Avions Dassault	1033	986	930	– 9 97
545	BAFIP	580	563	563	– 2 93
365	Bail-Equipem. ★	388 10	389	390	+ 0 49
810	Bail Investiss.	815	811	815	....
535	B.N.P. C.I.	488 10	484	484	– 0 88
690	Cie Bancaire	730	735	735	+ 0 68
490	Bazar H.-V.	525	519	521	– 0 76
500	Béghin-Say ★	540	555	558	+ 3 33
885	Berger (Ma)	884	865	865	– 2 15
730	Bic ★	800	805	803	+ 0 38
1360	B.I.S.	1370	1400	1380	+ 0 73
2960	Bongrain S.A.	2945	2950	2945	....
1200	Bouygues	1193	1199	1195	+ 0 17
96	B.P. France	100	98	98 50	– 1 50
4980	B.S.N.	5370	5380	5380	+ 0 19
2450	Cap Gem. S. ★	2469	2413	2455	– 0 57
1250	Carnaud	1430	1430	1430	....
3290	Carrefour ★	3430	3495	3455	+ 0 73
169	Casino	174 90	172 60	176 50	+ 0 91
138	Casino A.D.P.	139	139	138 90	– 0 07
1270	C.C.M.C.	1325	1301	1301	– 1 81
850	Cetelem	882	900	900	+ 2 04
790	Cerus	783	775	776	– 0 89
2050	C.F.A.O.	2100	2100	2112	+ 0 57
335	C.G.E.	337 90	333 50	334 90	– 0 89
1300	C.G.I.P. ★	1330	1345	1350	+ 1 50
1340	Chargeurs S.A.	1285	1285	1285	....
72	Chiers-Châtill.	74 40	73	73	– 1 88
1010	Ciments franç. ★	1220	1230	1225	+ 0 41
660	Club Méditerr.	639	635	635	– 0 63
161	Codetel ★	164	164	161	– 1 83
340	Cofimeg	321 10	321	322 50	+ 0 44
2160	Coles	2275	2251	2255	– 0 88
285	Compt. Entrepr.	266 50	265	267	+ 0 19
745	Compt. Mod.	789	790	789	....
1250	Créd. Foncier	1263	1275	1275	+ 0 95
525	Crédit F. Imm.	518	520	520	+ 0 39
136	C.C.F.	133 40	133	134 80	+ 1 05
770	Créd. Lyon. (CI)	770	770	770	....
1130	Crédit Nat. ★	1187	1189	1162	– 2 11
230	Crouzet ★	238	240	232	– 2 52
3040	Damart S.A.	3142	3090	3090	– 1 65
430	Darty ★	486	469 50	488	+ 0 43
365	Darty (DP)	370	371	365	– 1 35
2020	De Dietrich	2250	2251	2251	+ 0 04
300	Dév. P.d.C. (Li)	325	325	325	....
595	D.M.C.	593	597	601	+ 1 35
465	Drouot Assur.	480	480	480	....
2380	Docks France ★	2550	2570	2545	– 0 20
1080	Dumez ★	1166	1165	1171	+ 0 43
1270	Eaux (Gén.)	1305	1300	1302	– 0 23
1210	Ecco ★	1405	1410	1412	+ 0 50
1060	Electro-Finan.	1070	1070	1070	....
365	Elf-Aquitaine	358 10	359 50	359 10	+ 0 28
315	– (certific.)	310	305	306	– 1 29
920	Epeda-B-Faure	950	980	982	+ 3 37
3790	Essilor	3940	3930	3960	+ 0 51
2770	Essilor Int. (DP)	2705	2715	2715	+ 0 37
465	Esso S.A.F. ★	445	449	445	....
2190	Eurafrance	2390	2370	2398	+ 0 33
1440	Eurocom ★	1440	1458	1435	– 0 35
4150	Euromarché	4090	4100	4160	+ 1 71
645	Europe n° 1 ★	664	675	718	+ 8 13
1200	Exor	1262	1262	1262	....
715	Facom	760	757	755	– 0 66
1121	Fichet-bauche	1280	1291	1295	+ 1 17
200	Finextel ★	206 10	206	205	– 0 53
143	Fives-Lille	160 10	160 50	161 50	+ 0 87
1250	Fromageries Bel	1330	1330	1330	....
1260	Gal. Lafayette ★	1426	1425	1417	– 0 56
450	Gascogne	430	431	431	+ 0 23
2060	Gaz et Eaux	2180	2195	2195	+ 0 69
580	Géophysique ★	573	585	585	+ 2 09
2380	Gerland	2675	2690	2690	+ 0 56
680	GTM-Entrepose	747	740	764	+ 2 28
750	Guyenne-Gas. ★	728	725	725	– 0 41
2800	Hachette ★	2900	2889	2875	– 0 86
725	Hénin (La)	770	770	770	....
1420	Hutchinson	1489	1499	1509	+ 1 34
172	Imétal	187	190 10	188 50	+ 0 80
390	Imm. Plaine-M.	396	391	392	– 1 01
5140	Inst. Mérieux	5190	5140	5200	+ 0 19
510	Interbail ★	510	519	523	+ 2 55
1450	Intertechnique	1470	1466	1466	– 0 27
860	J. Lefebvre	837	831	839	+ 0 24
1650	Lab. Bellon	1655	1669	1669	+ 0 85
1660	Lafarge-Coppée	1727	1740	1737	+ 0 58
1510	Lebon ★	1507	1506	1505	– 0 13
2760	Legrand	3335	3340	3340	+ 0 15
2340	Legrand (DP)	2900	2900	2900	....
795	Leroy-Somer ★	824	820	821	– 0 36
2010	Lesieur	1950	1950	1950	....
780	Locabail Immob.	720	713	710	– 1 39
600	Locafrance ★	687	695	687	....
880	Locindus	880	880	875	– 0 57
1200	L. Vuitton S.A ★	1181	1202	1185	+ 0 34
440	Luchaire	490	490	500	+ 2 04
1470	Lyonn. Eaux ★	1449	1440	1460	+ 0 76
68	Mais. Phénix	65 50	67	70 70	+ 7 94
710	Majorette (Ly)	770	780	780	+ 1 30
450	Mar. Wendel ★	445	455	450	+ 1 12
1950	Martell	1886	1883	1883	– 0 11
2100	Matra	2100	2130	2130	+ 1 43
2480	Merlin-Gerin ★	2534	2535	2559	+ 0 99
340	Michelin	344	344	342 50	– 0 44
1230	Midi (Cie)	1379	1394	1381	+ 0 15
315	Midland Bk SA ★	314 80	310	308	– 2 16
1200	Min. Salsig. (Ma)	1211	1239	1239	+ 2 31
56	M.M. Penarroya	54 30	53 20	53 20	– 2 03
2960	Moët-Hennessy	2915	2940	2935	+ 0 69
71	Moulinex	84	83 60	83	– 1 19
995	Navig. Mixtes	1180	1187	1180	....
158	Nord-Est	159 40	159 10	159 10	– 0 19
430	Nordon (Ny)	465	466	466	+ 0 22
545	Nouvelles Gal.	676	680	684	+ 1 18
1070	Occident. (Gén.)	1177	1186	1181	+ 0 34
1520	Omn.F.Paris	1605	1610	1610	+ 0 31
200	Olida-Caby	212	212	212	....
390	Opfi-Paribas	425	421	430	+ 1 18
3880	Oréal (L')	3975	3960	3962	– 0 33
430	Paribas	434 50	434	433	– 0 34
610	Paris-Réesc. ★	670	665	666	– 0 60
1230	Pechelbronn ★	1394	1366	1375	– 1 36
1310	Penhoet	1294	1294	1280	– 1 08
980	Pernod-Ricard	995	990	992	– 0 30
1640	Peugeot S.A.	1639	1647	1641	+ 0 12
14	Poclain	17	18	18	+ 5 88
2300	Polist	2460	2450	2440	– 0 81
750	P.M. Labinal	741	735	736	– 0 67
3480	Presses Cité	3711	3750	3750	+ 1 05
1150	Prétabail Sic.	1160	1160	1155	– 0 43
860	Primagaz	793	791	791	– 0 25
745	Printemps ★	735	733	738	+ 0 14
2000	Promodès	2280	2270	2255	– 1 10
455	Prouvost S.A ★	700	700	580	– 17 14
1640	Radiotechn.	1738	1780	1776	+ 2 19
97	Raff. Dist. Total	102 20	100 40	101 90	– 0 29
3080	Redoute (La) ★	3405	3400	3420	+ 0 44
440	Robur financière	445	467	467	+ 4 94
1480	Roussel-Uclaf	1525	1508	1510	– 0 98
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
5250	R. Impériale (Ly)	5470	5390	5390	– 1 46
220	Sade	221	220	220	– 0 45
1870	Sagem	1845	1835	1835	– 0 54
485	Saint-Gobain	509	518	518	+ 1 77
1270	St-Louis B.	1376	1373	1374	– 0 15
1840	Salomon	1880	1880	1880	....
1610	Salvepar	1690	1665	1665	– 1 48
740	Sanofi	765	780	776	+ 1 44
770	S.A.T.	760	738	735	– 3 29
1370	Saupiquet (Na)	1501	1550	1550	+ 3 26
390	Schneider ★	452 50	449	451 10	– 0 31
115	S.C.O.A.	123	123 40	123 40	+ 0 33
715	S.C.R.E.G.	853	843	852	– 0 12
940	Seb ★	989	980	1005	+ 1 62
430	Sefimeg	429	426	426	– 0 70
1400	S.F.I.M.	1455	1445	1416	– 2 68
63	S.G.E.	65 45	65 10	65 20	– 0 38
615	Sigmax ★	545	555	559	+ 2 67
930	Silic	994	998	990	– 0 40
575	Simco-U.P.H. ★	575	570	573	– 0 36
405	Simnor (Li)	380	380	380	....
1170	Skis Rossignol	1231	1240	1280	+ 3 98
595	Sliminco	651	640	648	– 0 46
425	Société Générale	423	423	423 70	+ 0 17
215	Sodecco	219	218	218	– 0 46
245	Sodero (Na)	235	235	235	....
2830	Sodexho	2761	2815	2813	+ 1 88
131	Sogenal (Ny)	140 10	140	140	– 0 07
480	Sogerap	425	425	426	+ 0 24
2530	Somm-Allib. ★	3055	3060	3085	+ 0 98
850	Source Perrier	883	890	890	+ 0 79
910	Sovac ★	1110	1117	1100	– 0 90
535	Spie-Batignol.	584	585	584	....
580	Strafor	598	615	620	+ 3 68
325	Synthélabo ★	350 10	350	348	– 0 60
620	Talcs Luzenac	640	641	641	+ 0 16
3300	Tél. Elect.	3500	3500	3530	+ 0 88
1220	Thomson-C.S.F.	1361	1367	1350	– 0 80
440	Total (CFP) ★	428 90	426	430	+ 0 26
98	– (certific.)	97 45	98 05	97 20	– 0 26
1980	T.R.T.	2130	1970	1998	– 6 10
840	U.F.B.	600	601	601	+ 0 17
1110	U.I.C.	1163	1214	1214	+ 4 39
600	U.I.F.	587	592	592	+ 0 85
800	U.I.S.	845	840	840	– 0 59
310	U.C.B. ★	295 10	300	295 60	+ 0 17
685	Unibail	681	685	681	....
645	Valéo	684	695	695	+ 1 61
56	Vallourec	70	71	71	+ 1 43
470	Via Banque	465	465	460	– 1 08
1000	Elf-Gabon	965	965	964	– 0 10
162	Amax Inc.	157	159 80	160	+ 1 91
235	Amer. Express	220 80	219	219 50	– 0 59
215	Amer. Teleph.	193	193	193	....
155	Anglo Amer. C.	158 60	161 30	163 50	+ 3 09
735	Amgold	725	731	738	+ 1 79
1130	BASF (Akt)	1130	1120	1120	– 0 88
1200	Bayer	1189	1175	1175	– 1 18
134	Buffelsfont.	130 50	131	133	+ 1 92
280	Chase Manh.	231	228 80	230	– 0 43
90	De Beers	93 20	94 70	94 70	+ 1 61
2330	Deutsche Bank	2305	2286	2286	– 0 82
1200	Dresdner Bank	1197	1195	1190	– 0 58
155	Driefontein Cst	161 50	164 20	164 20	+ 1 67
775	Du Pont-Nem.	688	678	678	– 1 45
620	Eastman Kodak	598	607	607	+ 1 51
83	East Rand	80 20	80 10	80 50	+ 0 37
295	Electrolux	306 80	305 10	305	– 0 59
250	Ericsson	218	216 60	216 50	– 0 69
610	Exxon Corp.	551	548	548	– 0 54
665	Ford Motors	635	635	635	....
99	Freegold	100 10	98 70	101	+ 0 90
117	Gencor	134	132 30	132 30	– 1 27
400	Gén. Electr.	362	363	362	....
625	Gén. Belgique	610	605	606	– 0 66
580	Gen. Motors	526	522	522	– 0 76
128	Goldfields	147	149 80	148	+ 0 68
52	GdMetropolitain	56 30	57	57	+ 1 24
94	Harmony	97	97 20	98	+ 1 03
51	Hitachi	55 20	55 75	55 75	+ 1
1100	Hoechst Akt.	1072	1058	1058	– 1 31
151	Imp. Chemical	153 90	157 90	157 90	+ 2 60
1060	IBM	967	955	956	– 1 24
395	ITT	374	369 80	371	– 0 80
175	Ito-Yokado	164 50	160 40	160 40	– 2 49
101	Matsushita	107 10	106 10	106 10	– 0 93
1260	Merck	1260	1234	1234	– 2 06
495	Minnesota M.	461	462	462	+ 0 22
315	Mobil Corp.	279	....	....	....
315	Morgan J.P.	287	287 30	287 30	+ 0 10
42260	Nestlé	43600	44800	44800	+ 2 75
220	Norsk Hydro	229 10	228 70	228 70	– 0 17
235	Olsil	242 10	243	243	+ 0 37
2240	Petrofina	2056	2050	2050	– 0 29
625	Philip Morris	684	687	687	+ 0 44
159	Philips	152 50	154	152 10	– 0 26
....	Placer Dome	122 10	125 60	125	+ 2 38
555	Quilmès	519	519	519	....
800	Randfontein	780	780	777	– 0 38
825	Royal Dutch	775	770	770	– 0 65
128	Rio Tinto Zinc	139 50	137 50	137 60	– 1 43
105	St Helena Co	109	107 50	108 60	– 0 37
285	Schlumberger	274 10	274	274	– 0 04
135	Shell transp.	133	132 50	132 50	– 0 38
2230	Siemens A.G.	2175	2171	2165	– 0 46
215	Sony	211 50	211	211	– 0 24
205	T.D.K.	210 50	210 50	210 50	....
27	Toshiba Corp.	31	30 90	30 90	– 0 32
425	Unilever	421	415	415	– 1 43
355	Unit. Techn.	330 10	328 50	328 50	– 0 48
865	Vaal Reefs	830	825	830	....
345	Volvo	386	379 80	380	– 1 55
370	West Deep	378	381	380	+ 0 53
505	Xerox Corp.	485	487	487	+ 0 41
2 68	Zambia Corp.	2 61	2 65	2 62	+ 0 38

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9025	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	154 80	153
C.I.C. (Financ. de)	320	319
C.I. Maritime	665	665
Machines Bull	46 10	46
Magasins Unipix	265	254 o
Magnant S.A.	120	....
Maritimes Part.	390	380
Taittinger	1960	2000
Testut-Aequitas	610	600
Tour Eiffel	553	589
Ufiner S.M.D.	729	724

Actions

Étrangères

Second marché (sélection)

Hors-cote

SICAV (sélection) — 18/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	847 49	826 82
Actions France	501 64	483 51
Action Invest.	395 90	377 95
Actions sélectives	630 55	607 76
Fructicapi	304 49	299 99
Fructicourt	105676 41	105676 41
Fructidor	247 65	243 98
Fructifrance	857 93	837
Finord Placement	60445 46	60264 67
Finord Valorisation	13309 57	13048 60
Fonsicav (div. par 10)	10804 95	10804 95
Foncival	275 05	262 58
France-Gan	6432 82	6141 12
France-Garantie	274 58	274 03
France-Investiss.	510 77	487 61
France-Net	119 95	118 76
France-Obligations	433 11	428 82
Francic	422 17	409 87
Francic Pierre	99 91	97
Francic Régions	1144 16	1110 83
Fructi-Associations	1337 90	1337 90
Natio-Obligations	537 24	522 85
Natio-Patrimoine	1522 53	1481 78
Natio-Placements	64315 39	64315 39
Natio-Revenu	1012 17	1002 15
Natio-Sécurité	53952 48	53952 48
Natio-Valeurs	757 16	738 90
Nippon-Gan	5559 15	5307 08
Nord-Sud Développ.	1189 58	1187 19 ◆
Normex F	13445 48	13181 84
Oblicic Régions	1017 67	1002 63
Oblicorp Sicav	1369 48	1342 63 ◆
Obligations Convert.	456 43	435 73
Oblifico	1075 22	1084 57
Opemavalor	692 91	661 49
Paneuropique	599 46	572 28
Paneurope	879 14	839 27
Paribas Croissance	669 40	642 11
Unifoncier	1304 46	1245 31
Uni-Garantie	1275 69	1250 65
Unigestion	970 57	926 58
Uni-Régions	3238 06	3091 23
Uniresta	2103 84	2034 66
Univer	180 39	180 39
Univers-Actions	1081 84	1046 27
Univers-Obligations	1539 21	1487 63
Valorem	583 07	549 34
Valoblig	60006 36	59412 24
Valorg	1524 04	1522 52
Valrend	80093 88	80053 65

MINITEL — La gestion en direct de votre portefeuille personnel — 36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 060	6 030	5 780	6 280
ECU	6 924	6 923	....	....
Allemagne (100 DM)	333 510	333 350	323	341
Belgique (100 F)	16 069	16 059	15 450	16 350
Pays Bas (100 fl.)	296 410	296 220	287	305
Danemark (100 krd)	86 620	86 650	83	90
Norvège (100 k)	90 960	90 930	87	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 970	9 975	9 600	10 300
Grèce (100 drachmes)	4 368	4 368	3 900	4 800
Italie (1 000 lires)	4 619	4 618	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	401 870	402 600	390	410
Suède (100 krs)	94 910	94 780	91 500	97 500
Autriche (100 sch)	47 382	47 375	46 300	48 700
Espagne (100 pes.)	4 981	4 978	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 232	4 227	3 700	4 600
Canada ($ can 1)	4 507	4 583	4 400	4 800
Japon (100 yens)	4 212	4 219	4 070	4 270

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/9
Or fin (kilo en barre)	89000	89500
Or fin (en lingot)	89800	89750
Pièce française (20 fr)	521	522
Pièce française (10 fr)	352	.....
Pièce suisse (20 fr)	599	601
Pièce latine (20 fr)	514	517
Souverain	648	650
Pièce de 20 dollars	2930	2965
Pièce de 10 dollars	1465	1470
Pièce de 5 dollars	925	.....
Pièce de 50 pesos	3310	3345
Pièce de 10 florins	535	539
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Le Monde

Ancien patron de la loge P2

Licio Gelli s'est constitué prisonnier en Suisse

Licio Gelli, ancien dirigeant de la mystérieuse loge maçonnique P2, en fuite depuis le mois d'août 1983, s'est constitué prisonnier en Suisse. L'information a été confirmée, ce lundi 21 septembre, par M. Jean-Pierre Trembley, juge d'instruction à Genève, ainsi que par les avocats du « grand maître vénérable » de cette organisation occulte, qui est impliquée dans divers attentats commis par des mouvements d'extrême droite en Italie. Selon ses défenseurs, Licio Gelli est *« gravement malade »* et doit subir dans les jours qui viennent une *« importante intervention chirurgicale »*.

Le vieil homme malade, qui vient de se constituer prisonnier, quatre ans après sa spectaculaire évasion d'une prison suisse, avait été durant dix ans l'un des hommes les plus influents et mystérieux de son pays.

« Il s'est créé en Italie un pouvoir invisible qui, grâce à ses liens avec la criminalité organisée, le terrorisme, des milieux politico-militaires, certains secteurs des services secrets et la franc-maçonnerie, et par sa capacité à les mettre en corrélation, est parvenu à une capacité de contrôler les mécanismes institutionnels au point de devenir un Etat dans l'Etat », estimait la magistrature italienne en janvier dernier à l'ouverture du procès contre les auteurs du sanglant attentat qui avait fait 85 morts et près de 200 blessés le 2 août 1980 à la gare de Bologne. Vingt personnes avaient été inculpées dans cette affaire, parmi lesquelles Licio Gelli, devenu mondialement connu lorsqu'éclata le 20 mai 1981 le scandale de la P 2, avec la publication des 963 noms des membres présumés de cette loge maçonnique – dépendant théoriquement du Grand Orient d'Italie – mais en fait totalement indépendante.

Les membres de cette organisation occulte ne se connaissaient pas les uns les autres. Seul Gelli pouvait établir un lien entre les différents initiés, dont l'Italie, atterrée,a découvert qu'ils couvraient méthodiquement tous les centre vitaux de l'appareil d'Etat.

Il apparu très vite que cet ancien fasciste et collaborateur des nazis, né en 1919 en Toscane, avait joué un role fondamental dans la *« stratégie de la tension »*, dont beaucoup considèrent jusqu'à aujourd'hui qu'elle faillit avoir raison de la démocratie en Italie dans les années 70.

Licio Gelli avait été arrêté en Suisse le 13 septembre 1982.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 septembre

Etale

La tendance était à l'équilibre en cette matinée du 21 septembre 1987, l'indicateur restant rigoureusement stable. Les principales hausses sont SGE (+3,15 %), Locafrance (+2,50 %), Havas (+2,40 %), Midland Bank (+1,94 %) et TRT (+1,60 %). En revanche sont en baisse Moulinex (–5,36 %), SFIM (–3,40 %), Promodec (–2,65 %) et Bis (–1,80 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	470	470	472
Agence Havas	542	560	565
Air Liquide (L')	695	705	708
Bancaire (Cie)	734	734	734
Bongrain	2945	2945	2947
Bouygues	1195	1195	1195
B.S.N.	5360	5390	5370
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	1285	1278	1274
Club Méditerranée	635	638	646
Eaux (Gén.)	....	....	....
Elf-Aquitaine	....	....	....
Essilor	3960	3960	3960
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1464	1432	1460
Michelin	342 50	344 70	345
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	2935	2958	2944
Navig. Mixtes	1180	1191	1180
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	992	998	998
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	518	522	523
Sanofi	776	781	775
Source Perrier	890	890	890
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
T.R.T.	1988	2030	2030
Valéo	695	696	695

« Nous travaillons avec acharnement à un accord de réduction des armements stratégiques » déclare M. Shultz

Les ententes conclues entre les Etats-Unis et l'URSS pendant la visite de M. Chevardnadze à Washington la semaine dernière ont fait l'objet de commentaires très favorables des responsables américains pendant les émissions de télévision du week-end. C'est ainsi que M. Shultz, sur la chaîne ABC, a jugé particulièrement *« intéressantes et encourageantes »* la *« profondeur et la franchise »* des discussions sur les droits de l'homme : même si *« de nombreux problèmes demeurent »*, a-t-il dit, des *« progrès »* ont été constatés sur ce point en raison de l'attitude soviétique, *« très différente »* de celle du passé.

Sur le chapitre du désarmement, il se confirme que les responsables américains vont mettre l'accent maintenant sur les armements stratégiques (plus de 5 500 kilomètres de portée), dans l'espoir de parvenir à un accord de réduction de 50 % avant la fin du mandat de M. Reagan, au début de 1989. Affirmant que les Etats-Unis *« travaillent là-dessus avec acharnement »*, M. Shultz a ajouté : *« J'ai le sentiment que les Soviétiques sont prêts à y travailler dur également ; ainsi peut-être y parviendrons-nous. »* M. Carlucci, président du Conseil national de sécurité, a pour sa part donné raison au sénateur Nunn, qui estime à 50 % les chances d'un accord sur les armements stratégiques.

La même préoccupation a été exprimée par M. Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, qui, interrogé par la chaîne NBC, a fait valoir que le traité sur les euromissiles ne sera qu'un *« premier pas »* : il devra être suivi par *« le pas le plus important »* que sera, selon lui, un traité sur les missiles intercontinentaux. Comme on lui demandait si l'URSS mettrait comme pré-condition à un tel accord l'abandon de l'initiative américaine de défense stratégique (IDS), M. Guerassimov s'est borné à répondre que son gouvernement *« n'aime pas ce programme »*, évitant de dire, comme on le faisait jusqu'ici à Moscou, que son abandon constitue la condition *sine qua non* d'un accord. De même, l'agence Tass, dans un commentaire diffusé samedi, affirme que la réalisation de l'IDS *« compromettrait sérieusement les possibilités d'opérer des réductions radicales des armements stratégiques »*, mais ne parle plus à ce sujet du lien indissoluble évoqué ces derniers mois lorsqu'il était question du *« paquet de Reykjavik »*.

Faisant écho à ces indications d'assouplissement de la position soviétique, le *Washington Post* croit pouvoir saluer, sous la plume de son correspondant à Moscou, *« la disparition virtuelle de la campagne contre l'IDS »*, et cite un responsable soviétique, selon lequel *« nous en avons eu assez de nous concentrer sur ce sujet et avons décidé de diversifier nos intérêts vers d'autres secteurs où des progrès apparaissaient possibles »*. Il est vrai que la campagne contre l'IDS a été reprise à son compte par le Congrès américain : après que le Sénat a voté, la semaine dernière, par 58 voix contre 36, une résolution interdisant les dépenses pour des essais nucléaires qui violeraient le traité ABM de limitation des antimissiles, un rapport publié dimanche par la commission des affaires étrangères de la Chambre haute conteste au gouvernement Reagan le droit de réinterpréter à sa manière ce traité.

Commentant l'accord de principe sur les missiles à moyenne portée, le général Galvin, commandant en chef des forces américaines en Europe, a déclaré à *Newsweek* que les alliés de l'OTAN prennent *« un risque peut-être trop élevé »* en soutenant cet accord. Affirmant que l'URSS s'est *« toujours davantage appuyée sur les forces conventionnelles »*, le général se prononce pour *« à la fois un renforcement des forces classiques de l'OTAN et, dans une certaine mesure, de ses capacités nucléaires »*. Répondant indirectement aux critiques de ce genre, M. Shultz a déclaré : *« Comment peut-on dire que nous serons dans une situation militaire pire, alors que les Soviétiques vont éliminer quelque deux mille têtes nucléaires, et nous environ trois cent cinquante ? »*

Le *New York Times* rappelle à ce sujet que le coût des armes qui seront détruites au terme de l'accord est de 9 milliards de dollars pour les Etats-Unis seulement, dont 3,45 milliards de dollars pour les missiles de croisière et 2,46 pour les Pershing-2, à quoi il faut ajouter plus de 800 millions de dollars pour les ogives nucléaires de ces engins. – *(AFP.)*

M. Hafez El Assad confirme sa rencontre en avril avec le président Saddam Hussein

Le président syrien Hafez El Assad a confirmé pour la première fois avoir rencontré le chef de l'Etat irakien, M. Saddam Hussein, en avril dernier, dans une interview publiée, dimanche 20 septembre, par le *Washington Post*. Le président Assad a déclaré que cette rencontre – qui avait été annoncée par les Jordaniens puis confirmée, il y a quelques jours, par Bagdad – n'avait pas permis de progresser vers le règlement du conflit qui oppose les deux pays. *« Nous avons tous les deux nos propres vues sur les affaires arabes et internationales et nous en sommes restés là où nous en étions »*, a-t-il déclaré.

D'autre part, confirmant la fermeture du bureau à Damas du groupe palestinien dissident d'Abou Nidal, impliqué dans de nombreux attentats, le président Assad a nié que cette mesure ait été prise en vue de normaliser les relations de la Syrie avec les Etats-Unis.

Concernant la guerre du Golfe, M. Assad a assuré qu'il n'avait aucune intention de réduire son soutien politique à l'Iran, estimant que le refus de Damas de rompre avec Téhéran avait *« joué un rôle majeur pour empêcher une extension de la guerre à d'autres Etats arabes »*.

Le conflit tchadien

M. Hissène Habré assistera à la réunion de l'OUA à Lusaka

Le président tchadien Hissène Habré assistera la semaine prochaine à Lusaka à la réunion du comité *ad hoc* de l'OUA chargé du conflit Tchad-Libye, indique-t-on dans les milieux tchadiens de Paris. En revanche, tout laisse à penser que le colonel Kadhafi, estimant que les conditions d'un tel sommet ne sont pas réunies, s'abstiendra et n'enverra aucun émissaire.

L'ambassade de Libye en France a fait savoir samedi que Tripoli ne saurait être tenu pour responsable d'une éventuelle reprise de la guerre, *« la France et les Etats-Unis »* dictant à N'Djamena sa conduite de manière *« à réaliser leurs objectifs impérialistes dans la région »*.

Selon un communiqué de l'ambassade du Tchad à Paris, l'aviation libyenne aurait violé dix fois l'espace aérien du pays au cours de la seule journée de vendredi 18 septembre.

Le ministre français de la coopération, M. Michel Aurillac, a, pour sa part, déclaré samedi soir au « Club de la presse » de Radio-France internationale qu'il n'avait rien contre la livraison prochaine au Tchad de missiles Stinger américains. *« La France n'a pas de Stinger*, a-t-il dit, *il me paraît normal* [qu'un Etat souverain] *aille les chercher aux Etat-Unis plutôt qu'ailleurs. » Pour la France une chose est sûre*, a ajouté le ministre, *nous sommes certains que la bande d'Aozou appartient au Tchad »*, mais selon lui *« seul un traité en bonne et due forme »* ou *« un arbitrage international »* pourra mettre un terme au conflit

Des renforts pour le colonel Kadhafi

Sept cents druzes et une centaine de communistes libanais devaient commencer, ce lundi 21 septembre, à embarquer pour Tripoli à partir de la de Libye afin de combattre aux côtés de l'armée libyenne. *« Au nom de l'arabisme et de l'Islam, nous allons aujourd'hui combattre avec nos camarades et le peuple de Libye, sous la direction de Mouammar Kadhafi »*, a déclaré le chef druze Walid Joumblatt à ses miliciens qu'il destine à *« l'unification de la cause nationaliste arabe »*. M. Joumblatt a mis en avant la *« solidarité »* avec les Libyens pour expliquer son initiative, qui fait suite à sa visite, le mois dernier à Tripoli, faisant état d'une *« assistance financière et militaire »* libyenne à son mouvement, le PSP (Parti socialiste progressiste).

Dans les milieux diplomatiques à Beyrouth, on estime que la grave crise économique qui frappe le Liban n'est pas étrangère à la décision de M. Joumblatt, dont les ressources s'en ressentiraient fortement. – *(AFP, Reuter.)*

Le numéro du « Monde » daté 20-21 septembre 1987 a été tiré à 466 554 exemplaires

A B C D E F G

Sur le vif

Piques et crosses

Il est pas content, mon Jacquot. Il en a après son Mimi. Là, il lui a passé un coup de fil, en vitesse, de Villacoublay, entre deux avions. Il voyage tellement en ce moment qu'il a même plus le temps de passer se changer à Matignon :

– Enfin, chéri, qu'est-ce qui te prends ? T'arrête pas de me chercher des poux. Tu me fais des histoires pour un rien...

– Ah ! parce que c'est moi qui t'en fais des histoires ? Et celle du « Rainbow-Warrior », et celle des Irlandais de Vincennes, c'en est pas peut-être ? Et l'inculpation de Prouteau ?...

– Là, je comprends pas. je t'envoie Chalandon pour te prévenir bien poliment et tout. Et toi, t'en profites pour le traîner dans la boue devant le monde. Non, mais sérieux, qu'est-ce que t'as ? C'est vrai ce qu'il dit, Pasqua ? Tu t'ennuies, c'est ça ? Elle t'a pourtant fait signe, Christine Ockrent. T'es passé à la télé. J'ai pas eu le temps de te le dire, mais t'étais très bien. Bien maquillé, très en beauté. Tu paraissais pas ton âge. Bien, vraiment.

– Tu dis ça, tu dis ça... N'empêche que t'as pas levé le petit doigt pour sucrer le match de foot programmé sur A 2 le même soir.

– T'as quand même fait un très bon score, arrête !

– Et tu trouves ça normal, un chef de l'Etat continuellement interrompu par des pubs pour des marques de poudre à laver ou de papier toilette...

– Là, tu pousses. Les chaînes privées, c'est qui qui les a introduites dans ce pays ? C'est toi ou c'est moi ? C'est comme pour la CNCL. Qu'est ce qu'elle t'a fait ? Qu'est-ce que t'as à lui voler dans les plumes ? Je sais pas si t'es au courant, mais ta copine Michèle Cotta, elle a dit à qui voulait l'entendre qu'elle était plus libre avec Bouygues qu'avec toi au temps de la Haute Autorité.

– Dis donc, Jacquot, qui c'est qui cherche des crosses à qui, là ? A quoi ça rime, ces piques ? « Le Point » me demande mon avis sur la télé, je le donne. Et, si t'es pas content, c'est le même prix. Où tu vas là ? Au divorce ? Il ne me fait pas peur. Comme c'est parti, c'est moi, c'est pas toi qui aura la jouissance du château et la garde des enfants, enfin je veux dire des Français !

CLAUDE SARRAUTE.

Echange de lettres entre M. de Broglie, président de la CNCL, et M. Francis Bouygues

« Droit de réponse » mis en cause

L'émission « Droit de réponse » de M. Michel Polac est la cause d'un différend sérieux entre M. Francis Bouygues, PDG de TF 1, et la CNCL. Dans son émission du samedi 12 septembre, l'animateur de « Droit de réponse » avait notamment critiqué l'attribution de fréquences supplémentaires à la 5 par la CNCL.

Dans une lettre en date du 14 septembre, M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, a indiqué à M. Francis Bouygues que *« la commission n'avait pas manqué de relever que ces affirmations de l'animateur reproduisaient, jusque dans les termes, des thèses qui sont les vôtres ainsi qu'en témoignent votre mémoire remis à la CNCL le 4 septembre et les propos que vous-même et M. Patrick Le Lay, vice-PDG de TF 1, avez tenus lors de votre audition devant la commission le 8 septembre »*.

La CNCL s'est également émue auprès de M. Bouygues de l'évocation, au sein de cette même émission de « Droit de réponse », de la plainte *« pour corruption active et passive, la CNCL*.

Enfin, M. de Broglie demande à M. Bouygues s'il estime normal que *« des accusations extrêmement vagues mais particulièrement graves contre l'autorité publique chargée précisément de veiller au fonctionnement du secteur audiovisuel » soient proférées sur TF 1*. En l'occurrence, le président de la CNCL visait là trois caricatures de notre collaborateur Jean Plantu parues à l'écran.

Le PDG de TF 1, dans une réponse à M. de Broglie datée du 17 septembre, estime que le dépôt d'un mémoire auprès de la CNCL de la part de TF 1 concernant l'extension de la 5, la date de programmation d'un « Droit de réponse » sur la CNCL et les propos tenus par Michel Polac n'était dû qu'à une coïncidence. Quant aux accusations formulées contre des personnes appartenant à la CNCL, le PDG de TF 1 a indiqué que l'émission « Droit de réponse » *« représente un espace de liberté où la contestation et la critique peuvent s'exercer, et cela en direct. »* Mais, précise le PDG de TF1, *« la liberté d'expression a ses limites »*. *« Jusqu'à ce jour*, indique M. Bouygues, *les règles du jeu avaient été respectées. Samedi dernier, les limites ont été dépassées et je le déplore »*. Présentant ensuite ses excuses aux membres de la commission, le PDG de TF1 indique qu'il a convoqué M. Polac et que ce dernier *« a reconnu que le caractère des dessins incriminés avait échappé à sa maîtrise et qu'il était prêt à s'en excuser et à demander au dessinateur, M. Plantu, de le faire lors de l'introduction de sa prochaine émission « Droit de réponse »*.

A la suite de cette échange de lettres, le président de la CNCL avait réclamé une mise au point à l'antenne de TF1 avant la prochaine émission de « Droit de réponse », par exemple *« une déclaration suivant le journal télévisé du samedi 19 septembre, déplorant les attaques injurieuses et diffamatoires portées contre la Commission »*. Samedi 19 septembre, cette mise au point n'avait pas été faite, et « Droit de réponse » ne soufflait mot d'un différend surgi à son sujet.

Michel Polac refuse d'en faire une affaire d'Etat. *« Je proteste simplement contre le fait que mes dossiers, comme le suggère la CNCL, puissent être dictés par M. Francis Bouygues*, nous a indiqué l'animateur de « Droit de réponse ». *Sur le problème de la Cinq, nous avons fait nos propres enquêtes. Il se trouve qu'elles recoupent différentes choses qu'a dites M. Bouygues. Mais il n'y a pas de concertation Bouygues-Polac ! Quant aux accusations portées contre des personnes de la CNCL pour corruption, nous en avons parlé à « Droit de réponse », mais* le Monde *ou* le Canard enchaîné *l'ont aussi fait. Le problème de fond est de savoir s'il est interdit de parler de la CNCL à la télévision. Si M. de Broglie sollicite un droit de réponse et veut protester, c'est bien volontiers que je l'invite à mon émission. En ce qui concerne enfin le dessin de Plantu, c'est une peccadille. L'un des dessins n'était pas très heureux, je le lui ai dit ; mais cette peccadille ne fournit pas matière à en parler publiquement. »*

Y.-M. L.

[Le propre d'un dessinateur politique est d'égratigner les hommes et les institutions. Dans ce journal comme à la télévision, notre collaborateur Plantu ne fait pas autre chose.]

